



**HAL**  
open science

## Trajectoires professionnelles

Jacques Allégret, Florence Accorsi

► **To cite this version:**

Jacques Allégret, Florence Accorsi. Trajectoires professionnelles: douze témoignages d'architectes. [Rapport de recherche] 0785/92, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Villemin; Groupe de recherche sur la socialisation de l'architecture (GRESA); Ministère de l'équipement, du logement et des transports / Bureau de la recherche architecturale (BRA). 1992, pp. 167. hal-02971115

**HAL Id: hal-02971115**

**<https://hal.science/hal-02971115>**

Submitted on 19 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

785 ~~640~~ 51

Ecole d'Architecture Paris-Villemin / Bureau de la Recherche Architecturale  
Groupe de Recherche sur la Socialisation de l'Architecture

- GRESA -

Jacques Allégret  
Florence Accorsi

# Trajectoires professionnelles

Douze témoignages d'architectes

juin  
1992



Ecole d'Architecture Paris-Villemin / Bureau de la Recherche Architecturale

Groupe de Recherche sur la Socialisation de l'Architecture

- GRESA -

Jacques Allégret  
Florence Accorsi

# Trajectoires professionnelles

Douze témoignages d'architectes

juin  
1992

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DES TRANSPORTS

**ECOLE D'ARCHITECTURE PARIS-VILLEMIN**

ETABLISSEMENT PUBLIC CREE PAR DECRET N° 79-1077

**-GRESA-**

Groupe de Recherche sur la Socialisation de l'Architecture

Rapport de recherche

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports

Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme

Sous-direction des Enseignements et des Professions

Bureau de la Recherche Architecturale

Convention n° 84 209, notifiée le 23-09-1991

Le présent rapport constitue le rapport final d'une recherche remise au Bureau de la Recherche Architecturale en exécution du programme général de recherche mené par le Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports avec le Ministère de la Recherche et de la Technologie.

Les jugements et opinions émis par les responsables de la recherche n'engagent que leurs auteurs.

Responsable scientifique: Jacques Allégret.

La préface a été rédigée par Jacques Allégret.

Les témoignages d'architectes ont été recueillis puis mis en forme par Florence Accorsi.



## Sommaire:

Préface	p. I à V
Berry Maurice	p. 1
Bourlier Pierre	p. 9
Bruyère André	p. 21
Duclos Paul	p. 33
Gonnot André	p. 42
Hulot René	p. 61
Kopf Pierre	p. 70
Lauffray Jean	p. 88
Le Coeur Claude	p. 97
Lisch René	p. 116
Stoskopf Gustave	p. 127
Tournier Jean	p. 158

## PREFACE

Une douzaine d'architectes, nés au cours de la première décennie de ce siècle, diplômés aux alentours de 1935, nous ont raconté leur vie professionnelle, et un peu plus. Ils nous ont dit qui étaient et ce que faisaient leurs parents, s'ils ont eu des enfants et assez souvent ce que font ces derniers.

Quel fait peut mieux sanctionner une carrière d'architecte que d'avoir un enfant qui le devient, c'est-à-dire qui, en connaissance de cause, envisage que l'on peut vivre de ce métier avec plaisir!

Ces douze architectes ont aujourd'hui autour de 83 ans et résident dans la région parisienne. Des attendus administratifs et financiers nous interdisaient des missions en province. Ces architectes ont tous été interviewés par Florence Accorsi, architecte, attaché de recherche au GRESA, qui a consacré environ un mois et demi à chacun d'eux pour: retrouver, contacter, convaincre, écouter, puis pour transcrire, rédiger et négocier la mise au point de leur histoire de vie.

Se prêtant à nos questions, généralement avec patience et confiance, parfois avec agacement, tant l'on préfère raconter sa vie qu'en répondre, ils ont apporté un certain éclairage ou une interprétation personnelle sur les périodes cruciales de leur carrière.

Tout d'abord, dans les années 1925, sur les conditions du choix des études, de l'admission, de la montée à Paris pour certains. Puis ils ont parlé de l'Ecole, des Patrons, des copains, de l'atelier, des premiers travaux en agence, du service militaire, des concours d'émulation et du prix de Rome, du diplôme et de la crise.

Crise atténuée au lendemain de leur diplôme par la préparation de l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de 1937. Quelques-uns vont travailler chez un patron ou dans l'agence paternelle. D'autres s'installent, souvent en association avec un camarade d'école, trouvent de petites affaires et font des concours. Des provinciaux, montés à Paris pour finir l'école, rentrent chez eux. Un autre enfin part à l'étranger, d'abord pour de courtes missions, puis pour l'essentiel de sa carrière. Presque tous se



mariant dans cette période et beaucoup seront déjà père de famille quand survient la mobilisation de 1939.

La plupart, mobilisés comme sous-officiers ou intégrés à des armes en rapport avec leurs compétences (Génie, cartographie, etc...) sont démobilisés en 1940. Quelques-uns sont fait prisonniers et sauf évasion rentreront en 1945. De ces années de guerre, ils retiennent la difficulté d'exercer son métier, d'échapper au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire). Ils parlent également de la création de l'Ordre, attendue et bien admise en général, et de la mise en place des services et des équipes qui auront en charge la reconstruction.

Après la Libération, suivie d'un regain d'activités dans la branche du bâtiment, tous accèdent à la commande dans les conditions et les directives du moment: l'économie de la construction dont ils dénoncent unanimement les méfaits.

Pourtant et malgré cette conjoncture commune, leurs carrières vont révéler de fortes différences. Presque toujours ce destin sera présenté comme le résultat d'un choix. Celui par exemple d'avoir toujours voulu maîtriser son architecture en refusant de développer une grosse agence; ou celui d'avoir toujours voulu maintenir un bon équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Toutefois, dans les faits, on voit bien la difficulté à refuser l'appel de la commande quand il est insistant. Il y a des responsabilités qu'on ne peut pas esquiver. Ainsi certains auront plus de soixante salariés dans leur agence tandis que d'autres n'en employeront jamais plus de trois. Ceux qui par goût, par prudence ou atavisme, ont préparé le concours des Monuments Historiques et qui l'ont réussi, deviendront Voyers ou Architectes en Chef des Monuments Historiques.

L'âge, l'expérience et la nécessité aidant, quelques-uns seront, vers cinquante ans, nommés architecte Expert juridique près de tribunaux ou Expert amiable au service de Compagnies d'assurances, tandis que d'autres chercheront à consolider leur trésorerie d'agence par une activité de syndics.

Selon leurs dispositions et engagements envers l'architecture les uns se positionneront dans les instances du débat architectural. Ils publieront, enseigneront ou participeront à des comités de rédaction de revue, tandis que les autres prendront des responsabilités dans les syndicats ou dans celles des instances qui sont les plus directement liées à leurs pratiques.

Vers 70 ans, au terme de leur vie active que celui-ci soit statutaire (âge limite pour les fonctionnaires) ou la conséquence d'une baisse progressive de la commande, ces architectes ne désarmeront pas. Ils vont soit renouer avec d'anciens hobbies négligés, la peinture, l'écriture, ou mettre à profit leurs disponibilités pour prolonger sur un autre plan leur vie active: classer leurs archives, publier, transmettre. C'est ainsi que l'un deux deviendra responsable de la Fondation Le Corbusier ou qu'un autre, licencié d'histoire de l'art à 25 ans, soutiendra, cinquante ans plus tard, une thèse de doctorat.

Toujours en répondant à nos questions ces architectes nommeront leurs amis, ceux qui apprécient ou font la "bonne architecture", et sous réserve de discrétion, leurs ennemis, ceux qui entravent son avènement. Ils nous exposeront leurs points de vue sur l'évolution de l'enseignement et de la profession, sur leurs préférences architecturales et sur leurs dégoûts. Ainsi nous constaterons qu'une part de l'architecture contemporaine, et pas toujours la plus traditionnelle, trouve grâce à leurs yeux.

Voici donc, brièvement décrite, la "matière" que nous voulions rassembler en vue d'un travail théorique sur les "jeux du hasard et de la nécessité" ou, si l'on préfère, sur les facteurs qui orientent les trajectoires professionnelles, qui influent sur le déroulement des carrières individuelles. Facteurs se rapportant aux atouts personnels de chaque architecte mais aussi aux conditions historiques dans lesquelles ces atouts sont mis en jeu.

Pour cela et en fonction de nos hypothèses de travail, exposées dans un précédent rapport de recherche (Cf. Rapport G.R.E.S.A. 1989), nous avons décidé de constituer un échantillonnage représentatif des architectes diplômés dans les années 1935, 1955 et 1975, en tenant compte de leur origine sociale et de leur "position" à l'asymptote de leur carrière. En tenant compte également de leur activité dans le champ de l'architecture tant du point de vue de leurs productions que de celui de leurs places dans les instances professionnelles.



De fait, pour la période 1935, notre échantillonnage a dû composer avec la réalité de l'éloignement, de l'âge, de la maladie. Quelques architectes nous ont dit ou fait savoir par leur famille qu'ils étaient trop fatigués pour nous recevoir et par exemple, les entretiens commencés avec Louis Arretche ont, à notre grand regret, été interrompus par sa maladie et son décès.

Toutefois, les douze architectes avec lesquels nous avons conduit ce travail s'avèrent finalement assez représentatifs relativement à nos critères d'échantillonnage. Il est à noter que ces critères n'étaient au demeurant pas toujours bien compris par nos interlocuteurs habitués à l'idée qu'on ne peut s'intéresser qu'aux architectes reconnus tant est fréquent le modèle de l'hagiographie.

Pour ceux qui n'estimaient pas avoir accompli une carrière canonique, notre intérêt était suspect. Pour ceux, au contraire, qui pensaient avoir été choisis pour leur notoriété la déception était perceptible lorsqu'ils prenaient connaissance de la liste des "élus". Il a fallu tout le savoir faire de Florence Accorsi pour expliquer le sens de notre démarche, inhabituelle à leurs yeux, et pour expliquer en quoi précisément ils étaient tous exemplaires et importants relativement à l'objet de notre recherche. On notera à ce propos, et c'est là un aspect non négligeable de la recherche, que ceux qui pensaient être plus exemplaires que d'autres ont été plus attentifs et plus coopératifs mais aussi plus soucieux de l'usage qui serait fait de leur propos.

C'est pour répondre à leur attente implicite, mais aussi à l'appréciation du caractère édifiant de leurs propos que nous avons décidé de ne pas conserver par devers nous l'information ainsi rassemblée. En considérant ces brèves histoires de vie, nous avons conçu qu'elles pouvaient rencontrer l'intérêt d'un public plus large de chercheurs, d'étudiants, de professionnels. S'est alors posée la question de la publication éventuelle de ces histoires de vie ce qui supposait la réorganisation et la réécriture des transcriptions au mot à mot puis la question de la relecture et de la correction de nos textes par nos interlocuteurs dont certains sont devenus de fait des co-auteurs que nous nous devons de remercier.

Il n'était déjà pas simple d'approcher la "vérité" en garantissant la confidentialité, qu'allait-il rester de celle-ci après relectures, rationalisations et censures qu'appelaient une mise en forme éditoriale qui reçoive

l'agrément de nos interlocuteurs? Dans l'état actuel des choses, nous apprécions que l'essentiel est sauf. D'une part, nos archives sont intactes, qui devront bien sûr être complétées, vérifiées, etc... mais d'autre part nous avons mis au jour une information complémentaire, quelque chose qui nous parle très profondément de la personnalité autrement inaperçue de nos interlocuteurs, de leurs rapports à la profession, voire à leur famille.

En effet, plusieurs fois l'aveu nous a été fait qu'ils avaient entrepris ou qu'ils auraient le dessein d'entreprendre, à l'usage d'une revue, d'une académie, de leurs enfants ou petits-enfants, de la postérité en somme, une sorte de biographie et que tout compte fait notre travail pouvait en tenir lieu ou y contribuer.

Par ailleurs, nos interlocuteurs ont mis en évidence qu'il n'a pas fallu attendre les années 1970 pour que s'envisage une redoutable ou salvatrice différenciation des pratiques et des modes d'exercice. En effet, les architectes de cette promotion des années 1935 témoignent, même s'ils n'en ont pas une claire conscience, d'une réelle et très large diversification. Ceci donne un intérêt supplémentaire à la publication de ces histoires de vie qui viennent relativiser la polémique inutilement passionnée parce que mal informée sur l'avenir de la profession d'architecte.

Jacques Allégret.



Maurice BERRY

**Résidence actuelle:** 8 rue de l'Abbaye 75 006 PARIS

**Distinctions et médailles:**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Croix de guerre 1939-45,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Officier des Arts et Lettres,  
Officier d'Académie.

**Famille; études d'architecture:**

Maurice Berry naît en 1908; il est parisien.

Suivant l'exemple de son père, architecte-voyer de la ville de Paris, Maurice décide très jeune de devenir architecte.

Il obtient les baccalauréats Latin-Sciences, Mathématiques Élémentaires et Philosophie, puis entreprend aussitôt ses études à l'Ecole des Beaux-Arts. Il devient élève de Camille Lefèvre et d'Albert Ferran (les architectes du Palais du Louvre).

Les étudiants, alors dispersés dans différents ateliers (il n'existe alors que trois ateliers intérieurs, soit officiels à l'Ecole, les autres se créant selon le choix des élèves) se retrouvent lors des concours en loge. M. Berry se fait de nombreux amis, avec lesquels il gardera souvent des contacts par la suite.

En 1935, il passe son diplôme avec pour sujet un hôtel de montagne. Il ne considère pas pour autant ses études terminées et cherche par ailleurs à parfaire ses connaissances.

**Formation complémentaire; premiers travaux:**

M. Berry entreprend donc de suivre les cours de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris. La plupart des cours ont lieu dans les locaux de l'Institut d'Art et d'Archéologie, quelques autres se tiennent à la faculté de droit. Les disciplines enseignées sont multiples: code de l'urbanisme, droit des communes, histoire de l'urbanisme, etc... L'enseignement de grande qualité est dispensé par des Maîtres dont Messieurs Marcel Poëte, Sébille, Gèze, Remaury, etc..., et même, malgré son grand âge, par Louis Bonnier.

A partir de 1936, M. Berry commence également des études le préparant au concours des Monuments Historiques et suit pour cela les cours sur "L'histoire et la Conservation des Monuments Anciens de la France" qui se tiennent à l'Ecole des Beaux-Arts. Il envisage un moment de passer le concours de la Ville de Paris et peut-être de suivre les traces de son père. Mais en 1938, il est reçu au concours de recrutement des Architectes en Chef des Monuments Historiques. Il est nommé dans les départements de l'Aveyron et de la Lozère.

Cependant, le climat de l'époque est instable. Des difficultés internationales se font sentir, peu de travaux sont entrepris. La sphère parisienne est temporairement agitée par les préparatifs de l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de 1937.

M. Berry, occupé par ses études, n'y participe pas.

Les signes précurseurs de la guerre sont en place et les architectes doivent préparer la défense passive.

En 1939, M. Berry, qui a suivi la Préparation Militaire Supérieure, est envoyé avec son escadrille en Lorraine. Ayant la chance de n'avoir été ni blessé ni fait prisonnier, il retrouve à Vichy son maître Louis Hauteceur, devenu secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts. Celui-ci lui suggère de rester en zone sud et de s'occuper des départements qui lui sont affectés en tant qu'Architecte en Chef des Monuments Historiques. L'Administration lui confie aussi la charge d'autres régions dont les titulaires sont prisonniers, de sorte que M. Berry se voit bientôt à la tête de sept départements. Avec peu de matériaux et peu d'entreprises disponibles, il organise quelques petites réparations qui permettent de conserver un personnel qui sera dispensé du S.T.O. en Allemagne.

1940 est l'année de la création de l'Ordre des architectes, que plusieurs sociétés d'architectes avaient souhaité avant-guerre. Désormais, les architectes sont obligés de prêter serment pour pouvoir exercer leur profession.

A la Libération, le Président et les membres du Conseil sont -naturellement- destitués, mais l'Ordre reste en place.

M. Berry rappelle la succession des organismes qui se chargent alors de la reconstruction. Le premier, entre 1940 et 1944, est le Commissariat Général à la reconstruction immobilière. Il devient après la Libération le Sous-secrétariat d'Etat à la reconstruction, puis le Ministère de la reconstruction avant de se



transformer en Ministère de la construction. Pour la première reconstruction, engagée par le Commissariat Général, M. Berry souligne le retour au classicisme et aux conceptions traditionnelles qui donnèrent lieu à beaucoup d'architectures régionalistes (il cite en exemple les maisons en pans de bois et en briques de la ville de Gien).

### **Carrière aux Monuments Historiques; quelques réalisations privées:**

#### Les Monuments Historiques:

Après la Libération, M. Berry est chargé de la ville de Falaise (Calvados) presque entièrement détruite. Il s'occupe là de très beaux monuments, comme le château de Guillaume le Conquérant, les tours et les grandes églises fortement atteintes par la bataille.

En 1945, lui sont confiés les plans de reconstruction et d'urbanisme de La Souterraine (commune de la Creuse) bombardée par les Italiens en 1940, puis de Cosne, Louhans, Cluny et Tournus.

En 1948, il a en charge les départements de l'Aisne (notamment la basilique de Saint-Quentin), pour lequel beaucoup de travaux se font au titre des dommages de guerre (parfois même ceux de 1918), et de Saône-et-Loire, où il continue sur les Monuments les études entreprises pour l'urbanisme. Il travaille en particulier à Cluny avec l'aide de l'architecte-archéologue américain Kenneth Conant.

En fin de carrière, il s'occupe des départements du Nord et de Seine-et-Marne dont le chantier principal est à Provins.

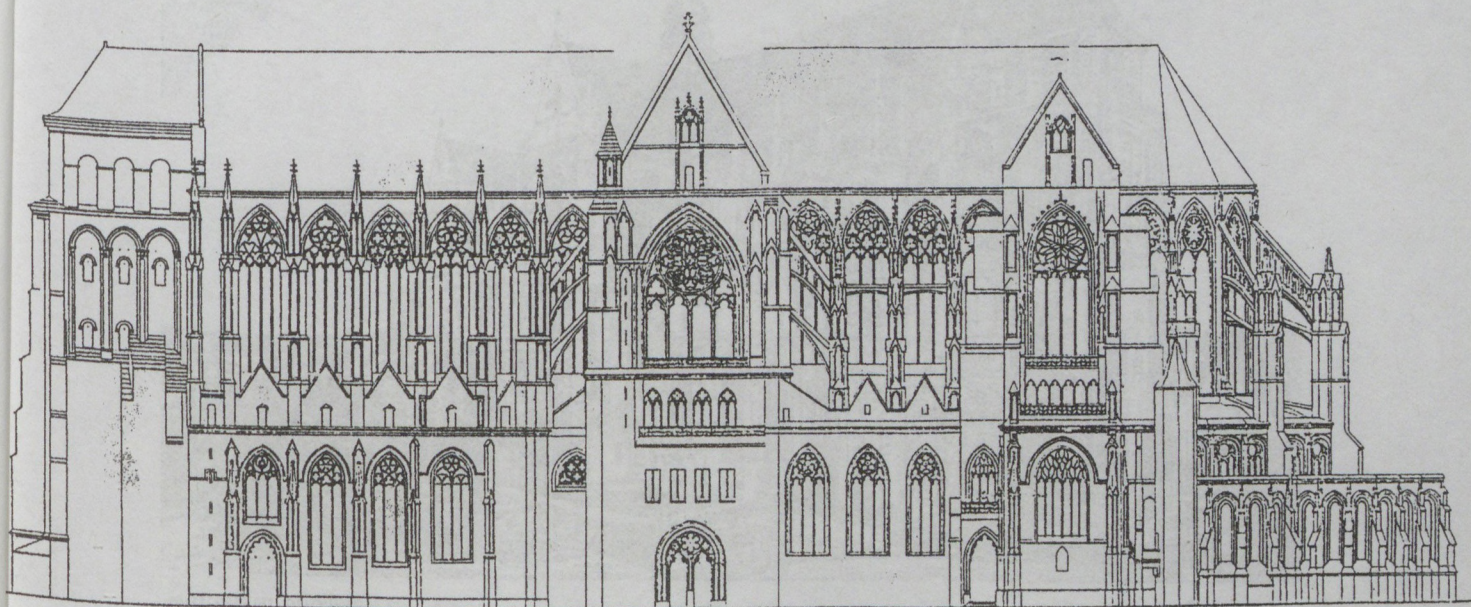


Fig. 8. — SAINT-QUENTIN. Basilique, élévation méridionale par M. Berry.



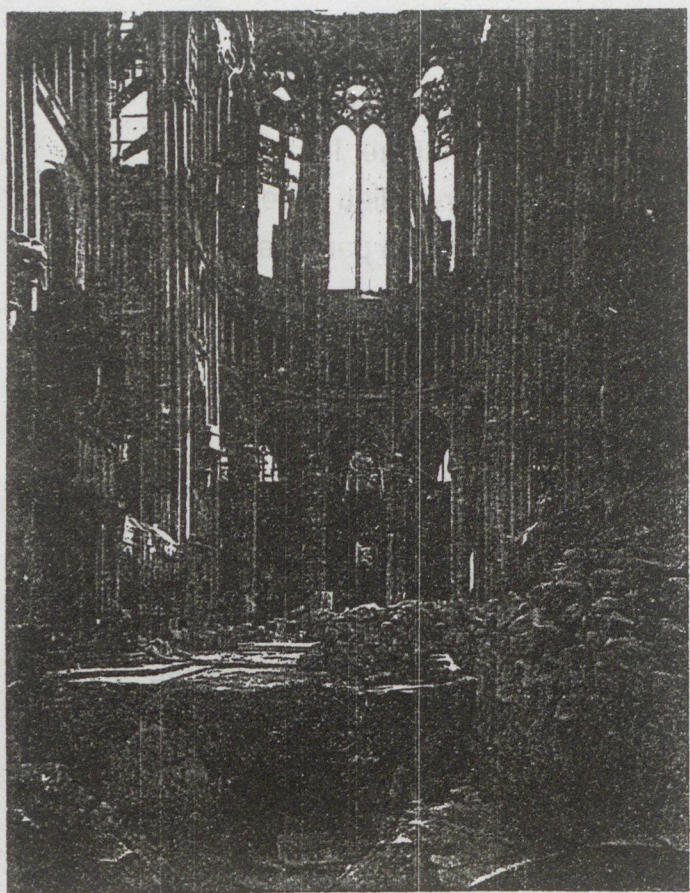


Planche XXXVI. — SAINT-QUENTIN. Basilique, ruines du chœur et de la crypte en 1919.

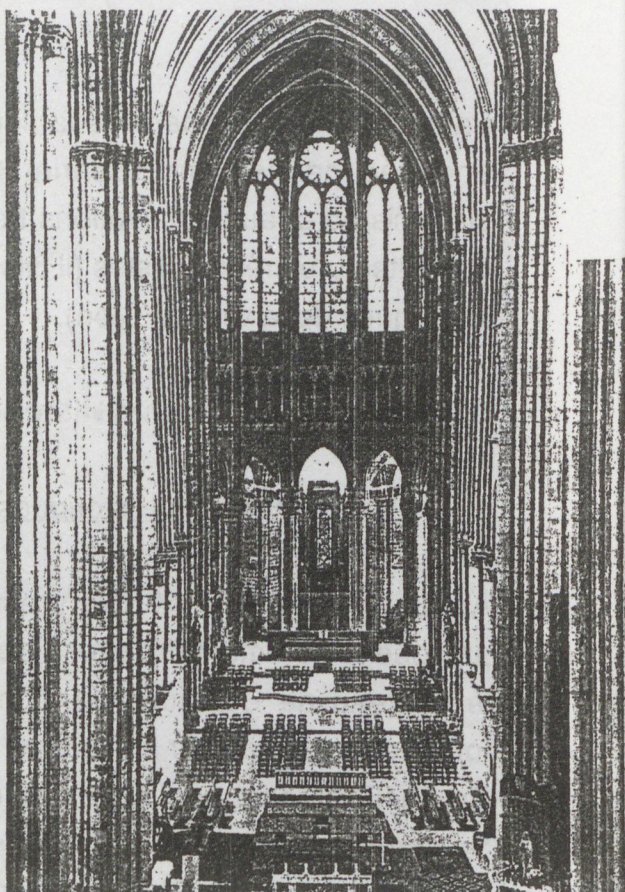
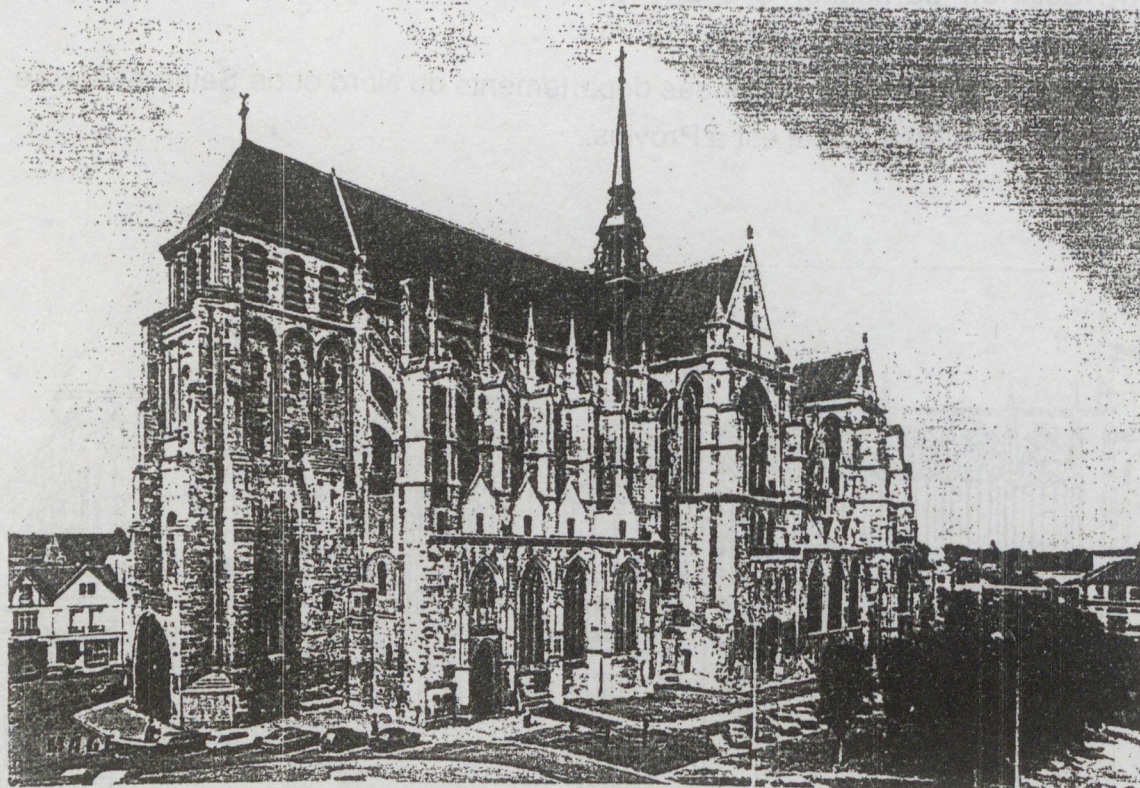


Planche XII. — SAINT-QUENTIN. Basilique, vue générale du chœur.

Illustrations parues dans La basilique de Saint-Quentin, Pierre Héliot, Ed. Picard & Cie, 1967.



La basilique restaurée.



Bien que plus attiré par le travail technique qu'administratif, M. Berry organise notamment en 1957 le premier Congrès International des Architectes des Monuments Historiques, auquel participent quatorze nations, pour confronter leurs idées et leurs méthodes et surtout pour rendre compte de l'ensemble des travaux exécutés au titre des dommages de guerre. Le deuxième congrès a lieu sept ans plus tard en Italie. Puis en 1965, un organisme permanent est fondé à Varsovie: le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS). M. Berry est chargé de représenter la France avec la mission de proposer l'organisation du siège à Paris. Il aménage donc pour cette "organisation non gouvernementale" (O.N.G.) de l'Unesco une partie de l'Hôtel Saint-Aignan (rue du Temple).

En 1974, il atteint la limite d'âge fixée par l'Administration. Il est alors chargé de missions spéciales, notamment à Laon, Provins et Saint-Michel-en-Thiérache où il reconstruit l'église incendiée.

M. Berry n'a jamais eu une très grosse agence, considérant que le type de travaux engagés aux Monuments Historiques, nécessite une maîtrise personnelle. En moyenne, l'agence regroupe cinq personnes dont une secrétaire-dactylo, un vérificateur et trois dessinateurs. Pour M. Berry, la vie d'un Architecte en Chef des Monuments Historiques se passe sur le terrain, en étroite relation avec les compagnons. Il se souvient d'avoir de nombreuses fois dû "mettre la main à la pâte", pour tracer une épure de charpente ou pour appareiller une pierre... Il regrette d'ailleurs que l'administration ne favorise pas le maintien de la même entreprise adjudicataire sur un monument pour toute la durée de sa reconstruction, ce qui satisferaient les compagnons heureux de participer à l'achèvement de l'oeuvre entreprise.

Cependant, M. Berry insiste également sur le côté très spécialisé du travail de l'Architecte en Chef. En effet, celui-ci se doit de connaître parfaitement les anciens procédés de construction (structures des édifices, matériaux employés, etc...) mais aussi l'histoire des bâtiments dont il a la charge. Aussi, le reproche de "privilège professionnel" que l'on fait souvent à l'architecte des Monuments Historiques lui paraît injustifié, dans la mesure où un architecte sans formation technique et historique n'aurait pas les connaissances nécessaires pour s'occuper de projets de restauration. Si la charge d'un département permet de bien connaître l'architecture spécifique locale, M. Berry estime que l'architecte en chef se doit de prendre contact avec les

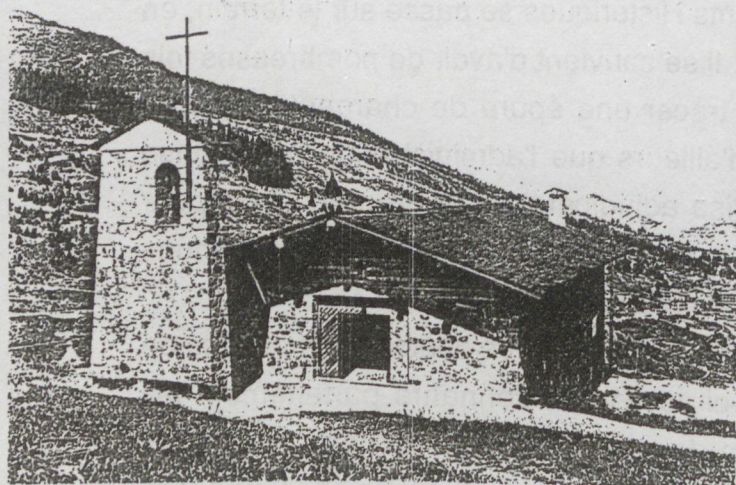


différentes régions afin d'assimiler l'extraordinaire diversité géographique et architecturale de la France.

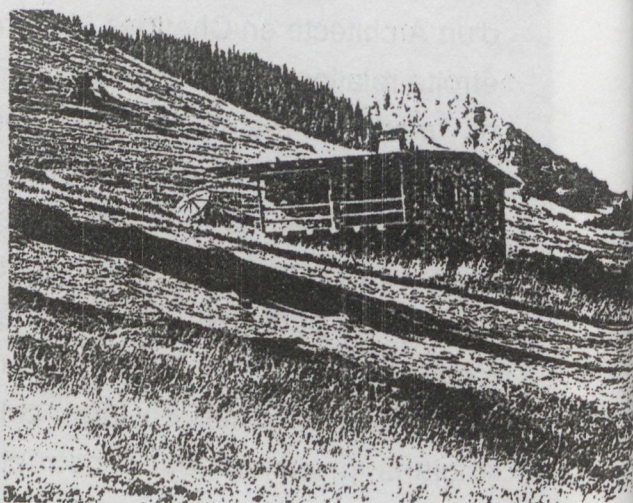
M. Berry a toujours eu de bons contacts avec l'administration centrale. Parmi ses prédécesseurs, il avoue avoir été spécialement marqué par M. Trouvelot. Les oeuvres de ce dernier à Chartres ou à Vincennes lui paraissent remarquables, prouvant autant ses qualités techniques que sa valeur spirituelle.

#### Réalisations à titre privé:

A titre personnel et pour conserver un contact avec ce qu'il appelle "l'architecture vivante", M. Berry réalise des H.L.M. à Paris (début des années 50), une cité-jardin et des H.L.M. dans l'Oise, des groupes scolaires dans l'Oise, à Château-Thierry et à Cluny, un lycée et la bibliothèque municipale de Soissons, des ponts sur la Saône à Tournus, des chalets, des hôtels et une chapelle en Savoie.



L'église de Moriond (Savoie)



Un chalet à Moriond.

A partir des années 70, il s'occupe également de la réhabilitation de nombreux H.B.M. construits avant-guerre. Il s'agit principalement de la remise aux normes sanitaires modernes, tâche qui s'avère d'autant plus délicate que les locataires n'abandonnent pas leur logement pendant la durée des travaux.



Par ailleurs, M. Berry est nommé à partir de 1960 Expert près la Cour d'Appel de Paris, ce qui le conduit à effectuer un grand nombre d'expertises et à mieux connaître le vieux Paris, étant fréquemment désigné pour les affaires concernant les quartiers anciens de la ville.

Ses études d'urbanisme et son expérience dans ce domaine l'amènent à être chargé du plan d'aménagement et de protection du 6ème arrondissement de Paris (1960). Berry se passionne pour cette nouvelle entreprise. Il réalise plusieurs travaux d'aménagement dans des rues ou des passages ( passage Dauphine, Cour de Rohan, passage du Commerce) et surtout, il fait cesser l'action néfaste des alignements conçus au début du XIX ème siècle suivant lesquels étaient encore accordés les permis de construire.

L'Unesco le désigne également pour d'importantes études hors de France comme le sauvetage des monuments seldjoukides des bords de l'Euphrate lors de la construction d'un barrage sur ce fleuve, la protection d'une petite ville construite en Tunisie par les Musulmans chassés d'Espagne au XVIe siècle, ou encore la restauration de la forteresse de Louisbourg édiflée sous Louis XV au Canada.

#### **Une retraite active:**

Maurice Berry poursuit des études sur des sujets historiques qui l'intéressent de longue date, comme par exemple l'enceinte de Philippe Auguste, le jardin du Luxembourg, les Palais du quai Conti. Travaillant pour la Délégation à l'Action Artistique de la Ville de Paris, il prononce aussi de nombreuses conférences et organise des expositions.

Bien que passionné par la France d'autrefois, dont il estime la connaissance nécessaire pour la poursuite de l'art architectural, M. Berry a suivi l'évolution de l'architecture en participant très activement aux études de l'Académie d'Architecture dont il est membre depuis 1957 et où il a exercé d'importantes fonctions.

Il regrette que les événements de 1968 aient cassé l'enseignement de l'Ecole des Beaux-Arts, où les architectes pouvaient connaître les arts plastiques, mais se réjouit de voir naître des réalisations monumentales qui montrent que l'Ecole de Paris tient toujours une place très importante dans le monde actuel. Il considère qu'un enseignement de haut niveau est toujours donné dans certaines unités pédagogiques.

En ce qui concerne le maintien des édifices anciens, le cours de "Conservation des Monuments anciens de la France" professé au Palais de Chaillot permet, à son avis " *de garder pour les générations futures les leçons des maîtres d'oeuvre du moyen âge et les Palais des Mansart et des Gabriel qui attirent l'attention du monde entier*".

M. Berry conclut par cette réflexion:

*" Si l'évolution scientifique de la civilisation moderne doit toujours satisfaire les besoins les plus pressants des hommes elle doit s'accompagner de l'ambiance spirituelle sans quoi seuls des robots auraient droit à l'existence. L'Architecture, qui dirige le cadre de vie fait par les hommes pour d'autres hommes, doit être l'une de ces valeurs de l'esprit. "*

---

Pierre BOURLIER

Résidence actuelle: 5 rue Lekain 75 016 Paris

**Origines: enfance, famille, orientation:**

Pierre Bourlier naît en 1912 à Alger, de nationalité française. Son père est propriétaire de domaines agricoles et sa mère est femme au foyer. Sa famille est d'origine bourgeoise, et si l'on n'y trouve aucun antécédent concernant l'architecture, la profession libérale a toujours été bien représentée (avocats, magistrats, médecins).

Pour Bourlier, le choix de l'architecture se fait très tôt. Très attiré par l'esthétisme en général et par la peinture en particulier, il est orienté par ses parents vers l'architecture.

Avec un cousin de son âge, il se passionne alors pour cette discipline et lit toutes les publications de Le Corbusier. Il n'a pas quinze ans. Son cousin, à dix-sept ans, entre chez Pierre-André Emery, un collaborateur de Le Corbusier lors de la construction du Pavillon de l'Esprit Nouveau en 1925. Toute l'adolescence de Bourlier se trouve ainsi influencée par Le Corbusier, aussi bien par ses livres que par ses conférences auxquelles il assiste à Alger.

**Etudes, atelier:**

Bourlier accomplit l'ensemble de ses études secondaires à Alger et obtient les baccalauréats Latin-Sciences et Philosophie en 1930. Il entreprend d'abord ses études d'architecture aux Beaux-Arts d'Alger puis décide de les poursuivre à l'Ecole Spéciale à Paris.

En effet, pour des raisons familiales, il ne souhaite pas entreprendre de trop longues études et préfère en cela l'E.S.A. aux Beaux-Arts. Il entre donc à l'atelier Perret en 1932.

Son admiration pour Le Corbusier ne décroît pas malgré la primauté donnée à la qualité de l'esthétique sur celle de la construction. Chez Perret, il trouve une conjugaison de la forme architecturale avec le matériau et la perfection de la mise en oeuvre.

A l'E.S.A., les élèves ont l'obligation de rester à l'école de 8 heures à 17 heures. Mais Bourlier n'en éprouve pas pour autant une impression de

contrainte car une liberté totale règne dans l'organisation et la réalisation des travaux personnels.

Les enseignements parallèles à l'architecture ne le marquent pas, il n'entreprend pas d'autres études. Certains de ses camarades suivent bien les cours de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris mais Bourlier se sent déjà plus architecte, plus attiré par des réalisations rapides que par les perspectives lointaines caractérisant l'urbanisme.

En 1936, il présente son diplôme avec pour sujet un établissement thermal. La même année, il est incorporé. Il rentre en Algérie à la fin de l'année 1937 et perd de vue presque tous ses camarades d'atelier.

### **La période algéroise: 1937-1962.**

Dès son arrivée à Alger en 1938, Bourlier fait un stage de projeteur chez Jacques Guiauchain. En 1939, il est architecte à la chefferie du Génie de Blida Air, mais la guerre met fin à ses premières activités. Il est mobilisé en 1939, démobilisé en 40, puis rappelé en novembre 1942 et libéré en octobre 1945.

Dès son retour à Alger, il est embauché par Luycks, élève de Perret, et travaille sur l'aérogare d'Alger, projet intéressant par la nouveauté des problèmes posés mais qui ne sera finalement pas retenu. Puis, en 1947, il obtient sa première commande du gouvernement général qui souhaite installer des écoles primaires en Kabylie. L'une d'entre elles est construite à Mansourah-le-Biban, village de Kabylie. Bourlier travaille en association libre avec José Ferrer Laloé, élève de Perret.

#### L'Aérohabitat:

En 1949, ils se voient attribuer un projet d'importance, qui occupera une grande partie de leur activité à Alger. C'est une commande de 300 logements pour la société coopérative de l'Aérohabitat d'Alger pour laquelle ils sont associés à Louis Miquel, élève de Le Corbusier.

Après-guerre, un groupe de jeunes architectes "corbuséens" s'installe peu à peu à Alger, résultat des voyages et projets de Le Corbusier au cours des années 30. Il comporte un chef de file, Emery, entouré de Bourlier, Ducollet, Ferrer-Laloé, Geiser, Hansberger, Miquel, Simounet; adeptes de l'Esprit Nouveau ils cherchent avec vigueur une certaine pureté architecturale,

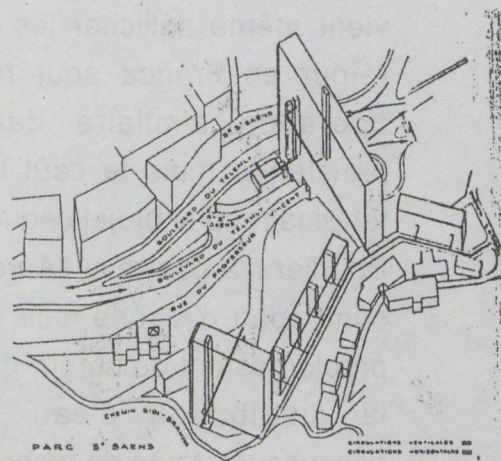
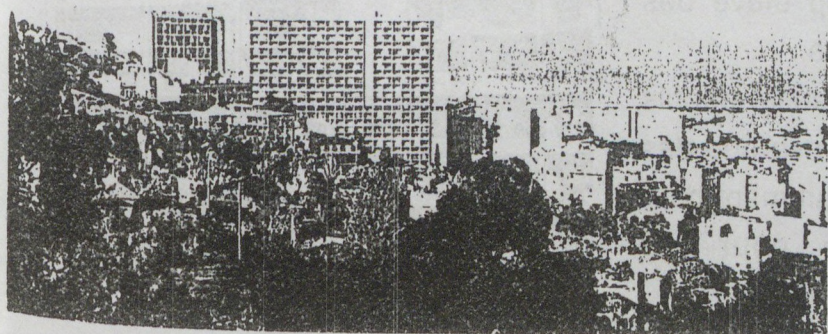


conjuguant les novations esthétiques et techniques lors de l'étude et de la réalisation des programmes qui leur sont confiés.

L'Algérie présente l'avantage d'être un pays neuf, moins embarrassé de coutumes que la France métropolitaine. Il est plus facile d'y lancer des idées nouvelles et Bourlier pense d'ailleurs qu'une véritable école d'architecture moderne algérienne se serait formée sans l'indépendance. En outre, l'administration est moins pesante qu'en France et le service de l'architecture est très efficace. Des architectes-conseil ont été placés auprès des ingénieurs en chef et ces derniers se montrent très libéraux, ouverts aux solutions neuves. Les querelles d'école, l'esprit de "chapelle", ou les influences politiques n'ont pas l'importance qu'elles peuvent prendre en France.

C'est dans ce contexte relativement ouvert que les trois confrères entreprennent le projet de l'Aérohabitat et peuvent mettre leurs idées en application.

L'Aérohabitat, société coopérative d'H.L.M. fondée par un groupe d'ouvriers de l'A.I.A. (Ateliers Industriels de l'Air) souhaite bâtir 300 logements sur un terrain des hauts d'Alger. La parcelle allongée, pentue, boisée, jouxte un important ensemble de jardins très couverts d'arbres (villa Malglaive - Parc Mont Riant). Les architectes recherchent donc une emprise minimum au sol afin de conserver une végétation de transition. Ils souhaitent encore donner une vue sur la mer à tous les logements. D'où une composition articulée avec deux immeubles hauts (20 étages) perpendiculaires aux courbes de niveau du terrain, reliés par deux bâtiments bas (R+4). Les immeubles hauts se composent de logements en duplex, les deux autres d'appartements classiques.



L'Aérohabitat: vue générale



Cependant, la population algéroise s'émeut de la grande hauteur. Les voisins déclenchent un procès, le permis de construire est refusé une première fois, la seconde fois le maire ne prend pas de décision en temps voulu et le permis sera finalement signé par le Ministre de la Construction en personne.

Des difficultés surgissent aussi avec les copropriétaires, qui n'acceptent plus un habitat "standard" mais désirent des logements personnalisés. Le Conseil d'Administration leur donne raison ce qui rend le projet très complexe.

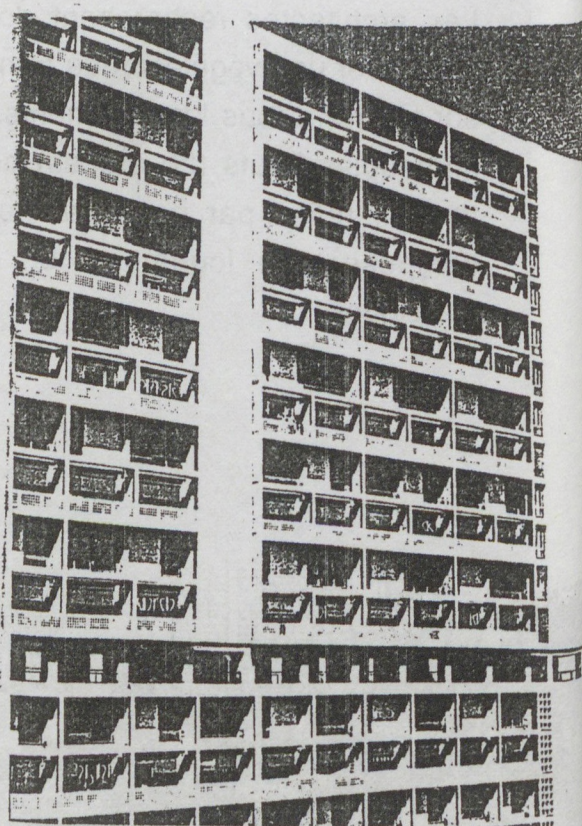
De ce fait, cette opération reste presque blanche pour Bourlier et ses associés.

La réalisation de cet important ensemble n'accroît pas l'agence des architectes de manière excessive. La gestion du projet est collégiale mais après l'adjudication des travaux, Bourlier se charge de la partie administrative et Miquel du chantier. Ferrer-Laloé les épaula. Les études, les calculs de béton armé ou de résistance aux vents sont exécutés par les ingénieurs de l'entreprise qui s'occupent également de tous les problèmes techniques. Les rapports avec les ingénieurs ou les entreprises sont habituellement agréables et beaucoup moins procéduriers qu'en France mais la complexité du projet envenime parfois l'ambiance générale.

La construction des bâtiments dure jusqu'en 1955 et permet aux maîtres d'oeuvre d'acquérir une certaine notoriété auprès du Ministère, qui est un de leurs interlocuteurs privilégié. En outre, le projet reçoit des approbations à Milan au cours d'une exposition.

Le président du Conseil d'Administration vient même solliciter les architectes de retour en France pour reconduire une opération similaire dans la région parisienne mais le coût trop élevé des terrains rend le projet caduque.

Bourlier n'a pas revu l'Aérohabitat depuis son départ d'Algérie mais pense que des problèmes ont du surgir, notamment pour la distribution d'eau ou pour les ascenseurs, faute de techniciens.



L'Aérohabitat: détail de la façade



### Mission d'architecte-conseil:

En 1954, le Ministère de la Construction nomme trois architectes-conseil en Algérie; ce sont Luycks pour l'Algérois, Emery pour l'Oranie et Bourlier pour le Constantinois. Zehrfuss puis Herbé supervisent l'ensemble.

Bourlier s'attache beaucoup à cette action nouvelle. Il s'efforce de donner à l'ingénieur en chef des avis architecturaux exempts de toute dépendance administrative, politique ou financière. Il tâche d'exercer une influence aussi favorable que possible sur l'évolution de l'architecture et de l'urbanisme dans les trois départements du Constantinois.

Cependant, les événements d'Algérie se déclenchent en novembre 1954, et Bourlier qui croit tout d'abord pouvoir rester, est finalement obligé de regagner la France en janvier 1963. Il y est attendu et commence une véritable deuxième carrière.

En effet, au cours de sa mission d'architecte-conseil, il a rencontré Henri Colboc chargé par le Ministère de réaliser un important quartier neuf à Constantine d'où de fréquents contacts entre eux. Aussi lorsque Colboc est appelé par la Caisse des Dépôts et Consignations pour construire le M.I.N. (Marché International) de Rungis avec deux architectes de son choix, il désigne Georges Philippe et Pierre Bourlier.

Peu après, le gouvernement algérien propose à Bourlier de revenir en Algérie pour piloter les jeunes architectes musulmans sortis de l'école. Bien qu'attiré par l'enseignement et le contact avec les jeunes, il préfère refuser.

Bourlier ne regrette pas vraiment son départ d'Algérie mais reconnaît que sa première carrière fut plus agréable que la seconde. Il était beaucoup plus libre de chercher des solutions nouvelles, il connaissait ses collègues depuis longtemps, ils formaient ensemble une bonne équipe.

### **Carrière en France:**

#### Le Marché International de Rungis:

La méthode appliquée à l'étude ainsi qu'à la composition des plans du M.I.N. se révèle particulièrement efficace.

Après la création de la Société d'Economie Mixte et le choix des architectes, des enquêtes de toute sorte et de multiples réunions d'analyse avec les

utilisateurs (grossistes, marchands, importateurs) permettent d'établir le programme général des besoins. Un marché moderne est souhaité. Des voyages d'étude sont organisés en Hollande, en Suède, à Londres, en Italie, etc..., pour faciliter la formation des architectes.

Une fois l'avant-projet approuvé, commencent les mises au point techniques du projet d'exécution. Les bâtiments sont dessinés puis mis au point avec les délégations des futurs locataires jusque dans le moindre détail. Leur fonctionnement doit rompre avec la tradition des Halles, être novateur, permettre l'utilisation des techniques commerciales de pointe.

Les volumes bâtis et leur évolution sont étudiés parallèlement. La Société fait même bâtir en matériaux légers la maquette grandeur nature d'un magasin de fruits et légumes, de façon à donner aux futurs exploitants une notion des volumes.

Le projet terminé, on revient aux méthodes habituelles pour les adjudications et la direction du chantier.

Dans l'ensemble du M.I.N., Bourlier s'occupe tout particulièrement du Centre Administratif constitué d'une tour de grande hauteur entourée d'activités annexes à rez-de-chaussée. Il est de plus chargé de la zone annexe destinée à toutes les industries qui veulent s'installer à côté de Rungis (industries de transformation, fournitures de matériels en gros, transports...). Il doit superviser et donner son approbation à chaque projet. Il apprécie l'architecture industrielle, pure et fonctionnelle, ouverte sur l'avenir, s'occupe de toute l'imbrication des réseaux routiers et ferroviaires. La Société de Rungis, Société d'Economie Mixte, créée par la Caisse des Dépôts, est son principal interlocuteur, propriétaire du lotissement et dirigeant l'ensemble des opérations, mais il discute aussi avec les industriels qui souhaitent s'installer là et les architectes chargés des projets.

L'organisation est pyramidale au sein de l'agence d'architecture. Colboc laisse une grande indépendance à ses associés. Chacun s'occupe d'un secteur mais l'équipe est homogène. On ne trouve pas là les problèmes de travail en équipe rencontrés parfois par les groupes d'architectes formés un peu vite par les sociétés d'H.L.M. après-guerre.

En outre, Bourlier estime qu'un concours lancé pour la réalisation du M.I.N. n'aurait pu donner cette collaboration étroite et permanente entre la Société, les utilisateurs et les architectes, de la définition du programme au projet d'exécution.

Le M.I.N. terminé, Colboc ne se sépare pas de son équipe formée d'une centaine de personnes. Il obtient de grosses commandes en Arabie Saoudite ainsi qu'aux Emirats. De son côté, Bourlier s'occupe de travaux en France et prend en charge diverses missions dont, en particulier, un lotissement à Garges-lès-Gonesse où il réalise un petit immeuble H.L.M. ainsi qu'un entrepôt, des immeubles de plaisance sur une plage du Nord et une école à Montmorency.

En 1977, il a 65 ans et quitte Colboc pour prendre sa retraite.

#### Architecte-conseil:

Parallèlement à son activité chez Colboc, Bourlier assume la fonction d'architecte-conseil. Nommé en 1965, il débute avec trois départements, les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence et le Vaucluse. Mais la charge est trop lourde. Bourlier demande alors au Ministère de limiter son action au Vaucluse dont il s'occupera jusqu'en 1975. Il atteint alors dix ans d'actions dans le même département, limite imposée par le ministère. Il est désigné pour le Cher jusqu'à la limite d'âge en 1977.

Bourlier trouve la mission d'architecte-conseil plus délicate à exercer en France qu'en Algérie en raison des intrusions constantes de la politique et des affaires. De plus, le goût "passéiste" des Français constitue un frein à l'évolution. Enfin, une masse de réglementations, limitations, interdits, perpétuellement modifiés entravent la liberté des architectes.

Cependant, ce travail de contact avec les architectes et les clients l'intéresse vivement. Il tente de les orienter, de les convaincre, et cherche à mener une politique générale d'ouverture à l'architecture moderne.

Dans le Vaucluse, la plupart des constructions se font en simili provençal mêlé de style "Côte d'Azur", et lorsque Bourlier n'arrive pas à imposer un point de vue plus moderne, il essaie d'obtenir une architecture simple, quatre murs et une toiture en tuiles canal avec le moins de décors possibles.

Il convoque les personnes concernées avant de donner son avis, le plus souvent il se rend sur le site; il hésite beaucoup avant de refuser un projet.

La négociation avec les petits constructeurs est particulièrement délicate, et Bourlier constate combien l'architecture moderne est difficile à faire approuver en Province, malgré la bonne volonté de certains interlocuteurs comme l'ingénieur en chef par exemple.

Le métier est très vivant, Bourlier n'essaie pas d'imposer un style mais cherche à distinguer la personnalité des architectes auxquels il s'adresse, même si l'équilibre entre une certaine souplesse et une rigueur nécessaire n'est pas toujours facile à maintenir.

Par le biais de l'architecture-conseil, Bourlier participe également à la mise au point de modèles en préfabriqué pour aboutir à une architecture qu'il juge acceptable, conçue avec un parti, un équilibre de volumes et des matériaux sains. Ce procédé permet essentiellement d'assurer au client l'obtention du permis de construire au bout d'un délai court et connu.

Petit à petit, Bourlier réussit à obtenir des bâtiments qui passent mieux dans le paysage, mais sans être des architectures vraiment personnalisées.

En général, il remarque que les architectes locaux se cantonnent dans des modèles traditionnels, alors que les architectes venus de l'extérieur, plus libres vis à vis de la clientèle, réalisent des oeuvres plus personnelles.

Aujourd'hui, Bourlier trouve que l'esprit des constructions, sans être révolutionnaire, s'est beaucoup amélioré et homogénéisé.

#### Mission à la Fondation Le Corbusier:

En 1977, il vient de quitter Colboc et atteint la limite d'âge des architectes-conseil. Il envisage de prendre sa retraite lorsque son ami Miquel lui propose un travail à mi-temps à la Fondation Le Corbusier. Cet organisme fondé à la mort de l'architecte et suivant sa volonté a pour but de faire connaître et diffuser son oeuvre. Elle dispose de ses plans, dessins et maquettes d'architecture, de ses peintures et dessins d'art, de ses manuscrits et de sa bibliothèque. Elle met ses documents à la disposition du public composé surtout d'universitaires, d'historiens, d'architectes et d'artistes. Elle participe à des expositions ou les organise.

Chapeauté par un Conseil d'Administration, Bourlier assure une fonction de direction avec un personnel de cinq personnes. Il gère les archives, conseillé par Madame de Franclieu, conservatrice des Musées Nationaux, qui a procédé au classement de l'ensemble des documents.

En dehors de ses fonctions, Bourlier s'attaque au décryptage des carnets de notes et croquis de Le Corbusier, sous la direction de Madame de Franclieu, en vue d'une publication entreprise par une fondation américaine. Pour ce travail, il se fait aider d'une équipe bénévole composée par P.A. Emery et

Andréini anciens collaborateurs de Le Corbusier ainsi que de M. Moulin, bibliothécaire à la Fondation.

Tout au long de sa vie, Bourlier s'est intéressé à Le Corbusier. Il suivait ses conférences à Alger et l'avait rencontré quand son ami Miquel travaillait à son atelier de la rue de Sèvres. En somme, il conclut sa carrière par une activité qui lui convient parfaitement.

Le 31 décembre 1980, très fatigué, il met un terme à ses activités professionnelles.

### **L'homme, ses opinions:**

#### Famille, loisirs:

Bourlier vient d'une famille de six enfants mais il est demeuré célibataire. Un de ses neveux est architecte dans le Midi et deux petits-neveux préparent leur diplôme.

Il est entouré d'amis, dont certains architectes rencontrés en France ou en Algérie.

Depuis qu'il a mis un terme à sa carrière d'architecte, il s'est tourné par goût personnel vers d'autres formes d'art, notamment vers la peinture.

Il visite des expositions, s'attache à découvrir des oeuvres et orientations picturales nouvelles. Il a pratiqué à titre d'amateur au début de sa carrière mais s'est arrêté pour mieux se concentrer sur son métier.

Il possède une bonne bibliothèque, quelques gravures et médailles, mais n'est pas un vrai collectionneur, car il n'en a pas les moyens financiers.

#### Quelques réflexions à propos d'architecture et d'urbanisme:

Les débuts de Bourlier durant la période d'après-guerre, en pleine reconstruction et développement des villes, ont été favorables.

Mais à son avis, cette période n'a pas toujours été assez novatrice. Il s'interroge, par exemple, sur la reconstruction de Saint-Malo, qui aurait pu tout en restant dans la tonalité des couleurs et de volume, ne pas reproduire des hôtels du dix-huitième siècle.



Actuellement, il s'étonne de voir resurgir des décors factices ou mêmes académiques, qui auraient comme but de pallier à la trop grande uniformité de certains bâtiments d'après-guerre.

Il s'insurge également contre les façades entièrement vitrées car elles dispensent dans la plupart des cas un éclairage excessif et rendent nécessaire un conditionnement d'air du bâtiment fort onéreux. Bourlier se demande s'il ne s'agit pas là d'un excès de richesse ostentatoire. Il évoque également les tours de la future Bibliothèque de France où l'excès d'éclairage lui semble particulièrement contestable, en dehors de tout problème de prix.

En revanche, Bourlier apprécie certaines architectures récentes un peu partout dans le monde. Des architectes américains et japonais suscitent son admiration, certaines recherches italiennes ou nordiques l'intéressent également. Mais il s'élève contre cette tendance, selon lui, bien française à rechercher la qualité au delà des frontières. A son avis, la France possède aussi d'excellents architectes.

Bourlier a visité la Grèce, la Turquie, s'est rendu en Suisse, au Portugal, en Italie, notamment à Rome et à Venise.

Il a passé un mois de vacances aux Etats-Unis, surpris par l'ampleur des entreprises et réalisations américaines, sans commune mesure avec les normes européennes. Cette disparité lui rappelle celle de la Grèce et de Rome dans l'antiquité. La similitude s'étend aux musées, car de même que les Romains collectionnaient les chefs d'oeuvre hellénistiques, les Américains emplissent leurs musées d'oeuvres d'art des siècles passés ramenés du monde entier mais surtout d'Europe. Les musées des Etats-Unis ont séduit Bourlier par le nombre et la qualité des oeuvres exposées.

Au cours de ce séjour, il s'étonne de voir à Washington, un immeuble à peine vieux d'une quarantaine d'années et en parfait état, démoli car inadapté aux normes de vie actuelle. A New York, il est également surpris par le "déshabillage" d'un hôtel dont on ne conserve que les poteaux et planchers en vue d'une rénovation complète. Dans ces procédés, il reconnaît une répercussion des mutations de l'époque, où les impératifs de stricte efficacité et de rentabilité bousculent la vieille habitude de prolonger au maximum la vie des bâtiments.

Bourlier se souvient de conversations avec Herbé. Ensemble, ils jugeaient que l'échelle d'un immeuble R+3 convenait bien à la ville ancienne alors qu'un immeuble de R+4 déparait ces agglomérations harmonieuses. Il fallait mieux dans ce cas sortir plus nettement du gabarit. Depuis Bourlier constate la croissance incessante des hauteurs dans Paris. A la Défense, il ressent la même sorte d'oppression ou d'écrasement qu'il a connu à New-York. L'échelle qu'atteint la grande ville actuelle lui paraît inhumaine.

#### Opinions: qualités de l'architecte, l'école, les concours...

Bourlier estime que l'architecture est un métier difficile, requérant de nombreuses qualités parfois contradictoires. L'architecte doit posséder un sens artistique mais il doit aussi gérer des fonds importants, savoir administrer son agence aussi bien que ses chantiers. Le chantier est pour Bourlier un des points essentiels de la mission de l'architecte, qu'il doit pouvoir suivre aussi bien au niveau du gros oeuvre que du second oeuvre. Ceci implique qu'il possède de surcroît un certain nombre de connaissances techniques, afin d'être capable de comprendre et de discuter avec les techniciens de l'entreprise ou des bureaux d'études.

A ce titre, il ne lui semble pas que l'école apporte véritablement tout ce qui est nécessaire au bon exercice de la profession. Il se souvient avoir reçu un enseignement plus basé sur l'esthétique et la technique que sur les problèmes de chantier et les contacts avec les entreprises. Il avoue avoir acquis à ses dépens et sur le tas les techniques de gestion administrative et de contrôle des chantiers.

Actuellement, il est heureusement surpris quand il voit son neveu architecte mieux réussir dans le domaine de la gestion car il a reçu ce type d'enseignement assez tôt. Il pense, cependant, que l'école devrait exiger des stages conséquents dans les divers postes d'un bureau d'architecte et sur les chantiers.

Au niveau de l'organisation de la profession, l'Ordre des architectes lui apparaît comme une institution nécessaire, puisqu'il permet de préserver la moralité de la fonction et de la façon d'exercer de l'architecte.

Ses griefs vont plutôt à certaine procédure d'accès à la commande, comme le concours. Ses reproches sont largement étayés.

Il estime: "*que les tarifs d'honoraires ne sont pas fixés avec la perspective de participation à ces loteries que constituent les concours. Que les architectes engagent d'importantes dépenses pour réaliser le projet du concours, alors que seuls les concurrents primés sont défrayés, les autres subissant une perte sèche. Ceci entraîne des financements occultes qui empoisonnent la profession. Pour corriger ce défaut, certains concours ont prévu une association de l'architecte et de l'entreprise, plus à l'aise sur le plan financier. Cette solution reste contestable car elle nuit à la liberté de l'architecte dans l'exercice de sa profession. D'autre part, dans le cas d'un choix sur avant-projet, lors du passage au projet d'exécution, le lauréat risque d'être entravé par ses croquis plus esthétiques que réalistes, mais rendus intangibles par la décision du jury. Enfin, le résultat du jugement est parfois décevant malgré les efforts et la rigueur du jury.*"

Ainsi, Bourlier a participé au jugement d'un concours d'H.L.M. à Marseille. Le jury avait déterminé un certain nombre de critères successivement examinés et notés. Le projet retenu lui a finalement semblé d'une honnête moyenne mais peu satisfaisant sur le plan architectural.

#### **Conclusion:**

Tout au long de sa carrière, Bourlier est resté fidèle aux valeurs esthétiques et morales qu'il s'est formé dans sa jeunesse. Que ce soit en Algérie ou en France, pour des réalisations ou en tant qu'architecte-conseil, il choisit l'architecture moderne et cherche à étendre son influence. Sa dernière activité professionnelle, en tant que directeur de la Fondation Le Corbusier, conclut logiquement son parcours.

---



André BRUYERE

**Résidence actuelle:** 25 rue de Tournon 75 006 Paris

### Jeunesse:

André Bruyère naît durant l'éclipse de soleil du 17 avril 1912 à Orléans. Son père est conducteur de locomotives.



André Bruyère photographié dans un prisme.

André se destine à devenir coureur cycliste: le vélo le passionne depuis toujours et il est bon. Des professionnels l'entraînent le dimanche... Il roule même jusqu'à Florence.

Au cours de sa scolarité, il ne suit pas un parcours classique et préfère s'instruire au gré de ses goûts. Il ne sait pas résoudre une équation, mais se montre très curieux en matière poétique.

Formé par lui-même, sans baccalauréat, il s'inscrit en 1930 en architecture, discipline qui ne requiert pas ce diplôme, et choisit l'Ecole Spéciale d'Architecture sur le conseil d'Auguste Perret.

André est disponible, il apprend sans aucun mal et avec plaisir. Il apprécie la géologie, s'accroche au cours de mathématiques puisqu'il se rend compte de ses lacunes, se prend d'une véritable passion pour le béton armé. A la fin des cours, il est premier à cet examen. En architecture, il fait partie de l'atelier Perret, lequel enseigne une rigueur superbe.

A la fin de ses études en 1934, le directeur de l'école lui propose de se présenter au Prix de Rome. Bruyère a déjà perdu l'envie des récompenses et des honneurs. Il rejette le poids de l'Institut et de sa pensée. De plus, il est en instance de mariage ce qui est contraire au règlement du concours. Il refuse donc la fastueuse proposition.

Il "négrifie" en agence jusqu'à la guerre et a la chance d'être remarqué par Emile Aillaud avec lequel il collabore, notamment au pavillon de l'élégance de l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de 1937.



## La guerre et ses conséquences:

La guerre survient. Bruyère accomplit des métiers divers, devenant tour à tour fabricant de baignoires, colporteur à vélo, bûcheron... Il s'engage dans la Résistance et prend le maquis entre le Larzac et l'Hérault.

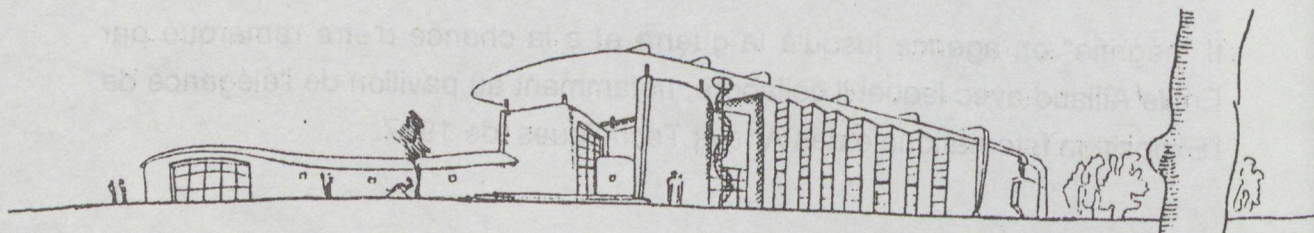
A la Libération, il refuse d'être décoré mais est chargé de réaliser le Monument National de la France aux victimes de guerre, qui doit être installé dans la forêt de Royallieu. La collecte des fonds auprès des cinq organisations différentes commanditaires du monument s'avère un peu longue. Quand la somme est enfin réunie, c'est un changement d'orientation au sein du nouveau gouvernement (après la démission de De Gaulle en janvier 46) qui empêche la réalisation.

En revanche, il compose les Fêtes du Rassemblement National à Compiègne (1946). Les décorations s'étendent sur vingt kilomètres, un drapeau de huit cents mètres carrés (le plus grand jamais levé) est déployé...

A la même époque, il a l'occasion de concevoir des expositions, notamment "Tourisme et archéologie en Tunisie". Il s'occupe également de l'aménagement du Congrès syndical mondial au Palais de Chaillot, pour lequel il place originalement la tribune de l'orateur séparée de la table présidentielle, ce qui sera par la suite souvent utilisé.

En 1948, il a pour la première fois après-guerre l'opportunité de construire. Il s'agit du centre de Post-cure de la Fédération des Déportés Internés et Résistants Patriotes dans le village de Fleury-Mérogis. Le financement de l'opération est assuré par les dommages de guerre.

Refusant que les malades soient enfermés dans leur solitude, il conçoit un théâtre contemporain (porche extérieur qui peut être utilisé comme scène en plein air, toit ouvrant de la salle de spectacle...) et veille à la qualité de l'exécution malgré les difficultés du chantier. En effet, l'entreprise de maçonnerie qui obtient le marché est placée sous séquestre et Bruyère décide de poursuivre les travaux sans entreprise mais avec l'aide du chef de chantier, réalisant ainsi une économie de 50% par rapport aux prix d'entreprise.



Le centre de Post-cure de la Fédération des Déportés Internés et Résistants Patriotes à Fleury-Mérogis.



## Réalisations:

### Méthode de travail:

L'agence de Bruyère, située au troisième étage du 25 rue de Tournon (son appartement se trouve au quatrième) a toujours été d'une taille modeste, quelque soit l'importance des projets en charge. Depuis quinze ans, elle n'est d'ailleurs composée que de deux personnes, Bruyère et son collaborateur Claude Binon; mais ils délèguent à un B.E.T. tout ce qui ne concerne pas la conception.

En effet, Bruyère prend en charge l'ensemble de la conception des projets. Il travaille tous les jours, y compris le week-end.

Dans son agence, pas de bureau, rien que des tables à dessin.

Bruyère dénie avec virulence l'idée de l'inspiration et décrit précisément sa méthode de travail. Il réfléchit au projet, plaçant toujours au plus haut la barre des contraintes et refusant de céder aux usages stéréotypés. Il range ses affaires, nettoie sa planche et se met à réfléchir. Ensuite, la mise en place du projet est très rapide. Les premiers dessins sont alors vite conçus. Bruyère en discute ce qui lui permet dit-il "*d'éprouver de façon différente*" son projet, de le voir de l'extérieur.

La phase de mise au point est lente et correspond à l'étude minutieuse de chaque problème. Bruyère tient beaucoup à ce côté artisanal qui lui permet d'assumer complètement son projet, à la fois au niveau des idées, mais aussi au niveau de la réalisation, puisqu'ayant dessiné les plans, il est à même de diriger correctement le chantier.

A ses yeux, "*Faire n'importe quoi, mais aimé, voilà la seule justification à être architecte.*" Il ne comprend pas ceux qui feuilletent un peu trop les revues, ceux qui plagient leurs confrères...

Ces conceptions très personnelles du travail de l'architecte se retrouvent dans les projets qu'il réalise.

### Réalisations architecturales:

Si les oeuvres de Bruyère sont éclectiques par leur programme (logements, hôtels, laboratoires, hôpitaux...), son enthousiasme et ses convictions restent les mêmes à chaque nouvelle réalisation.

Il n'est pas perméable aux mouvements de mode. Pour lui, l'architecture doit permettre de faire vivre les gens de la façon la plus favorable et la plus onirique qui soit.

Bruyère essaie de "*faire vivre les choses*". Il privilégie le travail à partir de l'intérieur du bâtiment, n'hésitant pas à recommencer plusieurs fois une étude de plafond par exemple, par rapport au travail des façades "*qui se débrouillent comme elles doivent se débrouiller*". Il dépasse les soucis esthétiques.

Son matériau de prédilection est le béton, pour la liberté d'expression qu'il autorise.

Il se montre obstiné et refuse les compromissions, ce qu'il explique non par une sorte d'orgueil esthétique mais par la bonne foi qu'il met dans son travail.

A ce titre, il entretient des rapports parfois difficiles avec les maîtres d'ouvrage ou certaines entreprises. Il regrette leur manque de souplesse, par exemple quand des solutions imprévues sont proposées. Il estime que le moyen de pression classique des pénalités de retard reste sans influence en raison des taux infimes pratiqués. De la même manière, il se méfie des commis de chantier, plus attachés à la rentabilité qu'à la qualité de l'ouvrage. Sa sympathie va aux ouvriers avec lesquels, parfois, les solutions sont trouvées.

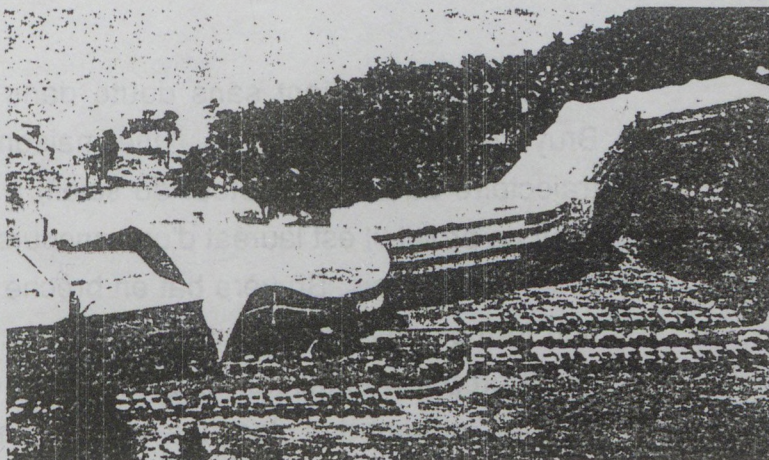
Bruyère a eu plusieurs fois l'occasion de traiter des projets à vocation touristique. Son propos de "*recherche de densité, d'économie, de facilité de construction, d'industrialisation sans toutefois accepter l'alignement du couloir non plus que celui des vues*" est illustré dans l'ensemble de ses réalisations, depuis le logement de vacances pour 200 étudiants (La Chaussette 1951) jusqu'à l'hôtel de Monte-Carlo (1968) en passant par son complexe touristique et hôtel de 150 chambres en Corse et ses recherches sur les hôtels circulaires.

L'hôtel La Caravelle construit en Guadeloupe en 1963 est particulièrement révélateur. L'édifice est composé d'un bâtiment central et de deux ailes latérales. La couverture de cette partie centrale est réalisée par une voûte en béton armé d'épaisseur constante et de forme souple, désignant à la fois l'entrée de l'hôtel et le groupement des services communs (boutiques, restaurants, salle de spectacle...). Cependant, Bruyère renonce à l'emploi d'autres formes gauches estimées trop coûteuses en coffrage.

Une attention toute particulière est portée à la relation du bâtiment au site.

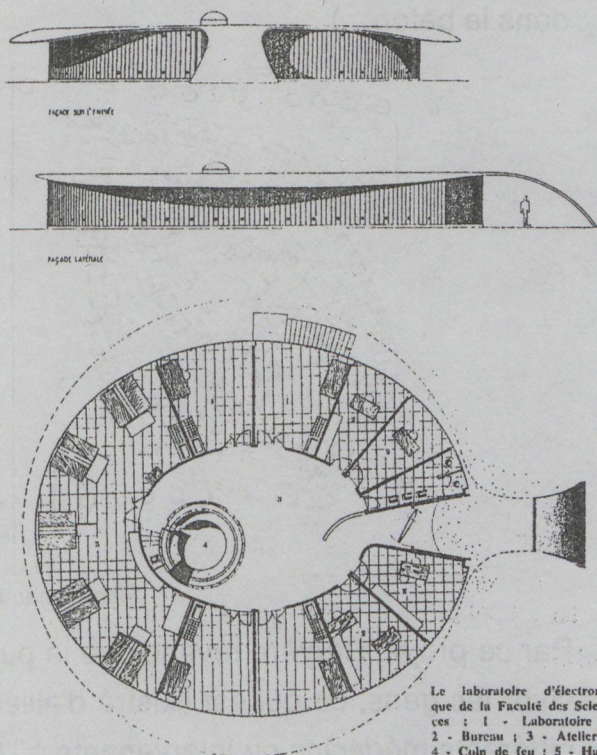


Bruyère, opposé à ce qu'il nomme "la panoraphagie", essaie d'entretenir une certaine réserve par rapport au paysage pour mieux le goûter. Ainsi, l'un des bars est aveugle, les ouvertures de la salle à manger sont contrôlées de manière restrictive, un mur assure l'opacité de la salle de conférence avec cependant des échappées.



Hôtel La Caravelle en Guadeloupe (1963) - Vue panoramique-

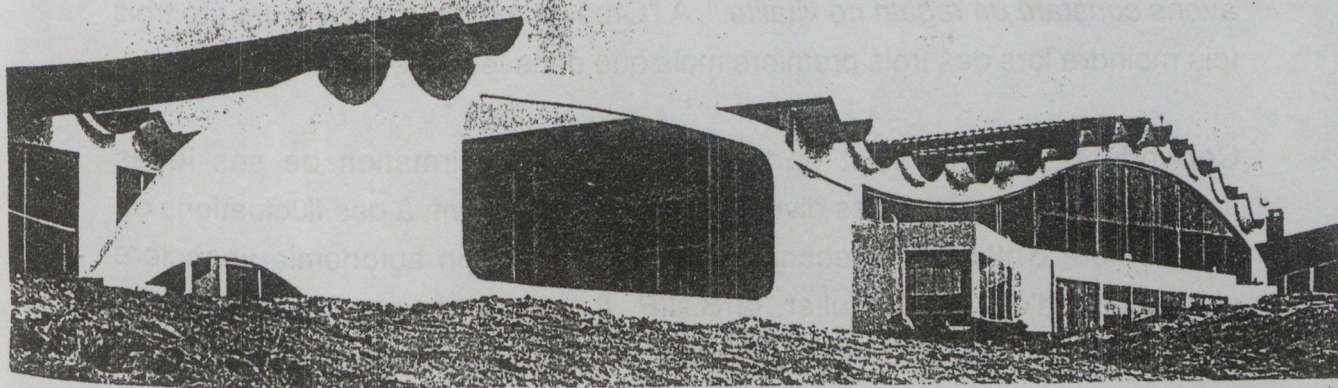
La liberté d'expression qui lui a finalement été accordée dans des bâtiments à vocation touristique semblait plus difficile à faire admettre pour d'autres types de programme. Cependant, Bruyère reste ferme sur ses positions. Il réussit, par exemple, à bouleverser l'image a priori austère d'un laboratoire d'électronique (Faculté des sciences d'Orsay 1968) en construisant un bâtiment quasi circulaire et à la couverture gauche.



Laboratoire d'électronique à Saint-Cyr l'Ecole.

Le laboratoire d'électronique de la Faculté des Sciences : 1 - Laboratoire ; 2 - Bureau ; 3 - Atelier ; 4 - Coin de feu ; 5 - Hall.

Son expérience dans le secteur para-médical ou médical s'affine également au cours des projets qu'il réalise (Clinique de la fatigue 1963; établissement de thalassothérapie 1967).

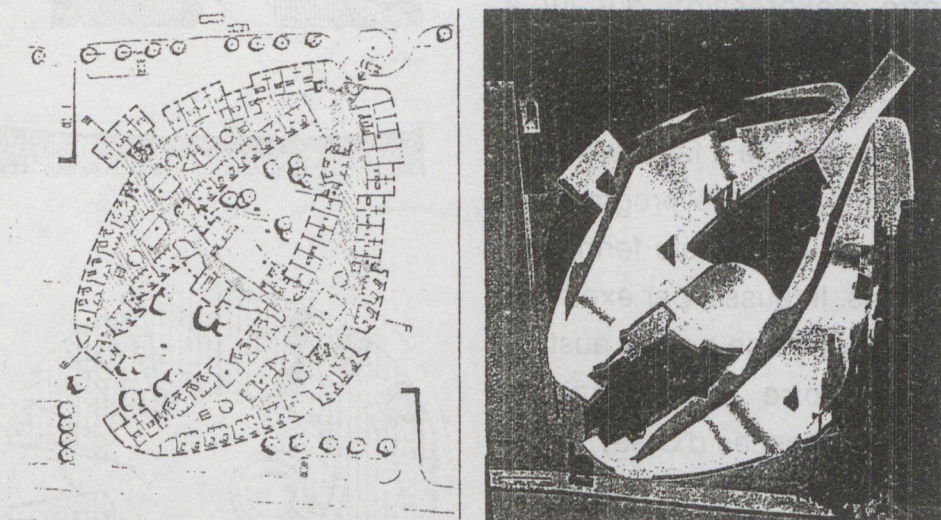


Centre de thalassothérapie de Quiberon.



L'aboutissement tient sans doute dans une des dernières réalisations de Bruyère dans ce domaine, "une maison du grand âge" baptisée l'Orbe (la trajectoire de la terre autour du soleil) à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry (1989). Pour ce projet, il est lauréat d'un concours.

Une nouvelle fois, Bruyère bat en brèche les idées reçues. Il conçoit un projet non formel, privilégiant l'intimité et le confort des individus, travaillant chaque détail propre à améliorer le quotidien. Il n'y a pas de couloir, les circulations dilatées forment des placettes, chaque chambre est identifiable par sa couleur et comporte une fenêtre basse permettant du lit la vue sur l'herbe, et peut-être sur les éléments d'animations du jardin (girouette géante, homme sculpté dans le béton...).



Plan et maquette de l'Orbe.

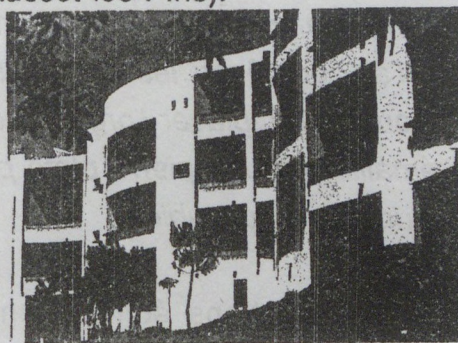
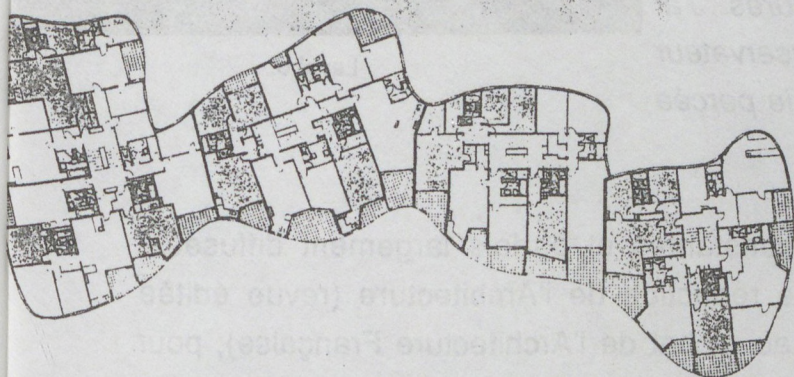
Par ce projet, Bruyère revendique la puissance de l'architecture à faire mieux vivre les gens, ce qui est illustré d'ailleurs par les commentaires élogieux de différents médecins ou intervenants à l'Orbe. Citons par exemple la remarque de la surveillante générale: *"Un inconvénient dû à cette architecture: lorsqu'un patient n'en a plus besoin, pas de moyen libéral de l'en expulser. Il veut rester."* ou celui du psychologue: *"... à chaque déplacement de leur lieu de vie, les vieillards se laissent glisser. Ici, pas un seul cas. Au contraire, nous avons constaté un regain de vitalité."* A l'Orbe, la mortalité a d'ailleurs été trois fois moindre lors des trois premiers mois que dans le précédent hôpital.

Cependant, Bruyère s'est parfois heurté, par l'affirmation de ses idées singulières ou en raison des diverses crises du bâtiment, à des fluctuations de son nombre d'affaires. Il reconnaît tenir en partie son autonomie financière d'un maître d'ouvrage régulier, la B.N.P. Il crée, aménage (décoration) ou réhabilite pour cet organisme un nombre considérable d'agences à Paris,



dans les Alpes-Maritimes ou à New-York, Lagos, Genève, Bâle... A Monte-Carlo en 1966, par exemple, il crée à l'intérieur d'une enveloppe rigide une forme souple recouverte d'une coupole composée de la répétition d'un même pétale. Aujourd'hui Bruyère regrette la politique d'uniformisation (mêmes façades, mêmes éléments de décoration) que pratiquent les banques, à la recherche d'une image de marque.

Bruyère a également travaillé sur des projets de logements, soit de maisons individuelles (maison de Jean Rouvet en 1967; maison d'Enisa Sinaï en 1968), soit de collectifs (soixante logements à Sausset-les-Pins).



Soixante logements à Sausset-les-Pins.

Sa dernière réalisation en cours lui a été commandée par la R.I.V.P. (Régie Immobilière de la Ville de Paris). Sur un terrain difficile (enclave entre un immeuble de dix niveaux et une crèche à rez-de-chaussée), Bruyère conçoit un bâtiment aux volumes courbes, ce qui lui permet notamment de différencier chaque appartement, et reprend la tradition parisienne de l'animation des toitures en la transposant en terrasses plus contemporaines.

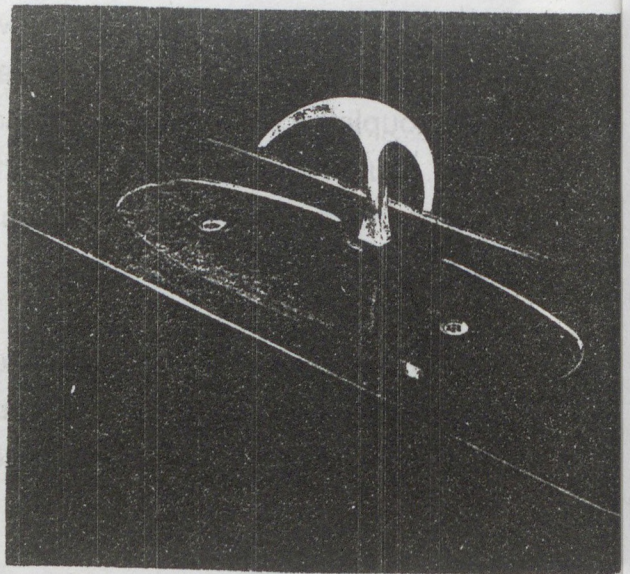
#### Des activités diversifiées:

L'activité de Bruyère ne se limite cependant pas au seul métier d'architecte-constructeur. Il perçoit sa fonction de manière beaucoup plus large et s'implique également dans la création de meubles, ou dans l'écriture.

La création de meubles reste relativement peu connue par rapport à l'oeuvre de Bruyère, même si on en trouve quelques illustrations dans un livre de Marc Emery Furniture by architects - 500 International masterpieces of twentieth century design, ou dans des revues d'architecture. Bruyère traite aussi bien les matériaux rustiques à l'état brut ou semi-brut (bois-pierres) que les techniques modernes (utilisation du laser pour faire éclater le verre).



Ses travaux les plus aboutis (car ils sont souvent employés dans ses propres décorations, par exemple pour l'appartement de Michel Piccoli en 1965) sont sans doute ceux ayant trait à la distribution de l'eau (lavabos, évier...). Il explique ainsi sa démarche: "*Conserver l'eau sale ne m'a pas paru convaincant... J'ai donc utilisé un brise-jet incorporé dans le robinet mélangeur que je conserve, lui, et qui, en mélangeant l'eau à l'air, empêche les éclaboussures. J'ai alors pu remplacer l'organe conservateur émaillé par une pierre plate polie percée d'un trou de plombier.*"



Lavabo.

Ses productions écrites sont constantes et parfois largement diffusées. Bruyère fait parti du comité de rédaction de l'Architecture (revue éditée pendant un ou deux ans suite au rachat de l'Architecture Française), pour laquelle il conçoit un numéro entièrement consacré à l'environnement (n°397-juin 1976), et de celui de l'Architecture d'Aujourd'hui pendant 30 ans (de 1945 à 1975).

Il revendique cependant de n'appartenir à aucune religion, aucun parti et aucune association ou club d'architectes; ses publications personnelles en sont le témoignage.

Au sein de la profession, les deux livres les plus connus de Bruyère sont Pourquoi des architectes paru aux éditions Jean Pauvert en 1968 et L'oeuf-The Egg paru chez Albin-Michel en 1978.

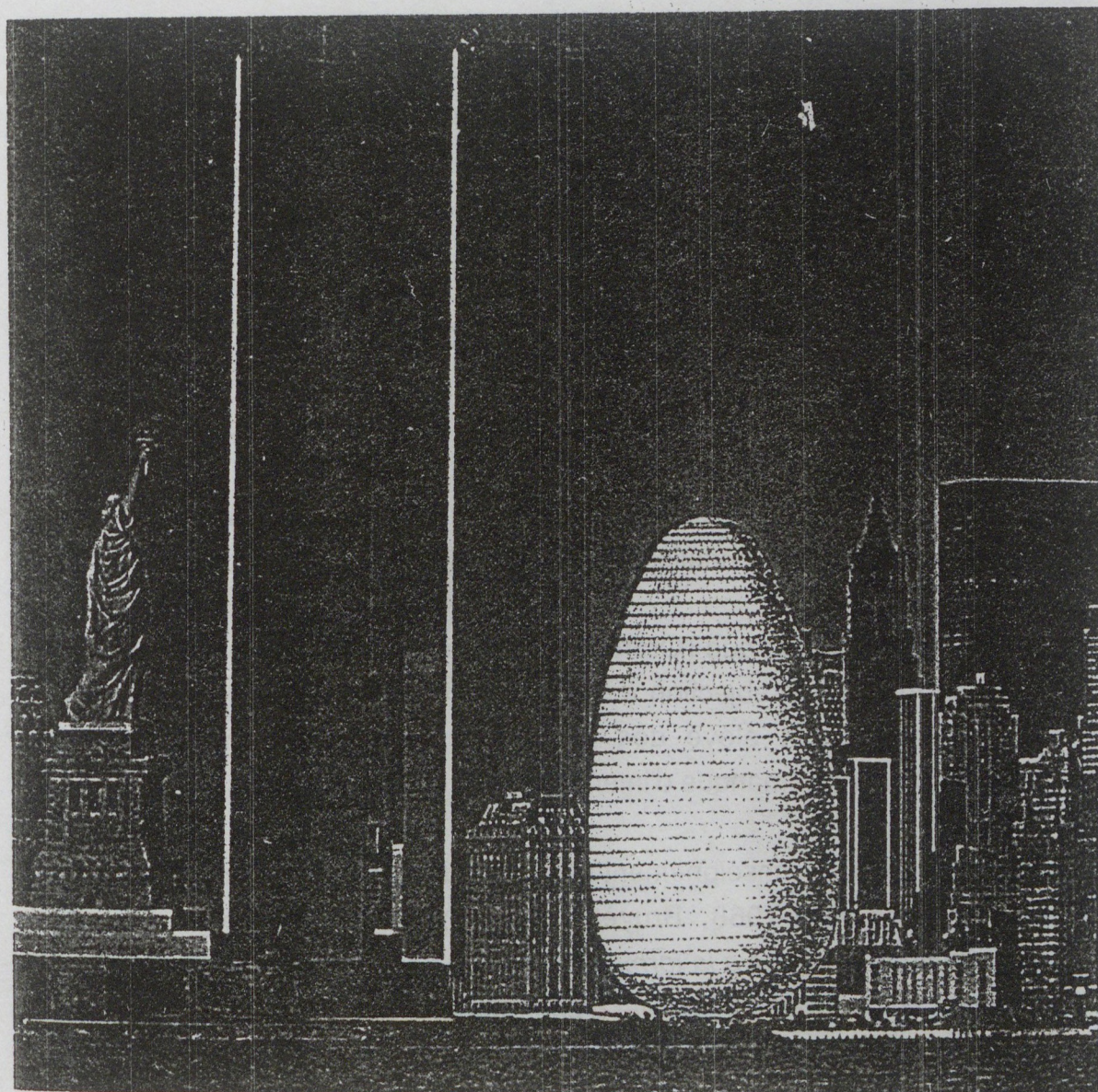
Le premier, s'il porte des signes de son temps (dans ce type de propositions par exemple: "*Je m'efforce d'y montrer, non pas ce qu'il faut faire mais ce qu'il est possible de faire à condition de casser l'école, ce que je fais: aller.*") est remarqué pour sa présentation originale et recherchée, pour la variété des thèmes abordés et surtout pour la franchise des opinions.

Le second résulte d'une recherche et d'un projet dessiné de Bruyère pour un immeuble en forme d'oeuf, une sorte de "rêve mathématique" comme le décrit Gilles Lapouge dans la préface. A l'origine le projet devait être construit à New York, ville que Bruyère connaît bien et apprécie pour y avoir beaucoup



travaillé. Le livre, comportant de très belles illustrations, permet à la fois de comprendre la démarche de Bruyère ("*cet oeuf n'est ni une cristallomancie, une lithomancie, c'est un programme précis à réaliser*"), et le projet lui-même (la structure élaborée par Jean Prouvé; les solutions aux différents problèmes d'ascenseur, de parvis, de nettoyage de façades etc..., une fiche technique de l'oeuf, ...).

Finalement, le projet ne sera pas réalisé.



"L'oeuf" en situation à Manhattan.



En plus de ces ouvrages très liés à sa profession d'architecte, Bruyère entreprend en collaboration avec sa compagne (Boba Bruyère) des travaux plus littéraires et traitant de sujets plus divers.

C'est ainsi qu'il publie Voyages en Egypte (Editions du Cavalier Vert, 1989). Ce petit recueil non illustré est composé de notes de voyage et de diverses réflexions issues d'un séjour que Bruyère effectua en Egypte en vue de mieux répondre au concours de la "Bibliothèque d'Alexandrie".

Son dernier ouvrage publié aux éditions de l'Imprimerie Nationale, Sols, est un grand succès de librairie (4ème édition). Véritable livre d'art, il présente des photographies de détail des sols de la Basilique Saint-Marc à Venise, accompagné de textes de Bruyère.

Actuellement, Bruyère est en train d'écrire plusieurs ouvrages, dont un livre sur l'eau.

### **Opinions:**

#### A propos des instances professionnelles...

Tout au long de sa vie, Bruyère refuse le poids des institutions. Il n'a pas le baccalauréat, fuit les honneurs...

Dans le domaine de l'architecture, son opinion n'est guère plus favorable face aux instances professionnelles.

Il ne veut pas oublier que l'Ordre des Architectes est une création pétainiste, et par là-même une abjection à ses yeux. Avec plus de recul, il lui reproche également le coût élevé des cotisations, l'inadéquation des barèmes d'honoraires et son manque d'intervention en cas de difficultés.

Sa position face à l'enseignement n'est pas moins négative. Dans un tract aux étudiants en mai 1968, Bruyère déclare: "*Tout ce que je pense de l'Architecture s'oppose à la formation scolaire.*" et s'explique peu après en ces termes: "*J'ai fait part de l'inutilité d'apprendre l'architecture, de la nocivité des écoles qui y prétendent, du tort causé par la soi-disant culture qui n'est qu'une mise en condition contraignante, une norme.*"

Lorsque des élèves en 1968 lui proposent malgré tout de devenir leur enseignant, Bruyère refuse... Ses oppositions sont de deux types. Il n'a pas une grande admiration pour les enseignants, il se méfie également de ses

sentiments vis à vis des étudiants, craignant surtout de mépriser à tort ceux qui ne l'intéressent pas a priori.

Bruyère est pourtant sensible aux contact avec ses jeunes confrères et a plusieurs fois accepté de participer à des jurys de diplôme. Il préfère les étudiants avec lesquels il peut avoir un échange et qui n'hésiteront pas à critiquer certains de ses choix à ceux qui se servent uniquement de ses projets comme d'une commodité (certains ont notamment voulu s'inspirer d'une manière un peu trop proche de son projet de thalassothérapie). Il rejette aussi ceux qui veulent donner dans l'exceptionnel pour moins travailler, comme ces étudiants lui proposant un diplôme qui sur la fissure, qui sur un crématorium au Père Lachaise servant accessoirement de restaurant et de salle de musique...

Bruyère a aussi participé à des jurys de concours, bien qu'il apprécie peu l'idée de juger. Il s'étonne d'avoir souvent été écouté mais estime aussi en avoir payé le prix de manière indirecte par la suite.

#### Goûts et références:

Bruyère admire les oeuvres de Aillaud et de Prouvé, qui étaient ses amis, mais a peu de goût pour l'architecture française en général. Il méprise l'architecture mécaniste des barres d'après la Libération, comme celle du post-modernisme.

Il reproche à la France la prégnance de son système académique et centralisé, qu'il ressent même au niveau des unités pédagogiques actuelles. C'est pour cela qu'il préfère le travail de certains architectes italiens, allemands, hollandais ou anglais, qu'il estime plus libre et plus professionnel. Par ailleurs, ses villes préférées sont sans doute Rome et New-York, pour la beauté de certaines places ou de certains gratte-ciels.

Les grands projets actuels le mobilisent assez peu. Il a renoncé à visiter la pyramide du Louvre en raison de l'affluence. Il s'insurge contre l'Arche de la Défense, à cause de son socle et de ses marches qu'il trouve mal dessinées, de mauvaise qualité et nuisibles à l'oeuvre. Il n'a pu être séduit par aucune des grandes réalisations présidentielles.

Il a également été agacé lors de sa visite à l'école de Danse de Portzamparc, critiquant notamment les façades principales de ce bâtiment comme un



collage habile de plusieurs architectures célèbres, et non comme une création personnelle.

#### L'homme:

Bruyère se considère comme quelqu'un d'assez heureux parce qu'aimant ce qu'il fait, marginal mais peu gêné par le système, intègre. Il préfère la compagnie de gens d'autres disciplines que l'architecture, exception faite de quelques jeunes architectes, ou de ses amis intimes Aillaud et Prouvé qu'il fréquenta régulièrement tout au long de leurs vies.

Il a le goût de l'amitié et de la nature (les arbres, l'eau). Il ne conçoit pas l'idée de vacances au sens classique et dit avoir toujours voyagé pour des raisons professionnelles ou d'études.

#### Perspectives:

Bruyère a un regard relativement pessimiste sur l'évolution de l'architecture. Il compare l'architecture de l'avant et de l'après-guerre, non pas qu'il apprécie particulièrement l'architecture d'avant-guerre qu'il trouve souvent dénuée de sens, mais parce qu'il reconnaît aux architectes de cette époque une qualité de travail (soin des chantiers, compétences et savoir-faire professionnels) qui n'existe plus aujourd'hui.

Il estime que l'architecte contemporain se maintient dans un état d'irresponsabilité inquiétant, prétextant de fausses contraintes et censures pour ne produire que des choses à la mode (aujourd'hui les cages de verre des concours par exemple) et exhorte: "*Mais que l'architecte s'épouvante! Il est plus libre qu'il ne l'admet; qu'il cesse d'invoquer sa servitude.*" Dans ce sens, il estime aussi la médiatisation de l'architecture dérisoire puisqu'elle vise à montrer toujours les mêmes projets.

Enfin, il craint que l'architecture, en raison de l'intrusion sans cesse accrue de dispositifs divers tels le bureau de dessin, le bureau d'étude, le pilote de chantier voire d'organismes comme la M.I.Q.C.P. (qui arriverait selon lui par émettre des volontés auxquels tous se conformeront), finisse véritablement par se passer d'architectes. Mais pour Bruyère, "*l'individu est encore une chose tolérable et nécessaire.*"

Paul DUCLOS

Résidence actuelle: 137 avenue Mozart 75 016 Paris

**Les études d'architecture, quelques remarques sur la profession entre les deux guerres:**

Paul Duclos naît en 1905. Son père est négociant. Son grand-père, Victor Cuvillier, et l'un de ses oncles, Pierre Cuvillier, sont architectes.

Paul commence ses études d'architecture à l'école régionale de Marseille, qui lui dispense un très bon enseignement de base. Il monte ensuite à Paris et rentre à l'atelier Expert. Duclos reconnaît à son nouveau patron beaucoup de sérieux et un grand talent; il est notamment marqué par la haute idée du métier d'architecte que celui-ci inculque quotidiennement à ses élèves. Sa vie étudiante lui paraît assez facile et agréable. L'ambiance est toujours très libre et détendue entre les élèves, tantôt à l'amusement, tantôt au travail (Duclos se souvient d'avoir passé des journées et des nuits entières sur certains projets). La concurrence et le mauvais esprit ne sont pas de mise car les emplois ne manquent pas. Souvent, les petites agences viennent même recruter directement à l'école.

Comme les autres, Duclos travaille donc à l'extérieur, il "fait la place". Employé comme projeteur, il s'occupe de projets de mairies, d'écoles, d'un centre des P.T.T., etc ..., ou participe à des concours pour de gros projets. A titre personnel, il réalise plusieurs pavillons.

Au travers l'histoire de sa famille et de par sa propre expérience, Duclos souligne quelques points particuliers du contexte architectural entre les deux guerres:

Après la première guerre mondiale, il y avait énormément de travail, d'une part car les constructions avaient été interrompues durant les hostilités, d'autre part à cause des destructions. L'oncle architecte de Duclos était notamment parti dans le nord de la France autour de Cambrai et de Valenciennes pour procéder à la reconstruction. Par ailleurs, des non-architectes, l'équivalent des promoteurs d'aujourd'hui prenaient une grosse part du marché (Duclos mentionne par exemple les immeubles situés le long du boulevard extérieur côté bois de Boulogne construits par un promoteur, ancien clerc de notaire). Après la crise internationale de 1930, de nombreuses entreprises firent faillite



et la reconstruction s'arrêta brusquement. De sorte que si le sort des étudiants des années 30-35 ne semblait pas poser de problème, celui des architectes installés était beaucoup moins enviable. La concurrence était rude, dans la profession alors non organisée et non défendue.

### Réalisations; organisation de l'agence:

En 1939, Duclos est mobilisé. Il fait la guerre comme sous-officier d'artillerie. Démobilisé à l'armistice, il obtient la croix de guerre.

Après-guerre, des travaux annexes se présentent. Duclos suit les cours de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris puis travaille avec Jacques Gréber, urbaniste. Il collabore alors à l'établissement de plans directeurs de la reconstruction (Rouen, Lille) et à l'aménagement de plusieurs villes au Canada.

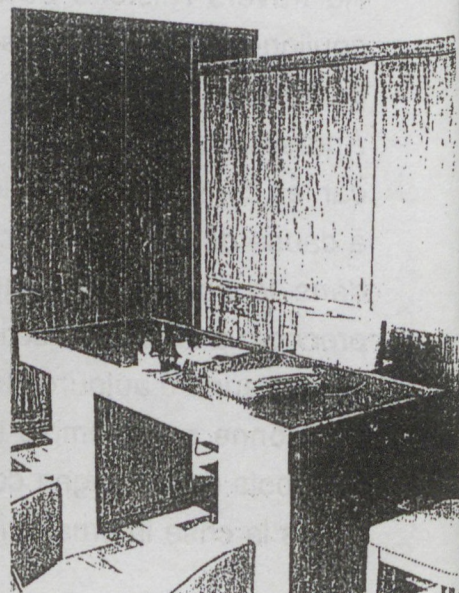
Avec son cousin décorateur, il est par ailleurs chargé de la décoration de nombreux cargos mixtes (acceptant un certain nombre de passagers en plus de leur fret).

Duclos s'installe à son compte, alors que lui sont confiées plusieurs reconstructions d'usines dans la région parisienne, dont deux à Pantin. C'est aussi à cette époque qu'il se marie.

Avec son cousin, il aménage un immeuble de bureaux pour la société des Huiles Labo, puis une très belle demeure pour le P.D.G. de cette même société à Cergy. Il construit également une importante usine à Nanterre.



Usine de Pantin: Façade sur Rue.



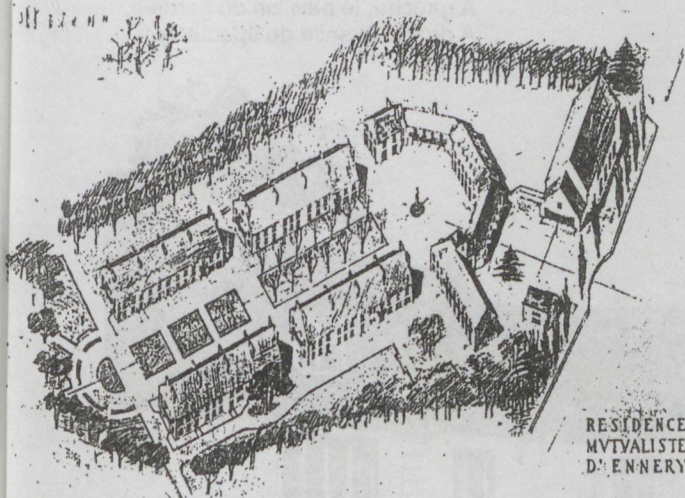
Bureau de direction.



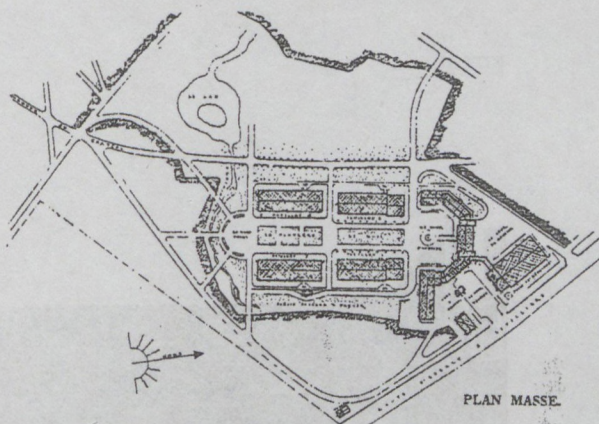
Cependant, Duclos rencontre un confrère âgé qui cherche un collaborateur pour l'aider dans quelques travaux dont il est chargé par la Mutualité de la Région Parisienne. Au décès de ce confrère, Duclos continue d'abord avec le fils de celui-ci, puis seul, à travailler pour cet organisme. Il réalise un nombre important de chantiers dans le domaine hospitalier (cliniques, maisons de retraite, centres de soins,...) et entretient d'excellents rapports avec ses présidents et directeurs.

Il s'agit d'abord de deux maisons de vacances au Crotoy puis de la construction d'un immeuble rue du Moulinet à Paris pour y établir un centre de soins.

Un peu plus tard, une résidence de 100 lits pour retraités lui est confiée (étant donnée l'importance du programme, il associe au projet son confrère Raymond Vaillant). Elle est construite dans un parc de 36 hectares à Ennery près de Pontoise. La résidence est répartie en quatre pavillons de 20 lits auxquels s'adjoint un bâtiment central comportant 20 lits d'impotents et les services généraux.



RESIDENCE  
MUTUALISTE  
D'ENNERY



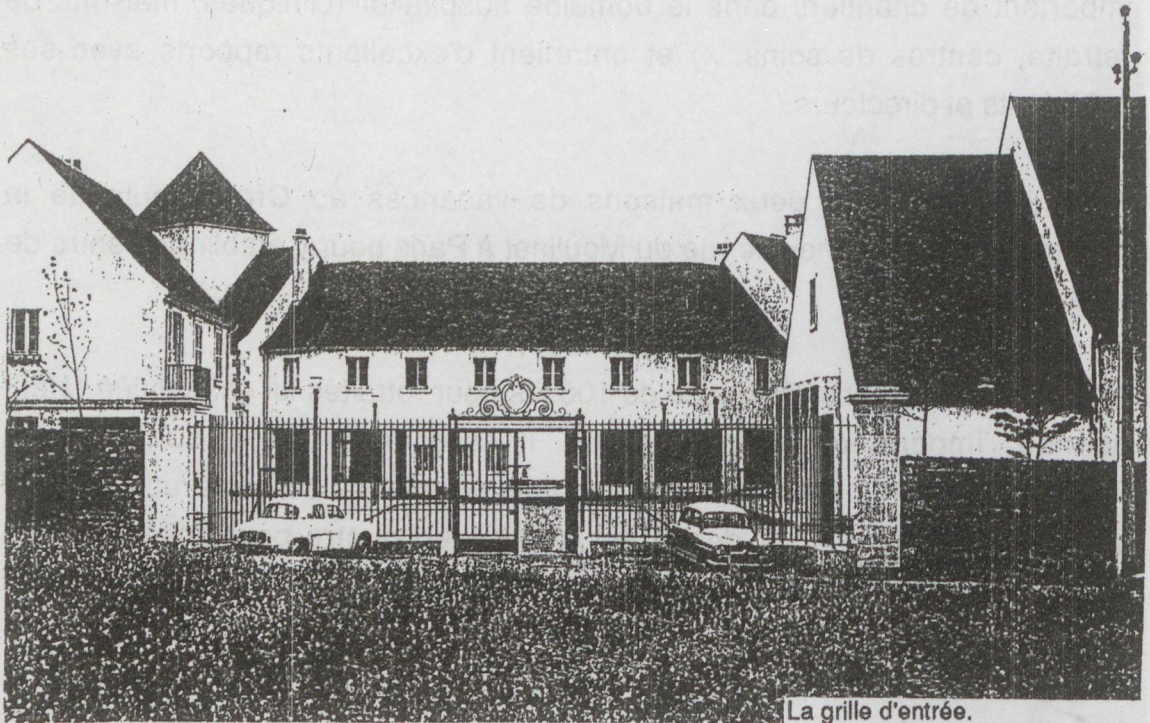
PLAN MASSE

Fédération mutualiste de la Seine:  
Axonométrie et plan-masse de la Résidence mutualiste à Ennery.  
"Premier village de Retraités de la Région Parisienne."

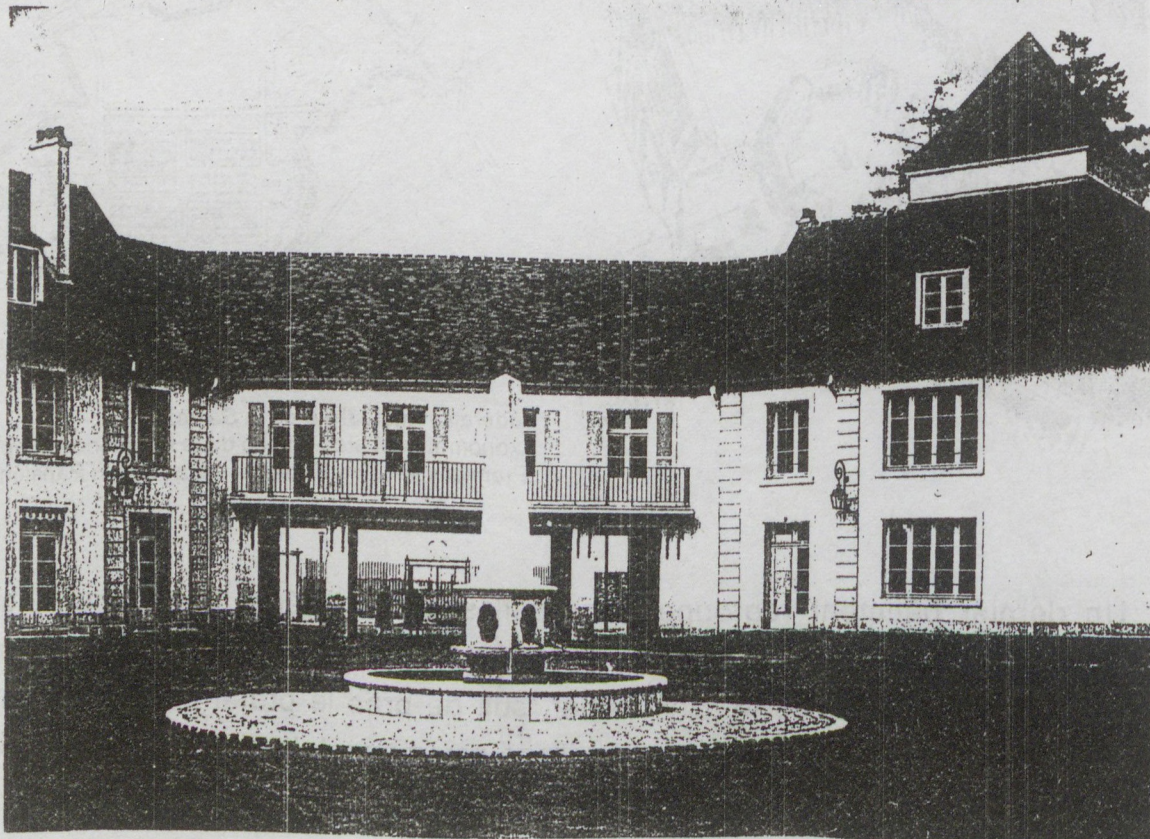
Un dernier bâtiment regroupe deux salles superposées, l'une pour les réunions, l'autre pour les spectacles (300 fauteuils). L'architecte des Monuments Historiques M. Stympoper, suit de près le projet et impose un aspect général en harmonie avec le village environnant, le château et l'église classés.



D'ailleurs, Duclos restaure ledit château et le meuble. Il transforme deux bâtiments vétustes en centre de diététique, en construit un troisième ainsi que sur un terrain voisin, des pavillons destinés au logement du personnel.



La grille d'entrée.  
Au fond, le bâtiment central.  
A gauche, le pavillon du gardien.  
A droite, la salle de spectacle.



Le bâtiment central.  
La cour d'honneur.  
La fontaine.



La Mutualité possède également une maison de retraite de 100 lits à Montigny-les-Cormeilles. De 1966 à 1980, Duclos y construit un nouveau bâtiment de 40 lits d'hospitalisation.

Un autre village retraite est bâti à Ballancourt près de Corbeil (pavillons et foyer).

Parallèlement, la Fédération Mutualiste gère deux grands sanatoria de 600 lits chacun, construits vers 1930 respectivement près d'Evreux et près de Château-Thierry. Ils sont modernisés et transformés en centre de santé (cardiologie, rhumatologie, rééducation). Ce travail réparti sur une dizaine d'années nécessite des études qui passionnent Duclos: fonctionnement des services généraux, décoration des foyers, étude des groupes opératoires, installation d'une grande piscine médicale dans un bâtiment neuf en mur rideau...

Duclos réalise également de nombreux aménagements dans la maison de la Mutualité.

Toujours dans le domaine de la santé, il construit à Saint-Ouen l'Aumône une clinique privée de 100 lits. La réalisation programmée en quatre tranches s'effectue de 1968 à 1981.

Par ailleurs, il participe à la construction de deux groupes d'H.L.M. de la ville de Paris, l'un près de la porte de Saint-Ouen pour lequel il est architecte d'opération (M. Lopez père étant l'architecte principal), l'autre rue Vergniaud et rue de la Colonie en association avec M. Dubrulle. Ses rapports avec ses confrères sont excellents.

#### Organisation de l'agence et méthode de travail:

L'agence de Duclos est très réduite. La plupart du temps il travaille seul mais se fait aider lorsqu'il y a beaucoup de dessins à produire. L'ensemble des parties métré et vérifications est confié à l'extérieur.

Duclos accorde une grande attention à l'étude des détails et regrette d'ailleurs que certains architectes pensent qu'un projet vague accompagné de quelques croquis soit suffisant à une bonne mise en oeuvre. Il suit ses chantiers lui-même et a en général, grâce à son travail préalable, de bons rapports avec les entrepreneurs qui se sentent justement guidés.



Petit à petit, Duclos bénéficie donc d'un réseau de relations suffisant pour s'assurer un honnête rendement d'affaires. De fait, il participe à très peu de concours, craignant de plus d'y perdre du temps et de l'argent, alors qu'il n'a pas assez d'appuis politiques pour gagner. En ce sens, il suit le conseil de l'un de ses anciens patrons, de n'entreprendre un concours que si la victoire est certaine.

### **Opinions:**

#### Les qualités de l'architecte:

Au travers de ses réalisations, Duclos met en oeuvre ses conceptions du travail de l'architecte. Sa première exigence devrait être de faire pour la collectivité des oeuvres qui correspondent aux besoins de la cité. Donc de faire oeuvre utile tout en cherchant à créer un cadre plaisant pour ses destinataires. A ce propos, Duclos estime notamment que si l'architecte construit avec son temps, il n'est pas nécessaire de choquer les gens. Il considère également que l'architecte doit éviter le provisoire, mais au contraire construire des bâtiments qui soient susceptibles de résister au temps. Il doit donc exister une certaine continuité dans la construction, et dans ce sens Duclos pense qu'il est nécessaire d'entretenir les monuments du passé.

Pour mener sa tâche à bien, l'architecte doit connaître la construction et être à même de revoir le travail exécuté par les entreprises, vérifier la qualité des matériaux qu'on lui livre mais aussi être capable d'avoir une véritable réflexion sur leur usage. Il doit être très généraliste de manière à appréhender chaque projet avec aisance; Duclos en donne pour preuve ses expériences très différentes dans les milieux industriel ou de la santé.

#### La reconstruction:

A propos de la reconstruction, Duclos dissocie deux phases: la première reconstruction juste après-guerre qui donna lieu, malgré la pénurie de main d'oeuvre et de matériaux, à du travail soigné et de bonne qualité (il cite pour exemple des petites villes de province, comme Evreux reconstruite dans le style régional); la reconstruction de masse plus tardive, qui fut à ses yeux un assemblage anarchique, typique d'une architecture provisoire imputable à des architectes alors surchargés de travail.

### Evolution de la pratique professionnelle:

Avant-guerre, Duclos se souvient d'avoir participé à un syndicat de jeunes architectes.

Il s'inscrit à l'Ordre dès sa création en 1940 et est patenté en 1952. Depuis il n'a pas participé de manière active à l'organisation de la profession. Il considère que l'Ordre est une bonne chose, mais doute parfois de son efficacité face au poids des gouvernements.

Duclos note les nombreux changements qui ont bouleversé l'exercice du métier d'architecte.

Les rapports avec les différents partenaires se sont modifiés.

Il regrette notamment le changement général d'attitude des maîtres d'ouvrage, avec lesquels il entretenait auparavant des liens de bonne amitié et de simplicité. Aujourd'hui, certains deviennent méfiants, discutent sans cesse les solutions proposées, payent moins bien et moins régulièrement. La constitution d'un programme réalisé par l'architecte et permettant de mettre au clair les besoins et le mode de vie du client, semble à Duclos une garantie du bon déroulement du projet.

Les entrepreneurs et leurs ouvriers ont également changé, les premiers devenus plutôt des hommes d'affaire sans connaître vraiment le métier, les seconds moins qualifiés qu'autrefois. De l'avis de Duclos, le choix quasi obligé du moins-disant par les administrations publiques paraît également préjudiciable.

Enfin, si l'aide des ingénieurs et des spécialistes lui semble complètement nécessaire, la constitution de bureaux d'études qui essaient de se substituer aux architectes l'inquiète. Duclos considère essentiel que l'architecte reste le maître d'oeuvre du début à l'achèvement du projet; en ce sens, il préférerait que les bureaux d'études soient consultables à la demande plutôt que d'être imposés par les collectivités.

Duclos note également combien l'évolution des techniques de construction et des règlements ont complexifié le métier d'architecte. Les procédures administratives lui semblent plus lourdes qu'autrefois, les lois constamment changeantes et parfois mal étudiées ne lui apparaissent pas comme un facteur d'enrichissement.



### Goûts et références:

Duclos apprécie l'architecture régionale, qui cherche à s'adapter plutôt qu'à choquer. L'esprit de composition générale doit être respectueux au sens large de l'environnement pour lequel il est conçu, même si par la suite des éléments modernes de construction viennent s'y intégrer. Il a beaucoup voyagé dans le bassin méditerranéen mais connaît également très bien la France (Châteaux de la Loire, villages d'Auvergne...). A Paris, il est sensible à la place de la Concorde, à la pyramide du Louvre... En revanche, il regrette la modification du plan ordonnateur de la Défense qui lui paraissait beaucoup plus sensé à son origine, ne s'habitue ni à Beaubourg (notamment en raison de sa façade arrière) ni aux colonnes de Buren.

Avançant en âge, Duclos a gardé assez peu de contact avec ses confrères. Il n'est pas au courant de l'évolution de l'enseignement, mais pense qu'une formation classique serait toujours valable, quitte par la suite à s'en écarter. Consulter des livres d'architecture, comme des monographies sur Le Corbusier ou Mallet-Stevens par exemple, ou des revues lui semble important. Actuellement, il désapprouve cependant la manie du discours et le manque d'informations précises dans la plupart de ces revues. Il est abonné à "D'A".

Duclos s'est donc marié après-guerre; il n'a pas eu d'enfant. Il aime les musées, les jolies choses anciennes ou modernes et collectionne les soldats de plomb.

Il aurait éventuellement travaillé avec plaisir pour les Monuments Historiques mais a suivi, comme beaucoup d'autres, ce qui s'est présenté à lui dans le contexte troublé de l'après-guerre.

Il estime que l'architecture est un beau métier, nécessitant beaucoup de travail et beaucoup de conscience, mais passionnant par sa diversité, la richesse des contacts humains et les grandes responsabilités imparties à l'architecte.

Il a pour sa part toujours travaillé d'une manière très personnelle, étudiant les projets jusqu'aux détails d'exécution, et suivant toujours de très près ses chantiers.

Le choix d'entrepreneurs, hommes du métier et artisans ou spécialistes à la main d'oeuvre qualifiée, lui a toujours semblé primordial. Les aides extérieures, comme les vérificateurs ou parfois les bureaux d'études spécialisées (béton armé, chauffage) n'ont jamais eu main-mise sur son

travail. Il se méfie, à ce propos, des gros groupes actuels qui auraient tendance à déborder sur un travail que, selon lui, les jeunes architectes doivent continuer à assumer.

---

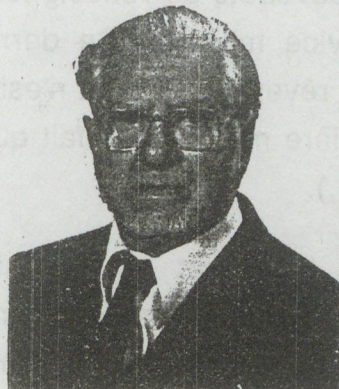


## André GONNOT

**Résidence actuelle:** 22 place Jules Ferry 92 120 Montrouge

### **Famille, études:**

André Gonnot naît le 16 octobre 1906 à Paris. Du côté paternel, sa famille est d'origine creusoise et son grand-père, d'abord paysan, monte à Paris pour devenir maçon puis petit entrepreneur.



Son père Eugène Gonnot, est architecte. André passe rapidement une grande part de son temps à l'agence. Les collaborateurs de son père deviennent des camarades et lui apprennent le dessin d'exécution et la part administrative de la profession. A la fin de ses études secondaires, André est donc sûr de sa voie et partage ses activités entre l'agence et les activités de l'atelier Godefroy-Freinet qui prépare l'entrée à l'Ecole des Beaux-Arts.

### Les études d'architecture:

En 1927, il est reçu sans difficulté et choisit l'atelier Defrasse-Madeline, car l'enseignement de Madeline est réputé extraordinaire. Gonnot trouve en effet son professeur sympathique, notamment en ce qui concerne les "analytiques" - projets obligatoires dont le sujet et la conception correspondent au style classique français - . Madeline, qui avoue lui-même avoir connu plusieurs échecs dans cette matière, estime que ces exercices constituent une mauvaise archéologie et qu'il vaudrait mieux les supprimer. Opinion largement partagée par les nouveaux!

Cependant, Madeline quitte l'atelier après peu de temps car il a accepté de devenir professeur de théorie, ce qui le conduit à choisir les programmes des projets soumis aux différents ateliers. Une démarche qui au souvenir de Gonnot n'était pas dénuée d'intérêt, mais représentait au contraire un facteur d'influence conséquent dans les "combats" entre grands patrons. Chacun avait son poulain qu'il poussait au Grand Prix via l'esquisse des vingt-quatre heures, et Gonnot se souvient d'avoir pu admirer celles de Beaudoin et Aublet soutenus respectivement par Pontrémoli et Defrasse-Madeline. Pour



avoir présenté son esquisse dessinée au fusain et bien qu'elle fut la meilleure, Aublet ne fut pas reconnu. C'est Beaudoin qui l'emporta...

Madeline est d'abord remplacé par Marrast dont Gonnot apprécie la grande culture et la nouveauté de l'enseignement, puis par Aublet qu'il découvre au retour du service militaire. Ce dernier patron lui semble d'un caractère beaucoup trop rêveur et Gonnot n'est pas toujours satisfait de ses conseil (il rate une première médaille du fait que le patron lui a déconseillé de suivre son esquisse...).

Petit à petit, l'étudiant est parfaitement intégré. L'Ecole lui semble prestigieuse; Gonnot remarque notamment le nombre important d'étudiants étrangers et en particulier d'Américains qui, lauréats des écoles d'architecture, viennent suivre au moins la première classe supérieure à Paris.

Les stimulations ne manquent pas, comme par exemple "le Godeboeuf" et "le Rougevin", qui sont toutes deux des épreuves de composition, de dessin et de décoration de grande valeur, donnant l'occasion aux participants du Rougevin à des promenades mémorables dans Paris.

Parallèlement à ses études, Gonnot travaille dans l'agence de son père, ce qui lui paraît constituer un sort enviable en regard de ses camarades souvent sans travail et pour lesquels la possibilité de mener de véritables études techniques sur les chantiers n'est pas possible.

En 1934, il soutient son diplôme qui traite de l'ensemble des équipements collectifs à réaliser au point de vue de l'aménagement des cités-jardins. Son directeur de diplôme, le patron Umbdenstock se montre vivement intéressé et lui suggère de rédiger un projet de programme destiné aux étudiants de première classe. Gonnot propose donc un programme comportant une salle de spectacle, une salle de danse, six salles de réunion de dimensions différentes, un foyer social, etc...

#### Remarques sur l'évolution de l'enseignement et de l'architecture:

Gonnot apprécie globalement la formation qu'il reçoit durant ses études, car elle permet d'acquérir un savoir de qualité comme concepteur.

L'apprentissage des proportions (il cite en exemple d'architecture classique le pavillon de l'Aurore à Sceaux construit par Claude Perrault), le projet



commun à l'ensemble des élèves d'une même promotion (des Beaux-Arts et des ateliers de province) qui favorise un échange d'idées stimulant, sont selon lui des valeurs sûres de la formation à l'ancienne.

Il évoque en outre la permanence de certains termes comme "composition, pureté, expression", qui circulaient de génération en génération par l'entremise des anciens (ceux-ci assuraient l'enseignement autant que les patrons d'ateliers), et qui lui semblaient décrire des qualités propres à évaluer l'architecture.

Gonnot rapporte avec amusement l'une des remarques favorites des étudiants de l'époque devant un projet dénué d'expression: "Vain Dieu, la belle église!" et avoue qu'encore aujourd'hui, il s'exclame devant une église d'une grande ville de l'Ouest: "*Vain Dieu, la belle gare !*"

Il se souvient aussi de la bonne ambiance qui régnait au sein de l'Ecole: toutes les difficultés pouvaient être résolues entre la direction et les élèves déjà âgés, réfléchis et responsables. Pour illustrer son propos, il nous relate cet épisode: "*Le directeur de l'Ecole était alors M. Pontrémoli. Il convoque le grand Massier pour un incident dont je ne me souviens plus. Celui-ci se rend donc avec quelques massiers d'ateliers dans le bureau du directeur. La réception est sévère et démunie d'aménité, ce qui entraîne le commentaire suivant: "Il faut dire, ce Monsieur c'est Pontrémoli et non pas ce Monsieur s'est montré poli". C'est un grand éclat de rire et de plaisanterie à l'Ecole, qui parvient aux oreilles du directeur. Mais, une solution est trouvée. L'Ecole poursuit son enseignement avec l'esprit français qu'elle incarne, de valeur hautement intellectuelle depuis plusieurs siècles.*"

Gonnot émet cependant plusieurs critiques. A propos du Prix de Rome, qui à ses yeux ne correspond plus à l'enseignement de l'époque (alors que l'architecture s'est dégagée de l'hypothèse gréco-latine) et dont la récompense (l'envoi du lauréat à Rome) lui paraît absolument désuète. De son point de vue, ce concours n'est en fait qu'une sélection.

Gonnot rappelle surtout le principal questionnement des étudiants de sa génération: comment parvenir à rompre avec le passé alors que personne ne sait encore exactement qu'attendre du "moderne"?

En effet, les patrons de l'Ecole sont tous de formation classique et il est difficile aux étudiants de se dégager de leurs préceptes pour adopter des

conceptions nouvelles. Gonnot s'en réfère à quelques architectures de cette époque qui lui paraissent déconcertantes: le Grand Palais construit en 1900 (dont la façade principale est de Deglane, encore professeur d'atelier en 1927), le bâtiment d'Arts et d'Archéologie dont la forme s'apparente à la Renaissance italienne, le Palais des Arts quai Biériot avec ses colonnades et ses décorations, le cercle militaire et le palais Berlitz, etc...

Pour ces dernières raisons, il comprend en partie l'évolution de la pensée des étudiants de 68 qui protestèrent contre la toute puissance et la fausse supériorité de certains patrons. Toutefois, il regrette qu'elle ait été débordée par des éléments politisés: *"Peu d'architectes ont participé. Le gouvernement autoritaire de l'époque prit prétexte d'exactions stupides pour supprimer l'Ecole des Beaux-Arts de renommée universelle. C'était, paraît-il rétablir l'ordre mais en fait cela a permis de donner satisfaction aux adversaires de l'Ecole. Ils obtenaient mieux que ce qu'ils avaient espéré."*

Cette suppression représente pour Gonnot une grande perte pour la culture française.

Pour les peintres et les sculpteurs, il espère toujours en *"un jeune artiste génial, imperméable au charabia actuel, qui aura été méditer au Prado devant les tableaux vigoureux du Gréco ou devant les statues de Maillol dans le jardin du Louvre, qui aura la culture de Delacroix, le sens de la composition, du dessin et des couleurs de Géricault, et fera resurgir les anciennes valeurs françaises en proclamant: l'homme est beau, la nature est un don des Dieux."*

Du point de vue de l'évolution de l'architecture, Gonnot note plusieurs événements. Il se rappelle en particulier les premières manifestations de changement des formes et des couleurs, quand tout jeune il avait comme d'autres été fasciné par l'exposition des Arts Décoratifs de 1925.

Selon Gonnot, l'évolution de l'architecture tient pour beaucoup aux conceptions nouvelles mais aussi au perfectionnement d'un certain nombre de procédés de construction (moyens de levage, toiture-terrasse, etc...) et à la meilleure connaissance des matériaux, dont le béton armé. C'est aussi l'apparition des éléments préfabriqués en atelier, des banches métalliques pour couler les planchers et les voiles de construction (transversaux ou latéraux) qui permettent la suppression des murs maçonnés et surtout des plâtres, l'abandon de règlements obsolètes (comme celui qui imposait une



cheminée par pièce), la mise en place de nouvelles règles normatives (règles B.A. pour le béton, Documents Techniques Unifiés...).

Gonnot souligne également l'émergence et bientôt l'influence d'architectes comme Gropius ou Niemeyer à l'étranger et Le Corbusier, Lurçat, Roux-Spitz, Perret, Mallet-Stevens en France dont la pensée et les premières oeuvres rejaillissent sur les élèves mais aussi sur les patrons de l'école.

La divergence entre les classiques et les modernes était entamée. Gonnot établit une sorte de classification des patrons d'ateliers.

Il considère comme "classiques" Defrasse, Deglane, Bigot, Umbdenstock, Godefroy et Tournon.

Expert, Azéma, Héraud, Chappey lui semblent quant à eux avoir évolué vers "les modernes".

Enfin, il considère comme résolument "modernes" Beaudoin, Leconte, Aublet, Vivien puis Zavaroni, Remondet, Lamache, Guth, Madelin et Trouvelot.

#### Formations complémentaires:

Au cours de ses études, Gonnot se rend compte assez rapidement que l'enseignement général est un enseignement de faculté plus que d'école, surtout au point de vue technique. Le cours de construction magistral se termine par un projet de fin d'année assez sérieux, mais reste insuffisant pour aborder les problèmes de détail de tous les dessins de béton armé, et ceux qui s'avèrent plus délicats par la suite d'isolation thermique et phonique ou de climatisation. Une autre des lacunes réside dans l'absence d'apprentissage du chiffrage des travaux. Gonnot décide alors avec l'un de ses camarades d'atelier de suivre des cours du soir à l'école des Travaux Publics, où il apprend l'usage de la Série de Prix (remplacée par la suite par le système des bordereaux).

Gonnot suit également la formation moderne d'urbaniste à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris, où enseigne Laprade. Gonnot admire son talent et rappelle qu'aidé de Marrast, il a dressé les plans des grandes villes du Maroc sans détruire les villes traditionnelles, sans répéter le désastre de Casablanca.

Gonnot remarque de plus que l'urbanisme, timide et peu organisé avant-guerre, devient de plus en plus important non seulement sur l'organisation générale du territoire et des grandes villes, mais aussi pour les petites villes et les bourgs. Après la Libération, les villes de France vont se développer dans des proportions importantes. Elles devront se doter d'un plan d'occupation des sols où seront portés les problèmes à résoudre dans l'immédiat mais surtout les prévisions et réservations à prévoir.

### **Les premiers travaux:**

Les premières préoccupations de Gonnot s'inscrivent directement dans la lignée des travaux de son père. Ce dernier, ancien élève de l'atelier Guadet-Paulin, avait gagné en association avec son confrère Albenque de nombreux concours de logements sociaux organisés soit par la ville de Paris, soit par l'office public d'H.B.M. de la Seine (l'ouvrage Paris-Banlieue 1919-1939 Architectures domestiques, édition Dunod mars 1989, rend compte de la plupart de leurs réalisations). Associé avec Albenque pour toutes les commandes publiques, leur agence tournait bien, ce qui permit à Gonnot-fils de trouver une insertion professionnelle intéressante dès sa sortie de l'école, fait assez opportun dans le contexte de crise des années 35.

En 1927, Gonnot avait fait ses premières armes en redessinant la façade d'ateliers d'artistes rue Antoine Chantin (Paris, 14ème) dont la construction avait été entreprise par son père avant la première guerre avec quelques concessions au style des Arts Déco (angle des ouvertures avec triangles...). En 1944, Eugène Gonnot décède et André reprend, sous l'égide d'Albenque, les travaux laissés en suspens au moment de la guerre. Il s'agit tout d'abord du centre social de la cité-jardin de Stains, pour lequel il aménage un théâtre, une salle de danse et des salles de réception. Puis, de la reconstruction la cité de Dugny-L'équiller, qui avait subi pendant la guerre les bombardements destinés à l'aérodrome du Bourget. Son extension lui est également confiée.

Par ailleurs, Gonnot est chargé de travaux d'urbanisme en Normandie, sous la direction de l'Inspecteur Général de l'Urbanisme pour la Normandie et la Bretagne, son ancien patron M. Marrast. Il travaille en équipe et retrouve plusieurs camarades en particulier M. Meige. Les rémunérations sont peu élevées mais en contrepartie, les architectes sont pratiquement assurés d'obtenir des travaux de construction pour des collectivités publiques.



### La fonction d'architecte-voyer:

Pendant l'Occupation, la situation de tous les architectes est précaire. Gonnot ressent le besoin d'assurer sa situation. Il accepte un poste d'auxiliaire au service des architectes-voyers de la ville de Paris, puis passe le concours en 1942. Quatre-vingt-quatre candidats se présentent pour six postes à pourvoir. Le concours se déroule en une dizaine d'épreuves écrites, suivies d'un examen oral. La première des épreuves est une esquisse d'architecture assez difficile. Puis viennent une épreuve de construction pour laquelle Gonnot n'éprouve aucune difficulté et une épreuve de droit administratif où il a la chance de tomber sur la loi de 1924 qu'il connaît bien. Il a travaillé la question des estimations avec Albenque et obtient la note 19. Reçu avec facilité, il devient l'assistant pendant plusieurs années du patron de la section des estimations et apprend à connaître toutes les subtilités du métier d'expert immobilier. Il travaillera toute sa carrière en harmonie avec ses deux alter ego, l'un pour la construction, M. Roux-Dufort, l'autre pour l'urbanisme, M. Dubos, sous la direction de M. Claustre.

Gonnot devient donc architecte voyer divisionnaire principal puis architecte en Chef de la ville de Paris. Il a alors une vingtaine d'architectes ou ingénieurs des T.P.V.P. (Travaux Publics de la Ville de Paris) sous sa direction. Le service propose les estimations pour la direction des domaines qui gère un patrimoine très important.

Pour toutes les opérations d'aménagement (modifications de la voirie, destructions des îlots insalubres) le service se montre efficace tant pour les acquisitions à l'amiable que pour les expropriations.

L'ampleur de travail ressort lorsqu'on considère un simple énoncé des opérations de rénovation réalisées: les Halles, Pompidou, le Marais, plusieurs îlots insalubres dont les 13 et 16, Saint-Charles, la place des Fêtes, Belleville, les quartiers Plaisance, Beaugrenelle, Chevaleret, Italie, l'avenue de Choisy, Kellermann, le Front de Seine, le dégagement de la gare de Lyon, tout le quai de la Rapée, etc ...

Les expropriations d'urgence sous forme juridique spéciale telles que celle concernant la Maison de la Radio sont confiées à un Expert désigné par le Tribunal auquel sont adjoints un inspecteur du service de l'Etat et un Expert de la ville nommé par le Préfet.

C'est ainsi que Gonnot a l'occasion de rencontrer M. Boiret père.

Gonnot appréciera toujours beaucoup sa fonction. Ses relations avec l'inspecteur du domaine de l'Etat et les experts civils sont excellentes et même amicales. Il reconnaît aussi que cette activité lui permet une relative sécurité financière (en raison de son statut de fonctionnaire), assurant en outre l'avantage d'une retraite qui pose toujours problème à l'architecte libéral. Au niveau statutaire, rappelons que dès 1945, Gonnot, comme plusieurs des nouveaux architectes-voyers dont Roux-Dufort et Dubos, avait opté pour un contrat lui permettant d'exercer une activité privée. En contrepartie, un abattement sensible sur le traitement était opéré par l'administration.

En outre, la charge cumulée des travaux privés et de sa fonction d'architecte-voyer conduisit Gonnot à travailler de manière intensive, six jours par semaine et souvent de dix à douze heures par jour, ne prenant que de très courtes vacances.

Gonnot regrette aujourd'hui la transformation du service qui comporte plus d'architectes-fonctionnaires que de réels techniciens comme à son époque, et ceci à l'encontre de la volonté des préfets du début du siècle qui voulaient que l'architecte-voyer puisse par la qualité de ses travaux recevoir les meilleurs de ses confrères civils dans une forme de confraternité. Legros, Letrone, Guadet (qui fut également Président de la S.A.D.G. pendant 6 ans et professeur de théorie à l'Ecole des Beaux-Arts) honorèrent l'architecture et la Ville de Paris.

Il souligne que le service des architectes-voyers est aujourd'hui appelé dans plusieurs directions techniques et que ses missions sont étendues dans une réorganisation de l'urbanisme et du contrôle de la construction. De plus, le nombre des architectes-voyers a considérablement augmenté.

### **Réalisations:**

#### Le contexte:

Avant d'évoquer ses principales réalisations, Gonnot tient à rappeler quelques éléments du contexte de la construction à son époque.



Une fois les plans d'urbanisme adoptés par les autorités de tutelle ou les municipalités et le remembrement effectué, la reconstruction va pouvoir commencer. Cependant, la situation économique est difficile. Entre 1946 et 1948, les prix doublent dans l'année. La crise du logement déjà commencée avec les destructions de la guerre, est petit à petit amplifiée avec le retour des Français des territoires coloniaux (la Tunisie, l'Indochine, le Maroc, l'Algérie et plus tard les colonies d'Afrique). La désertification des campagnes pose aussi un problème aigu.

Le phénomène social en matière de logement provient en partie d'un habitat ancien qui a été mal entretenu du fait que les propriétaires ont été les victimes d'une politique des loyers absurde. De plus, les modes de vie changent. Alors qu'autrefois les vieux et les jeunes vivaient avec la génération "portante" dans un même logement, la famille a désormais besoin de deux voire de trois logements. Une plus grande qualité des services est également recherchée, notamment en ce qui concerne le chauffage central et les salles d'eau.

#### Réalisations:

En 1945, Gonnot a quarante-deux ans lorsqu'il entame sa véritable carrière d'architecte libéral et déjà une solide expérience derrière lui. Il est investi dès ses débuts dans le logement social, dont il rapelle les objectifs d'alors: sortir les plus démunis de leur taudis, aider ceux dont les moyens sont plus larges à se loger correctement et plus généralement faire progresser tous les éléments de comforts élémentaires.

Il aura l'occasion de construire environ 4500 logements répartis à part égale en province, en banlieue parisienne et à Paris. Il réalisera également plusieurs équipements publics.

L'une de ses premières réalisations est une opération de 333 logements à Colombes pour laquelle il a gagné un concours organisé en 1948 par l'O.P.H.L.M. de la Seine en association avec MM. Luciani et Roux-Dufort. Il estime aujourd'hui l'architecture proprement dite un peu dépassée (les travaux furent terminés en 1957) mais reste satisfait du plan-masse, qui proposait la composition des immeubles (plans des cellules soigneusement étudiés) autour d'une grande aire de jardins.

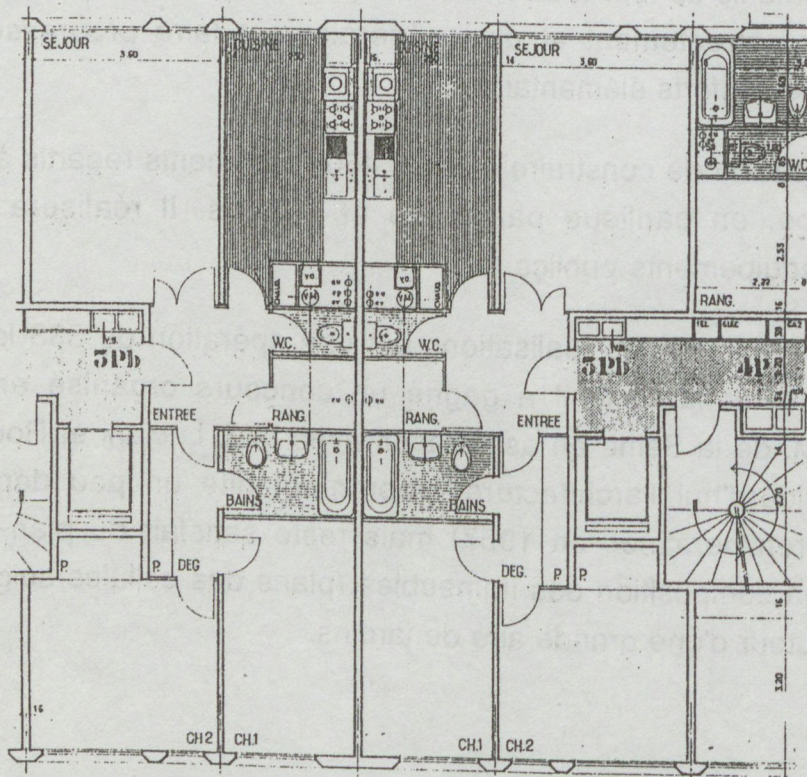


L'ampleur de ses principales opérations reste d'ailleurs à peu près constante tout au long de la carrière de Gonnot. Entre 1950 et 1960 il construit 217 logements à l'Aigle pour le compte de l'O.P.H.L.M. du département de l'Orne; de 1966 à 1977 il réalise 383 logements à Verneuil-sur-Avre pour la société anonyme H.L.M. de l'Eure.

Pour l'O.P.H.L.M. de la ville de Paris, ce sont d'abord 256 logements dans le 15ème en 1959 en association avec MM. Lefol et Grange, puis de 1974 à 1976, 852 logements dans le 13ème avec MM. Solotareff et Bernard puis MM. Sonrel et Duthilleul.

Pour l'O.P.H.L.M. de la ville de Montrouge, il totalise environ 580 logements construits à Montrouge entre 1959 et 1969.

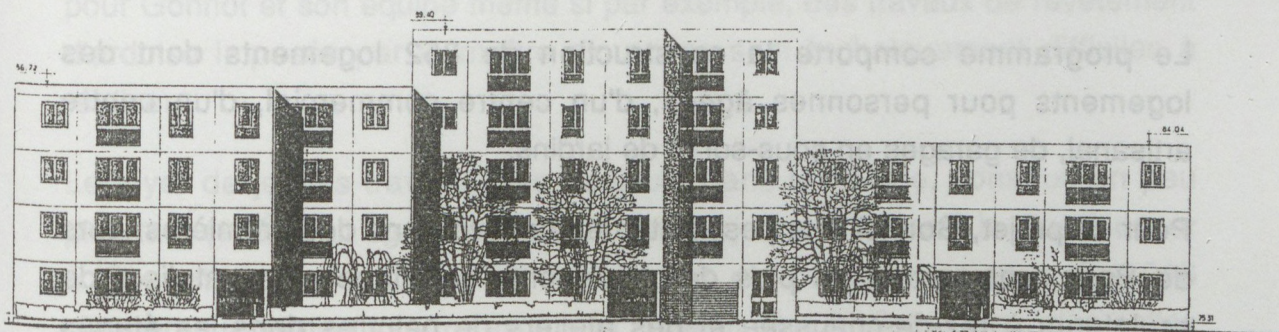
Gonnot cherche à apporter une meilleure qualité de prestations pour les logements. Plusieurs principes lui sont chers: l'orientation double, la luminosité, la dissociation des parties privées et des parties de réception, la présence de rangements intégrés, l'accessibilité des gaines etc... Il attache également de l'importance à ce que la famille puisse manger dans la cuisine (pour faciliter les tâches domestiques de la ménagère qui désormais travaille souvent à l'extérieur) et à ce qu'une des chambres au moins atteigne 12 m<sup>2</sup> de surface. Le bloc-eau (cuisine, salle d'eau, sanitaires mais aussi réunion des ventilations, des alimentations en eau etc... ) doit toujours être soigneusement mis au point.





Gonnot note que les ménages possèdent désormais des appareils sophistiqués qu'il faut disposer avec soin. Le mobilier lui aussi a changé; il est adapté aux locaux et souvent choisi avec goût (le buffet Henri II a disparu!).

Considérant en outre que la façade de service n'est plus admissible, Gonnot souligne que toutes les façades doivent être parfaitement étudiées.



Façade rue Delerue à Montrouge.

A cette époque, l'architecte doit construire avec des budgets assez serrés. Pour ce faire, Gonnot retient des méthodes de construction permettant une mise en oeuvre aisée et utilise des éléments préfabriqués. Il peut alors apporter une meilleure qualité de prestations à l'intérieur des logements (par exemple, parquet dans la salle-de-séjour et moquettes dans les autres pièces, grès cérame et faïence dans la cuisine et la salle d'eau).

Dans le domaine de l'habitat, sa réalisation la plus marquante reste celle qui permet la restructuration des terrains à l'emplacement de l'ancien îlot insalubre n°13 situé Bd Auguste Blanqui, rue de la Santé et rue de la Glacière.

Gonnot est d'abord nommé par le préfet de la Seine pour présenter un plan d'ensemble, par l'intermédiaire de Monsieur le Directeur du Logement et de la Construction. A cette occasion, il s'associe avec MM. Solotareff et Bernard. Gonnot propose, contrairement à la plupart des constructions déjà existantes, de disposer ses bâtiments perpendiculairement au bd. Auguste Blanqui. Cette solution permet notamment d'éviter les regards depuis le méro aérien, de limiter les inconvénients dus au bruit du métro, de profiter de l'orientation



est-ouest et de créer un espace traversant, donc plus convivial pour les boutiques et le centre commercial.

Le directeur de la Caisse d'Epargne, propriétaire du terrain, et celui de la Caisse des Dépôts et Consignations, représentant technique de l'opération, apprécient fort sa proposition et ne font pas de difficulté à nommer Gonnot et son équipe maître d'oeuvre de l'opération. Les travaux sont prévus en quatre tranches; pour les trois premières (de 1958 à 1964), Gonnot est associé à MM. Sonrel, Solotareff et Bernard puis avec MM. Sonrel et Duthilleul pour la dernière opération(1974-75).

Le programme comporte la construction de 852 logements dont des logements pour personnes âgées, d'un centre commercial, d'un centre artisanal, de garages en sous-sol et de jardins.

Pour ce projet, Gonnot a la possibilité de concevoir une des premières tours de Paris, comportant en plus des logements classiques, des ateliers de sculpteurs à rez-de-chaussée et des ateliers de peintres dans les étages hauts. Le traitement des espaces publics y est très soigné; l'escalier est dessiné avec goût et la cage d'escalier elle-même, éclairée zénithalement, devient un espace agréable.

Gonnot précise d'ailleurs que la qualité des logements (norme H.L.M. + 10% de surface) permet au gestionnaire actuel de mettre en vente devant la Chambre des Notaires de Paris tous les logements qui sont libérés, leur valeur atteignant les offres des promoteurs pour des logements de bonne qualité.

C'est également à cette occasion que Gonnot développe une réflexion très originale pour l'époque sur le logement des handicapés, grâce à la demande et à l'appui de la présidente d'une association pour paraplégiques qui avait réussi à convaincre les maîtres d'ouvrage de s'intéresser à ce problème. Gonnot écoute les habitants paraplégiques jusque-là insatisfaits de leur logement, effectue de nombreuses recherches, obtient une documentation de base précieuse en provenance des Pays Baltes... Son travail sur les sanitaires, la salle de bain, la cuisine et les circulations intérieures générales est très conséquent. Dans la cuisine, il impose des rangements à hauteurs particulières, des commandes d'appareils toujours placées sur le devant et une protection calorifique par flocage (Gonnot note en effet que les



paraplégiques souvent insensibles des jambes risquent sans s'en rendre compte de graves brûlures ).

Après cette expérience, Gonnot écrit un article sur le logement des handicapés. Mieux, les éléments qu'il a étudiés sont soigneusement relevés et érigés en norme par le Ministère de la Santé. Aujourd'hui cependant, Gonnot pense que de nombreux efforts sont encore à faire, notamment en ce qui concerne les cheminements des handicapés dans la ville.

L'opération de l'îlot n°13 est donc une opération délicate mais satisfaisante pour Gonnot et son équipe même si par exemple, des travaux de revêtement d'ardoise imposés par le maître d'ouvrage sont techniquement difficiles à réaliser.

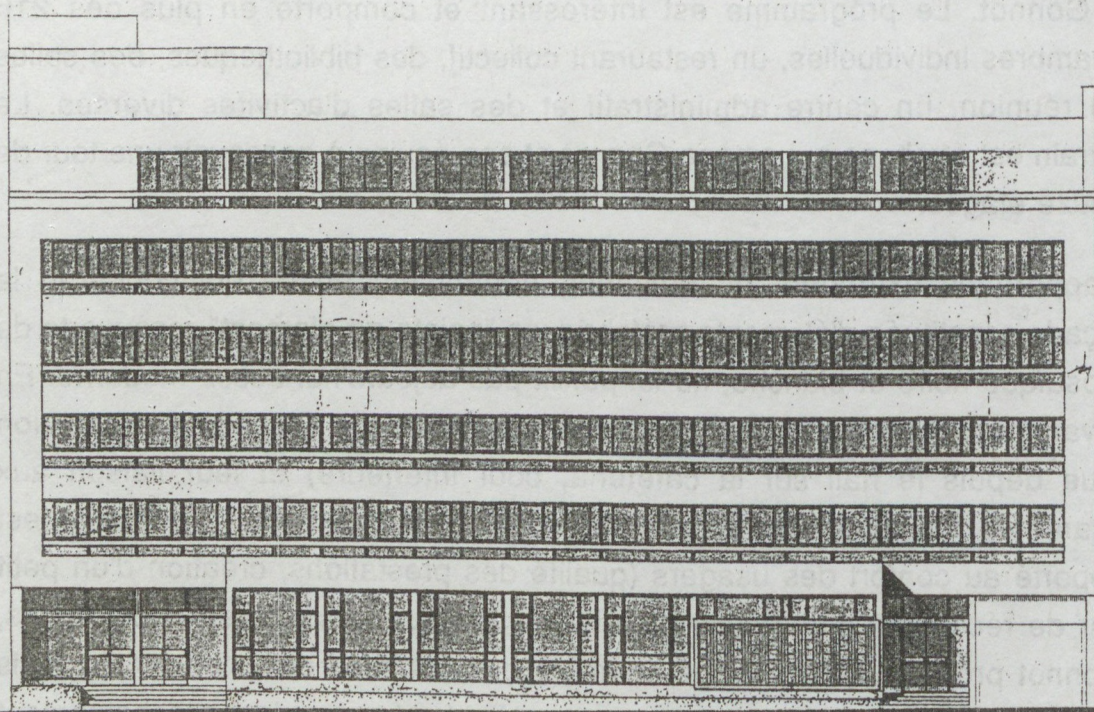
Le foyer de jeunes travailleuses, toujours dans le 13ème, construit un peu plus tard (1968) fait également partie des projets qui tiennent le plus à coeur à Gonnot. Le programme est intéressant et comporte en plus des 216 chambres individuelles, un restaurant collectif, des bibliothèques, des salles de réunion, un centre administratif et des salles d'activités diverses. Le terrain est étroit, ce qui amène Gonnot et son équipe à concevoir une tour de douze étages.

L'apparence extérieure du bâtiment, notamment en ce qui concerne la façade constituée d'éléments préfabriqués "pointe de diamant" recouverts de mosaïque noire et blanche, ne lui paraît pas aujourd'hui assez moderne. En revanche, l'organisation générale des services et de l'espace de réception (vue depuis le hall sur la cafétéria, cour intérieure) et leur liaison aux chambres lui semble encore assez réussie. Un soin tout particulier est apporté au confort des usagers (qualité des prestations, création d'un petit bar de réception, d'une salle de jeux...). En plus des sanitaires communs, Gonnot propose dans chaque chambre des cabinets de toilette individuels équipés de bidets; ceux-ci tombent en désuétude et seront prochainement remplacés par une douche. Une rénovation plus générale due à l'évolution des usages est actuellement en cours (nécessité d'espaces de transition, salles de réunion et de travail collectif tous les trois ou quatre étages, etc...).

En ce qui concerne les équipements, Gonnot a bénéficié d'un agrément au ministère de l'éducation nationale et a construit notamment une cité scolaire et un lycée à Verneuil-sur-Avre, un groupe scolaire à Bourth, deux écoles maternelles à l'Aigle, etc... Pour le ministère des affaires sociales, dont il est



aussi architecte agréé, il réalise l'extension (pour l'Institut du service social et de recherches sociales) d'un foyer de jeunes construit à l'origine par Auguste Perret en 1930 à Montrouge. Gonnot travaille d'ailleurs beaucoup dans cette ville, qui est aussi son lieu de résidence. En 1971, il réalise les bâtiments du stade Ollier à Fontenay-aux-Roses (ce qui permet le dégagement d'un terrain pour la construction d'un lycée); en 1972, il est chargé par la compagnie des compteurs Schlumberger de Montrouge de plusieurs travaux dont la rénovation des bâtiments de réfectoires et de cuisines ainsi que celle de la façade sud de l'usine centrée sur la place Jean Jaurès (les autres façades seront plus tard réhabilitées par Renzo Piano); en 1978, il construit l'hôtel des impôts pour le compte du ministère de l'économie et des finances, particulièrement bien intégré et dont les bureaux spacieux et bien éclairés satisfont entièrement les usagers.



Hôtel des Finances à Montrouge.  
Façade sur rue.

Gonnot a donc en charge un nombre important de projets. Il assume quasiment l'ensemble du travail de conception avec son chef d'agence Gilbert Laine. Mais il consulte des bureaux d'étude et des organismes de contrôle pour les problèmes techniques. Le suivi du chantier lui semble primordial et il attache de l'importance aux compte-rendus avec état



d'avancement, qui permettent une bonne coordination entre le délégué du maître d'ouvrage (ingénieur ou administrateur), les entreprises et le maître d'oeuvre.

La plupart des projets de Gonnot ont été construits. Il regrette cependant la non-réalisation d'une unité pharmaceutique de l'Institut Pasteur (pour raison de localisation) dont l'étude d'organisation des différents locaux lui avait semblé passionnante.

### **Opinions:**

#### L'Ordre; les institutions:

Gonnot se souvient d'avoir fait partie des élèves de l'Ecole des Beaux-Arts souhaitant la création d'un Ordre des architectes. Leur principale revendication était que cet Ordre ne puisse admettre comme architectes que ceux qui avaient un diplôme. Il devait aussi proposer un code de déontologie. Gonnot fut donc l'un des premiers à adhérer à l'Ordre nouvellement créé en 1940; inscrit au tableau le 7 mai 1942, il porte le numéro 1295. Patenté depuis 1945, il est par ailleurs membre de la Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement et du Syndicat des Architectes des Hauts de Seine. Gonnot aurait souhaité prendre une part active dans l'organisation de la profession, par des recherches, la participation à des débats et des exposés, la position au sein d'un comité ou d'un bureau. Malheureusement, ses engagements furent limités en raison de sa surdité congénitale.

Gonnot estime que la profession d'architecte a été assez mal protégée au cours du temps et fait notamment référence à la suprématie des ingénieurs des Ponts et Chaussées après-guerre (due en partie au manque de conciliation entre architectes et à leur dédain vis à vis des tâches administratives) ou au succès des promoteurs dans la construction. L'Ordre lui paraît devoir être maintenu mais sa confiance va plutôt aux syndicats d'architectes, dont le congrès national a récemment débattu des problèmes d'entrée de la France dans l'Europe et d'une équivalence des diplômes.

Bien qu'ayant été primé plusieurs fois, Gonnot estime également que le système des concours devrait être remis en cause; dans de nombreux cas, les responsables du jugement ne lui paraissent ni assez libres ni assez qualifiés.

### Missions de l'architecte:

Aux yeux de Gonnot, la première mission de l'architecte consiste à prendre justement en compte la demande du client, c'est-à-dire à assimiler le programme qui lui est fourni, voire même à en rediscuter pour apporter de nouvelles suggestions.

Il se souvient notamment de ses premières interventions pour l'unité pharmaceutique de l'Institut Pasteur qui avaient permis de démontrer que le fonctionnement initialement proposé était à revoir.

A titre d'exemple, il mentionne également la Cité de la musique à la Villette. Il estime qu'une réalisation d'une telle intelligence de formes et d'une telle finesse de mise en oeuvre n'aurait pu aboutir sans un programme de qualité et bien interprété par son concepteur, en l'occurrence Christian de Portzamparc auquel il voue toute son admiration.

La deuxième mission de l'architecte qu'il estime primordiale est selon Gonnot d'être concepteur, c'est-à-dire d'échapper aux réalisations banales pour faire montre de talent. Il pense pour sa part avoir eu des programmes intéressants à traiter tant dans le logement social que dans les équipements et avoir toujours réussi à faire vivre les occupants dans de bonnes conditions en répondant au programme. A ce titre, ses relations avec les maîtres d'ouvrage ont toujours été facteurs de confiance et d'estime. L'implantation des bâtiments, le jeu des volumes, la nature des matériaux sont, à ses yeux, des éléments importants de la conception de l'architecture moderne.

Gonnot considère que l'architecte doit, en plus de la conception, être capable d'assumer véritablement la direction de son affaire. C'est sa troisième mission. Il doit donc être à même de rédiger, ou tout au moins de vérifier la rédaction de l'ensemble des pièces du marché, particulièrement en ce qui concerne le devis descriptif ou la qualité, la nature et l'emploi des matériaux. Il lui faut par ailleurs connaître parfaitement les règles de construction et de sécurité afin de présenter un permis de construire dans les règles. Il doit savoir assurer les comptes de l'opération en cours et notamment prendre soin de respecter le coût de réalisation initialement prévu, sous peine d'encourir de graves responsabilités. Enfin, il doit lui-même suivre son chantier, où éventuellement confier cette tâche à un collaborateur qualifié tout en suivant régulièrement les rendez-vous de chantier.



### Influences: références architecturales, le pour et le contre:

Gonnot avoue avoir un caractère très personnel et directement peu influençable.

En revanche, la transformation de l'architecture et les nouvelles possibilités de constructions l'ont toujours attiré. Comme de nombreuses entreprises, il s'est intéressé à la transformation des techniques et à la préfabrication, en tant qu'éléments de rentabilité permettant d'abaisser le coût de la construction et de maintenir un bon équilibre du budget.

Dans la limite des crédits impartis dans le logement social (dont Gonnot souligne l'absolue nécessité dans une société en pleine transformation), il s'est efforcé pour sa part de concevoir des logements adaptés à la vie des familles et notamment des ménagères. Il privilégie des plans de cellule de bonne qualité, une construction solide ne nécessitant pratiquement aucun travaux d'entretien (hormis les peintures), l'harmonie des volumes et des percements, plutôt que la recherche de façades attrayantes par des éléments futiles mais aussi plus dispendieuses (les éléments comme les loggias et les bow-windows par exemple lui apparaissent comme des éléments de composition agréables mais grevant par trop le budget général). Il pense ainsi que la liberté actuelle des formes n'est pas applicable à tous les programmes.

Gonnot attache une certaine importance aux livres d'architecture, notamment ceux qui ont été publiés de 1925 à 1939, alors que la tendance était de conserver en architecture un caractère spécifique aux régions. Il cite quelques ouvrages de référence, comme L'architecture française de la renaissance à nos jours de Louis Hautecoeur (1941), De l'architecture du même auteur ou L'architecture rurale et bourgeoise en France - Etude sur les techniques d'autrefois et leurs applications à notre temps par Georges Doyon et Robert Hubrecht (1942).

Il considère évidemment que les revues sont des éléments tout à fait indispensables au travail de l'architecte, en ce sens qu'elles lui permettent d'être au courant de ce qui se fait non seulement en France mais aussi à l'étranger.

Ses goûts en architecture sont assez affirmés.

Concernant les réalisations de son époque, Gonnot apprécie notamment l'église du Raincy par Auguste Perret et celle de Ronchamp par Le Corbusier, le parc des Princes de Beudoin, l'église Sainte-Jeanne d'Arc à Rouen par Arretche, le bâtiment de l'amirauté construit par Paul Guth à Brest à l'emplacement de l'ancien fort, le bâtiment de Niemeyer place du Colonel Fabien ou encore le C.N.I.T de Zehrfüss.

Plus récemment, il remarque le palais omnisports de Bercy ou les tours construites par Andrault et Parrat, l'aménagement des Halles par Vasconi et Pencrea'ch, l'hôpital de la porte des Lilas par Riboulet et l'Institut du Monde Arabe de Nouvel, bien qu'il trouve que l'emplacement de ce dernier ne soit pas entièrement favorable à la composition du quartier.

Il trouve également très réussi le centre Georges Pompidou en ce qui concerne son fonctionnement (notamment pour les planchers libres) mais se montre plus sceptique quant au traitement provocateur de son enveloppe sur la rue Beaubourg (couleurs brutales, etc...). Il estime que les architectes de sa génération auraient cherché à produire une architecture moins accusée, tenant compte de la proximité du Marais.

Pour la pyramide du Louvre, il tient le même type de raisonnement. Séduit par la pyramide elle-même, il trouve discutable son intégration aux bâtiments déjà existants; qu'en regardant la pyramide, le pavillon Richelieu semble ne plus avoir de soubassement lui paraît néfaste. Il s'interroge aussi sur l'accès en sous-sol, qui lui paraît en contradiction avec les idées de grandeur et de prestige du Louvre ancien.

Gonnot fait également part de ses oppositions. Du point de vue urbanisme, il regrette certaines coupures entre arrondissements; il cite à titre d'exemple la césure 15ème-14ème en raison de la tour Montparnasse et surtout des voies ferrées (Gonnot se montre par ailleurs extrêmement choqué que des bâtiments d'habitation soient construits à moins de 10 mètres des voies), ou celle 14ème-13ème.

Il critique également l'emplacement de l'Opéra Bastille. Il considère l'intérieur du bâtiment fort bien étudié mais trouve la façade désolante. L'Arche de la Défense, lui apparaît comme un tour de force niant tout ce qui détermine une véritable architecture: la composition, les volumes, les percements... Pour en sourire, il s'exclame: "*Vain Dieu, la belle cheminée!* "



Enfin, Gonnot est indigné par certaines attitudes. L'idée de construire une pyramide inversée, comme à la Chambre de Commerce de Brest par exemple, lui semble complètement illogique. Plus que tout, l'architecture développée par certains architectes comme Bofill, le scandalise. *"Ces réalisations hybrides, qui ne tiennent ni du classique, ni du moderne, qui plagient sans innover (en employant par exemple des ordres majeurs qui ne servent à rien) "* lui semblent lamentables. Il s'étonne même que certains médias puissent mettre en exergue de tels bâtiments, faussant ainsi l'éducation artistique de leurs lecteurs.

Gonnot tient aussi à souligner pour s'en amuser que les architectes cultivés ont toujours eu certaines manies. Il rapporte: *"C'est ainsi que dans la génération de mes pères, beaucoup se replongeaient, un peu par snobisme, dans la lecture de La prière sous l'Acropole d'Ernest Renan. Dans la période suivante (1925-1935), beaucoup d'architectes dont moi-même se sont penchés et ont médité sur les réflexions d'Eupalinos de Valéry. Depuis, ils s'interrogent sur La voix du silence de Malraux, mais ceci me semble un sujet de réflexion plutôt destiné aux peintres ou aux sculpteurs."*

#### **Conclusion:**

Très tôt attiré par l'architecture, Gonnot a mené une carrière bien remplie, propre à combler ses espérances. Eloigné du débat architectural en raison de sa surdité, il s'est forgé des opinions personnelles ayant trait à l'évolution de l'architecture. Il ne doute pas que la société sous toutes ses formes, du travail au loisir, et que les modes de vie y compris en ce qui concerne le logement vont se transformer. Il pense que l'architecture sera dans quelques décennies très différente de celle de la période actuelle.

Gonnot est marié et a sept enfants, dont l'un est architecte. Il possède une maison de campagne en Bretagne. Ses loisirs sont principalement consacrés aux promenades, au dessin, à l'aquarelle et à la gastronomie.

René HULOT

**Résidence actuelle:** 134 rue de Rennes 75 006 Paris

### **Jeunesse; les études d'architecture:**

René Hulot naît en 1916.

Il fait partie d'une famille d'architectes; son grand-oncle et surtout son père, Jean Hulot, sont d'éminents représentants de la profession. En effet, Jean Hulot est premier grand Prix de Rome, architecte en chef des Bâtiments Civils et Palais Nationaux, mais aussi architecte en chef des Monuments Historiques alors que le cumul de ces deux fonctions est exceptionnel.

René passe donc sa jeunesse dans une atmosphère toute emplie d'architecture (les dessins et les aquarelles de son père sont partout). Comme le reste de la famille, il admire ses oeuvres et suit le chemin déjà tracé de l'entrée à l'Ecole des Beaux-Arts.

Il choisit l'atelier Bigot en partie car celui-ci est un ancien camarade de son père à Rome. De plus, c'est un des trois ateliers intérieurs qui jouit de ce fait d'un certain prestige. Pour sa part, Hulot s'entend assez bien avec le patron mais le trouve peu expansif et peu disert. Cependant, celui-ci atteint la limite d'âge fixée par l'administration, et l'un de ses élèves M. Courtois le remplace. L'atelier devient extérieur et est expatrié rue Jacques Callot.

En plus de ses études d'architecture, Hulot suit les cours de la Sorbonne et de l'Ecole du Louvre et obtient sa licence d'histoire de l'art. Il devient également élève de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris. M. Auzelle est professeur mais Hulot s'en souvient surtout comme d'un camarade d'atelier. Il est en revanche marqué par les cours de M. Lavedan, qu'il comptera par la suite parmi ses amis.

La guerre interrompt provisoirement ses études, de sorte qu'Hulot ne passe son diplôme qu'en 1942, avec pour sujet un prieuré en Bretagne. Il obtient le prix Guadet pour le meilleur diplôme.

Il souhaite devenir architecte des Monuments Historiques et commence à se préparer au concours. Cependant, des événements personnels vont l'empêcher de mener son projet à bien. En effet, Hulot est atteint d'une tuberculose pulmonaire et doit se faire soigner en sanatorium, d'abord à Saint-Hilaire du Touvet puis à Leysin en Suisse. A son retour, après la



Libération, il n'est plus aussi motivé. Il tente malgré tout le concours des Bâtiments Civils mais échoue à l'oral devant le patron Marrast qui a l'art de poser des questions gênantes: "*Quelle est la différence entre une porte à petit cadre et une porte à grand cadre?*"...

Hulot décide alors d'ouvrir sa propre agence, d'abord située rue du Cherche-Midi à la même adresse que celle de son père. La structure restera toujours modeste; Hulot sera en général entouré d'une secrétaire et de deux dessinateurs.

Connaissant l'ingénieur des Ponts et Chaussées administrateur de l'aéroport du Bourget, il obtient une première commande qui consiste dans l'organisation et la conception de garages d'autocars pour cet aéroport. Il étudie complètement le projet quand finalement, l'aménagement du Bourget est confié à un architecte-polytechnicien. Bien que rémunéré, le projet d'Hulot ne sera jamais réalisé. Il n'obtiendra pas non plus par ce biais l'opportunité d'autres commandes.

## **Réalisations:**

### La reconstruction:

Hulot se tourne alors vers l'entreprise qui occupe nombre d'architectes de son époque: la reconstruction. Il profite de l'appui d'un ancien camarade d'atelier M. Herr, alors architecte en chef, pour être nommé en Seine-Maritime plutôt que dans le Calvados qui lui avait d'abord été affecté.

Il a en charge avec un autre jeune confrère la petite ville d'Orival près d'Elbeuf (bombardée en grande partie pour bloquer le pont ferroviaire qui traversait la Seine à cet endroit). Hulot reconstruit là cinq îlots. Puis, fort de son expérience, il prend en charge la reconstruction de deux îlots au centre de Rouen.

La reconstruction s'appuie sur des structures administratives spécifiques. Hulot rappelle notamment les deux principales solutions laissées au choix des sinistrés, la coopérative de reconstruction ou le syndicat de reconstruction. Il a pour sa part à faire à la première structure, réputée plus souple. Il est rémunéré au pourcentage (celui-ci restant assez faible tout au

long de la reconstruction) par l'intermédiaire d'un trésorier payeur et malgré la lenteur du processus administratif, ces travaux lui permettent de vivre correctement.

Les projets sont obligatoirement soumis à l'approbation de l'architecte en chef. Des réunions de coordination, dirigées cette fois par l'ingénieur en chef (souvent polytechnicien et dont Hulot s'étonne simultanément de la grande jeunesse et de la grande autorité!), facilitent aussi le bon déroulement des opérations.

A Orival, Hulot est soumis à l'assentiment de Marcel Lods. Il s'en souvient comme d'un homme très agréable, compétent, qui n'use pas de rapports de force, et lui sait gré d'approuver sans observation désobligeante et malgré ses positions modernes, l'architecture très traditionnelle qu'il propose pour cette commune semi-rurale.

Ses rapports avec Desmaret à Rouen sont plus froids mais se déroulent sans heurt. Hulot ne se souvient pas qu'il y ait eu de réel débat architectural quant à l'esthétique à adopter pour les nouveaux bâtiments; l'accord tacite était que ceux qui avaient en charge des projets sur la rive droite de Rouen, coeur historique de la ville, devaient s'en tenir à une architecture classique alors que ceux qui construisaient sur la rive gauche bénéficiaient d'une plus grande liberté. Hulot, dont les îlots sont situés rive droite, construit donc des bâtiments à l'architecture traditionnelle, ce qui correspond d'ailleurs à son caractère. Il dit lui-même n'avoir jamais voulu être un "provocateur architectural".

A cette époque, la reconstruction semble devoir durer longtemps; elle occupe effectivement Hulot pendant une dizaine d'années.

#### Les logements économiques et familiaux (L.E.F.):

Cependant, Hulot a appris à bien connaître la région et a eu en outre l'occasion de nouer des contacts qui vont lui permettre de trouver d'autres opportunités de travaux.

Appuyé par l'inspecteur de l'urbanisme, il présente avec une société qui vient de se créer, BATICOOP (devenue plus tard Bâtiservice), un rapport sur les logements sociaux de type L.E.F. qui venaient d'être lancés par M. Courant, alors maire du Havre et ministre de la reconstruction.



En collaboration avec le délégué régional de la société, il monte à partir des années 53-54 des opérations de logements sociaux dans toute la région rouennaise (Vernon, Elbeuf, Maromme, Saint-Etienne-du-Rouvray, Petit Quevilly, Bonsecours, etc...). Les terrains disponibles sont repérés soit par le délégué régional pour les petites opérations (19 logements à Vernon, etc...) soit par l'inspection de l'urbanisme pour les plus grands projets de plus grande envergure (300 logements pour le Hameau de la Maine à Maromme; 306 logements pour Château Blanc à Saint-Etienne du Rouvray).

Ces Logements Economiques et Familiaux ne font pas la renommée des architectes. Hulot les décrit lui-même comme d'un niveau plus bas que les H.L.M. Les crédits impartis sont de 1, 5 millions d'anciens Francs pour un trois pièces, de 1, 75 millions pour un quatre pièces et de 2 millions pour un cinq pièces. Tout est très normalisé: le trois pièces fait environ 50 m<sup>2</sup>, une chambre devant atteindre au minimum 9 m<sup>2</sup>, la cuisine 4 m<sup>2</sup> au maximum, le séjour affichant difficilement 20 m<sup>2</sup>.

L'environnement (implantation ou conservation d'arbres par exemple) devient alors un élément essentiel d'un meilleur cadre de vie.

Au bout d'un certain temps, le Ministère de la reconstruction met en place une nouvelle procédure: l'homologation. Les projets, soit de maison individuelle soit de logements collectifs, sont établis conjointement par les architectes et les entreprises, ces dernières s'engageant à respecter les prix plafond. Ils sont alors présentés à l'approbation de la délégation régionale du Ministère, qui suivant la procédure d'homologation édite des fiches mises à disposition des candidats acquéreurs.

Les homologations sont soit départementales, soit nationales. L'architecte conserve son statut libéral. Il n'est plus rémunéré au pourcentage mais reçoit 5000 anciens francs de droit d'auteur pour chaque projet vendu et des honoraires réglementés lorsqu'il a la direction du chantier; pour sa part, Hulot parvient à vendre beaucoup plus de plans de logements collectifs que de maisons individuelles.

A ce propos, les accusations de spéculation lui paraissent sans grand fondement tant ces opérations étaient contrôlées (normes de surface, prix plafond, etc...) et soumises de plus à l'approbation de l'architecte-conseil, qui agissait parfois comme un véritable patron d'atelier.

Hulot supporte d'ailleurs de moins en moins bien ces contrôles permanents. De plus le délégué régional de BATICOOP avec lequel il s'entendait bien est remplacé. Plus généralement, la demande de logements de type L.E.F. devient moins forte, ce qui l'amène à partir de 1961 à diminuer ses activités dans ce secteur pour les arrêter définitivement en 1965.

#### Autres réalisations:

En 1963-64, Hulot est architecte d'opération pour un projet engagé par l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris (l'îlot Bièvre: compris entre le rue Vergniaud, la rue Barrault, la rue Daviel et le bd. Auguste Blanqui) auquel participent 6 autres architectes dont M. Dubrulle et M. Lana qui fédèrent l'ensemble des données. Hulot fait partie du groupe chargé du suivi de chantier. Et malgré l'architecture "du chemin de grue" pratiquée là comme dans la plupart des réalisations de cette époque, il considère encore aujourd'hui cette opération comme assez réussie (qualité du plan masse).

L'agrandissement d'une école municipale au 21 rue Milton (9ème) l'intéresse moins.

En revanche, il lui plaît de participer à la rénovation de la Cité des Arts de Montmartre (24 rue Norvins) pour le compte de la Ville de Paris. A cette occasion, il construit également des immeubles neufs.

Montmartre retient également Hulot d'une toute autre manière. En effet, il poursuit là les travaux de son père, architecte de la Basilique du Sacré Coeur durant 44 ans. Il existe plusieurs annexes à cette Basilique. Hulot s'occupe de l'une d'entre elles, d'abord destinée à devenir une école, puis programmée comme maison de récollection pour civils. Il a affaire à plusieurs avis (l'architecte-urbaniste de Montmartre, le recteur...) parfois difficiles à concilier. Il dessine finalement une architecture simple, plutôt inspirée des bâtiments conventuels du 18ème siècle.

Cependant, Hulot connaît une certaine récession du nombre de projets à traiter. Il tente en vain quelques concours, dont un grand ensemble en Normandie et une église. Mais l'îlot Bièvre reste la dernière oeuvre à laquelle il participe.



## **La fonction d'Expert:**

Hulot va alors profiter d'une ouverture qui lui avait été offerte dès 1959 (à 43 ans), alors qu'il avait réussi à être nommé Expert près le Tribunal de Grande Instance de la Seine. Il décide donc de s'engager plus sérieusement dans cette voie, de se faire connaître. Pour ce, il se présente aux Présidents de Chambre, précisant simplement qu'il est disponible, en mesure d'effectuer des expertises. Aussitôt dit, aussitôt fait, le voilà qui croule de travail, prenant bientôt en charge plus de 120 expertises par an...

Hulot n'a cette fois plus le loisir de modifier sa décision. Il monte rapidement et régulièrement tous les grades de l'expertise, devenant Expert près le Tribunal Administratif de Paris en 1967, puis près le Tribunal de Commerce de Paris en 1970. En 1974, il est nommé près la Cour d'Appel de Paris (elle compte à cette époque environ 70 experts) et devient Expert près la Cour de Cassation (liste nationale; une quinzaine d'experts à ce moment-là) à partir de 1978.

Il estime à 2360 le nombre d'expertises qu'il a diligentées depuis le 26 juin 1959 jusqu'au 31 décembre 1990.

Tout au long de sa carrière d'Expert, Hulot choisit de ne pas se spécialiser (il y a des experts chauffage, étanchéité, etc...) et de traiter de problèmes plus généraux. Il ne s'engage pas non plus dans le secteur des estimations immobilières qui nécessite une documentation particulière et l'attire peu.

Ses missions les plus courantes relèvent de la responsabilité décennale. Il traite notamment nombreuses affaires concernant des procédés que les architectes maîtrisent encore mal comme les toitures-terrasses (problèmes d'étanchéité, fluage du béton, etc...) ou les gaines techniques (en particulier en ce qui concerne les I.G.H.). A ce propos, Hulot note que le nombre d'assignation en responsabilité décennale a sans cesse augmenté; il estime qu'aujourd'hui tout architecte ayant l'occasion de réaliser une opération d'une certaine envergure risque de tomber sous le coup de cette procédure.

Il traite également les problèmes de voisinages, les litiges entre copropriétaires et syndicats de copropriétaires ou entre propriétaires et locataires (réadaptation des loyers, etc...). Nombreuses expertises concernent aussi des manques aux clauses contractuelles ou encore des problèmes de responsabilités décennales pour les pavillons.



Les expertises nationales sont plus rares, mais aussi plus délicates à traiter. Il s'agit le plus souvent de litiges sérieux engageant une personnalité régionale ou un architecte, pour lesquels le Tribunal préfère faire appel à un Expert parisien, non impliqué dans la région concernée (plus rarement, l'Expert parisien est convoqué lorsque l'Expert régional a été contesté véhémentement). Hulot est notamment appelé à Nice, Bordeaux, Bourges, Rennes, Brest et Saint-Malo.

Hulot est secondé dans son travail par une secrétaire. Il devient petit à petit comme il aime à le dire un véritable "médecin de l'architecture" et apprend à bien connaître Paris depuis ses logements les plus pauvres jusqu'aux logements de grand luxe.

Comme tous les experts, il est nommé par les Chambres des Tribunaux, souvent en référé. Il fait son enquête, rédige son rapport puis présente une note d'honoraires au Tribunal. Celui-ci rend une ordonnance de taxe, suivant des barèmes convenus, une heure de travail étant approximativement estimée à 400 francs en 1990. C'est le demandeur qui doit payer, sauf s'il gagne son procès auquel cas l'adversaire rembourse les frais. La procédure est souvent un peu longue, car les juges "taxateurs" sont débordés de travail. La plupart du temps, le Tribunal entérine les conclusions de l'Expert. Dans le cas contraire, il s'agit en général qu'un fait nouveau est signalé lors de la plaidoirie devant le Tribunal.

Parallèlement à sa fonction, Hulot fait également partie de la Compagnie des Experts-Architectes près la Cour d'Appel de Paris. Il en est le Trésorier de 1973 à 1978 et devient Vice-Président en 1979. La Compagnie permet d'avoir une représentation collective, un poids auprès du Tribunal. Hulot apprécie ses confrères, avec lesquels ils forment une équipe soudée. Il évoque leurs discussions à propos de leurs affaires, des honoraires, etc... La Compagnie s'attèle à nombreuses tâches; elle est notamment chargée d'examiner les dossiers des architectes qui se destinent à devenir experts. Hulot remarque d'ailleurs le nombre accru de candidatures et s'étonne d'y voir un grand nombre de jeunes architectes tout juste diplômés ou au contraire de certains ayant largement dépassé la limite d'âge.



## Opinions, goûts, loisirs:

### Quelques remarques sur la fonction d'architecte Expert:

D'après l'expérience de Hulot, les qualités principales requises pour devenir architecte Expert sont l'indépendance, la discrétion et le sens de la stratégie. En effet, si ce métier lui apparaît passionnant par bien des côtés et notamment du point de vue sociologique, Hulot souligne les pressions continues auxquelles l'Expert est soumis. Les rapports avec les avocats, porte-parole du client, ou avec les experts d'assurance sont parfois difficiles. Dans tous les cas, l'architecte Expert doit se comporter en technicien, "au-dessus" ou "en-dehors" des parties.

Il doit respecter les procédures et faire particulièrement attention à certains points. Hulot insiste sur:

- La visite des lieux qui débute obligatoirement l'expertise et doit se faire en présence de l'ensemble des parties. La contradiction est en effet une obligation absolue en matière d'expertise. Si une seule partie est présente, l'Expert est fautif.
- L'envoi des notes aux parties qui doivent être très ponctuelles, et surtout ne jamais rendre compte d'éléments de fond réservés au rapport. Celui-ci, en revanche, présente "les éléments techniques permettant de déterminer les responsabilités éventuellement encourues."

Enfin Hulot, insiste pour souligner le nombre croissant des assignations et tient à mettre en garde l'architecte qui construit sur la nécessité de prendre des précautions (s'assurer convenablement, déclarer chaque chantier...). L'architecture est selon lui devenue un métier à risques.

### Références architecturales:

En architecture, Hulot a des goûts plutôt classiques. Il n'a jamais souscrit à l'architecture des tours et des barres, qui résultait selon lui des nécessités de la reconstruction. Il considère que l'architecture des grands ensembles, lancée par Le Corbusier et sa Cité radieuse, a fait fausse route.

Hulot se sent aujourd'hui plus favorable à l'architecture dite post-moderne, qui permet selon lui la recherche d'un meilleur équilibre des volumes et surtout d'une plus grande variété. Le retour à une certaine tradition proposée



par Ricardo Bofill ne lui paraît pas déplaisant. Il apprécie également les travaux de Christian de Portzamparc.

En revanche, il n'adhère pas à la mode actuelle des immeubles de verre, qui lui apparaissent comme la négation de l'architecture: "*Toutes ces grandes parois vitrées ne font que refléter ce qu'il y a en face.*"

#### Fréquentations, loisirs:

Hulot a gardé assez peu de contacts avec ses camarades d'ateliers. Ses amis sont pour la plupart des Experts. Il fréquente aussi les membres de l'Académie d'Architecture, car bien que n'ayant jamais fait partie de l'institution, il est régulièrement invité aux réceptions et aux conférences.

Hulot consacre ses loisirs à une passion prenante. Il est en effet depuis trente ans Président d'une Association des Amis des Chemins de Fer, qui mène diverses activités comme la reconstitution des chemins de fer secondaires aujourd'hui disparus, le montage de circuits touristiques, la conservation du patrimoine ferroviaire. Son association est propriétaire de plusieurs locomotives à vapeur. Plusieurs sont en état de marche, dont une prestigieuse PACIFIC.

---



Pierre KOPF

**Résidence actuelle:** 1 rue du Commandant Lherminier 75 020 Paris

**Origines:**

Pierre Kopf naît le 10 août 1909 à Constantine en Algérie.



Pierre Kopf sur un chantier: il porte une cravate.

Son grand-père, ayant opté pour la France en 1870, se réfugie d'abord à Lyon puis à Constantine, où il crée une brasserie alsacienne (la brasserie Gambrinus).

Son père naît à Lyon en 1880. Débute à douze ans comme serveur à la brasserie. S'évade de cette condition à seize ans pour gagner la France avec comme seule ressource le pécule issu des pourboires perçus durant ces quatre ans, lui permettant de payer le chemin de fer de Constantine à Philippeville et de là, la traversée jusqu'à Marseille. Parvenu difficilement à Paris, y trouvant du travail, il fréquente alors la bibliothèque de l'Arsenal où, son bibliothécaire, José Maria de Hérédia l'aide à s'éduquer. Ceci lui permet d'entrer à la maison Saint Frères qui lui confie la direction de leur succursale de Bône (Algérie).

Pierre Kopf passe donc sa jeunesse à Bône et y effectue ses études. A seize ans, il exprime, à la surprise de son père, le vœu de devenir architecte. La famille profite d'abord des vacances en France pour se rendre à Paris, où se déroule l'exposition des Arts Décoratifs, laquelle conforte le jeune Kopf dans sa vocation. Il demeure ensuite un an à Lyon où la famille conserve des attaches, puis en 1926 il rejoint Caen où viennent de s'installer ses parents. Il s'initie au "tirage de barres" chez un vieil architecte, M. Vaussy.



Il arrive à Paris en 1927 et décide de s'inscrire à l'atelier Expert (15 rue de Buci), sans se souvenir des raisons de ce choix dont il se félicitera pourtant toute la vie.

Il est aussitôt emballé par l'atmosphère de l'atelier. Les élèves sont très proches les uns des autres, les anciens corrigent les plus jeunes, le travail se fait dans une ambiance toujours cocasse et agitée... Même les fils d'architectes, assurés de leur avenir, comme Boileau ou Ventre, lui sont sympathiques pour avoir choisi de suivre le patron Expert.

En effet, Kopf voue très vite une grande admiration à son patron, qu'il considère comme un homme de grande qualité, d'une puissance intellectuelle remarquable et surtout comme un architecte d'avant-garde: *"Ce patron, qui, d'un coup de crayon incisif sur une esquisse faite en loge disait: "Voilà ce qu'il faudrait faire, mon fils, mais cela ferait un "four"!" Mais qui avait transfiguré ainsi une quelconque esquisse sans talent..."*.

A l'accoutumée, l'esquisse se fait en loge et le projet en découle directement (il doit en être l'évolution; l'élève ne peut se dédire du "parti" initial sans courir au désastre).

Kopf passe dix ans à l'école, "faisant la place" pour subvenir à ses besoins.

En 1938, il obtient son diplôme avec pour sujet une villa au bord de la mer à Bône. Expert est intéressé mais regrette la modestie du programme.

### **Avant-guerre; les premières activités:**

En 1930, Kopf doit accomplir ses obligations militaires. La plupart de ses camarades d'atelier effectuent leur préparation militaire spéciale (P.M.S.) qui leur permet de devenir officier. De son côté, il préfère profiter de cette occasion pour rencontrer des hommes simples, se préparant par là au contact futur avec les ouvriers sur les chantiers.

Il est donc recruté comme simple soldat dans un régiment d'infanterie à Reims.

Peu après, fort de son expérience, il se montre également sensible à la question de l'évolution ouvrière et plus généralement à l'ensemble des problèmes soulevés par le Front populaire.

Il continue de "faire la place". Il garde notamment un très bon souvenir de son passage chez Pécheux, architecte de l'Institut, à la fois pour les qualités de l'homme et la beauté du bâtiment.



Il travaille ensuite pour Georges Lavignac, spécialisé dans le décor de théâtre. M. Lavignac est le père de Suzanne Lavignac, laquelle a suivi en même temps que Kopf les études d'architecture à l'atelier Expert et vient d'être diplômée. Au souvenir de Kopf, elle est d'ailleurs une des rares femmes de sa promotion à avoir continué l'école jusqu'au bout. Chez Lavignac père, ils font des études diverses pour la construction du théâtre de l'Alhambra. A la suite de cette expérience, ils décident de s'associer.

En 1937-38, il y a peu de travail.

Kopf participe à de nombreux concours, seul ou en association, le plus souvent pour des écoles ou des groupes scolaires. Aux rendus sont exigés les documents classiques (plans, coupes, façades) auxquels s'ajoutent les croquis et perspectives aquarellées.

La plupart du temps, Kopf n'arrive qu'à obtenir le deuxième prix, sans aucun avantage...En 1938, il se voit enfin attribuer le premier prix en association avec Hébert et Montaigne pour un groupe scolaire à Coulommiers, dont la réalisation n'aura lieu qu'en 1957.

La guerre met un terme aux premières études du cabinet Kopf-Lavignac. Celui-ci soude une collaboration qui se poursuivra jusqu'au décès de Suzanne Lavignac en 1980.

### **Guerre et conséquences; la reconstruction:**

Kopf est mobilisé en 1939 comme soldat dans l'infanterie. Le général ayant appris qu'il est architecte le place au service topographique de la division. Là, il rencontre Robert Devoucoux, peintre, qui devient son ami et avec lequel il aura l'occasion de collaborer par la suite (Devoucoux se chargera notamment des vitraux de la chapelle d'Hermanville).

Kopf est fait prisonnier. Il s'évade en décembre 40, ce qui l'entraîne à changer d'identité et à abandonner domicile et atelier.

Il devient Raymond Adeline (un ami né à Madagascar), grâce à l'entremise du maire de Créteil, qui lui fournit une carte d'identité vierge, celle-ci étant irrégulièrement remplie par un camarade travaillant au Service Géographique de l'Armée. Il vit ainsi (sous le sobriquet d'Alias pour la mouvance de Résistance dudit Raymond Adeline) jusqu'à l'arrestation de

celui-ci par la Gestapo en 1943. Raymond Adeline paiera de sa vie sa courageuse conduite.

Une certaine connivence s'établissant avec des personnes se trouvant dans des situations analogues permet à Pierre Kopf (alors qu'il ne peut plus être architecte) de faire des travaux de décoration, la plupart du temps pour "retaper" des appartements, parfois de manière luxueuse. Cette pratique, nécessitant l'étude de détails souvent à grandeur exécution, lui semble un bon entraînement pour l'architecture.

En 1944, après la Libération, Pierre Kopf siège au C.N.L.A. (Comité National de Libération de l'Architecture) jusqu'à sa dissolution en fin 1945.

Petit à petit, l'association Kopf-Lavignac prend vie. Toujours dans la décoration au départ, leur activité s'étend à la réalisation de modestes chantiers.

En 1945, Kopf se rend à Caen afin d'évaluer les dégâts causés par les bombardements dans cette ville autrefois vivement appréciée. Il est accablé par leur ampleur.

Dès son retour à Paris, il prend contact avec quelques camarades d'atelier et organise l'équipe Kopf-Lavignac-Jany-Montaigne-Rostain avec création d'une agence locale. Kopf et Lavignac conservent leur agence de Paris au 109 rue du Cherche-Midi. Il est convenu que Kopf doit assurer la représentation de l'équipe. Jany, Montaigne et Rostain, ayant décidé de résider à Caen peuvent individuellement s'occuper d'opérations personnelles.

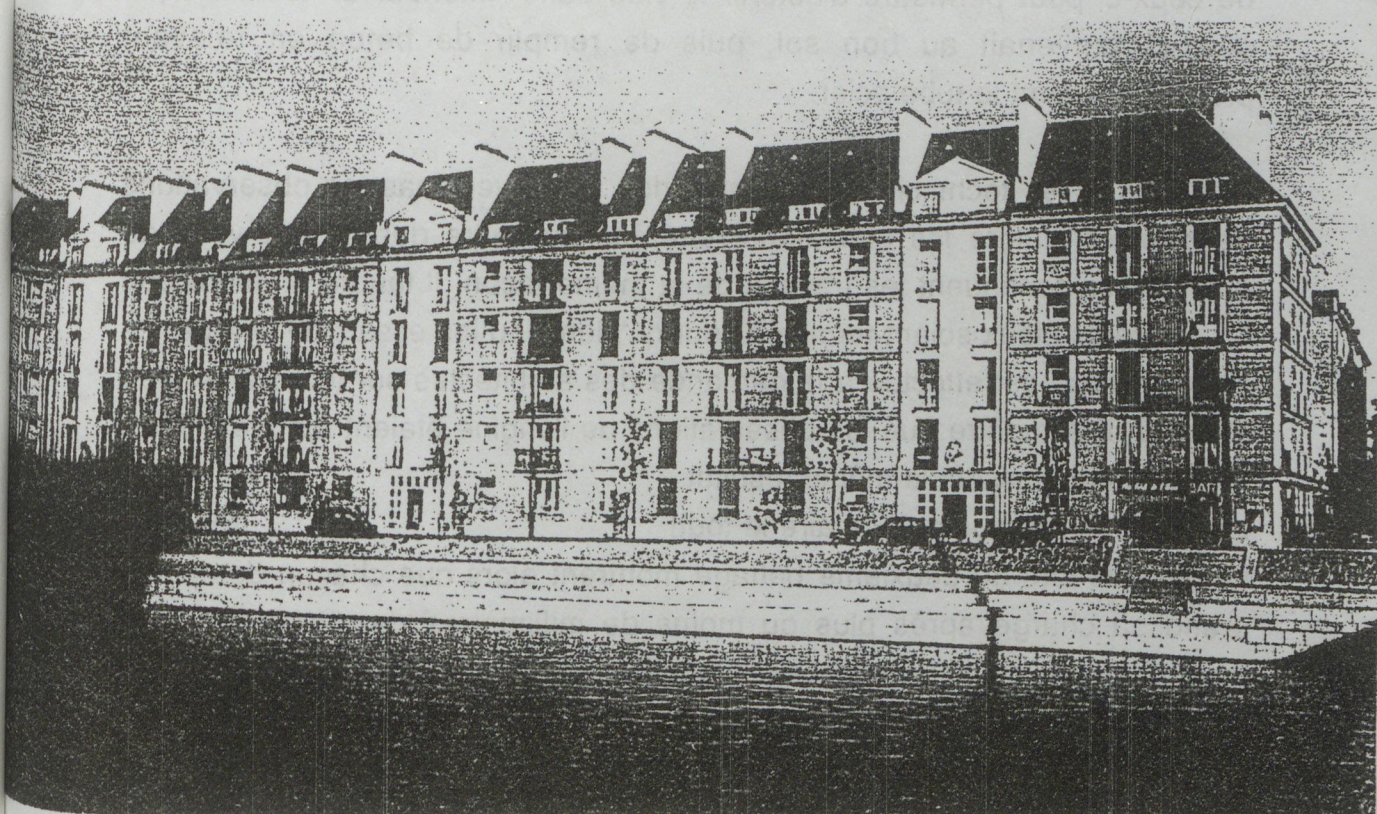
Dès lors et avant même les premières études, Kopf et Lavignac se promettent de faire tous leurs efforts afin que la construction procure à ses futurs usagers ce qui peut être le mieux dans le cadre des possibilités financières.

#### La première commande importante:

En 1947, Pierre Kopf est désigné chef de groupe d'un ensemble comportant quatre bâtiments sous la dénomination I.C.E. Vaucelles (Immeubles Collectifs d'Etat Vaucelles). Le cabinet Kopf-Lavignac est chargé de construire l'un de ces immeubles sur les rives de l'Orne.



C'est la première commande importante dont le chantier débute en 1947 (règlement définitif en 1954).



Immeuble Collectif d'Etat Vaucelles sur les rives de l'Orne à Caen.

Dès le début de cette première opération, l'agence connaît de grosses difficultés. Un matin, Jany informe téléphoniquement Kopf et Lavignac que l'entreprise de forage de pieux a débuté ses travaux sans avoir d'ordre de service des architectes. Kopf prend le premier train pour Caen et arrive en fin de matinée sur le chantier. Il se mêle aux nombreux badauds attirés par l'un des premiers chantiers de Caen. Ayant suivi l'opération de forage du pieu en cours, il prend contact dès celle-ci terminée avec le chef de chantier. Sur la demande de Kopf, celui-ci indique qu'il s'agit du sixième pieu foré; Kopf lui fait préciser si les cinq précédents ont été exécutés comme le sixième et sur sa réponse affirmative lui signale qu'ils seront tous les six à refaire!

Stupéfaction et déni du chef de chantier auquel Kopf précise que les responsables de l'entreprise seront immédiatement avertis du fait.

Pour comprendre le problème, Kopf précise que le terrain était meuble de type argileux et qu'il fallait trouver le bon sol à onze mètres environ de profondeur. En l'occurrence l'appel d'offre avait retenu l'entreprise "Pieux



Franki", dont la technique consistait à faire descendre verticalement des tubes d'acier en même temps qu'une masse appelée "mouton" à l'intérieur de ceux-ci pour permettre d'obtenir le vide dans l'intérieur du tube lorsque celui-ci parvenait au bon sol, puis de remplir de béton en relevant progressivement le tube acier.

Cependant, les techniciens de l'entreprise ne suivent pas les observations de Kopf et malgré les objections réitérées au cours des rendez-vous de chantier, ils continuent les travaux de la même façon. Il faudra attendre que les six cents pieux soient terminés pour qu'aient lieu les essais de charge. Le premier essai est effectué à la demande des architectes sur le sixième pieu exécuté; il démontre que les observations de l'origine étaient fondées. Tous les autres fournissent le même résultat.

L'entreprise n'a plus qu'à refaire le tout!

Les essais lors du deuxième battage montrent alors que chacun des pieux prend sa charge après plus ou moins de millimètres de différence, ceci tenant au fait du sol surpressé. L'entreprise doit remédier à ce nouveau problème en créant sur chaque ligne de pieux une longrine-béton alvéolée de trois mètres de haut environ, permettant de bloquer le tout en assurant le rangement des voitures des futurs usagers.

Le cabinet se souviendra qu'une telle mésaventure peut toujours se produire dans la profession et que l'architecte, aussi vigilant soit-il, paiera la faute de l'entreprise par des mois de palabres en toute gratuité.

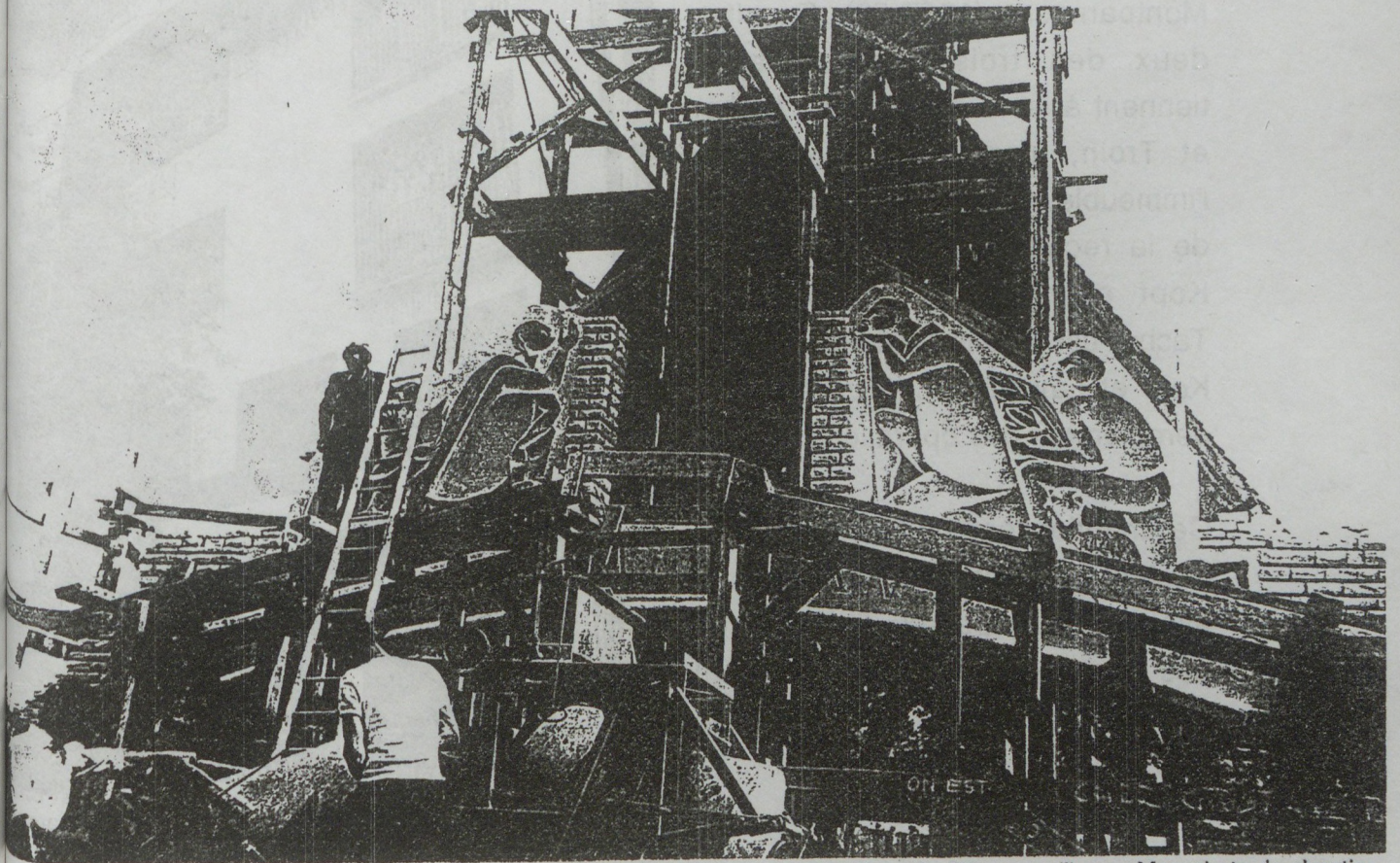
#### Autres travaux exécutés au titre de la reconstruction:

Au titre de la reconstruction, le cabinet exécute deux importants chantiers d'habitation (outre les I.C.E. Vaucelles) à Caen, de nombreuses opérations agricoles (notamment de 1949 à 1954, une quinzaine d'habitations et d'exploitations agricoles pour la Coopérative Régionale d'Habitat Rural: C.R.H.R.), la chapelle d'Hermanville-sur-Mer et l'église de Bourguébus.

Pour la reconstruction de la chapelle d'Hermanville (1954-55), qui doit accueillir environ deux cent personnes, le budget est restreint. Cependant Kopf parvient à conserver l'ancienne dalle béton, ceci nécessitant la création d'une structure indépendante et d'une façade principale largement ouverte. Les sculptures ornant la façade sont exécutées en creux par des amis de

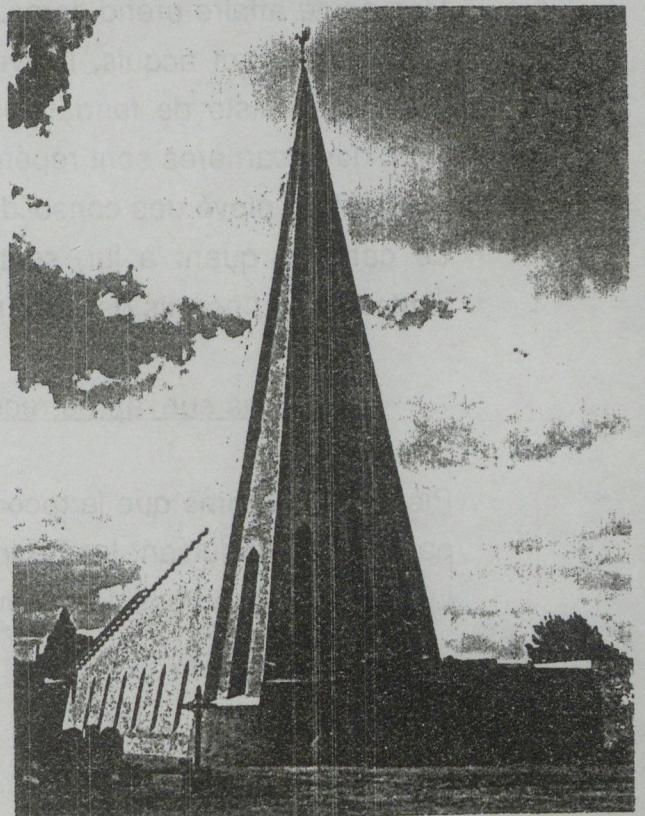


Kopf, Zavaroni et Lorquin. Toujours pour des raisons d'économie, Devoucoux se charge de fabriquer des vitraux avec de la peinture sur verre. Mais compte tenu du temps passé en études, l'opération reste blanche pour les maîtres d'oeuvre.



La chapelle d'Hermanville-sur-Mer: photo de chantier.

L'église de Bourguébus (1959-60), entre Caen et Falaise, permet au cabinet et surtout à Suzanne Lavignac d'affirmer une expression architecturale plus personnelle: mise en place d'un large porche permettant le regroupement des fidèles; réutilisation de certains vestiges de l'église ancienne.

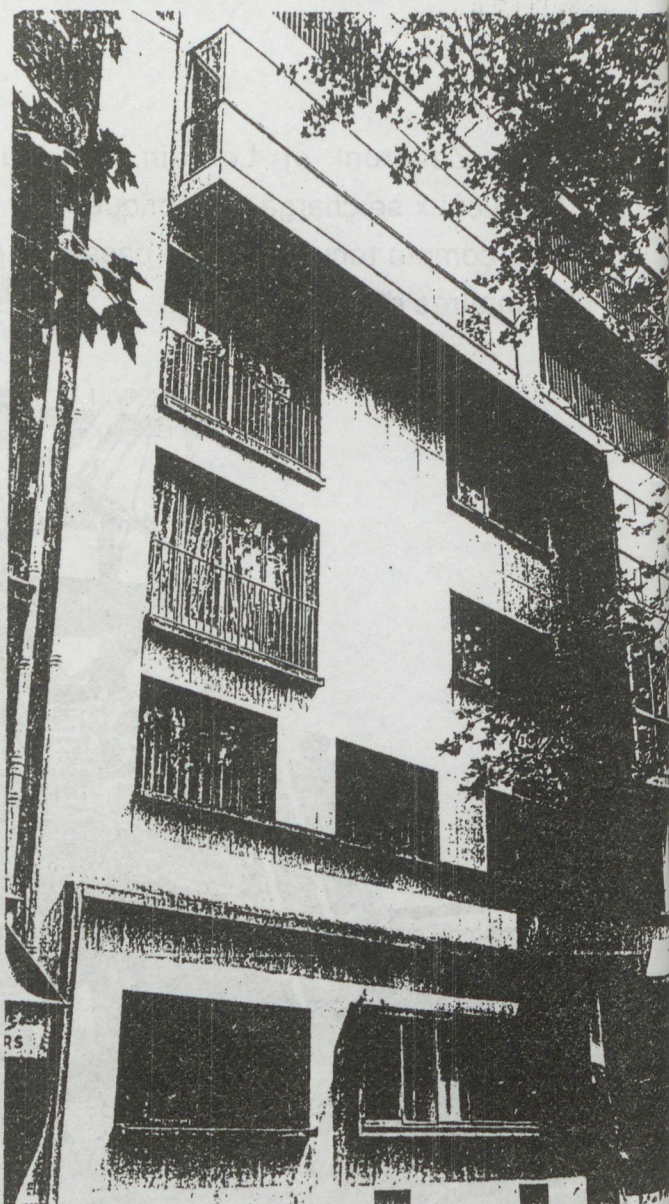


Eglise de Bourguébus.



Enfin, la reconstruction se terminant, mais toujours à ce titre, le cabinet Kopf-Lavignac est chargé de la construction d'un immeuble en copropriété au 151 boulevard du Montparnasse (1957-59). En effet, deux des trois copropriétaires tiennent à leurs architectes, Tacher et Troin, alors que le reste de l'immeuble, financé par l'Etat au titre de la reconstruction, est confié à Kopf et Lavignac. Par chance, Tacher est un camarade d'atelier de Kopf et Lavignac, ce qui facilite le déroulement des opérations.

Ce chantier terminé la situation du cabinet devient difficile, le client ayant laissé impayé le tiers environ des honoraires. Au même moment Kopf tombe malade, ce qui aggrave la situation.



Façade du 151 boulevard du Montparnasse

Une seule affaire prend corps: un immeuble locatif à Chatillon. Le permis de construire étant acquis, l'ouverture du chantier s'effectue avec l'entreprise Bott (spécialiste de fondations sur carrières). Grâce à l'intervention de M. Bott, deux carrières sont repérées, ce qui rend le projet caduque étant donné le coût trop élevé des consolidations à entreprendre.

Le cabinet, quant à lui, se trouve avoir effectué toute une étude avant l'obtention du permis de construire sans aucun règlement d'honoraires...

#### Opinions sur l'après-reconstruction:

Pierre Kopf estime que la reconstruction s'est effectuée soit correctement soit passablement suivant les régions. En revanche, la situation de l'architecture lui semble s'être considérablement détériorée par la suite.



Il s'exclame: "Nous avons connu ces H.L.M. d'une qualité douteuse quand cela n'était pas pire! Quand on pense que l'on a vu certains ensembles dont on ne pouvait rien faire soumis à l'implosion!

L'Etat et les collectivités ont laissé faire d'une façon déroutante. Certains de ces massacres ont été commis par des gens de notre profession sans qu'ils soient mis à l'index. Le cabinet estimait que tout confrère s'étant compromis aurait dû être condamné à habiter, avec sa famille, dans son oeuvre.

Puis est arrivée cette autre folie, par réaction, de la maison individuelle, laquelle a essaimé de petites "merdes", il n'y a pas d'autre nom, qui ont défiguré bien des campagnes, ce qui dans un pays dont le tourisme est un capital considérable a cruellement nui. Sans parler du coût de l'infrastructure et des dépenses calorifiques et de la détresse de beaucoup des usagers..."

Kopf se souvient également d'un refus de permis de construire à Créteil. L'architecte de l'équipement lui demande de construire en "palplanches" béton. Kopf refuse. Il est totalement opposé à cette technique qui lui paraît "mettre les usagers en tiroir et produire des résultats scandaleux au point de vue familial." D'autant plus sensibilisé au problème qu'il habite un immeuble de ce type, il considère cette façon de construire comme indigente et inadmissible de la part d'architectes.

### Réalisations:

De 1958 à 1960, le cabinet Kopf-Lavignac construit un H.L.M. sis rue Boussingault, Vergniaud et Lançon dans le 13ème. Kopf estime encore aujourd'hui cette construction de bonne qualité, malgré quelques locaux désuets comme les séchoirs à linge de l'époque, par exemple.

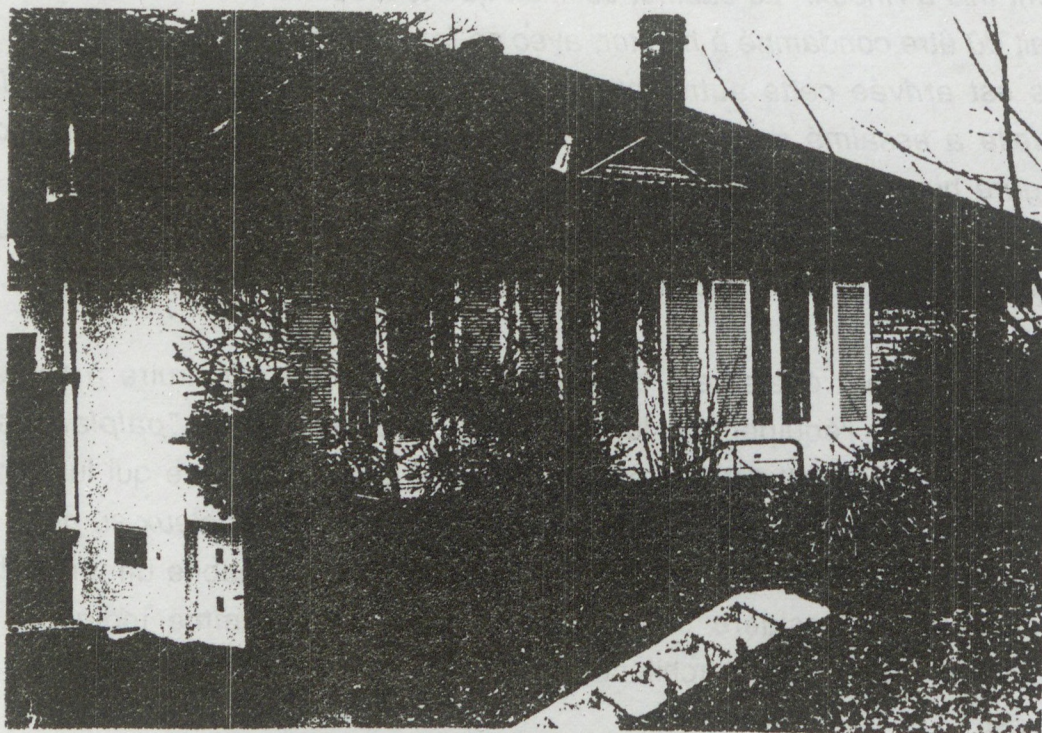
Vont suivre dans les années soixante plusieurs projets de construction ou de réfection d'usines.

A chaque nouveau projet, Kopf espère bénéficier de financements plus conséquents, qui lui permettraient une plus grande marge de liberté pour développer complètement ses idées.

Quand son frère, responsable d'un bureau d'achats essentiellement de plastique, demande au cabinet de réaliser ses bureaux avec habitation personnelle et celle de sa belle-fille et gendre à Beaurepaire en Bresse (1968-1971), Kopf pense avoir enfin trouvé une opportunité.



Malheureusement des constructions existantes de qualité modeste jouxtent le terrain. Pour éviter de choquer, il ne reste qu'à s'insérer avec douceur dans l'environnement: Kopf préfère concevoir un long bâtiment assez strict, plus intéressant dans ses détails (garde-corps, murs de soubassement) que dans sa silhouette générale.



Résidence principale du frère de Kopf à Beaurepaire.

#### Groupe scolaire "Les Vallées" à la Garenne-Colombes:

En 1969, un confrère qu'il avait connu au C.N.L.A., M. Marandon, informe Pierre Kopf qu'il a une commande de la municipalité de la Garenne-Colombes, pour la construction d'un groupe scolaire. Estimant cette charge trop lourde étant donné son état de santé et connaissant les problèmes rencontrés par le cabinet Kopf-Lavignac, il se propose de leur confier l'affaire.

Dès lors, les études débutent. La difficulté consiste à obtenir une construction correcte malgré une enveloppe financière insuffisante. La seule possibilité paraît d'employer la préfabrication. Le cabinet opte pour le procédé Barthélémy qui lui semble nettement meilleur. Mais alors que le permis de construire vient d'être accordé, le Directeur des Services Techniques de la Ville informe Pierre Kopf, le jour même de l'ouverture du chantier, que la Société Barthélémy vient de déposer son bilan.



Le cabinet n'a d'autre solution que d'étudier une construction traditionnelle dans le cadre de l'étude agréée. Après trois mois de travail, un nouvel appel d'offre est lancé par la ville pour le choix d'une entreprise de gros oeuvre.

Le chantier peut enfin débiter. Six mois plus tard cette entreprise se trouve en faillite frauduleuse après un incident sur le chantier (Pierre Kopf s'étant aperçu lors d'une visite intermédiaire qu'elle avait battu deux pieux de fondation au milieu d'une travée et avait immédiatement camouflé son erreur en coulant les longrines).

L'entreprise qui reprend la suite avec le matériel de la défailante est sans envergure. Son responsable se trouve après quelques mois dans une situation financière délicate. Le cabinet Kopf-Lavignac lui évite même le dépôt de bilan grâce à l'aide de son expert comptable et intervention auprès de la banque de l'entreprise.

Le chantier terminé, il reste à régler les comptes dont le prorata. La bataille avec les syndicats durera des mois. Le solde des honoraires ne pouvant être effectué pendant cette période, la situation du cabinet devient des plus difficiles.

Mais, lorsque tout sera réglé (1973), le Trésorier de la Ville félicitera Kopf et Lavignac de leur pugnacité.

#### La "bataille" de Torcy (1973-75):

Une autre affaire va cependant mobiliser l'attention et l'énergie de Pierre Kopf et Suzanne Lavignac.

Le milieu médical leur donne l'occasion d'un projet qui leur tient à coeur, "le cabinet de groupe" à Torcy. Cette opération illustre particulièrement bien l'ampleur du travail fourni par l'agence pour chacun des projets et la ténacité de Kopf lorsque les difficultés surgissent.

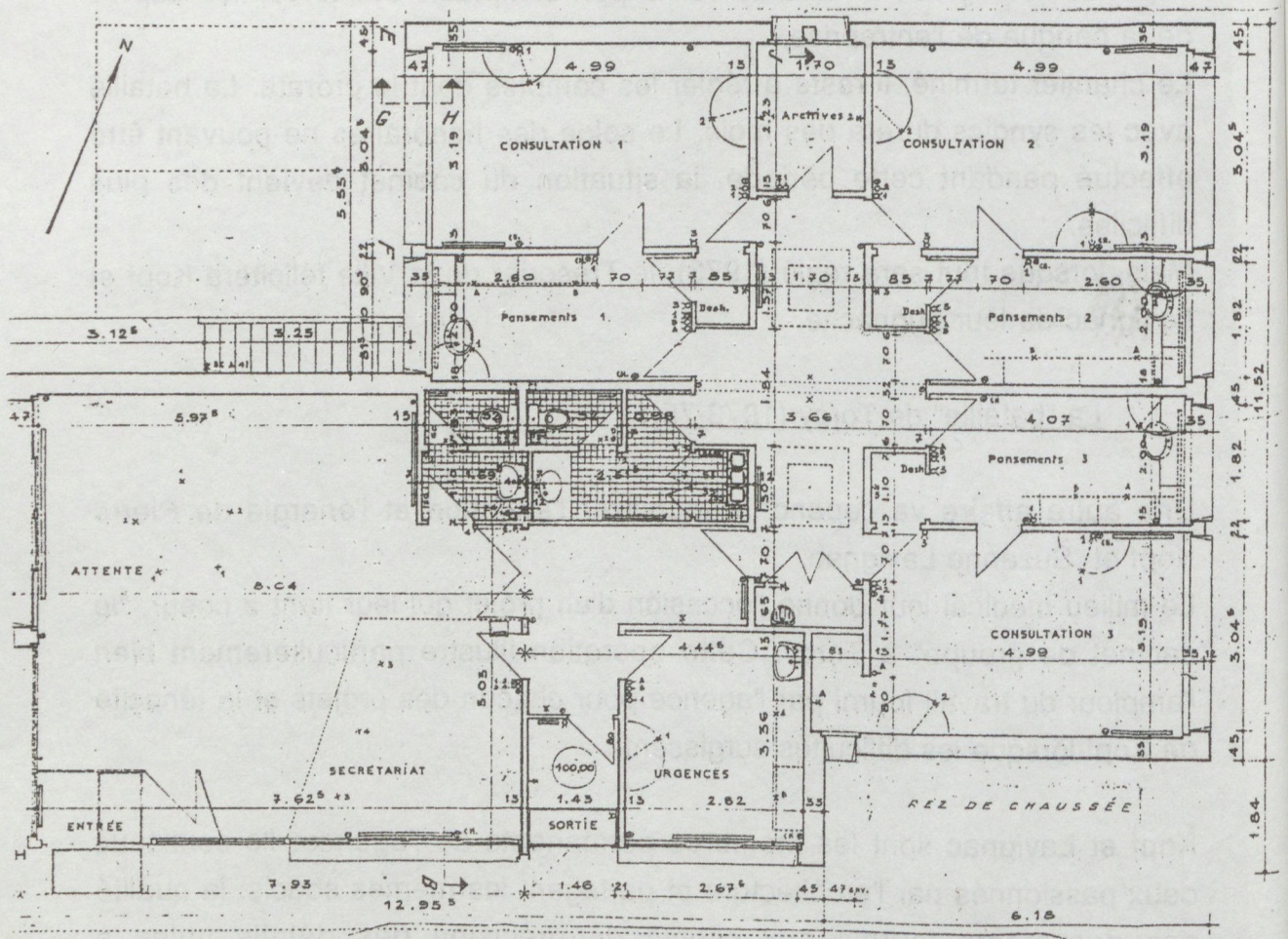
Kopf et Lavignac sont les membres permanents de l'agence. Ils sont tous deux passionnés par l'architecture et partagent les mêmes soucis: la qualité des documents fournis aux clients, la précision des détails utiles à l'entreprise, le bon fonctionnement des plans et autant qu'il est possible l'esthétique moderne du bâtiment. Pour ce faire, ils passent un temps considérable à la planche à dessin, étudiant chaque élément en détail. Kopf insiste d'ailleurs sur le fait qu'ils n'ont vécu de leur métier (au sens financier)



qu'à de très rares occasions, leurs collaborateurs ou dessinateurs gagnant la plupart du temps cinq fois plus qu'eux.

Pour Torcy donc, ils travaillent longuement pour comprendre le fonctionnement d'un cabinet médical, prennent l'avis des clients, étudient la manière dont se passent les consultations quotidiennes et comment sont traitées les "urgences".

A cette très forte prise en compte de l'usage s'ajoute la mise au point technique du projet. Tous les plans sont présentés à 5 cm/m; par exemple le calepinage des façades réalisé entièrement en briques non coupées. L'exécution aura du succès auprès de tous les médecins visiteurs, puis de la clientèle.

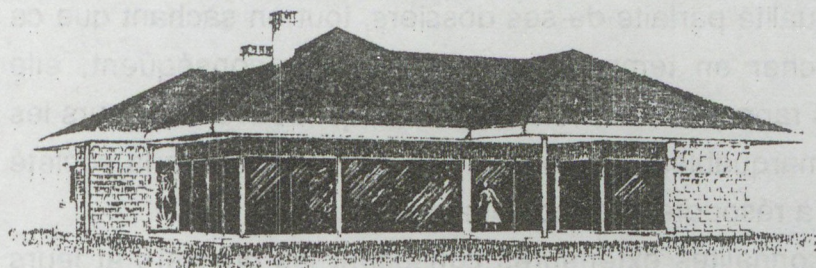


Extrait du plan du cabinet médical de Torcy.

Ceci étant réglé reste à construire l'habitation du médecin "promoteur" du cabinet de groupe. Celle-ci étudiée depuis fort longtemps, la poursuite des études s'effectue sans problème si ce n'est celui de canaliser l'enthousiasme des clients passionnés d'architecture.



Le projet est donc largement étudié quand Kopf dépose le permis de construire; le voilà très surpris d'apprendre par son client le refus du permis pour "raison esthétique".



Résidence principale de Torcy: Dessin et photo.



Kopf n'en reste pas là; il se renseigne à l'Ordre puis au ministère. Unanimement, on lui répond qu'une décision de ce genre est irrévocable. C'est la présidence de la République (sous Giscard d'Estaing), sollicitée par Kopf, qui intervient finalement de manière exceptionnelle pour l'obtention du permis de construire en 1976.

Satisfait de sa victoire, Kopf aura malgré tout le plus grand mal à regagner la pleine confiance de ses clients.

#### Fonctionnement et organisation de l'agence:

Ainsi, jusque dans les années 70, le nombre d'affaires est relativement constant, et même si beaucoup d'entre elles ne produisent aucun bénéfice, Kopf et Lavignac réussissent à maintenir un niveau de vie décent. Leur agence, d'abord située rue du Cherche-Midi, jouit d'un certain prestige. Le déménagement (obligé par un promoteur) au 96 rue de Montreuil à Vincennes, s'accompagne d'une baisse conséquente de leur clientèle.



Le personnel est relativement réduit, d'une part pour des raisons financières, d'autre part parce que Kopf estime qu'un architecte ne peut pas diriger de façon correcte plus de quinze personnes à la fois.

La plus grande part du temps est consacrée aux études. L'agence met un point d'honneur à la qualité parfaite de ses dossiers, tout en sachant que ce choix lui coûte très cher en temps et en revenu. Par conséquent, elle entretient de très bons rapports avec les entreprises, qui trouvent toujours les documents fournis remarquables. Un bureau d'études (il s'agit de la société BEBBA) l'aide parfois à résoudre des problèmes techniques.

Quelquefois, des personnalités extérieures consultent les dossiers et leurs éloges (quand la qualité de leur travail est comparée à celle de Ginsberg par exemple) sont un vrai réconfort pour Kopf et Lavignac.

### Fin de carrière:

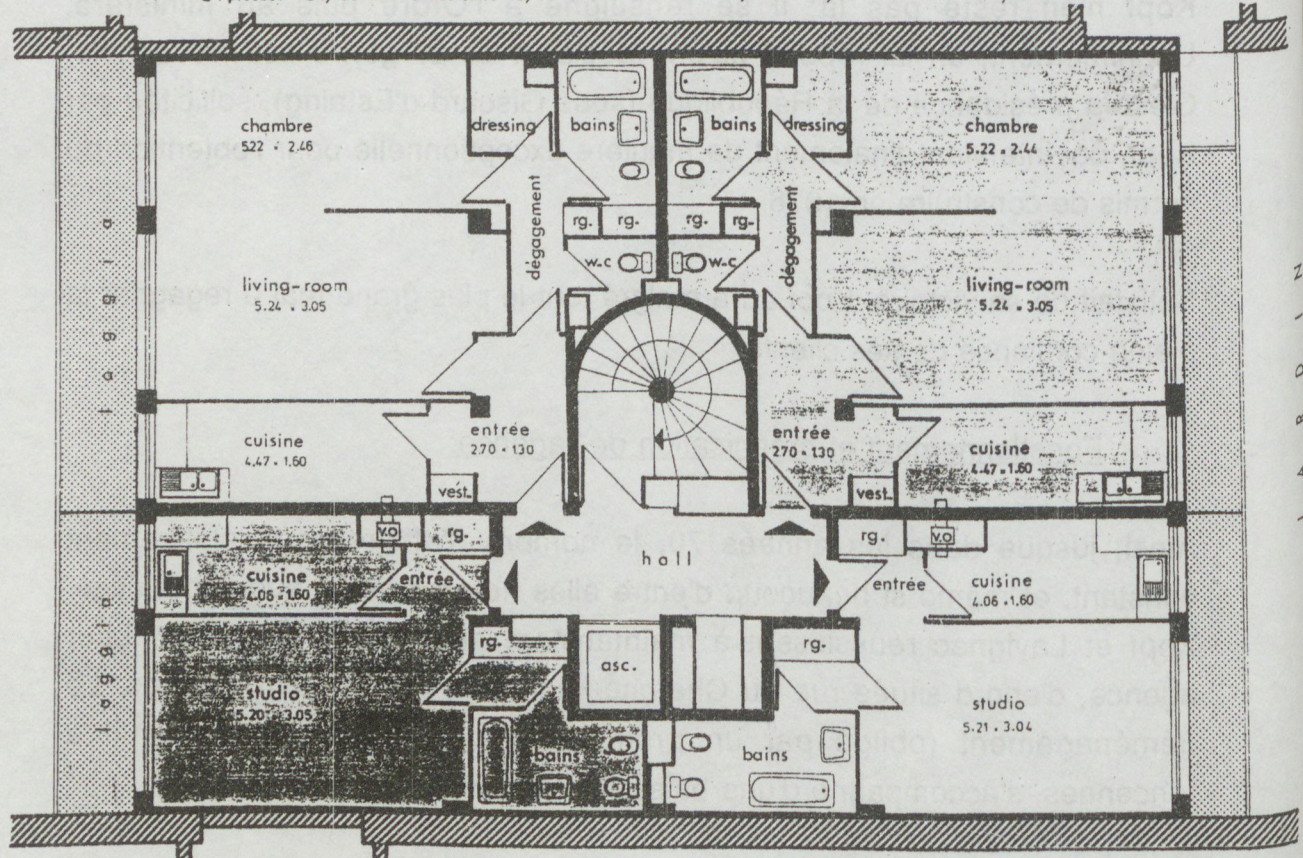
De 1974 à 1976, l'agence réalise un immeuble de sept étages (23 rue Decamps, 16ème) à la demande d'un ancien commissaire du remembrement à Caen. Les relations avec le promoteur chargé de l'opération sont cordiales et Lavignac travaille avec acharnement pour concevoir des plans personnalisés pour chaque appartement.

2°, 3°, 4° ét.

2 pièces: 54,96 m<sup>2</sup> + balcon: 9,70 m<sup>2</sup>

2 pièces: 54,73 m<sup>2</sup> + balcon: 5,80 m<sup>2</sup>

R  
U  
E  
D  
E  
C  
A  
M  
P  
S



Studio: 31,08 m<sup>2</sup> + balcon: 6,30 m<sup>2</sup>

83

Studio: 31,46 m<sup>2</sup> + balcon: 4,80 m<sup>2</sup>



Plusieurs constructions ou réhabilitations de garages leur sont encore confiées.

Mais à partir des années 75, la situation s'aggrave considérablement. Kopf travaille douze heures par jour, souvent même le dimanche, mais doit cependant compter sur sa femme pour vivre.

Le décès de Suzanne Lavignac en 1980 le laisse passablement désespéré. Il termine alors un chantier de maison individuelle pour un couple qu'il connaît de longue date. Lui qui a toujours la volonté de rendre les gens heureux voit comme un mauvais présage l'annonce tardive de la séparation de ses clients.

En 1982, il n'obtient quasiment plus de commande. Encore confiant, Kopf décide alors de participer au concours de l'opéra Bastille. Il travaille seul pour la mise au point du projet mais s'associe à M. Claude Berthier, architecte et ancien collaborateur, et ses deux fils pour s'assurer l'appui d'une structure performante en phase finale. L'étude le passionne aussi bien pour l'urbanisme que pour la scénographie. Cependant, Kopf une fois prêt, Berthier tombe malade et l'agence qui devait le soutenir se désiste.

Kopf est éprouvé. En juin 1983, il est renversé par une voiture et gravement blessé.

Après plusieurs mois de convalescence, Kopf continue à se sentir architecte. Il ne se débarrasse pas de son agence, aujourd'hui dans un état d'abandon qui le désole (coupure du chauffage et du téléphone, papiers accumulés), car il a toujours l'espoir, non pas de faire de l'argent, mais de pouvoir véritablement s'exprimer en architecture.

Parfois, on le sollicite encore pour de petits travaux (pour réaliser l'étanchéité d'une terrasse par exemple).

## **Opinions:**

### L'éthique de l'architecte:

Kopf estime que le métier d'architecte est très difficile. Pour sa part, il se souvient d'avoir continuellement connu des problèmes financiers, qui l'ont contraint à un travail forcené mais peu rémunérateur. De ce fait, il déconseillera à son fils de suivre la même voie que lui.

En effet, l'architecte ne peut, selon lui, adopter que deux positions. Soit, il sert honnêtement l'architecture et vit mal, soit il se détourne de l'exercice réel de sa profession, passe son temps à se faire des relations plutôt que de travailler à sa planche, accepte diverses compromissions (avec les entreprises par exemple) et trouve ainsi plus de facilités...

Or, la réelle passion que Kopf entretient pour l'architecture lui interdit d'exercer sa profession sommairement, uniquement dans le but de gagner de l'argent.

Pour Kopf, la première qualité de l'architecte est de rendre les gens auxquels le bâtiment est destiné, heureux. C'est dans ce sens qu'il a toujours accordé la plus grande attention aux études, s'acharnant à rendre des plans impeccables, même si les façades devaient se contenter d'une recherche plus simple étant donné les financements limités. Il s'indigne de trouver aujourd'hui tant de "belles façades" qui cachent des logements innommables ou des équipements impraticables.

A propos du projet de groupe scolaire à la Garenne-Colombes, Kopf se remémore avec plaisir une anecdote: la directrice d'école maternelle s'était gentiment plainte du fait que les enfants ne voulaient plus rentrer chez eux... Ce genre d'incident révélateur du bien-être des usagers et répété sur l'ensemble des projets de Kopf, représente tout au long de sa carrière, sa véritable récompense et sa plus grande satisfaction.

#### Goûts et références architecturales: évolution de la profession:

Kopf a toujours été partisan des architectures d'avant-garde, même s'il n'a pu pour des raisons économiques réaliser ce qu'il aurait souhaité.

Il admire d'abord les oeuvres de son patron Expert, certaines villes d'Arcachon, le paquebot Normandie, l'école de la rue Küss, les ateliers de la rue Mazzarine et l'ambassade de France à Belgrade.

Il apprécie également les travaux anciens et plus récents de certains architectes allemands ou d'Américains, notamment pour leur réflexion sur la maison individuelle. De petits immeubles, voire des réalisations plus



importantes de Ginsberg lui plaisent, ainsi que, tout autres, certains des travaux de Le Corbusier.

Plus récemment, il trouve intéressant le Palais omnisports de Bercy, le ministère des Finances dont le concours l'avait inquiété et la pyramide du Louvre.

Cependant, Kopf n'est pas très optimiste quant à l'évolution de la profession. A ses débuts, il pensait notamment que l'architecture devait évoluer plus vite que les autres arts mais il trouve aujourd'hui que la situation de l'architecture en France est scandaleuse. Les modes révolues des constructions par planche de béton ou de la préfabrication lui paraissent avoir laissé des traces regrettables, notamment en ce qui concerne le domaine scolaire. L'architecture des grands ensembles ou le mitage du paysage par les pavillonnaires lui apparaissent également comme une énorme erreur. Kopf pense notamment que des immeubles collectifs de quatre niveaux auraient permis un bien meilleur équilibre et plus d'harmonie au sein de la population en tentant d'obtenir une plus grande sociabilité.

D'autres projets plus précis, comme celui de la tour Montparnasse par exemple, ont motivé son indignation.

Il regrette aussi le peu de considération accordée à l'architecte (à la fois au niveau moral et au niveau matériel: barèmes d'honoraires), la défaillance des entreprises, le manque de motivations de certains architectes (notamment ceux qui craignent de nuire à leur carrière personnelle) pour défendre leur profession...

Il rejoint parfois les opinions de Claudius Petit, dont il fut l'ami et le conseiller, qui l'incita dans les années 70 tant le contexte était précaire à changer carrément de métier.

#### A propos des instances professionnelles:

Kopf n'a bien sûr pas participé à la création de l'Ordre puisqu'elle eut lieu sous Vichy, mais approuva la tentative de donner une identité et une plus grande moralité à la profession. Participant au Comité National de Libération de l'Architecture, il essaya d'ailleurs d'affirmer certaines démarches (comme la mise en place d'élections régulières par exemple) au sein de l'Ordre.

Par la suite, son opinion devient beaucoup plus nuancée. Tout au long de sa carrière, Kopf s'est impliqué vis à vis de sa profession et a entretenu une correspondance régulière et parfois vindicative avec l'Ordre.

Il reproche notamment à certains confrères de se servir de l'Ordre comme d'un tremplin pour leur carrière personnelle, pour acquérir une influence. Il pense que l'Ordre devrait désormais s'occuper uniquement de la discipline interne pour laisser des syndicats plus libres défendre les intérêts des architectes (il rappelle en effet que l'Ordre n'a jamais été capable de l'aider lorsqu'il rencontra des difficultés: Cf l'affaire de Torcy). Il regrette, en outre, que l'Ordre des architectes, contrairement à celui des avocats ou des médecins, reste sous la tutelle d'un ministre d'Etat, se privant ainsi d'une liberté d'expression nécessaire.

Kopf n'a pas participé à d'autres instances.

#### **Famille, loisirs:**

Kopf s'est marié une première fois avant-guerre. Séparé de sa première femme, il se remarie vers 1950 avec Melle Godurovski.

Il a deux enfants, une fille et un garçon âgés respectivement de 35 et 34 ans. Il a dissuadé son fils de devenir architecte, et celui-ci artiste-peintre travaille désormais dans la publicité. Sa fille s'oriente depuis peu vers la photographie.

Parmi les amis de Kopf, on compte de nombreux peintres et sculpteurs, comme Robert Devoucoux et Zavaroni, mais aussi des architectes comme la famille Berthier par exemple. Cependant, ses charges professionnelles ne lui ont pas toujours permis d'accorder tout le temps qu'il aurait souhaité à ses loisirs.

Kopf a toujours beaucoup dessiné et peint. Aujourd'hui, il consacre de longs moments à cette activité.

Pendant de nombreuses années, il s'est également investi dans la réhabilitation d'une modeste maison rurale de la fin du 18ème siècle près de Gisors. Il remodèle l'intérieur et rencontre bien sûr des problèmes de construction engendrant soucis (surtout d'ordre financier) et contretemps. Il peut cependant profiter aujourd'hui d'une agréable demeure de vacances.



Jean LAUFFRAY

**Résidence:** 137 bd. Saint-Michel 75 005 Paris

**Distinctions:**

Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier des Palmes Académiques,  
Chevalier des Arts et Lettres,  
Caballero d'Isabelle la Catholique (Espagne),  
Chevalier de l'Ordre de Vasa (Suède),  
Lauréat de la faculté de droit de Caen,  
Médaille d'Or du Mérite libanais,  
Médaille d'archéologie de l'Académie d'Architecture.

**Principales publications:**

Une fouille au pied de l'acropole de Byblos, Bulletin du musée de Beyrouth, IV, 1940.

Forums et monuments de Béryte, Bulletin du Musée de Beyrouth, VII et VII, 1944-45.

Sidon, aménagements antiques du port de Saïda (en collaboration avec A. Poidebard), Beyrouth, 1951.

Beyrouth, ville romaine (en collaboration avec R. Mouterde), Beyrouth, 1952.

Nouvelle prospection archéologique en Haute-Jézirzeh syrienne (en collaboration avec X.J. Van Liere), Annales d'Archéologie et d'Histoires syriennes, IV et V, 1945-55, Damas.

Karnak d'Egypte, domaine du divin, Editions du C.N.R.S., Paris 1977.

Halabiyya-Zénobia, place forte du limes oriental et la Haute-Mésopotamie, Tome I, les duchés frontaliers de Mésopotamie et les fortifications de Zénobia, Paris 1983; tome II, L'Architecture religieuse, civile et funéraire, Paris Geuthner, 1992.

La tour de Vésone à Périgueux, Editions du C.N.R.S., Paris, 1990.

La chapelle d'Achôris de Karnak, tome 1, éditions A.D.P.F., Paris, 1992.

Articles divers dans des revues archéologiques (Kêmi, Cahiers de Karnak, Gallia).

## Jeunesse et formation:

Jean, Louis, Raymond, Marie, LAUFFRAY naît le 23 juin 1909 en Alençon (place Saint-Léonard), où son père officier de cavalerie est en garnison. Son grand-père paternel est notaire à Caen. C'est dans cette capitale universitaire de la Basse-Normandie que Lauffray fait ses "humanités" (comme on disait alors) à l'Institution Sainte-Marie. En 1926, il est titulaire de deux baccalauréats latin-grec et mathématiques élémentaires. Son père étant décédé depuis 1924, par obéissance à son grand-père maternel, qui considérait que "l'honnête Homme" (dans l'acception du XVIIIe siècle) devait avoir une culture juridique, il s'inscrit aux cours de Licence-en-Droit de l'Université de Caen.

Tout au long de ses études secondaires, Lauffray passe ses jours de congés à suivre des cours de dessin et d'aquarelle d'une élève de Vignal (natures mortes, monuments de la vieille ville).

Pendant ses premières années de faculté, il continue de se perfectionner en dessin à l'Ecole municipale des Beaux-Arts (plâtre, modèle vivant). Il expose des gouaches au Salon des Artistes Français au Grand Palais; se découvre une vocation d'architecte et commence à préparer avec l'architecte des Monuments Historiques de Basse-Normandie, Guillemin-Tarayre, le concours d'admission à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts de Paris, tout en poursuivant ses études juridiques.

A une époque où les jeunes sortaient peu de l'hexagone, ni même de leur province, il parcourt pendant ses vacances les routes en campant. Il fait le tour de la Corse, découvre le monde méditerranéen; part en URSS avec un jeune décorateur le futur Christian Dior, visite Leningrad, Moscou, Nijni-Novgorod, Tiflis. Rentre en France par la Mer Noire avec escales à Trébizonde, Constantinople, le Péloponnèse, Naples. Les années suivantes le voient sur un petit voilier sur les traces d'Ulysse dans les îles Ioniennes, puis dans les Cyclades.

En octobre 1927, il entre à l'atelier Expert et, au concours du printemps 1928, est reçu. L'atelier Expert est alors installé rue de Buci, avec comme massier Saltet, le futur architecte-en-chef de Versailles. Les élèves bénéficient à cette époque d'une liberté et d'une indépendance totale vis à vis de l'administration.



"Chaque atelier", nous dit Lauffray, "choisissait et payait le loyer de ses locaux, le matériel de dessin (tables, planches, tabourets). Le massier élu par les anciens gérait la caisse alimentée par les cotisations que versaient les élèves. Nous pouvions changer de " patron " à notre gré. Notre seule obligation était de présenter un minimum de projets chaque année: ceux dont le programme nous plaisait. Nous n'aurions pas admis qu'un étranger, fut-il l'un des professeurs des cours ex-cathedra de l'Ecole (cours que nous n'étions pas obligés de suivre), pénètre dans nos locaux sans risquer de recevoir une bassine d'eau sur la tête. Même le camarade d'un autre atelier, s'il s'aventurait chez nous, pouvait s'attendre à être peint des orteils aux cheveux !".

"Les élèves venaient d'horizons multiples. Parmi les Français: Poncabaré père du futur prix de Rome, Malizard lui aussi licencié en droit, Maître qui remporta le premier prix au concours d'aménagement des jardins du Trocadéro lors de l'Exposition de 1937, Mayou Créput qui épousa René Cordier de l'atelier Gromort et avec qui je fus un temps associé. Parmi les étrangers, des Egyptiens (mon ami Ramsès Wissawasef dont les tapisseries sont à présent recherchées dans le monde entier, Sadek Chéhab ed-Din qui fut professeur à l'Ecole des Beaux-Arts du Caire, Sidki, Moiedin); des Grecs (Diacomidis qui devint l'architecte de l'Institut Français du Caire, les Kindinis frère et soeur); un Palestinien, un Israélien, un Sud-Américain, un Nord-Américain. La règle de l'atelier, établie par nous, était (sous peine de "passage à poil ", " en broche " et autres brimades) l'interdiction des conversations de religion, de famille et de politique dans les locaux de travail. Moyennant quoi juifs et arabes sympathisaient sans problème".

A l'époque, la formation des futurs architectes commence par une étude et la copie des ordres antiques. Lauffray ne se contente pas de les dessiner. Voulant connaître le milieu historique au cours duquel ils se sont développés, il va suivre le cours de Charles Picard sur les monuments de l'Acropole d'Athènes à l'Institut d'Art et d'Archéologie; puis ceux de Focillon sur l'architecture médiévale, ce qui aboutit à l'obtention d'une licence es-lettres et est à l'origine de sa carrière d'archéologue.

Dans les ateliers d'architecture, l'apprentissage se fait par les directives des anciens, peut-être plus, que par les corrections du "patron". Le travail à domicile est interdit.

*"Expert passait à l'improviste corriger ses élèves, une ou deux fois seulement par semaine, souvent se contentant un samedi de "rendu" de prendre un pinceau et, avec une habileté étonnante, de transformer en quelques minutes un navet par un étourdissant rendu de cyprès cachant les parties contestables du projet. Ce, tout en récitant parfois des vers latins, dont je ne suis pas certain qu'il comprenait le sens... nous l'admirions !"*

### **Débuts de carrière:**

D.P.L.G. en 1934, Lauffray continue par amusement à présenter des projets aux grands concours scolaires de l'époque, le Godeboeuf et le Rougevin. Il obtient six "valeurs" sur médaille. Il en fallait alors sept pour être dispensé des premières épreuves éliminatoires pour concourir au Prix de Rome...

Il ouvre une agence en association avec René Cordier et Huguenin, ce qui lui permet des absences pour participer à des missions archéologiques en Syrie. Il est engagé comme architecte des fouilles de Mari sur l'Euphrate dirigées par le pasteur A. Parrot.

En 1936, il épouse Marcelle Jacob, architecte diplômable titulaire d'un brevet d'assistante sociale, élève de l'atelier Tournon. Il présente un projet au concours d'aménagement du pavillon des textiles artificiels à l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de 1937. Obtient le premier prix. Chargé de l'exécution, il en confie le soin à son épouse pendant qu'il accomplit une nouvelle mission en Syrie. Il en revient juste pour l'inauguration des stands par le Président de la République.

### La seconde guerre mondiale:

En 1939, le C.N.R.S. lui confie une mission de prospection archéologique en Syrie du Nord. La guerre le surprend en Turquie sur le site archéologique de Malatya où il participe à des fouilles dirigées par le professeur L. Delaporte, Conservateur au Musée du Louvre, dont il est devenu l'élève en hittite cunéiforme. Dans l'équipe, ils sont deux D.P.L.G., lui et Ducolomer de Bayonne, l'un et l'autre mobilisables en France. L'ambassade leur ordonne de rejoindre les autorités militaires les plus proches. Ils partent pour la Syrie, d'où ils sont envoyés à Beyrouth et mobilisés. Ils y retrouvent Zehrfuss, le prix de Rome chargé du camouflage des objectifs militaires!

Le Haut Commissariat de France avait été informé de la venue de Lauffray en mission du C.N.R.S. Il est alors accueilli par les membres du Service des



Antiquités, et tout particulièrement par M. Dunand, directeur des fouilles de Byblos avec lequel il commence à collaborer. A la fin de la "drôle de guerre", démobilisé sur place, il est nommé inspecteur du Service des Antiquités, puis architecte des fouilles de Byblos. Lors de l'arrivée des Forces Françaises Libres et de l'armistice de Saint Jean d'Acre, il se rallie à la France Libre, est mobilisé et mis en affectation spéciale à la disposition du Gouvernement Syrien qui manque de cadres à la suite du départ des Français rejoignant Vichy.

Devenu fonctionnaire syrien, Lauffray est nommé Conservateur du Musée d'Alep et Architecte en Chef des Monuments Historiques de la Syrie du Nord. A ces titres, il restaure des mosquées, des monuments byzantins et entreprend des fouilles sur le site de Zénobia, ville fondée sur les bords de l'Euphrate par la reine Zénobie de Palmyre, puis restaurée et fortifiée par l'empereur Justinien au VIe siècle.

Ses recherches feront l'objet d'une thèse de doctorat soutenue en Sorbonne par Lauffray cinquante ans plus tard, en 1990.

Démobilisé en 1945, il est intégré dans l'administration métropolitaine comme Architecte des Bâtiments de France et chargé d'une étude sur la Place des Vosges. Huit mois après, il est détaché et regagne le Liban comme architecte des fouilles de Byblos.

Il y restera dix ans.

Parallèlement à ses activités sur ce site, il donne des cours de théorie de l'architecture à l'Ecole des Beaux-Arts de Beyrouth, entreprend et publie des recherches sur la ville romaine et byzantine, passe ses dimanches à des explorations sous-marine dans le port antique de Sidon (l'actuel Saïda).

#### Parenthèse de dix ans en métropole (1955-1965):

En 1955, par suite de restrictions budgétaires, il est contraint de réintégrer l'administration métropolitaine. La Syrie tente de le récupérer comme conseiller pour l'archéologie à raison de six mois par an. Il refuse, le quai d'Orsay n'acceptant pas de lui assurer un traitement pendant les six autres mois. Nommé Conservateur du Domaine National de Pau (Château d'Henri IV) et Architecte des Bâtiments de France des Basses-Pyrénées et des Landes, le virus de l'archéologie l'amène à entreprendre des fouilles dans plusieurs villas romaines (à Sorde l'Abbaye, Las Hies et Jurançon).

En 1960, Madame Ch. Desroches-Noblecourt le fait envoyer en mission en Egypte à la demande des autorités locales afin d'étudier la reprise en coopération de l'étude et de la maintenance des temples de Karnak. L'affaire dite des "Diplomates du Caire" fait échouer provisoirement le projet.

Lauffray dépose alors au C.N.R.S. un dossier de candidature pour un poste de chercheur.

Détaché du Ministère de la Culture, il est chargé de la création d'un Bureau d'Architecture Antique pour l'Aquitaine. Il l'installe à Pau et entreprend des campagnes de relevés de monuments gallo-romains (temple rond de Vésone-Périgueux, Piles funéraires), tout en poursuivant le dégagement des villas (La Lonquette près de Pau).

#### Le retour en Proche-Orient:

Cependant, la reprise des relations diplomatiques avec l'Egypte fait resurgir les sollicitations du Service des Antiquités du Caire. Lauffray est chargé de rédiger avec les autorités égyptiennes un Protocole créant un "Centre franco-égyptien d'Etude des Temples de Karnak" et d'en prendre ensuite la direction. Aucun remplaçant n'ayant été nommé à Pau, il doit assumer les deux directions pendant près de trois ans, par des voyages incessants entre la Haute-Egypte et le Béarn. Protestant contre l'absurdité de ce régime épuisant, il est enfin nommé Directeur de Recherche titulaire et peut se consacrer à plein temps aux temples de Karnak, jusqu'à sa mise en retraite à l'âge de 70 ans.

A la suite de la révolution nassérienne, qui entraîna les départs de l'Abbé Drioton, Directeur du Service des Antiquités Egyptien et de l'ancien directeur des "Travaux de Karnak", l'architecte français H. Chevrier, les temples de Karnak étaient dans un semi abandon. Le matériel de chantier avait été dispersé et ce qui en subsistait était peu utilisable. Les remontées par capillarité dans les grès des murs des eaux salées de la nappe phréatique rongeaient les assises des pylônes et les bases des colonnes.

Or Lauffray rappelle: "*Il n'existait en Egypte ni entreprise spécialisée dans la restauration des monuments historiques, ni laboratoire capable d'étudier le cas particulier des "maladies de la pierre" de Karnak.*"



Il doit donc doter le nouveau centre d'ateliers de mécaniques, de réparation d'engins, de sciage des pierres, de charpente et créer un laboratoire d'étude climatique et d'analyse des matériaux.

Il se charge également de construire tout un village pour loger ses coliborateurs, architectes, dessinateurs, chimistes, documentalistes, bibliothécaires, photographes, etc...

A sa demande, un égyptologue S. Sauneron, alors bibliothécaire de l'Institut Français d'Archéologie orientale du Caire et Directeur scientifique de la revue "Kêmi" (celle-ci assure la publication des premiers résultats du centre franco-égyptien), lui est adjoint pour diriger l'étude des textes.

En 1977, les Presses du C.N.R.S. publient sous la signature de Lauffray, Karnak d'Egypte domaine du Divin, plusieurs fois réédité. L'ouvrage résume dix années d'activité du Centre et présente des trouvailles inédites.

#### Les années de retraite:

La carrière mouvementée de J. Lauffray, émaillée de changements de disciplines, assortie de responsabilités administratives de plus en plus pesantes, l'obligeant à entretenir des relations publiques et à faire d'incessants déplacements pour obtenir et défendre des crédits, l'avait empêché de publier les résultats de fouilles menées tant en France qu'en Orient.

Il s'y consacre depuis 1980, comme le montre, à la première page de cette notice, la liste des livres dont il est l'auteur. La préparation des manuscrits l'oblige à de fréquents voyages à l'emplacement de ses anciens chantiers de fouilles. Il y reprend avec joie des activités de terrain, décamètre et tachéomètre en main, comme il le faisait à Mari en 1937; ce que ses tâches de Directeur du Centre Franco-Égyptien ne lui permettaient que rarement et qu'il devait confier à des jeunes.

Il se rend régulièrement à Genève pour aider une bibliothécaire à classer et inventorier une importante documentation que M. Dunand a légué à la Faculté des Lettres et qui contient les archives des fouilles de Byblos incluant des relevés et notes de sa main qu'il envisage de publier, si son âge et sa santé le permettent!

## Opinions et souhaits:

En 1936, lors des débuts de Lauffray dans l'archéologie de terrain, les fouilleurs privilégiaient la découverte du bel objet à placer dans une vitrine de musée et s'intéressaient peu, du moins en France, au contexte architectural. L'architecte dans une mission était un collaborateur accessoire, interchangeable, bon à faire des relevés, n'ayant que rarement son mot à dire.

Pour obtenir des crédits, le fouilleur devait trouver le document ou l'inscription qui permettait de savantes communications à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Les choses ont changé; mais il en demeure des séquelles.

Actuellement, l'augmentation du nombre d'étudiants en archéologie et en histoire de l'art permet au directeur de fouille un recrutement plus facile de ses collaborateurs; mais leur formation de base (secondaire) est bien souvent insuffisante. Tels, qui sur le terrain d'après les questions qui leur sont posées ont fait des observations intéressantes et utiles, sont incapables de les exposer dans un compte-rendu écrit. Pauvreté du vocabulaire, syntaxe approximative montrent les carences des programmes de l'Education Nationale qui fabriquent des spécialistes sans culture générale, ni sens de la synthèse.

Lauffray pense *"qu'il est criminel que des bacheliers es-lettres, plus encore des titulaires d'une maîtrise, puissent être ignorants de la continuité, de l'épaisseur de l'histoire et soient incapables d'y placer les faits ponctuels qui leurs ont été enseignés"*.

*"Il est une qualité indispensable au fouilleur que l'Université ne développe pas: l' **"intelligence de la main"**. l'expression est de Focillon. Elle apprend parfois plus qu'une inscription"*, écrit Lauffray dans la post-face de Karnak d'Egypte.

Il précise: *"Il est des vérités autres que celles des textes toujours partiels souvent trompeurs par omission ou exagération, parfois mensongers. La fouille à la main du dépotoir d'une demeure apprend des faits dont ils ne parlent pas. Pour établir la chronologie des étapes de construction d'une architecture les cotes de niveaux d'un sol, d'un seuil, du bas d'une fondation sont des données plus sûres que la présence d'un cartouche qui a pu être ajouté sur un parement un siècle plus tard."*



Lauffray souhaite que les écoles d'architecture prévoient à nouveau dans leurs enseignements des cours de géométrie descriptive, l'étude et l'utilisation des ordres antiques, l'histoire de l'architecture de l'Égypte à nos jours, meilleure façon d'initier le débutant à l'équilibre des volumes, au rythme des formes et à la compréhension des monuments du passé. Il souhaite aussi que le futur architecte sache utiliser un tachéomètre et une alidade, ce que ne lui avait pas appris l'École du quai Malaquais en 1936.

---

## Claude LE COEUR

**Résidence actuelle:** 23 bis rue Jean Dolent 75 014 Paris

### **Origines: enfance, famille, orientation:**

Claude LE COEUR naît le 28 mai 1906 à Paris, dans la maison qu'il habite encore actuellement.

Il fait véritablement partie d'une lignée d'architectes puisqu'il est fils, petit-fils, petit-neveu, arrière-petit-neveu et arrière-petit-fils d'architectes.

Son père François LE COEUR, spécialisé dans la construction pour l'administration des P.T.T., est reconnu comme précurseur de l'emploi d'un matériau alors nouveau, le béton .

C'est sans aucune difficulté que Claude s'approprie dès son plus jeune âge cet héritage familial et désire lui-aussi devenir architecte.

### **Atelier, études complémentaires:**

Claude commence les Beaux-Arts vers 17-18 ans à l'atelier Deglane. Seul nouveau, assommé de travaux rébarbatifs comme les collages des projets des "anciens" , il préfère au bout de quelques mois rejoindre un atelier intérieur, l'atelier Pontrémoli. Au départ de celui-ci, il reste dans les locaux dont Debat-Ponsan devient le nouveau patron. Cependant Pontrémoli, que Le Coeur décrit comme un personnage de la Renaissance italienne au caractère mystérieux, reste le patron qui le marque le plus.

Le Coeur, comme il était d'usage à l'époque, fait de longues études, sanctionnés pour les projets par le "four" ou la médaille. Il garde le souvenir d'une ambiance joyeuse et de bonne camaraderie, cependant toujours dominée par l'intérêt pour l'architecture.

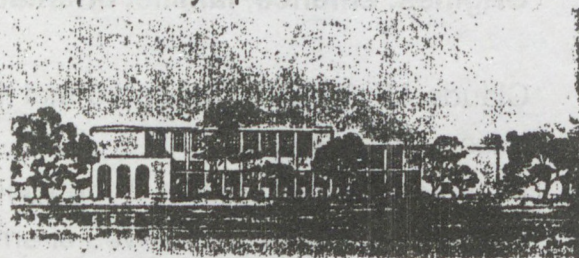
A peine admis, Claude se présente innocemment à l'épreuve des douze heures du concours de Rome, et classé comme premier réservataire, il échappe de justesse à l'épreuve des vingt-quatre heures. Par la suite, il ne cherche pas à se représenter d'autant que son père proche du courant moderne réproouve la formule.

Le Coeur interrompt ses études pour remplir ses obligations militaires. Il fait ses classes dans la banlieue de Paris à Domont. Un gradé demande alors un volontaire pour partir à Beyrouth en tant qu'attaché au service géographique



de l'armée. Pour soulager un camarade que le tirage au sort avait désigné, Le Coeur accepte finalement la proposition et part pour l'Orient. Ce sera l'un de ses voyages les plus longs et les plus marquants. Détaché au service archéologique, il est chargé du relevé des mosaïques romaines de Chahba et rencontre de nombreux archéologues avec lesquels il sympathise.

Ce voyage est aussi à l'origine de son projet de diplôme, "Un musée de mosaïques à Antioche", proposant une architecture aux volumes modernes. Pour ce, il obtient le prix du meilleur diplôme pour l'année 1935.



Extrait du diplôme "Façade sur l'Oronte"

Le Coeur quitte l'école, tout à fait conforté dans son idée de faire de l'architecture. Il est plutôt porté vers le rationalisme, mais avoue aujourd'hui avec un certain amusement qu'il était aussi très attiré par la recherche de partis différents, originaux.

En plus des Beaux-Arts, Le Coeur suit avec intérêt les cours sur l'hygiène aux Arts et Métiers, et assiste à quelques conférences à l'Institut d'Urbanisme.

### **Les débuts;**

#### **La fonction d'architecte-conseil:**

Le père de Le Coeur décède en 1934, quelque mois avant la fin des études de son fils. Les P.T.T. et l'Education Nationale (administrations pour lesquelles son père travaillait) mettent alors Claude à l'épreuve: deux ou trois chantiers des P.T.T. et l'entretien des lycées et collèges lui sont confiés. Il est aidé dans sa tâche par les anciens collaborateurs de son père, qui connaissent les ficelles du métier et lui mettent petit à petit en main l'agence du 128 rue de Grenelle, que Le Coeur conserve encore aujourd'hui.

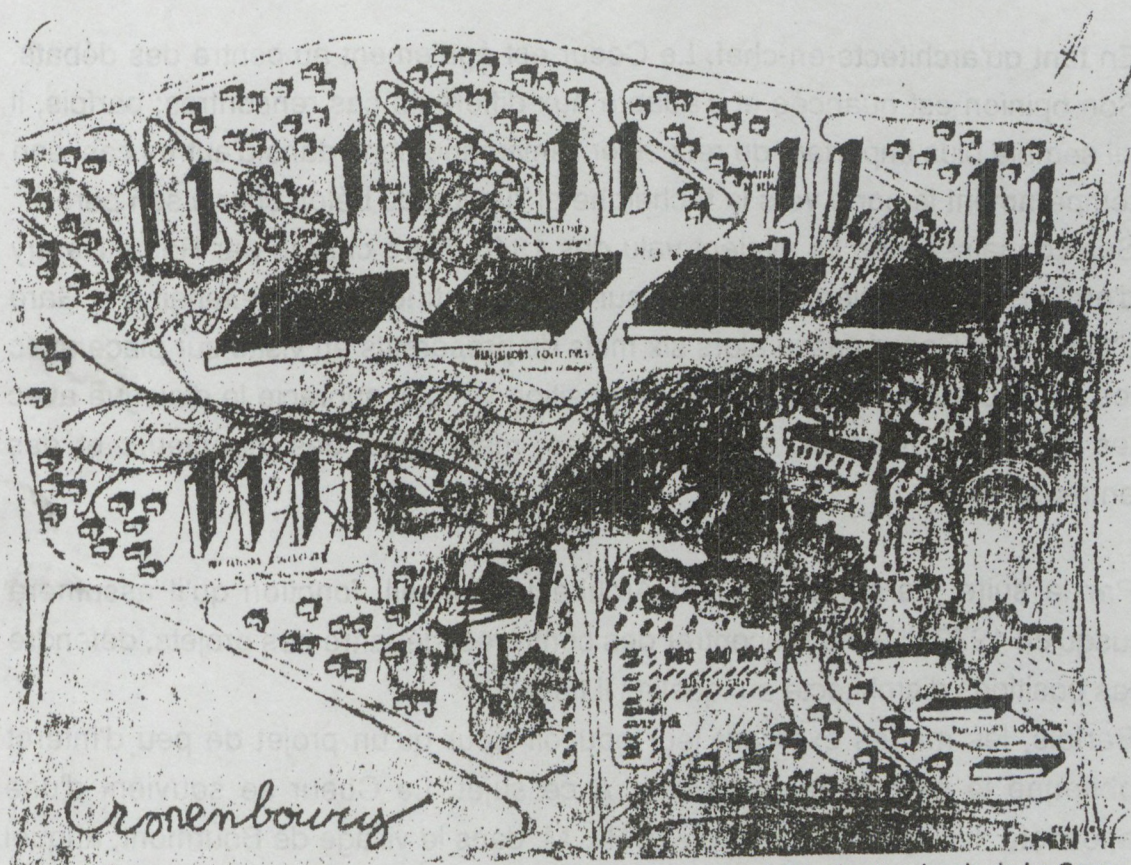
Ses premiers travaux l'occupent jusqu'à la guerre. En 1945, Le Coeur est nommé architecte-en-chef de la Reconstruction.

Il travaille d'abord dans le Bas-Rhin et notamment à Strasbourg. Il corrige des projets, élabore des plans-masse, mais refuse de prendre à sa charge la maîtrise d'oeuvre des travaux qui suivent.

On lui confie l'étude du quartier Cronembourg de Strasbourg. Le Coeur conçoit un plan-masse qui s'appuie sur une idée assez neuve, la séparation des



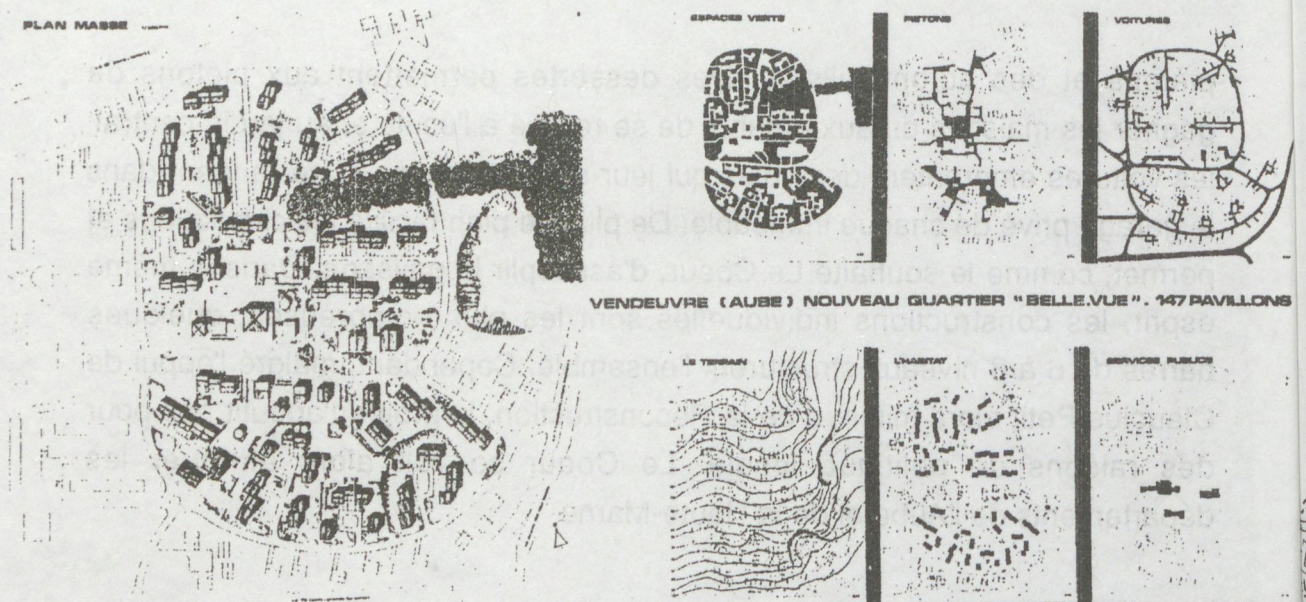
piétons et des automobilistes. Des dessertes permettent aux piétons de gagner les maisons ou aux enfants de se rendre à l'école et au jardin central; les voitures empruntent des voies qui leur sont réservées et se rangent dans le garage privé de chaque immeuble. De plus, le plan facilite les circulations et permet, comme le souhaite Le Coeur, d'assouplir le paysage. Dans le même esprit, les constructions individuelles sont les plus nombreuses; quelques barres de 6 à 8 niveaux structurent l'ensemble. Cependant, malgré l'appui de Claudius Petit alors ministre de la Reconstruction, le projet n'aboutit pas pour des raisons de politique locale. Le Coeur se voit alors attribuer les départements de l'Aube et de la Haute-Marne.



Le quartier Cronembourg à Strasbourg: dessin de Le Coeur.

Dans ces nouveaux départements, Le Coeur reste fidèle à ses préceptes et n'accepte aucun chantier. Il fait des plans d'extension de villes, se basant sur les premières idées en germe dans le plan de Cronembourg; Chauray notamment en est une reprise assez proche.





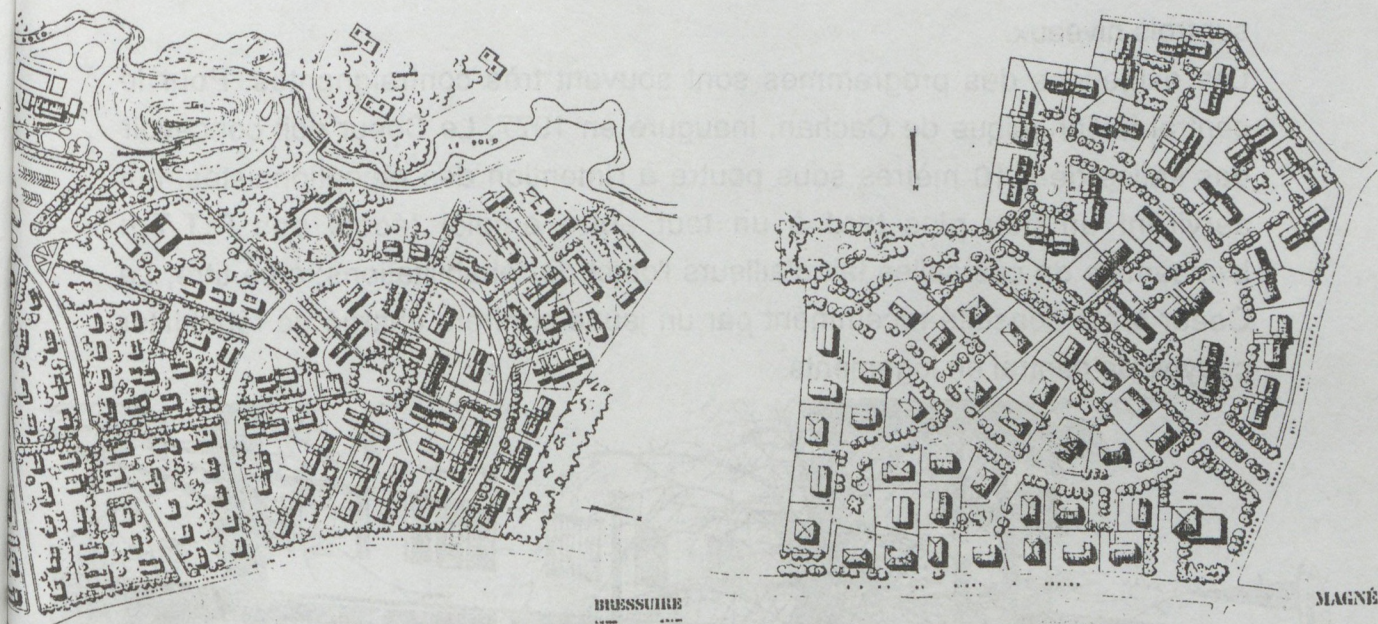
En tant qu'architecte-en-chef, Le Coeur est également au centre des débats. Son opinion est nuancée et s'adapte aux différents cas rencontrés; parfois, il lui semble plus important de respecter l'environnement, dans d'autres cas, son tempérament le porte vers la recherche et l'usage du béton cher à son père. Ses connaissances lui avaient valu dès 1946 d'être chargé par Raoul Dautry d'organiser la première exposition sur la Reconstruction qui se tenait à la Gare d'Orsay. Le Coeur passe alors six mois de préparatifs en visite sur place avec les concepteurs. Le moment de l'exposition venu, il apprécie le dialogue avec les différents visiteurs: des architectes, mais aussi des ingénieurs et des entrepreneurs...

Par la suite, Le Coeur devient Architecte-Conseil, fonction qu'il assumera jusqu'en 1972. Il aime rencontrer des confrères, débattre des projets, défendre les positions d'architecte auxquelles il tient.

Parfois, les maires exercent leur pouvoir pour qu'un projet de peu d'intérêt obtienne le permis de construire. A ce sujet, Le Coeur se souvient d'une anecdote. Il s'agissait d'un projet d'H.L.M. dans le village de Bourmont, auquel il décide de s'opposer après s'être rendu sur place. Le maire, de surcroît sénateur, est de l'avis contraire. L'affaire tourne de justesse en faveur de Le Coeur grâce à l'entremise d'un de ses anciens camarades, ambassadeur d'Extrême-Orient, et en relation avec un ministre. Mais Le Coeur reproche toujours à la décentralisation d'avoir donné le plein pouvoir aux maires; il craint des catastrophes urbaines.



Dans un autre domaine, il devient également architecte de la société départementale d'H.L.M. des Deux-Sèvres, pour laquelle il a l'occasion d'élaborer des plans-masse très paysagés. Il rencontre là des situations nouvelles, comme pour le "village-expo" de Parthenay par exemple: à la demande du préfet, cinq ou six entrepreneurs différents présentent des brevets de logement et Le Coeur est chargé de les regrouper dans un ensemble harmonieux.



Exemples de plans-masse réalisés pour la Société départementale d'H.L.M. des Deux-Sèvres

### Réalisations:

L'élaboration des plans est toujours assez longue et mal rémunérée. Le Coeur va vivre de ses travaux personnels.

Tout au long de sa carrière, les travaux pour l'administration des P.T.T. occupent la majeure partie de l'activité de Le Coeur. Il fait de la recherche et construit beaucoup, que ce soit des relais pour les lignes à grande distance ou des remises en état de centres postaux dans la période d'après-guerre, des bureaux de poste ou des centraux téléphoniques à Paris et en province plus tard.

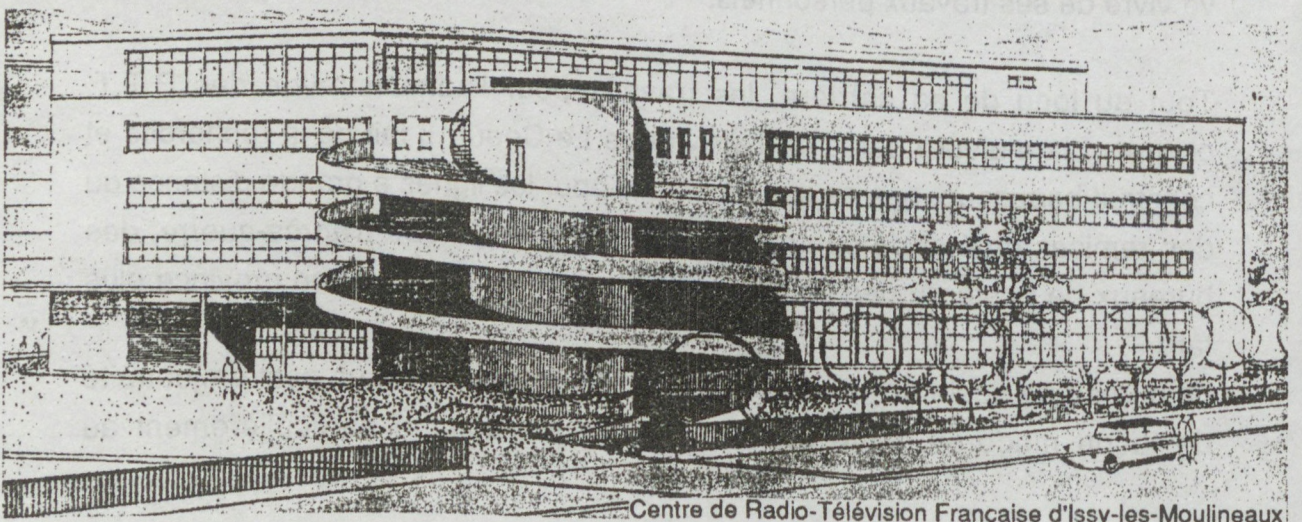
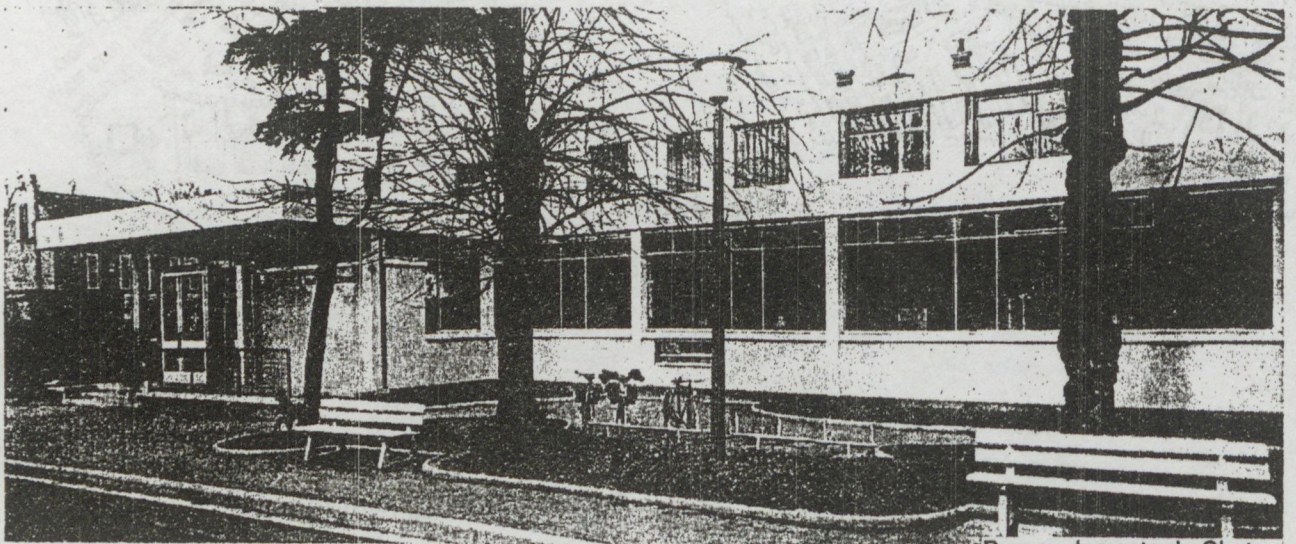
Le bureau de poste de Villier-sur-Marne, par exemple, est un petit projet traité de façon moderne. Côté confort, Le Coeur s'attache particulièrement au



logement du receveur et à la salle-à-manger du personnel. Côté pratique, il crée de sa propre initiative un sous-sol de 2 mètres de haut, destiné à accueillir dans l'avenir des locaux de rangements, son expérience en réhabilitation lui ayant prouvé la nécessité de tels aménagements. Le bureau de poste de Chatou est conçu dans le même esprit, en revanche pour l'hôtel des Postes de Châteaubriant, Le Coeur emploie un vocabulaire plus classique (toits à deux pentes, perron, auvent).

A plus grande échelle, Le Coeur réalise le bâtiment de la radiodiffusion à Issy-les-Moulineaux dont la façade est animée par une rampe d'accès extérieure sur trois niveaux.

Les exigences des programmes sont souvent très contraignantes. Pour le central téléphonique de Cachan, inauguré en 1977, Le Coeur doit concevoir des salles de 4.10 mètres sous poutre à l'intention des réceptionnistes, qui serviront un peu plus tard à un tout autre emploi (école des P.T.T.)! L'ensemble de ces salles fait d'ailleurs l'objet de réhabilitations; à ce titre, Le Coeur a été consulté récemment par un jeune confrère chargé de réhabiliter ce type de central en logements.





Les relations de Le Coeur avec son principal maître d'ouvrage ont toujours été cordiales, d'autant qu'il reprend en quelque sorte la suite de son père au sein de cette administration.

Le processus d'élaboration des projets est rigoureusement établi et l'ensemble des opérations est équitablement réparti entre la vingtaine d'architectes parisiens et les architectes de province (au moins un par région). L'architecte se voit confier un programme et fait une première ébauche de projet. Celle-ci est discutée par une commission qui regroupe plusieurs ingénieurs en chef et leurs adjoints. La décision finale appartient à l'ingénieur en chef responsable de la Poste. Le Coeur ne se souvient pas de problème grave, les quelques discussions relevant toujours d'un point de vue strictement économique.

Pour le chantier, l'architecte est en relation avec un adjoint et les sous-ingénieurs des P.T.T. que Le Coeur a pour sa part toujours considéré comme très vivants et très agréables. L'entreprise est également choisie par l'administration d'après une liste d'entreprises agréées, contrairement à l'époque du père de Le Coeur où l'architecte choisissait lui-même son entrepreneur (cela a notamment permis à François Le Coeur (le père), de s'adjoindre, fait assez rare à l'époque, des entrepreneurs qui connaissaient bien la mise en oeuvre du béton). Le Coeur se déplace donc une ou deux fois par semaine, parfois en province, pour les réunions de chantier.

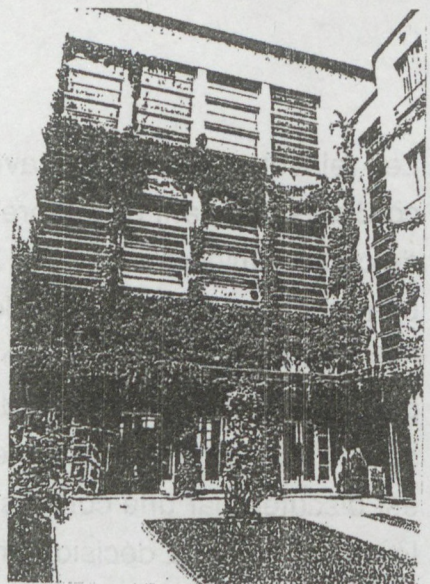
Le Coeur apprécie le travail en équipe et les rapports avec l'ensemble des responsables. A la différence du client particulier qui disparaît une fois le chantier terminé, l'administration présente aux yeux de Le Coeur l'avantage d'être un client fidèle que l'architecte peut au cours du temps apprendre à bien connaître. Ainsi, bien informé des besoins, Le Coeur trouve toujours assez vite le parti général et l'expression architecturale du projet, la plupart du temps sa première proposition est retenue.

Dans le secteur public, Le Coeur travaille également dès la sortie d'école pour l'Education Nationale et la Préfecture de Police.

Il est très attaché à la première, car on lui confie souvent l'entretien de bâtiments construits par son grand-père (lycée Louis-le-Grand, lycée Fénelon, Ecole Normale Supérieure de Sèvres) puis par son père (lycée Camille Sée). Même si les travaux sont modestes, il apprécie également de travailler pour des enfants ou des étudiants. Enfin, plusieurs membres de sa famille exercent dans l'enseignement (par exemple, un frère de sa mère qui a été dix fois ministre de l'Education Nationale), de sorte que Le Coeur a fréquemment l'occasion d'être reçu dans les milieux universitaires.



Pour sa part, il construit l'annexe du lycée Camille Sée, le lycée de Lannion et le lycée français de Beyrouth. Le projet de lycée de Montpellier lui échappe à cause de la guerre, et son activité à l'Education Nationale cesse lorsque l'entretien des lycées et collèges entre sous la responsabilité des Bâtiments Civils.



Annexe du lycée Camille Sée

Sa mission à la Préfecture de Police est plus routinière. Son père y était expert et le directeur le nomme juste après son diplôme. Le Coeur y est également employé comme expert à la conservation de certains bâtiments. Après la guerre, il est chargé d'inspecter les logements garnis; par la suite il se spécialise dans l'expertise des dégâts causés accidentellement par les agents, les pompiers et leurs véhicules, ou les manifestations. Cette tâche occupe une place importante au quotidien de la carrière de Le Coeur, qui reçoit au moins trois ou quatre affaires à traiter par semaine, généralement pour de petits incidents (bris d'une vitrine, d'un lampadaire etc...). Aujourd'hui encore, cet exercice lui permet de maintenir une certaine activité.

Le Coeur note d'ailleurs que son rôle a évolué; autrefois, l'expert faisait fonction d'arbitre; aujourd'hui il doit se contenter d'envoyer un rapport au directeur de service qui rend lui-même la décision finale.

En plus des administrations, Le Coeur travaille à la même période pour des clients privés.

Alors qu'il demeure rue de Vaugirard, il réaménage son logement. Son propriétaire apprécie les transformations effectuées et c'est ainsi qu'il propose à Le Coeur de devenir architecte du Touring-Club. Il s'occupe de divers travaux pour cette organisation: il agrandit le siège social avenue de la Grande Armée, prend en charge l'entretien de plusieurs bâtiments, aménage des bureaux, dessine des terrains de camping au Bois de Boulogne ou en province.

Des relations plus anciennes l'introduisent également chez Larousse. Cette fois, c'est par l'intermédiaire d'un camarade, Hollier-Larousse, membre comme lui du cercle des étudiants protestants qu'il rencontre le directeur de Larousse et devient par la suite architecte de la société. Il effectue là de petits et de



grands travaux en France et à l'étranger, allant de la création d'un réfectoire au réaménagement ou l'extension d'usines.

Malheureusement, Le Coeur perdra ces deux clients, qui à la fois l'intéressaient et lui assuraient de bonnes rentrées d'honoraires.

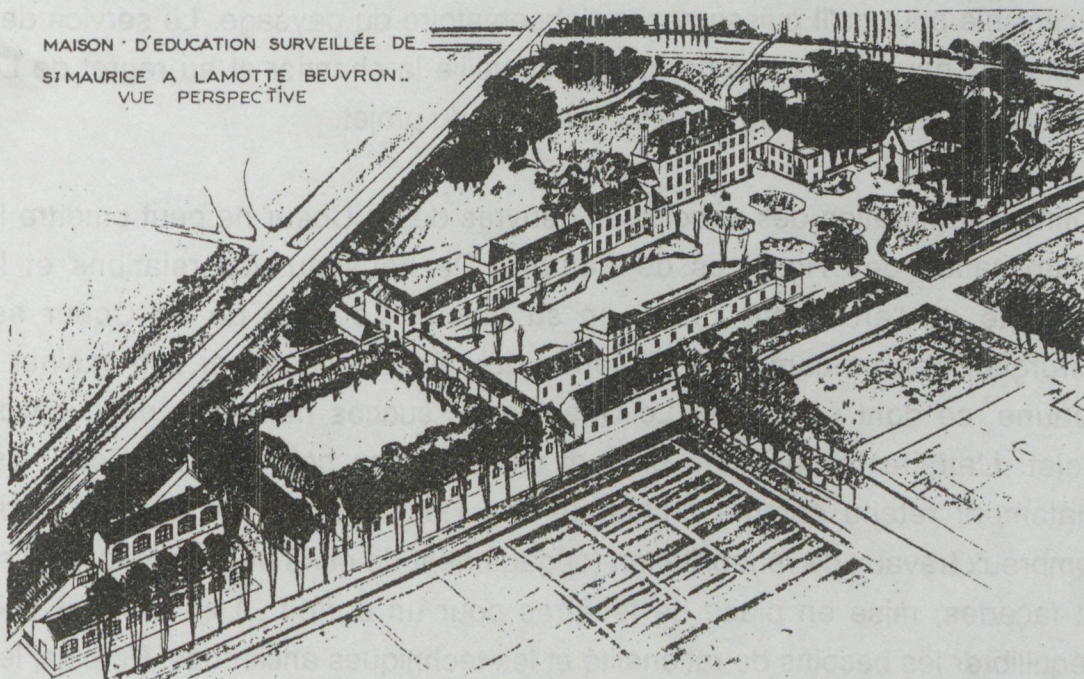
Le Touring-Club fait faillite; la trahison de l'un de ses collaborateurs met fin à l'activité de Le Coeur chez Larousse...

D'origine très variées et moins marquantes, d'autres opérations particulières sont confiées à Le Coeur. Il s'agit d'hôtels particuliers à Paris, de bâtiments de logements en banlieue, de l'aménagement des coteaux de Saint-Germain-en-Laye, etc...

Le Coeur trouve également de nombreuses occasions de projet pour la commune de Troyes.

Le préfet lui confie la réalisation d'un foyer pour jeunes, thème que Le Coeur a pour partie abordé puisqu'il a précédemment réalisé pour le Ministère de la Justice des centres de rééducation pour jeunes délinquants à Saint-Hilaire et à la Motte Beuvron. Le Coeur conçoit pour Troyes une dizaine de pavillons regroupant chacun une quinzaine de personnes, afin d'éviter de trop gros rassemblements d'étudiants.

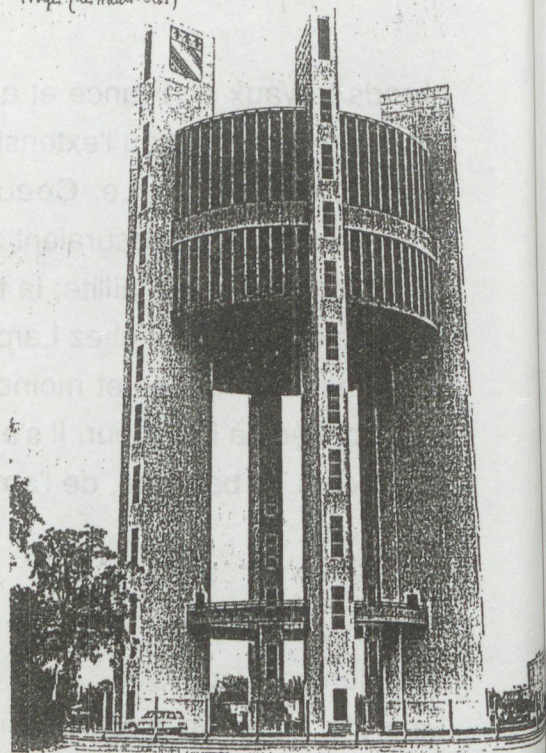
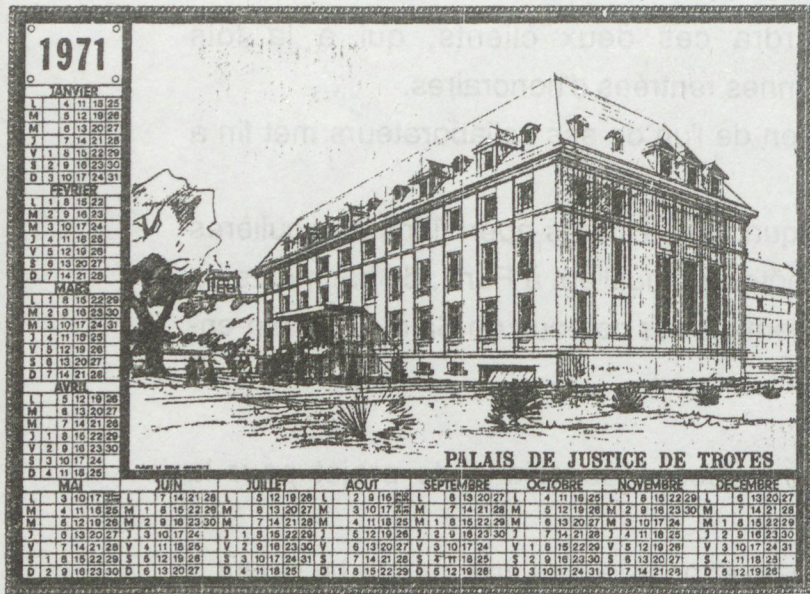
MAISON D'EDUCATION SURVEILLÉE DE  
ST MAURICE A LAMOTTE BEUVRON..  
VUE PERSPECTIVE



De son côté, le maire lui commande une station-service et deux opérations de plus grande envergure, particulièrement illustratives de la manière de concevoir de Le Coeur. Le palais de justice de Troyes reflète son côté classique; Le Coeur cherche là à se montrer respectueux du passé, emploie la pierre, dessine une façade classique.



Troyes (les Hauts-Clois)



Château d'eau de Troyes (les Hauts clois)

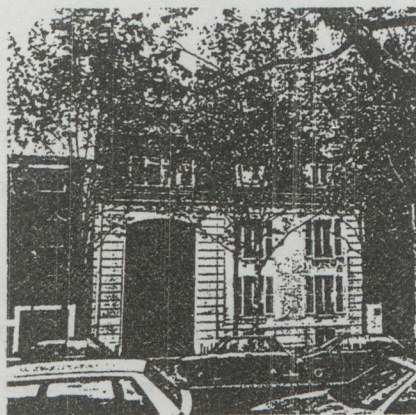
Pour le château d'eau de Troyes, au contraire, son architecture est moderne. Il emploie le béton, crée des relations avec un jardin de la ville, rend l'édifice accessible pour qu'il puisse servir d'observatoire du paysage. Le service des Ponts et Chaussées du département surveille le chantier et au regret de Le Coeur supprime d'autorité certains éléments du projet.

Enfin, l'énumération des principales oeuvres de Le Coeur ne peut omettre la réhabilitation des Hospices de Beaune. De nouveau, les relations et la notoriété de l'architecte jouent en sa faveur. Le frère de Le Coeur est chirurgien et a un camarade d'internat qui désire moderniser son cabinet à Beaune, ce dont se charge Le Coeur avec succès malgré la difficulté du projet. L'affaire fait quelque bruit et c'est comme cela que Le Coeur est finalement retenu comme architecte des Hospices de Beaune. Il fait de nombreux travaux de réhabilitation (dégagement de murs et d'arcades, reprise de façades, mise en place de fenêtres pour un dortoir...) en prenant soin d'équilibrer les besoins de rationalité et les techniques anciennes. En plus, les Bâtiments Civils lui confient l'étude de l'évolution de l'ensemble et le chargent de construire un service chirurgical sur un terrain voisin de l'Hôtel-Dieu. Malheureusement, cette dernière opération ne peut pas aboutir.

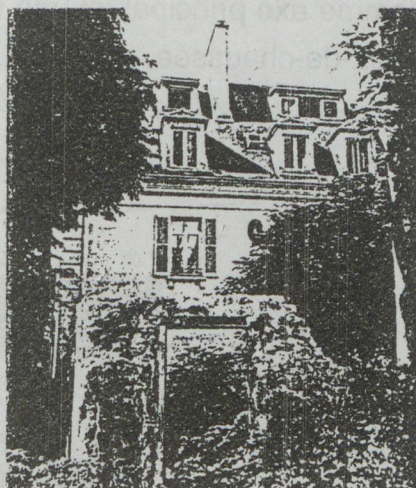
Le Coeur, qui avait pris un grand plaisir à l'ensemble de ces tâches, regrette encore aujourd'hui la perte de ce chantier.



Le petit bâtiment que Le Coeur construit pour son frère boulevard Saint-Jacques relève de la même démarche, à une échelle domestique, et lui procure aussi quelques satisfactions. En concevant un bâtiment bas, avec une porte cochère, un oeil de boeuf et des toits avec des lucarnes, Le Coeur démontre que, maîtrisant les techniques du rationalisme, il n'a aucune retenue lorsqu'il le désire par rapport au style "ancien" (en l'occurrence et au dire de Le Coeur, certaines personnes ont parfois cru avoir à faire à un bâtiment de Ledoux au voisinage de la place Denfert).



Le 34 bd. Saint-Jacques



Malgré la multitude de travaux effectués, l'agence de Le Coeur, située à la suite de son père au 128 rue de Grenelle, reste tout au long de sa carrière de taille moyenne. Il est entouré de cinq ou six collaborateurs, dont un chef d'agence, une secrétaire et trois ou quatre dessinateurs. Seuls ces derniers, recrutés parmi les élèves des Beaux-Arts, sont renouvelés très souvent. L'élaboration du parti se fait souvent en commun, mais les collaborateurs sont plus particulièrement chargés de l'établissement des devis descriptifs, de la vérification des mémoires ou de la surveillance de chantier. Le Coeur consulte parfois des ingénieurs-conseil mais ne travaille avec aucun bureau d'études.

### Loisirs et engagements:

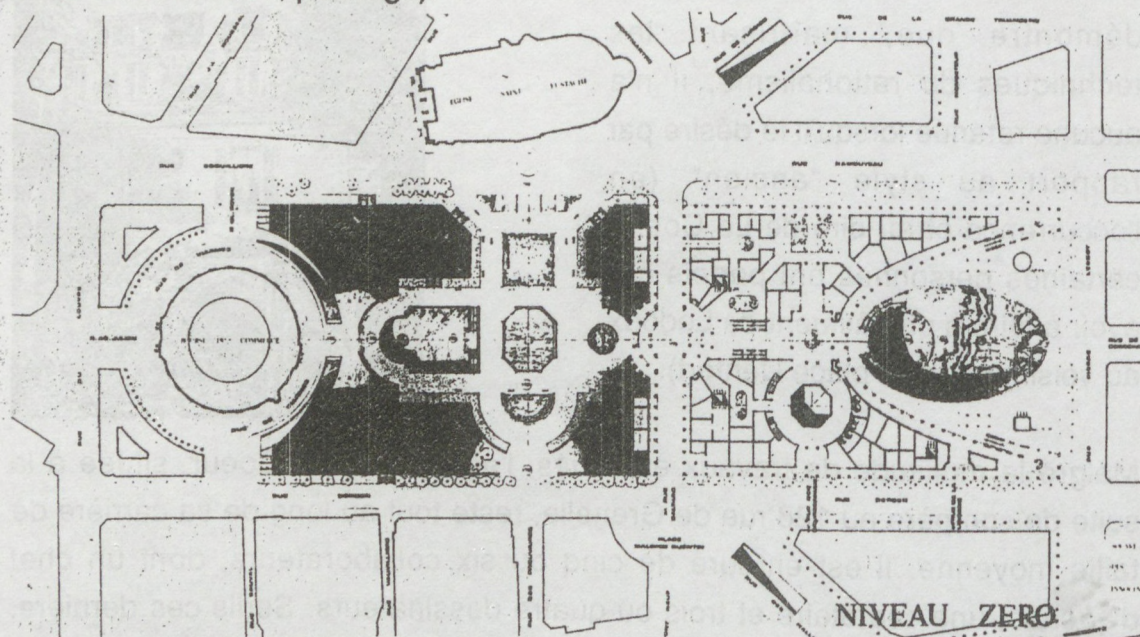
L'attrait de Paris représente la dominante des loisirs de Le Coeur.

Dès 1945, il commence sa première étude sur Paris en analysant dans le détail et par le dessin la construction, la composition, l'allure des maisons de Paris qu'il trouve jolies. Il s'agit d'une demeure aujourd'hui détruite rue du Cherche-Midi avec une porte très décorative qui tranche sur la simplicité de l'ensemble, ou d'une autre près de la place Vendôme dont les balcons ronds et symétriques marquent l'angle d'une rue, ou encore de la rue de Grenelle



avec son parcellaire oblique... Pour Le Coeur, c'est une manière à la fois directe et plaisante de prendre des leçons d'architecture.

Le projet d'aménagement du jardin des Halles, s'il n'est pas uniquement le fruit de cette première étude, est un travail sérieux basé également sur la connaissance qu'à Le Coeur de Paris. Le jardin allie une composition classique à la Française, avec la porte latérale de l'église Saint-Eustache comme axe principal, et une fonctionnalité des services (galerie commerçante à rez-de-chaussée, parkings).



Le plan d'aménagement, les perspectives couleurs et la grande maquette paraissent dans plusieurs revues mais le projet ne sera finalement pas retenu par l'Administration.

L'aboutissement du travail sur Paris tient sans doute dans l'étude que Le Coeur baptise: "La grande croisée de Paris". Il s'agit d'une analyse sur la formation et la composition de Paris, mettant en valeur quatre axes qu'il appelle "Les quatre Champs-Élysées" formant associés deux à deux un axe nord-sud et un axe est-ouest, et déterminant notamment la symétrie des monuments principaux, l'orthogonalité des rues, etc.... Le Coeur présente cette étude au Salon d'automne avec de grandes perspectives aquarellées.

Enfin, d'une manière plus ludique, Le Coeur compose chaque année un almanach, représentant l'un de ses projets. Pour l'un d'entre eux, il choisit d'illustrer de manière libre les ponts de Paris, dessin qui sera par ailleurs publié avec pour légende: "l'éventail des Ponts."







En plus et complémentaiement à son intérêt pour Paris, Le Coeur porte une grande attention à l'environnement et à la conservation des sites. C'est ainsi qu'il fait partie de diverses associations (Ligue urbaine et rurale, Demeures historiques, Vieilles maisons françaises, Défense de l'Observatoire, S.O.S. Paris, etc...) auxquelles il consacre une bonne part de son temps libre.

Ses premiers contacts avec les associations se sont établis alors qu'il travaillait pour le Touring-Club, comprenant une section pour la défense des sites. Le Coeur y participait activement (c'est une des raisons qui lui font regretter la faillite du Touring-Club). Une affaire personnelle va également confirmer son engagement. En effet, dans les années soixante, Le Coeur est menacé par la Ville de Paris de la construction d'un énorme H.L.M. dans son jardin familial du quatorzième arrondissement. Et c'est grâce au Touring-Club et à la Ligue urbaine et rurale qu'une amie de sa femme lui fait connaître, qu'il gagne sa cause.

Pratiquement, Le Coeur se rend aux commissions et rédige des avis écrits pour chaque problème rencontré (démolition injustifiée, construction qui porterait ombre à un espace libre, etc...). Il rencontre là de nombreux amis, comme l'écrivain Champigneulle par exemple; il apprécie le travail de sensibilisation des jeunes à l'environnement. Le temps passant, il note que ces associations autrefois presque toujours perdantes gagnent aujourd'hui la moitié des procédures engagées. Il se félicite que la proposition "*Il y a un site à prendre*" soit devenue le plus souvent caduque alors que se généralisent celles "*d'environnement, de protection du site, d'espaces verts*".

Pour exprimer ses idées et surtout les événements qui ont marqués sa vie, Le Coeur possède également toute une série d'écrits personnels. Certains sont consacrés à l'après-guerre, d'autres à des anecdotes privées; l'un relate l'affaire de Bourmont et est paru dans la revue de la Ligue urbaine et rurale.

En matière de publication, Le Coeur a écrit également des articles plus techniques (l'un porte sur un procédé de dalles dilatables en béton pour les terrasses) ou plus sociologiques (article pour l'anti-alcoolisme sur les chantiers). Un livre sur les Hammams de Damas est également paru. Ses études (Cronenbourg, le jardin des Halles, la grande croisée de Paris) ont toutes été largement diffusées.

### Fonctions particulières:

Parallèlement à son exercice de constructeur et à ses engagements personnels, Le Coeur assume au cours de sa carrière d'importantes fonctions institutionnelles. Il est Expert près la cour d'appel de Paris (1962-1973) et le Tribunal de grande instance de Paris (1965-1973), Inspecteur du Conseil d'hygiène de la Seine (1960-1971), de la Commission nationale des immeubles de l'église réformée (1962-75), membre puis vice-président de l'Académie d'Architecture, membre de la Société Française des Urbanistes, et président de la section architecture du Salon d'automne.

Sa mission d'Expert ne lui laisse pas de grands souvenirs; la plupart des dossiers proviennent de plaintes concernant des conduits de fumée dégageant dans d'autres appartements. Il devient aussi expert des "Maisons Assurées Contre L'incendie" (M.A.C.L.), compagnie d'assurance datant de 1820.

Sa fonction comme inspecteur au service d'hygiène est plus proche de ses préoccupations et plus variée. Certaines affaires concernent des plaintes de locataires qui se considèrent comme mal logés. Mais la commission, qui regroupe une vingtaine d'architectes issus de la Préfecture de Police comme Le Coeur ou de la Ville de Paris, traite plus particulièrement de l'octroi du permis de construire. Chaque architecte propose un rapport sur une affaire puis l'ensemble des projets est soumis au vote. Le Coeur se souvient d'avoir été chargé d'un rapport sur les pigeons à Paris, mais aussi de s'être occupé d'affaires concernant "la beauté de Paris", ce qui bien sûr l'intéressaient beaucoup.

Mais la fonction que Le Coeur préfère est celle de membre puis de vice-président de l'Académie d'Architecture. Il apprécie là les beaux locaux de la place des Vosges et l'atmosphère conviviale mais considère surtout l'Académie comme un lieu essentiel du débat architectural et urbanistique. Son arrière-grand-père, son grand-père et son père appartenaient eux-mêmes à la Société Centrale des Architectes (créée en 1840), ancienne dénomination de l'Académie avant la création de l'Ordre des Architectes. Selon Le Coeur, elle avait à ce moment là encore plus de poids, poussant les architectes de talent et tirant des bénéfiques à la fois financiers et relationnels (plus de débats, plus de contacts avec les administrations) de la vente de la Série de Prix.



Globalement, Le Coeur est satisfait des positions prises aussi bien à l'Ordre qu'à l'Académie mais souhaiterait parfois des actions plus poussées. Il regrette notamment l'attribution quasi-systématique des gros projets aux architectes étrangers.

### **L'homme, ses opinions:**

Le Coeur est issu d'une famille de quatre enfants; son frère aîné qui avait fait l'Ecole Normale Supérieure est tué en juin 44. Sa soeur travaille la poterie; son deuxième frère, chirurgien spécialisé dans l'orthopédie, se rapproche des arts lorsqu'il est nommé professeur d'anatomie à l'école des Beaux-Arts.

Le Coeur se marie avant-guerre avec Mademoiselle Mady Hardy, dont la famille est également tournée vers les arts. Mademoiselle Hardy elle-même, est pianiste, Premier Prix du Conservatoire et concertiste connue, mais doit mettre un terme à sa carrière au fur et à mesure de la naissance de leurs huit enfants. Une des filles et un des fils étudient l'architecture à l'Ecole Spéciale, Le Coeur estimant que l'ambiance y est plus sereine qu'aux Beaux-Arts. Son dernier fils se spécialise dans le paysagisme dans une école à Londres. Parmi les autres enfants, l'ainée chante et la quatrième fille est peintre et sociétaire au Salon d'automne. Trois petits-enfants ont également choisi l'architecture.

Ainsi, une grande part des loisirs de Le Coeur est consacrée à sa famille, il voyage très peu mais possède une maison de campagne. Il apprécie les objets anciens, même s'il n'est pas un vrai collectionneur comme son arrière-grand-oncle (fondateur du musée de Pau) ou le grand-oncle de sa femme (conservateur du musée de Rouen). Il devient même acquéreur d'une chapelle funéraire du douzième siècle située à Fontevraud près de Saumur.

Ses amis viennent d'horizons divers. Ils sont peintres, médecins, etc... ou architectes! Le Coeur apprécie particulièrement les membres du Salon d'automne ou ses confrères de l'Académie mais aimerait aussi renouer avec d'anciens camarades d'atelier, qu'il n'a pas eu l'occasion de beaucoup fréquenter durant sa carrière.

Du point de vue professionnel, Le Coeur a travaillé dans beaucoup de domaines et se définit lui-même à la fois comme constructeur et théoricien. Ses plus grandes satisfactions ont été la recherche du parti et de l'expression architecturale en fonction du site et des désirs de l'utilisateur.

A ses yeux, l'organisation générale de la profession a peu évolué, exception faite des procès, en augmentation croissante. Pour Le Coeur, cette tendance venue des Etats-Unis, est désastreuse car elle situe au premier plan les avocats plutôt que les architectes. Plus personnellement, Le Coeur est marqué par le contentieux qu'il eut avec la société départementale d'H.L.M. des Deux-Sèvres, alors qu'il avait construit pour cette société plusieurs centaines de pavillons et que le président était un ami.

De manière générale, Le Coeur répugne à demander des honoraires (de préférence, il charge ses collaborateurs de cette tâche). L'argent n'est pas son souci premier, mais il est en revanche très peiné lorsqu'un projet n'aboutit pas comme ce fut le cas pour un centre P.T.T. à Bordeaux, le lycée de Montpellier ou des études personnelles telle "le jardin des Haïles".

En ce qui concerne les concours et l'enseignement, Le Coeur a assez peu de références. Cependant, la transformation des Beaux-Arts le préoccupe et il se demande si l'enseignement actuel est réellement valable.

Les influences de Le Coeur et les architectures qu'il apprécie sont multiples. Fils d'architecte, il se sent très tôt porté vers l'architecture, capable de connaître et de respecter son métier. L'influence du père tient en grande partie dans le mot "rationalisme". Le Coeur note comment ce terme issu de Viollet-le-Duc, passé dans l'enseignement d'Anatole de Baudot, a atteint la génération de son père puis la sienne. Un moment attiré par les Monuments Historiques, Le Coeur souligne les difficultés que rencontrent ces architectes des Monuments Historiques. Selon lui, nombre d'entre eux, craignant qu'on les considère comme des gens du passé, conçoivent pour leurs affaires privées des projets d'une audace parfois trop accusée. De son côté, Le Coeur apporte des nuances au rationalisme de son père à cause de ses préoccupations vis à vis de l'environnement. Quand il conçoit un plan de ville, il pense au regard du piéton et cherche à créer un paysage verdoyant, avec des immeubles à échelle humaine.

Le Coeur place sans hésitation Perret, au premier rang des personnes qui ont fait évoluer l'architecture, en introduisant le béton armé dans la construction tout en respectant les proportions, la décoration et le passé (fresques). Il se souvient que Perret était déjà connu à l'École des Beaux Arts et comment certains de ces camarades quittèrent l'atelier Pontrémoli pour l'atelier Perret. En revanche, Le Coeur ne voue pas une grande admiration à Le Corbusier, qu'il considère comme un véritable artiste mais trop tourné sur lui-même. Il se



méfie également des architectes plus récents, dont il déteste la manière de ne pas vouloir passer inaperçu.

Ainsi, Le Coeur apprécie le lycée Camille Sée construit par son père comme une architecture très complète, le théâtre des Champs-Élysées d'Auguste Perret, le Palais de Chaillot de Cariu - Boileau - Azéma pour son intégration dans Paris, etc... Il se montre, par contre, gêné par certains bâtiments nouveaux, qui, à ses yeux, ne sont plus de l'architecture mais des affirmations géométriques. Il considère par exemple que les découpages en façade de l'Opéra Bastille font ressembler l'édifice à une maquette en carton.

Pour Le Coeur, la plus grave crise de l'architecture est conséquence de la Reconstruction: "*La Reconstruction a été tournée vers la construction seule, le mot d'architecture est devenu mineur, ce qui revient à parler plutôt d'ingénieur que d'architecte.*" Les ensembles d'immeubles collectifs, créés alors que les circonstances incitaient à construire rapidement et à l'économie, lui paraissent particulièrement "redoutables", notamment lorsqu'il s'agit de préfabrications. En revanche, les ensembles pavillonnaires, plus modestes, et conçus parfois selon une extension du style régional lui semblent plus acceptables. Le Coeur pense que l'intérêt pour l'architecture commence à redémarrer depuis peu dans la presse et les expositions, et il espère que les architectes seront ainsi encouragés à continuer leur métier.

"*L'architecte a perdu son prestige*", dit Le Coeur, qui explique en partie ce phénomène par la main-mise des "Ponts-et-Chaussées" sur l'architecture et l'accroissement d'autorité des ingénieurs. Il emploie d'ailleurs une courte formule pour imaginer la différence entre ces deux professions: "*L'ingénieur, c'est  $A+B=C$ ; l'architecte, c'est  $A_2+B_2+C_2+\dots=C_1, C_2, C_3, \dots$* ".

Selon Le Coeur, l'architecte, s'il ne veut pas se cantonner dans le rôle de constructeur, doit être capable d'effectuer un travail de recherche important et se montrer ouvert à différents partis et expressions architecturales. Talent, sincérité et probité doivent être ses principales qualités et Le Coeur considère l'architecte comme un artiste qui doit croire à ce qu'il fait et par là même échapper aux modes. Il doit pouvoir adapter ses connaissances à des situations variées en proposant la meilleure solution possible pour le bien des individus (intérêt particulier) tout en respectant l'environnement (intérêt général). Enfin, le statut de profession libérale apparaît à Le Coeur comme une caractéristique primordiale du métier d'architecte, dans la mesure où ce statut n'entraîne pas un exercice limité au profit.

"*Espace vert, environnement, harmonie, culturel*" sont les mots que Le Coeur proposeraient en réflexion à de jeunes confrères. Pour lui-même, il a toujours considéré l'architecture avec un grand A, jumelant un goût pour l'architecture moderne et une attirance vers le passé, comme source de poésie.

---



René LISCH

**Résidence actuelle:** 10 bis rue de Châteaudun 75 009 Paris

**Distinctions et médailles:**

Plaque d'honneur de la Grande Masse des Beaux-Arts comme Président de la Caisse de Secours en 1938.

Citation à l'Ordre de la Brigade portant attribution de la Croix de Guerre en 1947.

Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur le 18 novembre 1959.

Chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres le 16 mars 1967.

Médaille de Vermeil de la Société Française d'Archéologie en 1957.

Médaille de la Société d'Encouragement au Bien en 1974.



René Lisch en bas à droite.

**Origines: enfance, famille, orientation:**

René Lisch est né le 8 février 1909 à Paris, VII<sup>ème</sup>.

Son grand-père et son père étaient architectes.

Le grand-père, Juste Lisch, d'abord architecte des Ecuries de l'Impératrice, fut ensuite architecte de la Compagnie de l'Ouest. Il participa notamment aux constructions de la gare du Champ de Mars, de la gare des Invalides, de la gare du Havre et de l'hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare. Il fut architecte en chef des Monuments Historiques, et à ce titre il restaura Saint-Benoit-sur-Loire, travailla à l'Hôtel de Ville de la Rochelle... Puis il devint inspecteur général.

Le père eut, quant à lui, une importante clientèle privée. Il construisit plusieurs hôtels particuliers à Paris et restaura plusieurs châteaux dont certains furent classés par la suite.

René Lisch prit la suite de son père sur les chantiers et parfois dessina pour lui. Son grand-père voulait faire de la peinture, son père aurait aimé être officier de cavalerie... René désira toujours devenir architecte.

Ni son père, ni ses professeurs ne l'y encourageaient. Il avoue d'ailleurs n'avoir montré aucune disposition particulière pour le dessin.



## Etudes, atelier, formation complémentaire:

René Lisch obtient les baccalauréats latin-sciences et philosophie la même année.

Puis, il prépare l'entrée à l'école des Beaux-Arts chez le maître Umbdenstock, qui était un grand ami de son père.

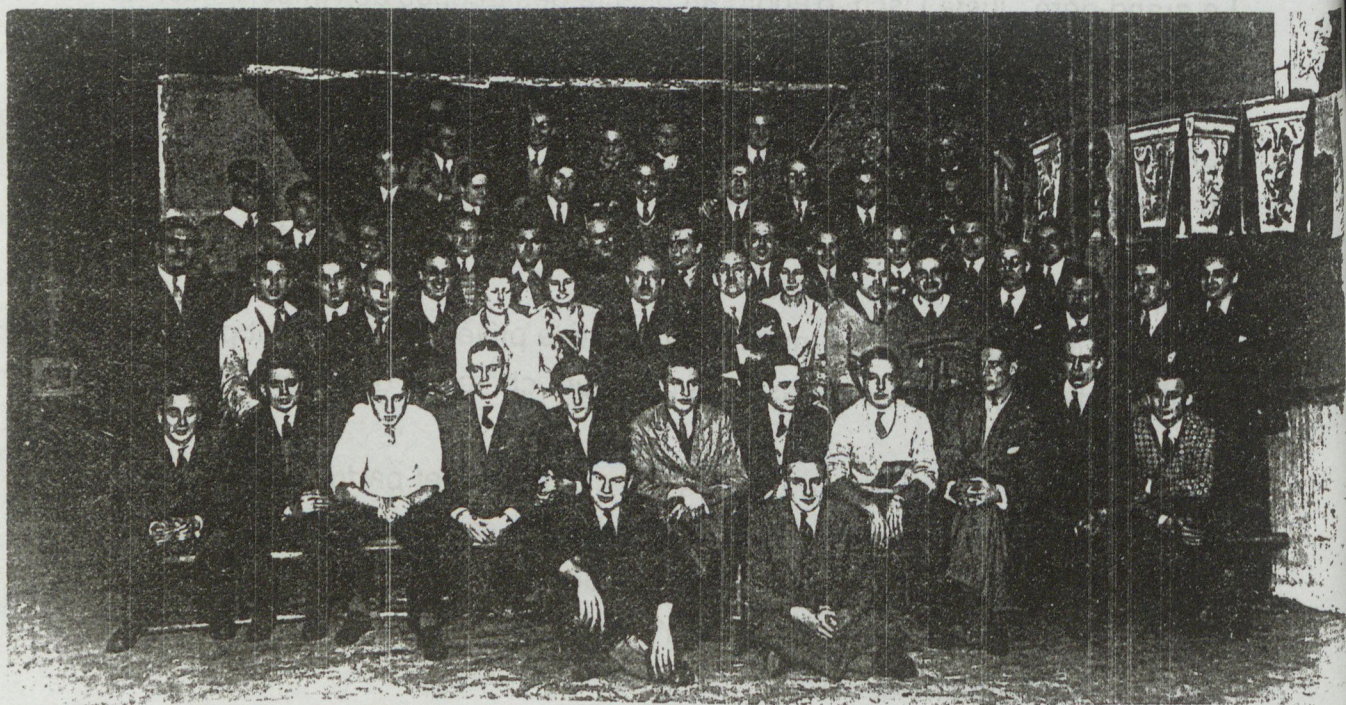
Fort occupé par le service des anciens, un peu juste en dessin, il n'est reçu qu'à la troisième tentative.

Il ne connaît pas de grands succès scolaires mais devient sous-massier de l'atelier Umbdenstock-Tournon, puis massier chez Umbdenstock lorsque les deux maîtres se séparent.

Lisch a donc deux maîtres et souffre parfois de cette double correction qui ne facilite pas l'élaboration de ses projets. Son père, au moins, le laisse tranquille et ne s'occupe pas de ses projets d'école.

Aux yeux de Lisch, Tournon est un homme compréhensif qui conclue ses corrections par cette sentence: " *Mais si vous le sentez, faites-le!*". Cependant, il apprécie plus particulièrement Umbdenstock. Ce dernier avait fait la guerre de 14-18 et était déjà assez âgé lorsque Lisch fut son élève. A la fin de sa vie, il s'était attaché à la recherche des clés de composition, travail que Lisch tenta sans succès d'interpréter par la suite.

Lisch décrit son maître comme autoritaire mais passionné de son métier et de l'enseignement, d'un dévouement extraordinaire pour ses élèves. Il lui garde une très grande reconnaissance surtout pour l'enthousiasme qu'il a su lui insuffler pour l'architecture.



L'atelier Umbdenstock-Tournon.

Lisch est assis sur le banc, le deuxième en partant de la droite.



A l'Ecole des Beaux-Arts, Lisch suit tous les cours techniques (électricité, acoustique, chauffage, béton). Il cherche à acquérir une compétence générale.

Suivant le conseil d'un ami de son père, il suit également les cours de l'Institut d'Urbanisme. A la fin du cycle, on lui dit qu'il n'y a pas de travail pour les urbanistes, d'où le changement d'orientation de Lisch, qui prépare cette fois le concours d'entrée au cours des Monuments Historiques. Il est admis et suit les cours jusqu'à sa mobilisation en septembre 1939.



Photo annuelle du cours de théorie.



Une réalisation pour le concours Rougevin.

### **Guerre et captivité:**

Lisch fait la guerre comme Lieutenant du Génie au Nord de l'Alsace. Il est fait prisonnier à Brouvelière en juin 1940. Dans les camps, les officiers ont le droit d'organiser des ateliers d'architecture; ceux qui le désirent peuvent préparer le concours des Monuments Historiques. Lisch, qui a déjà fait les exercices avant-guerre n'y participe pas une seconde fois. Aussi, quand il rentre de captivité, il n'est pas autorisé à passer le concours organisé spécialement pour les prisonniers.



### **Retour de captivité, petits travaux:**

De retour en France en juin 1945, Lisch est très affaibli. Mesurant 1.89 mètres, il ne pèse que 46 kilos. Il est soigné au Val de Grâce et reste quelques mois en convalescence.

En octobre 1945, Lisch se marie et reprend ses activités. Il travaille un peu pour son père, calcule les dommages de guerre pour un oncle, construit une bergerie à Moiseney.

De juillet 46 à février 48, il part en Allemagne au titre d'architecte du gouvernement militaire. Il a en charge le Palatinat puis l'Etat Rhéno-Palatin. Son travail lui paraît varié et intéressant. Il doit notamment discuter avec ses confrères allemands des matériaux nécessaires au sauvetage des monuments sinistrés. Sa mission comprend aussi la recherche des monuments construits par des Français en Allemagne et des monuments aux Français morts en Allemagne depuis la guerre de 1870. Il passe plusieurs jours avec un photographe à errer dans les cimetières de la région...

De retour à Paris, sa situation financière ne s'améliore guère d'autant plus que Lisch a déjà deux enfants. Il travaille chez un cousin.

Enfin, en 1949, un nouveau concours des Monuments Historiques est lancé. Lisch est reçu mais après avoir payé "ses nègres", il n'a plus un sou. Il se souvient avoir fêté sa victoire au champagne allemand!

### **Carrière aux Monuments Historiques:**

René Lisch rentre aux Monuments Historiques en 1949. Il a 40 ans lorsque commence sa véritable carrière.

Il est d'abord convoqué par l'inspecteur général, M. Verrier, qui lui demande ses préférences d'affectation. Il indique l'Alsace ou la Normandie mais est finalement nommé pour les départements du Finistère et du Morbihan.

Conformément aux règles de l'institution, il fait un an comme stagiaire sous la houlette de M. Cornon, architecte en chef des départements assignés et le suit dans ses tournées. Celui-ci respecte strictement les règles et si Lisch apprend à faire des devis, il ne peut en déposer pour lui-même. Il doit vivre de quelques travaux privés. Il fait, notamment, des surfaces corrigées d'appartement, tâche sans intérêt technique mais qu'il trouve passionnante du point de vue psychologique.

Petit à petit, Lisch s'organise mais son agence restera très réduite tout au long de sa carrière. Il s'adjoit une secrétaire et un dessinateur souvent à mi-



temps. Ayant fait les Beaux-Arts, suivi tous les cours techniques parallèles, le cours de l'Institut d'Urbanisme et celui des Monuments Historiques, il a le sentiment d'être un architecte complet et tient à faire une architecture artisanale en assumant l'ensemble des tâches. Il exécute lui-même les devis, les calculs constructifs que ce soit pour le béton armé ou les charpentes, et part environ trois jours toutes les quinze semaines sur ses chantiers de Bretagne. Il fixe ses rendez-vous très précisément, parfois toutes les heures, jamais avant 9 heures ni après 18 heures. Il veille à ce que ses frais généraux ne soient pas écrasants. La quatrième année, il achète une "2 C.V." qu'il laisse alternativement à Vannes ou à Morlaix. Tout au long de sa carrière, des générations successives de "2 C.V." assureront son autonomie, passant partout, dans les chemins creux...

Son premier travail important (1951) est la restauration de l'aile incendiée de l'ancien évêché de Quimper, pour lequel son prédécesseur avait fait les devis. Pratiquement au même moment, il doit s'occuper de la flèche de la cathédrale d'Hennebont. Le problème est délicat car toutes les pierres se trouvent à terre sans être numérotées.

La plupart des grands chantiers du début de la carrière de Lisch se font au titre des dommages de guerre. Par la suite, les lois de programme, qui permettent d'ouvrir des crédits importants, amènent d'autres travaux.

Dans le cadre des Monuments Historiques, le processus administratif pour obtenir des crédits est relativement simple. L'architecte fait un projet de restauration comprenant les devis chiffrés suivant les prix tirés de la Série Centrale et de la série des Monuments Historiques pour les travaux spécifiques. Il envoie son projet à l'inspecteur général qui le transmet avec avis favorable à l'administration. La Direction de l'Architecture demande une participation financière au propriétaire. Une fois la participation obtenue, elle ouvre les crédits et engage un appel d'offre auprès des entrepreneurs agréés.

Pinetière  
PLOUONNEZ  
Chapelle St THELAV

Monsieur LISCH  
Architecte Ass. N. H.  
10 Bld Rue de CHATELAIN  
75009 PARIS

DEVIS

SCULPTURE SUR GRANIT DES ELEMENTS DECORATIFS DU CLOCHER

Crochets de flèche du clocher	80	742	59.360
Crochets sur les gables de lucarnes	24	628	8.792
Fleurons de gables des lucarnes	4	2.514	10.056
Amortissements des gables de lucarnes	8	857	6.856
Bou des gables de lucarnes	1	2.285	2.285
Fausse gargouille à la base des lucarnes	8	3.428	27.424

PINACLES

Crochets d'arçonniers	64	314	20.096
Crochets de gable	64	226	14.592
Fleurons de gable	32	257	8.224
Amortissements	32	314	10.048

PINACLES SOUS GALERIE

Crochets d'arçonniers	32	314	10.048
Fleurons de gables	16	257	4.112
Amortissements	16	314	5.024

H.T. 186.917

T.V.A. 17,84 32.897,39

PREX VALEUR MAY 1980

T.T.C. 219.814,39

ANTHONY BENOISTE  
S.A. R. L. 100 RUE DE LA CLAYE  
92100 CLAYE-SOUS-BOIS  
100 RUE DE LA CLAYE - 92100 CLAYE-SOUS-BOIS  
TÉLÉPHONE 1 47 10 00 00  
R. C. S. 92 100 000

Le garant



Un exemple de devis

L'architecte peut alors commencer les travaux. Parfois, il peut demander un crédit d'urgence, comme Lisch l'a fait à Quimper par exemple pour poser un échafaudage provisoire au sommet de la flèche dont des crochets tombaient sur la place.

La plupart des petits travaux concernaient les charpentes et couvertures, qui n'avaient pas été entretenues, et avaient été endommagées pendant la guerre, ou encore les clochers foudroyés comme celui de Saint-Thélau à Plogonnec en 1979. Là, il ne restait rien depuis la chambre des cloches jusqu'au sommet de la flèche et le travail de Lisch consista à retrouver les quelques pierres intactes au sol et à reconstituer le clocher d'après les anciennes photographies. Nombreuses opérations furent également consacrées à la repose et restauration de vitraux déposés pendant la guerre.

Par ailleurs, Lisch eut à s'occuper de chantiers plus importants, qu'il suivit parfois tout au long de sa carrière.

La restauration de l'église Saint-Jean-du-Doigt (1957-1965) en fit partie. L'église avait brûlée, semble-t-il à la suite d'une imprudence. Les dégâts étaient tels que l'on pouvait presque ébranler les piliers à la main. Lisch demanda un crédit d'urgence, puis obtint des crédits de l'administration et du conseil général. A ses yeux, un des intérêts de la profession d'architecte en chef des Monuments Historiques résidait aussi dans les découvertes faites en cours de chantier. Ainsi, s'étant aperçu que le sol de l'église ne se trouvait pas à son niveau initial, il profita des travaux pour résoudre ce problème. Il fit également un projet pour le trésor dont le coffre de présentation avait été détruit, mais les crédits ne permirent pas de le réaliser.

En plus des églises, Lisch eut en charge la restauration de nombreux châteaux.

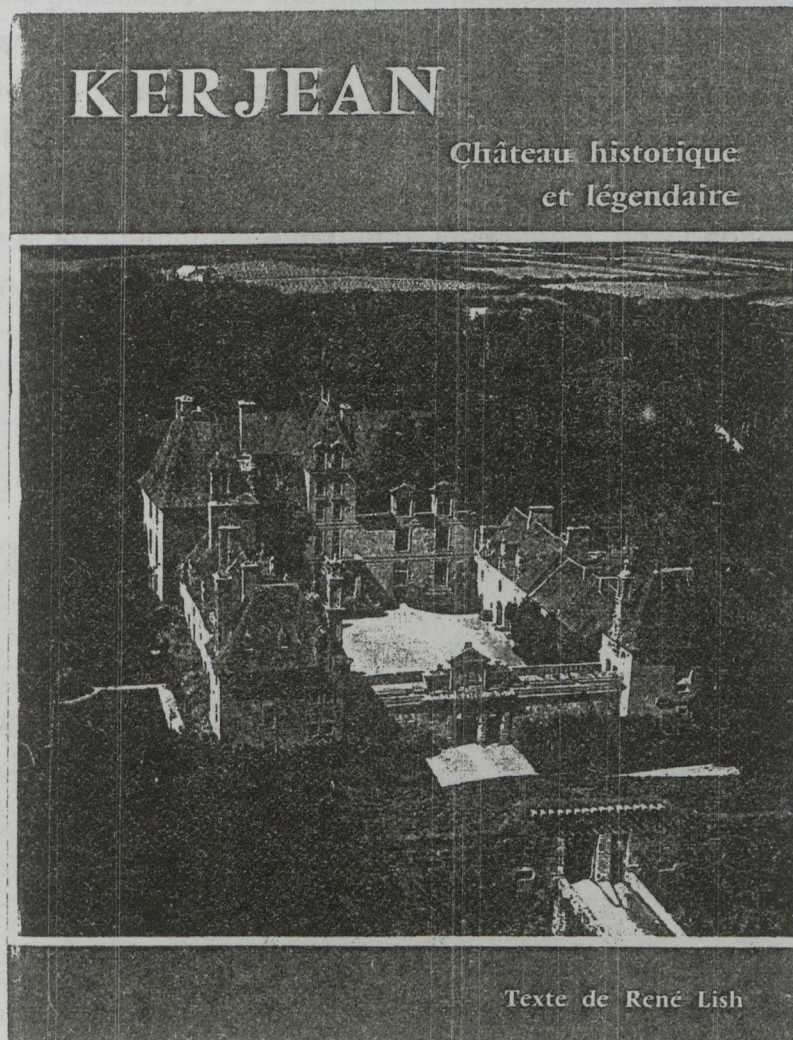
Une de ses premières missions fut le château de Josselin, qui avait été classé contre la volonté de son propriétaire, la Duchesse de Rohan. De plus les rapports entre la duchesse et le précédent architecte en chef, M. Cornon, étaient assez tendus. Heureusement, Lisch avait pour appui l'architecte de la Duchesse, qui avait été admis comme architecte ordinaire par l'administration et était un ami de son père. Grâce à lui, il reçut un accueil favorable et put



mener son travail à bien, ce qui facilita en outre ses rapports avec la noblesse bretonne et les propriétaires d'autres châteaux.

Un des chantiers les plus difficiles fut celui de la restauration du château de Pontivy. Il appartenait également à la Duchesse de Rohan et était loué par bail emphytéotique à la ville de Pontivy. Pour sa sauvegarde, l'inspecteur général Trouvelot proposa de classer le château malgré le coût important des travaux envisagés. Le classement eut lieu le 20.12.1953, le premier devis des travaux fut déposé le 11.03.54 et le premier crédit ouvert en mai 1955, ce qui illustre bien la lenteur de la procédure. Les travaux se poursuivirent jusqu'en 1980.

L'un des chantiers qui tint le plus à coeur de Lisch fut celui du château de Kerjean (1957-1979), propriété de l'Etat. Il exécuta là de nombreux travaux, comme la remise en état de l'aile des écuries transformée avant la guerre en auberge de jeunesse, la réfection des couvertures et des fenêtres, la création d'un logement de gardien. De plus, il écrivit une notice sur le château, que la Caisse des Monuments Historiques ne put publier au dernier moment mais qui parut finalement aux éditions Jos Le Doaré, avec l'accord de l'administration.

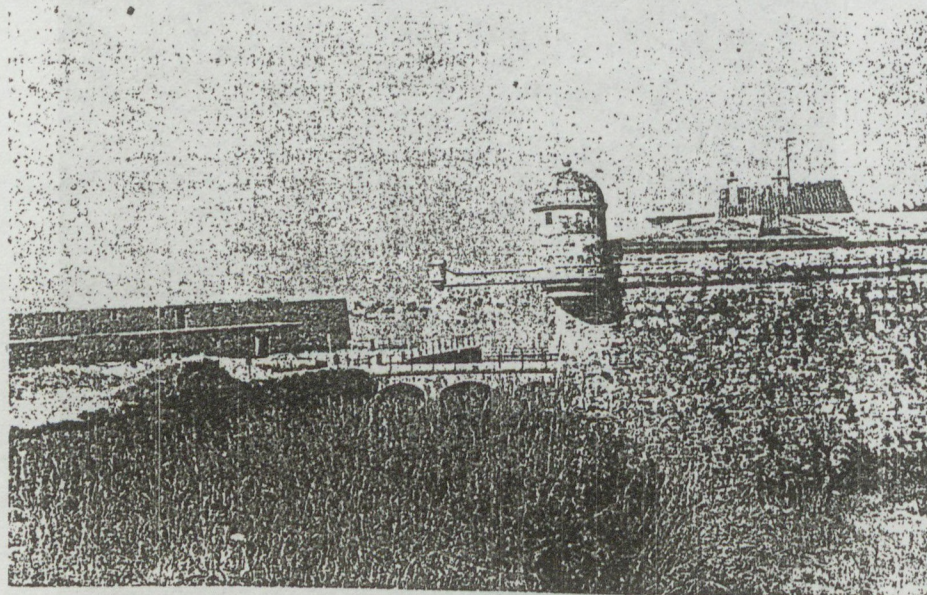




Dans le cas du château de Suscinio en Sarzeau (1960-76), c'était le conseil général qui désirait restaurer le château. Ce n'était plus qu'une ruine gagnée par la végétation. Le gros travail consista dans la remise en état des douves, la reprise des jambages des baies et le rejointoiement des murs. Lisch organisa également la circulation dans les ruines. Plus tard, il regretta que l'on ait décidé de remettre des planchers pour en faire un musée. Pour lui, ses ruines représentaient un terrain de jeu formidable pour les enfants, plus amusant que l'exposition ultérieure des remarquables mosaïques retrouvées dans la chapelle attenante.

Enfin, Lisch travailla tout au long de sa carrière à la citadelle de Port-Louis, chantier qui fut également un de ses "enfants chéris". Il commença par reconstruire les guérites en pierre que les Allemands avaient poussées à l'eau pour dégager leur champ de tir. Par la suite, il obtint des crédits pour consolider les charpentes et restaurer une partie des couvertures des bâtiments.

Le commandant Luc-Marie Bayle, alors conservateur des musées de la Marine, s'intéressait à la citadelle et avait obtenu des crédits importants. Peu à peu, les bâtiments furent complètement remis dans l'état qu'ils avaient au dix-huitième siècle, grâce à la suppression des ajouts tardifs ou des terrassements faits pendant la guerre par les Allemands... Tout le travail de recherche et de documentation en amont du projet, effectué aux archives du Génie, passionna Lisch. Finalement, une partie seulement de la citadelle fut occupée par le musée de la Marine, l'autre partie fut affectée au musée de la Compagnie des Indes de Lorient.



Cl. R. L.

FIG. 7. — POINTE DE LA DEMI-LUNE (NOTER LE DOUBLE RELIEF DES EMBRASURES)

La citadelle de Port-Louis.



Après l'arrêt de sa fonction d'architecte en chef pour cause de limite d'âge le 31 décembre 1979, Lisch conserva d'ailleurs la citadelle de Port-Louis à titre de mission spéciale durant deux ans.

#### **Affaires personnelles, famille:**

En dehors des Monuments Historiques, Lisch put en tant qu'architecte libéral s'occuper de travaux personnels. Il fut notamment architecte de sa paroisse et exécuta là des travaux délicats. Il eut également des missions pour d'autres paroisses. Il travailla pour les soeurs franciscaines, pour l'agrandissement du couvent de l'avenue Reille et pour la transformation d'une propriété en maison de retraite pour les parents de religieuse dont celle-ci était la seule ressource. Il construisit plusieurs maisons particulières, dont trois villas à Sarzeau pour un commissaire-priseur.

Cependant, ces travaux ne prirent jamais une grande ampleur. En effet, Lisch n'aurait pas souhaité s'adjoindre un personnel supplémentaire sans avoir la certitude de pouvoir le garder par la suite. De plus, une de ses préoccupations constantes fut de réserver du temps à sa famille.

Lisch, lui-même issu d'une famille de six enfants, eut neuf enfants dans des conditions difficiles au départ, puis plus favorables alors que son chiffre d'affaires augmenta régulièrement jusqu'à la fin de sa carrière aux Monuments Historiques.

Son point de vue fut toujours de conserver un bon équilibre entre sa réussite professionnelle et sa vie de famille. C'est pour cette raison qu'après son mariage, il ne prit part de manière active dans aucune instance professionnelle.

Aucun des enfants de Lisch n'est devenu architecte. Aujourd'hui encore, Lisch occupe une partie de ses loisirs à l'établissement de son arbre généalogique ou aux soins de ses dix-huit petits-enfants.

#### **Opinions:**

Lisch a éprouvé une grande satisfaction à travailler aux Monuments Historiques; une satisfaction technique et artistique pour le travail proprement dit et une satisfaction relationnelle au sein de l'institution. Pour lui, les Monuments Historiques étaient vraiment une maison de famille. A ses yeux, le premier directeur de l'architecture qu'il rencontra, M. Perchet fut ce qu'il y avait de mieux comme haut fonctionnaire français et le directeur des Monuments

Historiques, M. Lapeyre, un homme charmant et toujours prêt à arranger les situations.

A l'époque la plupart des architectes en chef résidaient à Paris afin de pouvoir assister aux commissions, ce qui facilitait les contacts et permettait à la direction de l'architecture de pouvoir les changer de département plus facilement.

Les inspecteurs généraux, qui travaillaient à temps plein perdaient leur statut libéral pour devenir fonctionnaires. Ils avaient en charge plusieurs circonscriptions à la fois et étaient l'interlocuteur privilégié des architectes en chef travaillant dans un de leurs départements. Ainsi Lisch connut l'inspecteur général Trouvelot, dont il dit avoir appris plus de choses durant une tournée de six jours qu'en deux ans de pratique.

Pour devenir inspecteur général, il fallait accepter de faire son tour de France. Lisch préféra rester en Bretagne afin de bien connaître sa région, ses méthodes de travail, ses matériaux, même si l'inspecteur général se voyait généralement octroyer des monuments alléchants, comme le Mont Saint-Michel par exemple. Il ne regretta jamais son choix qui lui permit de surcroît de sympathiser avec de nombreux propriétaires privés.

Lisch pense que l'architecte en chef doit faire preuve d'une grande humilité artistique; sa tâche vise à la bonne conservation des monuments, il n'est pas là pour exprimer a priori sa personnalité, même si elle transparait forcément dans ses choix et donc dans son oeuvre.

Il doit avoir une connaissance approfondie des architectures anciennes et des procédés spécifiques de la région où il exerce. Il acquiert les savoirs généraux en préparant le concours puis se perfectionne une fois en place dans son département.

De plus, l'architecte en chef doit être un homme de contact, se montrer accueillant avec les élus municipaux aussi bien qu'avec les particuliers, mais sans pour autant accepter des travaux incompatibles avec la qualité du monument.

Toujours selon l'avis de Lisch, l'architecte en chef peut bien sûr avoir une clientèle privée importante, mais dans la mesure où ses chantiers des Monuments Historiques n'en pâtissent pas; ce qui nécessite simplement d'avoir une agence bien organisée!



Parfois l'architecte en chef doit se résoudre à des concessions. Lisch regrette pour sa part, de n'avoir pas pu sauver la prison de Pontivy qui datait du premier Empire, alors que sa réfection était mise en balance avec la restauration du château déjà fort coûteuse.

La profession d'architecte en chef ainsi que l'institution ont beaucoup évolué depuis que le grand-père de Lisch occupait lui-même cette fonction. A cette époque, peu de monuments étaient protégés et les restaurations se faisaient surtout au coup par coup pour des bâtiments importants.

Puis, le nombre des monuments protégés a augmenté de façon exponentielle en même temps que se faisaient jour de nouveaux moyens techniques (analyse photogrammétrique des déformations, maîtrise des injections de ciment, emploi d'acier inoxydable et éventuellement de béton précontraint).

Le contexte de la restauration avait aussi été incontestablement modifié par l'introduction de la compétence territoriale, à laquelle, du point de vue de Lisch, les architectes en chef tiennent énormément.

Lisch pense que cette attribution d'un territoire est indispensable, dans la mesure où elle permet la conservation de tous les monuments, même des plus petits et oblige l'architecte à s'occuper des "bons" et des "mauvais" chantiers. Pour Lisch, *"une bonne restauration est d'ailleurs aussi indispensable à un petit monument qu'à un grand"*.

En outre, la territorialité permet aussi d'accomplir une véritable mission de conseil auprès des particuliers.

Cependant, Lisch note que cette compétence territoriale fait toujours l'objet de discussions de la part des propriétaires particuliers qui aimeraient avoir leur propre architecte. Elle est parfois considérée comme un privilège excessif et l'architecte en chef comme un "empêcheur de tourner en rond".

Depuis la nomination des Architectes des Bâtiments de France pour l'obtention des permis de construire, seuls les dossiers importants sont soumis à l'architecte en chef. Au titre des abords, Lisch eut à connaître un certain nombre de projets pour lesquels il essaya toujours de trouver un arrangement à l'amiable avec le confrère concerné.

Désormais, un de ses souhaits les plus chers est que la profession puisse conserver son indépendance vis à vis des pouvoirs publics.



## Gustave STOSKOPF

**Résidences actuelles:** 51 bis rue Sainte-Anne 75 002 Paris  
et 8 rue Gustave Stoskopf à Brumath (Bas-Rhin)

### Origines: enfance, famille, orientation

Gustave Stoskopf est né le 2 septembre 1907 à Strasbourg.

Son grand-père paternel était tanneur à Brumath, son arrière-grand-père meunier à Ingwiller (Bas-Rhin).

Gustave est le fils d'Elisabeth Julie Beile et de Gustave Stoskopf.

Celui-ci était peintre (études à Paris à l'Académie Jullian) et auteur dramatique.

Co-fondateur du théâtre alsacien de Strasbourg, il écrivit notamment une comédie à grand succès, traduite en français puis jouée à Paris au théâtre Dejazet en 1902 et 1908.

Préférant malgré sa renommée demeurer à Strasbourg, il fut à l'origine d'une littérature alsacienne féconde.

Stoskopf est donc élevé dans un milieu très favorable à la création artistique quand il opte pour les études d'architecture.

### Études, atelier:

Stoskopf accomplit ses études secondaires à la Kaiserliche Realschule au Kaiserpalast (jusqu'en 1918) puis au lycée Kléber, sans réussite particulière.

En 1924, il entre comme admissionniste à l'Ecole régionale d'Architecture au Palais du Rhin, qui était alors une filiale de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts.

A cette époque-là, les études dans les écoles régionales équivalaient à celles du Quai Malaquais puisque tous les projets étaient envoyés à Paris et exposés dans la salle Melpomène. Il existait donc une évaluation commune aujourd'hui disparue, ce qui fait dire à Stoskopf que le diplôme est actuellement de moindre valeur, privé de cette confrontation avec les travaux





effectués dans d'autres écoles régionales comme Lyon, Bordeaux, Rouen, Marseille, etc...

Après quelques difficultés, Stoskopf est finalement reçu au concours d'admission en 1926 et devient l'élève de Robert Danis, réalisateur de plusieurs restaurations importantes et patron reconnu.

Après avoir obtenu à Strasbourg un certain nombre de valeurs et satisfait aux obligations militaires en 1931, Stoskopf se rend à Paris et devient l'élève de M. Emmanuel Pontremoli et de M. Jacques Debat-Ponsan.

Stoskopf marque cette date comme début de son réel épanouissement professionnel. Au contact de ses maîtres et de ses camarades, il pense être véritablement devenu un autre homme.

Il a la chance d'être admis à la cité universitaire Deutsch de La Meurthe et de vivre dans un cadre sympathique. De plus, ses succès scolaires lui valent rapidement d'être un pensionnaire privilégié de la fondation.

En 1932, il participe pour la première fois à la première épreuve éliminatoire du Concours de Rome d'architecture, dont le sujet est "une petite chapelle de pèlerinage". Il est classé premier.

L'année suivante, il réussit à nouveau l'épreuve éliminatoire, et son esquisse de 24 heures est classée sixième. Il est logiste. Le sujet est: "une église de pèlerinage". Il remporte le second grand prix de Rome derrière Alexandre Courtois et Robert Camelot.

A l'époque, Stoskopf estime que son projet est bien jugé mais cinquante ans plus tard il porte sur son travail une appréciation toute différente.

Un architecte de l'époque attaché à la "Construction Moderne" avait écrit (1 octobre 1933): "*La composition de Stoskopf nous charme par sa grâce et sa liberté... Il semble en effet dans l'ensemble comme dans le détail que M. Stoskopf, ait recherché par tous les moyens propres d'équilibrer son étude en la circonscrivant dans les deux phrases du programme...*". Stoskopf pense aujourd'hui qu'il fut vraiment le seul à avoir cherché à atteindre l'objectif fixé par le programme dont la phrase clef est : "*L'ensemble de la composition devrait refléter la vertu aimable et la majestueuse grandeur de la sainte que l'on veut honorer.*".

Stoskopf est donc déçu de ne recevoir qu'une petite médaille en argent à l'effigie de Philibert Delorme. Faible récompense...

Il se représente les deux années suivantes aux mêmes épreuves mais ne se montre plus aussi motivé. Il est mal soutenu. Ses maîtres M. Danis et M. Debat-Ponsan ne sont pas membres de l'Institut, ni membres du jury.

En règle générale, Stoskopf trouve les conditions de travail à l'école assez mauvaises. Les locaux sont sales et mal aménagés et les brimades auxquelles sont soumis les nouveaux le rebutent particulièrement. Cependant, il apprécie l'enseignement qu'il reçoit, l'exposition des projets dans la salle Melpomène qui permet une confrontation très stimulante.

Il acquiert 35 valeurs en architecture, plus que les dix requises pour pouvoir passer le diplôme. Il reste neuf ans à l'école tout en "faisant la place" pour assurer sa subsistance. Il travaille chez divers patrons. Participe notamment à la réfection du parc de Marly, à la restauration du palais Rohan-Strasbourg rue Vieille du Temple, à la mise en forme du décor de l'entrée du tunnel de Saint-Cloud...

Pour son diplôme, Stoskopf choisit un sujet original et bien différent de ceux qu'il a déjà traités. Il s'agit d'une "folie" contemporaine, située dans un parc et aménagée pour des rencontres galantes. Son projet résolument "d'avant-garde" obtient le prix Guadet qui récompense le meilleur diplôme de l'année (1934-35).

Enfin, pour ses adieux à l'école, Stoskopf entreprend, en dehors du cycle normal des études, d'étudier et de présenter l'ensemble des décors et des costumes pour Don Giovanni de Mozart. Il obtient pour ce travail le prix Chenavard, qui constitue son départ dans sa carrière de peintre. Par la suite, il étudie d'autres décors de théâtres et fait même une petite incursion dans le monde de l'industrie cinématographique.

Ainsi, Stoskopf déjà l'un des élèves vedette de l'école après ses succès scolaires, termine son parcours brillamment.

#### **Premières insertions professionnelles:**

En 1937, Stoskopf et deux de ses camarades, François Herrenschmidt et Olivier de Lapparent sont lauréats du concours organisé pour le pavillon de l'Alsace à l'Exposition Universelle des Arts et Techniques de Paris.



Le pavillon fait partie du Centre régional, regroupant une vingtaine d'autres pavillons au service des diverses provinces françaises. Il s'agit de concevoir une architecture contemporaine, sans pour autant renier les caractéristiques essentielles de l'architecture locale. Le pavillon a donc des traits alsaciens, qui sont parfois critiqués.

En 1938, Gustave Stoskopf est lauréat de la Fondation américaine Florence Blumenthal pour la Pensée et l'Art Français. C'est la première fois qu'il est financièrement aidé. Malheureusement, la guerre ne lui permet pas de profiter des voyages d'études prévus par la bourse.

Stoskopf est affecté à une division d'infanterie, en qualité d'adjudant-interprète. Ses connaissances d'allemand lui sont très utiles. Démobilisé, il rejoint Paris où il retrouve sa femme, Huguette Barthélemy qu'il avait épousée à la fin de 1939 et trouve refuge et protection auprès de sa belle famille.

Pour échapper au Service du Travail Obligatoire, Stoskopf passe un examen et entre à la Préfecture de Police en qualité d'architecte auxiliaire temporaire. Sa mission consiste à évaluer les dégâts causés par les feux de cheminées ou par les éventuels bombardements !

### **La reconstruction:**

La mission dont est chargé Stoskopf à la Préfecture de Police ne le satisfait pas. Il se tourne alors vers le Commissariat à la Reconstruction et connaît là un accueil très favorable.

La plupart des architectes ont déjà fait leurs choix. Ils vont oeuvrer en Normandie, dans le Nord de la France ou dans le Val de Loire. En 1941 toutes les grandes études ayant trouvé preneurs, Stoskopf est obligé de se contenter du projet d'urbanisme de Montier-en-Der, petite bourgade de Haute-Marne située à mi-chemin entre Saint-Dizier et Vitry-le-François.

Stoskopf reconnaît qu'il n'avait pas été spécialement préparé à faire oeuvre d'urbaniste. Il n'a pas suivi de formation spécifique, ne souhaitant pas surcharger ses études aux Beaux-Arts et subissant de plus l'influence de son maître Robert Danis, qui était hostile à une discrimination entre architectes et urbanistes.

Malgré les destructions massives, la population de Montier-en-Der reste très divisée et Stoskopf doit agir avec beaucoup de diplomatie. Il propose

plusieurs aménagements, comportant notamment le dégagement de l'église abbatiale. Contrairement à toute attente, il réussit à faire approuver son projet par les différentes parties.

A ce moment-là, Stoskopf n'est pratiquement pas secondé mais se fait occasionnellement aider, pour l'élaboration des documents graphiques, par un étudiant originaire de Fontainebleau, Michel Porte, qui deviendra plus tard avec M. Jean du Cailar et M. Jules Haas l'un de ses plus proches assistants. Sa tâche exige des déplacements fatiguants, parfois dangereux.

En 1944, le Commissariat à la Reconstruction confie à Stoskopf, en plus de Montier-en-Der, le plan d'Urbanisme de Belfort.

Les succès remportés par son projet de Montier-en-Der lui valent en outre la confiance de Raoul Dautry, alors ministre de la Reconstruction. Celui-ci le nomme urbaniste et architecte en chef de la Reconstruction du secteur de Colmar, l'un des plus sinistrés de l'Alsace. Stoskopf doit reconstruire les localités d'Ammerschwihr, Sigolsheim, Bennwihr, Mittelwihr, chères aux Alsaciens. Il y est très bien accueilli et peut travailler en toute liberté, soutenu à la fois par la population, les conseillers municipaux, les conseillers généraux, les députés et le préfet.

Stoskopf va au-delà des limites fixées à la mission impartie aux urbanistes. Les grandes lignes du projet étant arrêtées, il s'attache à la composition du paysage urbain. Il s'approprie un rôle de metteur en scène. Cette orientation se révèle bénéfique car son projet est adopté et il est nommé architecte en chef.

Stoskopf est sans doute un des rares techniciens à avoir pu mettre en exécution les dispositions prises par l'urbaniste. Architecte d'opération pour un certain nombre de bâtiments, il oriente la reconstruction dans la voie qu'il s'était tracée.

En 1949, le gros oeuvre de 50 % des immeubles à reconstruire est achevé, ce qui vaut à leur concepteur d'être nommé chevalier de la Légion d'Honneur. Stoskopf n'a que 42 ans.

En outre, ces premières opérations permettent à Stoskopf d'orienter le travail de ses confrères. En 1949, à l'occasion de la visite en Alsace du ministre M. Claudius Petit, Stoskopf dans son exposé dit notamment:

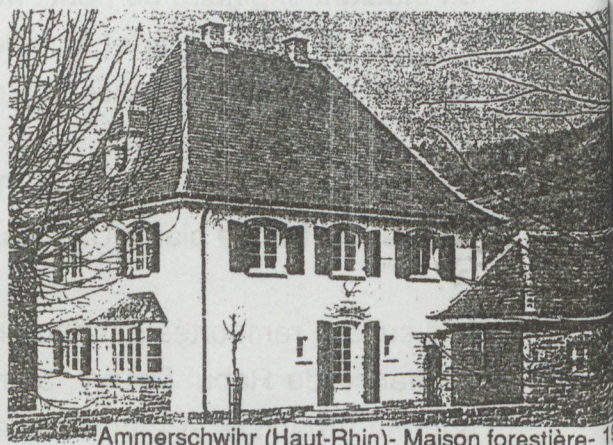
*"L'architecte, l'urbaniste s'il veut réaliser une oeuvre humaine, doit tenir nécessairement compte du paysage moral de cette province, de ses aspects*



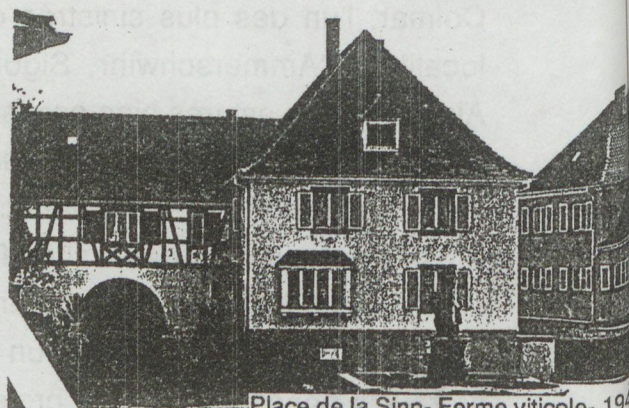
*politiques, économiques et sociaux. Mais il lui appartient également de puiser aux sources de l'art contemporain et d'apporter, en ayant le souci des nuances, dans les plus lointaines provinces le reflet, puis les traces visibles, puis la présence évidente des expressions actuelles de l'art de construire."*

Son texte publié intégralement dans la presse locale a pris alors la valeur d'un manifeste.

Nombreux exemples pourraient illustrés son travail. La maison forestière d'Ammerschwahr réalisée en 1947 grâce aux dommages de guerre et aux financements complémentaires de la Fédération Nationale des Anciens Combattants prisonniers de guerre présente une image fidèle aux traditions alsaciennes. La ferme viticole de la même localité en 1948 renoue partiellement avec la tradition du pan de bois. Stoskopf interrogé au sujet de ce colombage par Claudius Petit, réhabilite le pan de bois en lui attribuant les mêmes mérites que ceux offerts par le pan de fer ou le pan de béton.



Ammerschwahr (Haut-Rhin)- Maison forestière- 1947



Place de la Sinn- Ferme viticole- 1948

L'étendue de sa mission l'oblige à de fréquents séjours en Alsace, ce qui lui permet de retrouver sa maison familiale de Brumath.

### **Période Alsacienne:**

Rapidement, Stoskopf assume plusieurs tâches différentes qui vont pour un temps concentrer l'essentiel de ses activités en Alsace.

Confirmé dans sa mission d'architecte en chef du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du territoire de Belfort, il devient par la suite architecte-conseil pour ces mêmes départements.

Il commence véritablement à installer son agence et réalise de nombreux travaux personnels, dont les plus importants à Colmar et à Strasbourg.



### Fonctions officielles:

En tant qu'architecte en chef, Stoskopf est amené à jouer un rôle décisif dans la reconstruction des secteurs sinistrés de Strasbourg. Rien d'important n'avait été entrepris dans cette ville depuis la fin de la guerre, et la situation empirait de jour en jour.

Aux abords de la cathédrale, un groupe d'immeubles est détruit et les avis divergent sur l'attitude à adopter. Certains urbanistes estiment qu'il ne faut rien reconstruire de manière à dégager la vue sur la cathédrale, d'autres, dont Stoskopf, souhaitent revenir à la situation ante-bellum. Finalement, Stoskopf réussit à imposer cette solution.

Stoskopf doit superviser tous les projets des deux départements du Rhin; il étudie les dossiers, appose une note écrite donnant son avis. En cas de problème grave, il convoque les architectes et les maîtres d'ouvrage et leur fait part de ses objections. La plupart du temps, les intéressés se rangent à son avis, tant et si bien que Stoskopf est maintenu pendant 28 ans dans cette fonction. Il ne rencontre au cours de ses activités que bien peu d'opposition.

En tant qu'enseignant, Stoskopf est tout d'abord en charge d'un atelier avec François Herrenschildt à l'Ecole régionale d'architecture à Strasbourg. Puis, il devient directeur après la mort de Robert Danis. Cette tâche honorifique fut pour lui une source permanente de préoccupations.

Il n'est guère aidé par l'Administration centrale. La plupart de ses lettres (demande de crédits...), restent sans réponses. Le budget de l'école est bien réduit. Il souhaite des réformes.

Il est de plus membre du jury à l'Ecole des Beaux-Arts, ce qui lui demande une grande disponibilité, les jugements étant fréquents et de longue durée. Stoskopf se souvient des séances agitées, des discussions vives entre chefs d'atelier.

Stoskopf n'appartient à aucune tendance, à aucun clan et souffre souvent des difficultés qu'il rencontre dans la défense des projets strasbourgeois, souvent assez éloignés des tendances parisiennes.

Il est heureux de constater aujourd'hui que la plupart des architectes sortis de son école ont brillamment réussi.

L'indiscipline augmentant sans cesse, Stoskopf pressent les événements de 68, et donne finalement sa démission de directeur de l'Ecole Régionale d'Architecture en 1967, après dix-huit années d'exercice.



### Réalisations:

L'agence de Stoskopf commence à se monter après-guerre. Une structure, de petite taille, est d'abord installée à Colmar dans un deux pièces sous combles. Elle prend en charge les travaux de reconstruction dans cette zone sinistrée. Une des qualités de Stoskopf est de savoir s'entourer d'un personnel compétent. A Colmar, ses collaborateurs sont Jules Haas, Michel Porte et Jean-Pierre Hoog.

L'agence de Colmar est rapidement suivie de la création d'un autre groupe à Strasbourg, où Walter Oelher, Alfred Fleischmann et Claude Offner, tous trois architectes D.P.L.G., forment la base de l'organisation.

Quatre grands projets marquent plus particulièrement cette période alsacienne et influent sur la renommée de Stoskopf et la suite de sa carrière.

La grande percée de Strasbourg, au début des années cinquante, en fait partie. Stoskopf ressitue l'opération dans son contexte historique.

Avant le début du siècle, les autorités allemandes avaient commencé des travaux d'urbanisme très inspirés par les réalisations d'Hausmann. Dans le centre, une grande artère au tracé souple conduisait de la gare jusqu'à la place de la Bourse, actuelle place de Lattre de Tassigny. Son tracé fut poursuivi entre les deux-guerres ce qui permettait de traverser la ville dans les meilleures conditions. Cette artère très large, bordée de maisons de bonne qualité était typique de l'architecture du début de ce siècle.

Il restait à entreprendre une opération complémentaire jamais réalisée qui aurait facilité cette fois la traversée de la ville du nord au sud, en passant par la place de l'Homme de fer. Cette petite place était une adjonction à la place Kléber. La difficulté pour aboutir provenait d'un groupe de cinq bâtiments, situés au milieu de la place et formant un "bouchon".

Le directeur départemental de l'époque, considérant ces immeubles comme sinistrés, obtint finalement leur démolition. Pour indemniser les propriétaires, qui demandaient à retrouver sensiblement la même surface dans le voisinage immédiat, tout en laissant la place le plus dégagée possible, Stoskopf fut contraint de construire un bâtiment-tour.

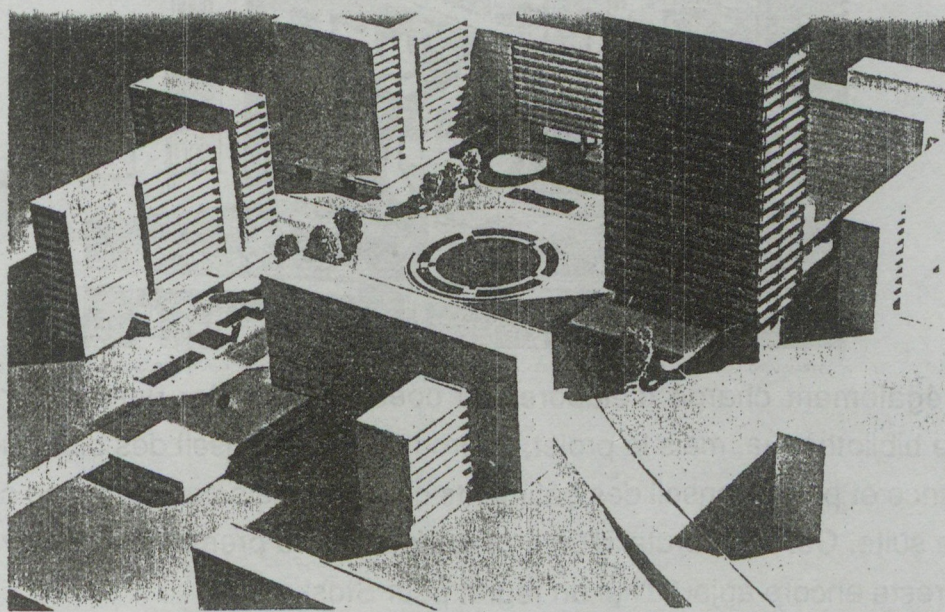
Le maire de Strasbourg se montre très favorable au projet, mais celui-ci rencontre une forte opposition des services des Monuments Historiques.



M. Cornu, alors sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts est chargé d'arbitrer le différend. Stoskopf lui présente le projet en l'augmentant sciemment de deux étages supplémentaires à ceux initialement prévus. En définitive, Cornu approuve le projet sous cette forme. Au point de vue architecture, Stoskopf propose une ossature très affirmée et la mise en place de fenêtres normalisées. Quant au programme, la tour reçoit les logements des propriétaires sinistrés, et un restaurant au dernier étage offrant une très large vue sur la ville.

Même si aux yeux de son concepteur, ce projet ne contenait rien d'excessif, il a suscité nombreuses objections et critiques. Stoskopf tient encore aujourd'hui à préciser qu'il ne s'agissait pas, en construisant cette tour, d'une ambition d'architecte, mais d'un impératif du programme. Grâce à la réalisation du projet, la traversée du centre urbain de Strasbourg est devenue possible en une dizaine de minutes.

L'opération du quartier de l'Esplanade commence un peu plus tard, mais se poursuit pendant de nombreuses années. Encore aujourd'hui, le projet n'a pas atteint son terme.



STRASBOURG - Esplanade - Maquette du projet d'aménagement de la Place Centrale

L'origine de ce projet se trouve également dans une situation historique. En effet, les terrains concernés se situent à l'emplacement de la citadelle que Louis XIV fit construire par Vauban lorsqu'il s'empara de Strasbourg. Les Allemands avaient détruit des parties importantes de la citadelle après la



guerre de 1870. Des casernes et des dépôts d'artillerie avaient été construits sur les terrains disponibles. Les champs de manoeuvre étaient nombreux.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que les Strasbourgeois entreprirent des négociations avec l'Armée pour obtenir la cession de ces terrains, afin de construire un quartier d'habitation et d'agrandir l'université située dans le voisinage immédiat.

A cette phase de l'opération, l'architecte Roger Hummel est adjoint à Stoskopf.

Hummel est chargé de l'aménagement du quartier universitaire. Il construit dans ce secteur la nouvelle faculté de droit et l'Institut de Chimie. Stoskopf, par contre, s'attache plus particulièrement à la réalisation d'une grande voie reliant en ligne droite le nord de Strasbourg à la banlieue sud, jusqu'alors très mal desservie, ce qui nécessite notamment la construction d'un pont important enjambant les bassins du port.

Les divers bâtiments sont construits par des architectes parisiens et strasbourgeois, Stoskopf réalisant pour sa part quelques immeubles H.L.M., dont deux immeubles en collaboration avec Pierre Dufau.



STRASBOURG - Esplanade - Avenue Centrale - 1962 - Architecte associé : Pierre Dufau - Sculpture : Hans Arp - Photo Guillemaut

Il est également chargé d'élaborer au coeur du quartier universitaire une grande bibliothèque, mais le projet, approuvé par le conseil des bibliothèques de France et par le conseil des bâtiments civils et palais nationaux, ne connaît pas de suite. Cet arrêt brutal d'un projet, alors que la première pierre avait été posé, reste encore aujourd'hui un regret pour Stoskopf.

Actuellement, le quartier universitaire de l'Esplanade comporte encore de nombreux terrains en friche. Selon Stoskopf, le développement de l'université à vocation européenne n'a pas connu l'expansion qu'elle aurait mérité d'avoir. Un concours a été récemment organisé pour tenter de donner une forme définitive à ce quartier. mais à l'heure actuelle, on y élève encore des constructions dites provisoires.



Contrairement à l'Esplanade, le quartier de la Canardière n'a pas connu d'entraves. Il s'agissait de remédier d'urgence à une grave crise de logements. Le maître d'ouvrage est l'Office d'H.L.M. de la ville de Strasbourg et la SIBAR, société immobilière créée avec le concours de la Préfecture du Bas-Rhin. L'enveloppe financière est très limitée. Un procédé de construction nouveau, le "béton caverneux" qui présente l'avantage d'un décoffrage très rapide est mis en oeuvre. Les façades des immeubles sont recouvertes d'un enduit et peintes en blanc.



Strasbourg-Meinau: La Canardière.

L'opération articulée autour de nombreux espaces verts connaît un grand succès, au point que le ministre Pierre Sudreau nomme Stoskopf officier de la légion d'honneur le jour même de l'inauguration, en 1959.

Par la suite, ces bâtiments qui ont reçu une approbation unanime sont reproduits en de multiples exemplaires. Cette technique permettait d'obtenir des offres favorables des entreprises et donc d'abaisser de manière conséquente le prix de la construction. En revanche, elle privait les architectes de toute liberté et de tout effort de renouveau. Pour les mêmes raisons, Stoskopf déplore les effets pernicioeux de la préfabrication lourde favorisée par le gouvernement dans le soucis constant d'augmenter la rentabilité des constructions.

La formule alors en vogue était: "La qualité par la répétition."

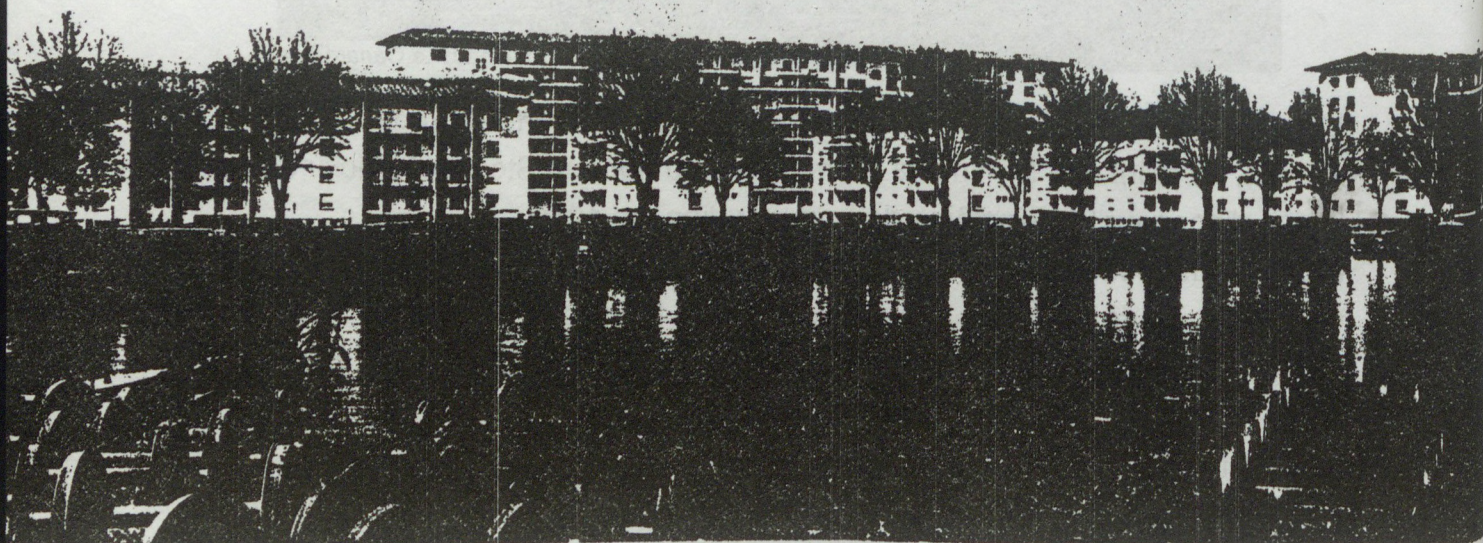
L'Office public d'H.L.M. fait également appel à Gustave Stoskopf pour la réalisation de deux opérations d'envergure au Quai des Alpes et au Quai des Belges, en bordure du Quartier de l'Esplanade.

Pour le quai des Alpes, Stoskopf dessine uniquement le plan d'implantation des bâtiments mais pour le quai des Belges, il est en plus chargé de la



construction des immeubles en qualité d'architecte-en-chef. Il fait participer à cette dernière opération de 254 logements dix confrères strasbourgeois.

Le site est exceptionnel, à proximité d'un bassin portuaire. Stoskopf décide d'innover par rapport aux habituels bâtiments érigés avant la guerre par l'Office. Les immeubles comportent généralement quatre étages avec de hautes toitures, dans lesquelles sont aménagées des mansardes, vastes surfaces de rangement. Or dans la dotation financière de ces opérations, les mansardes ne sont pas prévues. Stoskopf contourne alors la difficulté en créant des bâtiments avec un petit étage en mezzanine, de très faible hauteur. Les surfaces de rangement qu'il prévoit ainsi, sont conçues de manière à ne pouvoir être utilisées en chambre supplémentaire, comme cela se produisait autrefois. De plus, Stoskopf prône l'emploi d'enduits très lisses peints en blanc, n'apposant que quelques légères tâches de couleur pour les entrées d'immeuble ou les balcons. Les immeubles sont en général de cinq niveaux. Le bâtiment de sept niveaux comporte des logements duplex.



STRASBOURG - Quai des Belges - Office H.L.M. - 1952 - Photo A. Bommer

Le succès de cette opération est considérable. Pendant une dizaine d'années, les bâtiments réalisés servent d'exemple aux promoteurs strasbourgeois.

Stoskopf compare à cette réalisation un autre ensemble immobilier construit à Strasbourg à la même époque. Il s'agit de la cité Rotterdam. Le plan masse comportait 6 ou 7 immeubles composés autour d'un grand espace central. Stoskopf se souvient de la maquette du projet extrêmement séduisante, puis



de la déception qui suivit la réalisation. La cité était le premier ensemble utilisant la préfabrication. Les façades étaient constituées d'éléments préfabriqués, à base de graviers du Rhin liaisonnés par du ciment, ce qui produisait selon Stoskopf un ensemble grisâtre et d'un aspect triste.. Contrairement au quai des Belges, la cité Rotterdam fut très mal accueillie à Strasbourg.

L'opération avait été engagée par le Ministère de l'Urbanisme et de la Construction. Dans l'optique constante du Ministère de construire au meilleur prix possible, ce procédé industriel devait devenir le "Sésame, ouvre-toi" de toutes les opérations futures. Stoskopf souligne que cette politique devait par la suite priver les architectes de leur créativité et de leurs qualités d'invention.

Le succès du quai des Belges marque un tournant dans la vie de Stoskopf.

A la demande du gouvernement, la Caisse des Dépôts et Consignations venait de créer en 1954 la Société Centrale Immobilière de Construction (S.C.I.C.), chargée d'apporter son aide en matière de logement social. Le président directeur général de cette nouvelle société souhaitait s'informer et prendre exemple sur des opérations réalisées ou en cours. Dans ce but, il se rendit à Strasbourg pour voir la Cité Rotterdam, qui finalement le déçut. En revanche, il fut séduit par le quai des Belges, que lui présenta le directeur régional. Ce type de construction respectant l'enveloppe budgétaire tout en offrant une architecture qui voulait être aimable répondait aux ambitions de la S.C.I.C..

Ainsi, Stoskopf est missionné par cet organisme pour une première opération parisienne aux environs de Bondy.

### **Période parisienne:**

A Bondy, comme dans toutes les opérations suivantes, Stoskopf reste fidèle à ses principes.

Pour cet ensemble de 200 logements, il compose un plan-masse assez libre, réservant une grande superficie aux plantations. Il construit des immeubles aux façades blanches et aux toitures en ardoise, rejetant les façades au revêtement en mignonnette alors très répandues dans la banlieue parisienne.



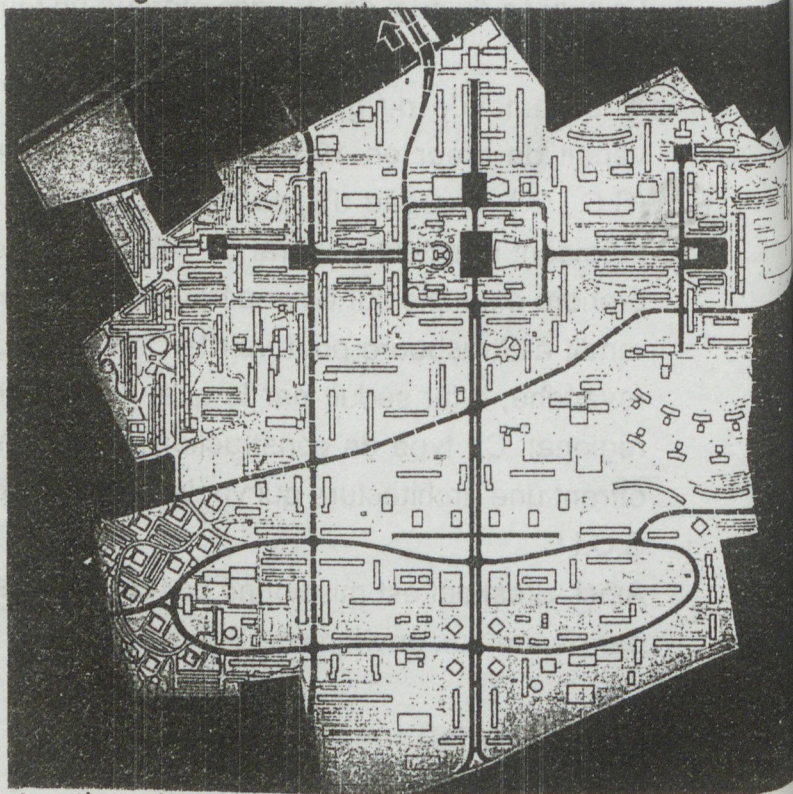
Il s'attèle ensuite à l'opération de Vernouillet, délicate à cause d'un site particulièrement précieux. Les logements sont destinés à recevoir des travailleurs de l'usine Simca. Il respecte scrupuleusement l'abondante végétation du parc. La densité d'occupation reste très faible et tous les immeubles demeurent peu élevés sauf un bâtiment-tour d'une hauteur raisonnable.

L'opération des Mureaux, datant de 1958, est élaborée dans le même esprit. Elle comporte 1200 logements groupés en bâtiments répartis dans un parc. A Poissy, la cité se développe également autour d'un grand axe central. Les plantations sont très abondantes.

Mais les opérations les plus importantes par leur ampleur et la complexité des programmes restent néanmoins celles de Créteil Mont-Mesly (travaux commencés en 1956) et de Créteil-Montaigut.

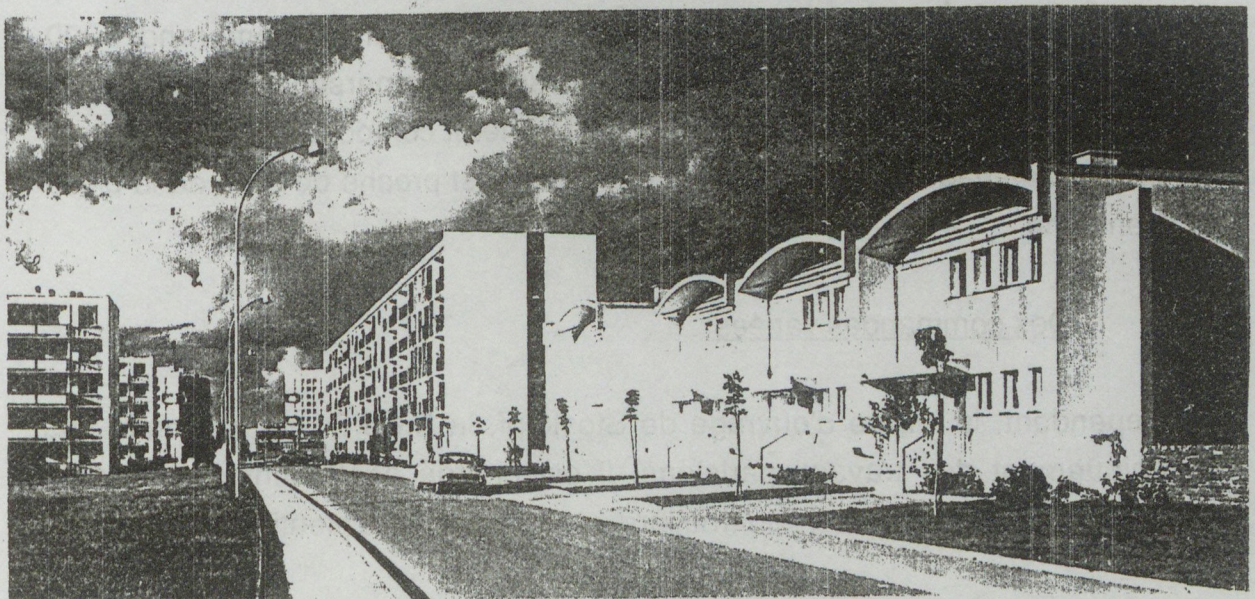
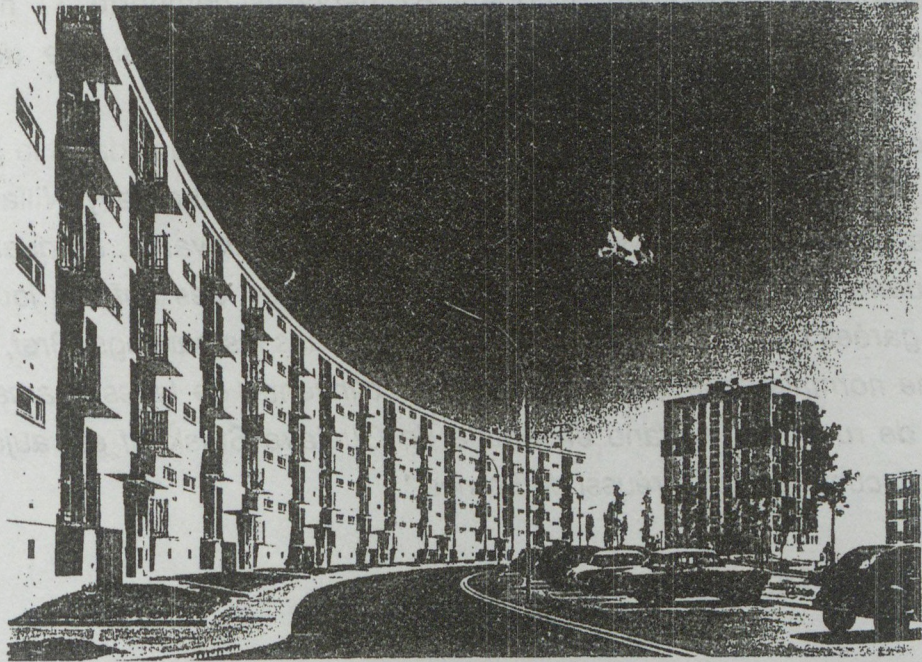
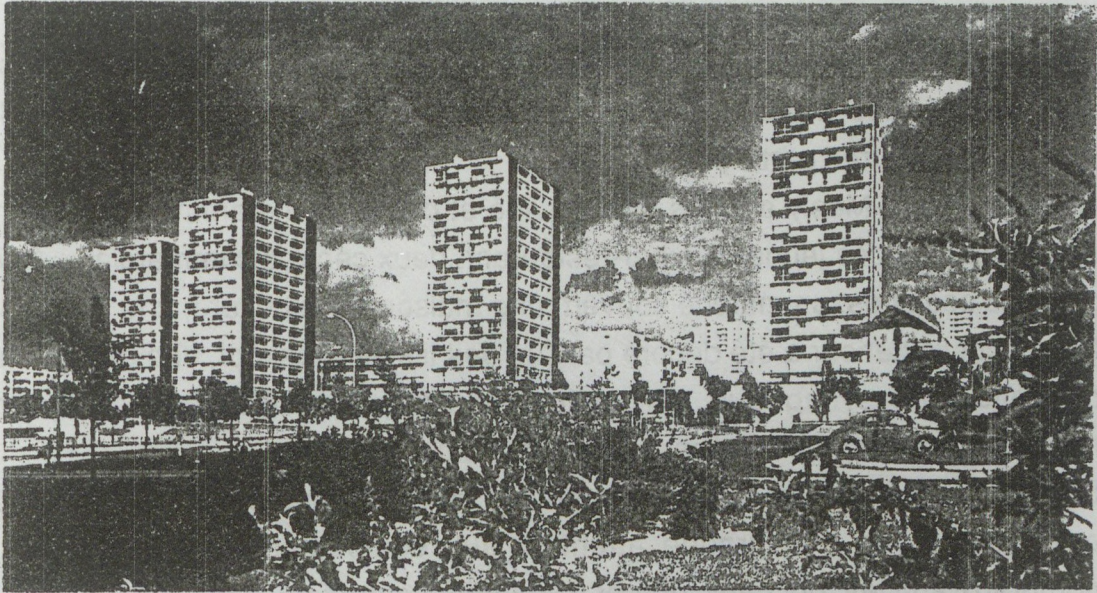
#### Créteil Mont-Mesly:

Le plan d'ensemble se développe autour de deux grands axes, se croisant en une place monumentale. Pour éviter toute monotonie, les immeubles sont de hauteur et de longueur variées et ne sont pas disposés symétriquement de part et d'autre des grandes artères. L'emploi maîtrisé des couleurs contribue aussi à cet effet de variété.



Les premières phases de construction du grand ensemble prévoient la construction de 3000 logements environ dont la réalisation se déroule en sept tranches successives. La deuxième phase de 2800 logements doit assurer la liaison entre le Mont-Mesly, Maisons-Alfort et Bonneuil. La plupart des immeubles comporte de 5 à 8 niveaux, mais on trouve aussi quelques bâtiments-tours de 11 à 15 niveaux. Quarante types de bâtiments sont mis en oeuvre. Quelques pavillons individuels jumelés avec des couvertures en voûtains renforcent encore la diversité.







Le chantier est très poussé du point de vue technique. Une seule entreprise est chargée des travaux de gros oeuvre. Elle doit également assurer le pilotage des autres participants.

En outre, Mont-Mesly est très bien équipé et comporte notamment un centre social, un club des jeunes, un bar-restaurant, deux centres commerciaux, trois groupes scolaires, un marché couvert, une maison de la culture, une salle des fêtes dont l'extérieur a été décoré par l'un des fils de Stoskopf, une église, une chapelle, une synagogue, un institut médico-pédagogique, un bâtiment réservé aux personnes âgées, une station-service, etc...

Stoskopf tient d'ailleurs à rendre hommage aux promoteurs de l'opération, qui apportèrent une très grande attention aux équipements urbains, et aux nombreux artistes, qui participèrent à l'embellissement de la cité.

L'ensemble de l'opération occupant 87 hectares comporte 31 hectares d'espaces verts. Stoskopf dit en effet: "*L'acte de construire doit être accompagné de celui de planter.*"

Pour cette opération, un hommage est rendu à Stoskopf dans le Journal Libération du 11 novembre 1986. L'article de Me. Annette Levy-Willard parle en ces termes de Mont-Mesly: "*Sur une colline verdoyante, ce quartier est pratiquement le seul où on voit des gens marcher, des enfants jouer, des autos garées devant la porte, et non enfouies dans les parkings. Bref, une vie urbaine normale sans qu'on ait eu besoin d'inventer de fausses arcades en guise de rue. ..., ce grand ensemble de Gustave Stoskopf est aujourd'hui reconnu comme le plus réussi de France.*"

#### Créteil-Montaigut:

Le quartier Montaigut, vaste construction sur plan circulaire, revient à l'initiative du général Billotte, élu maire de Créteil. Il comprend 1000 logements, un groupe scolaire, une maison pour personnes âgées et la cathédrale, siège de l'évêché du Val-de-Marne. Il comporte un grand espace central aménagé en jardin, dont la dimension est proche de celle de la place Vendôme.

#### Des commandes variées:

Cependant, le maître d'ouvrage de Stoskopf, la S.C.I.C., ne lui confie pas uniquement des travaux parisiens. Il est chargé également d'importants groupes d'immeubles à Montbéliard, Audincourt et Valentigney. Stoskopf

avoue une certaine préférence pour cet ensemble de Valentigney, qui lui fut confié à la suite d'un concours.

La S.C.I.C, qui voulait promouvoir le tourisme populaire, désigna également Stoskopf pour répondre aux données d'un programme nouveau: un "village de vacances" à Obernai. En 1958, Stoskopf réalise donc des pavillons avec des toits à deux pentes, comportant 4 logements chacun. L'ensemble est aujourd'hui complètement dépassé étant donné l'évolution légitime des exigences et des besoins de la clientèle.

Il construit également pour la société Peugeot un centre de formation sociale à Exincourt.

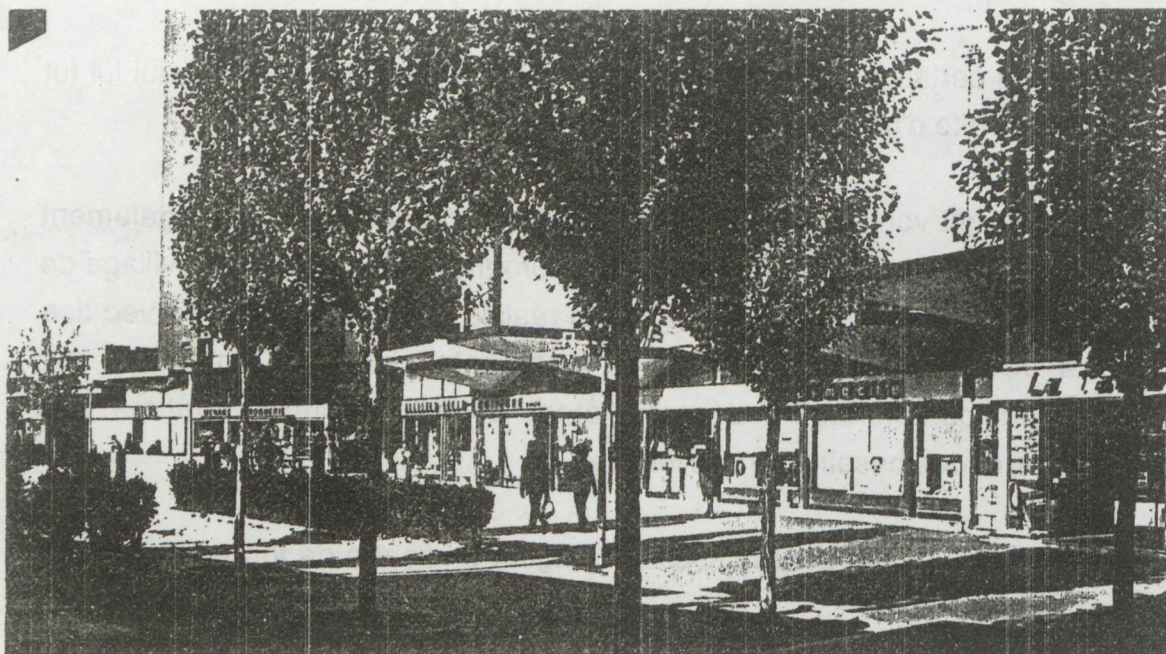
Stoskopf attache une grande importance à ses travaux au service de la Z.U.P. de Colmar. L'oeuvre qui connaît un excellent début est malheureusement gâchée par l'implantation de divers bâtiments-tours imposés par l'administration centrale. Ces "modèles" n'étaient pas prévus par le plan masse signé par Gustave Stoskopf.

Ses directives sont par contre scrupuleusement suivies à Belfort. Après dix années de combats avec diverses administrations, Stoskopf réussit à imposer son plan de remise en forme du centre du vieux Belfort. Tout en faisant oeuvre contemporaine, Stoskopf parvient à respecter certaines traditions auxquelles les Belfortiens sont restés attachés.

L'ensemble est resté fidèle aux grandes leçons apportées, dans les années d'après-guerre, par la reconstruction des villages sinistrés de la région viticole de Colmar.

Par ailleurs, Stoskopf n'est pas insensible à toutes les recherches techniques. Il invente et expérimente un système de construction qu'il fait breveter. En collaboration avec Simon Israël, architecte D.P.L.G., il imagine un système constructif composé d'un tube central surmonté d'une sorte de parapluie, qui présente notamment l'avantage de pouvoir être placé à n'importe quel endroit (pente, rocher, terrain insalubre...). Ce procédé est à la base en 1967 de la construction d'un centre commercial au coeur de la Cité Floréal de Saint-Denis.

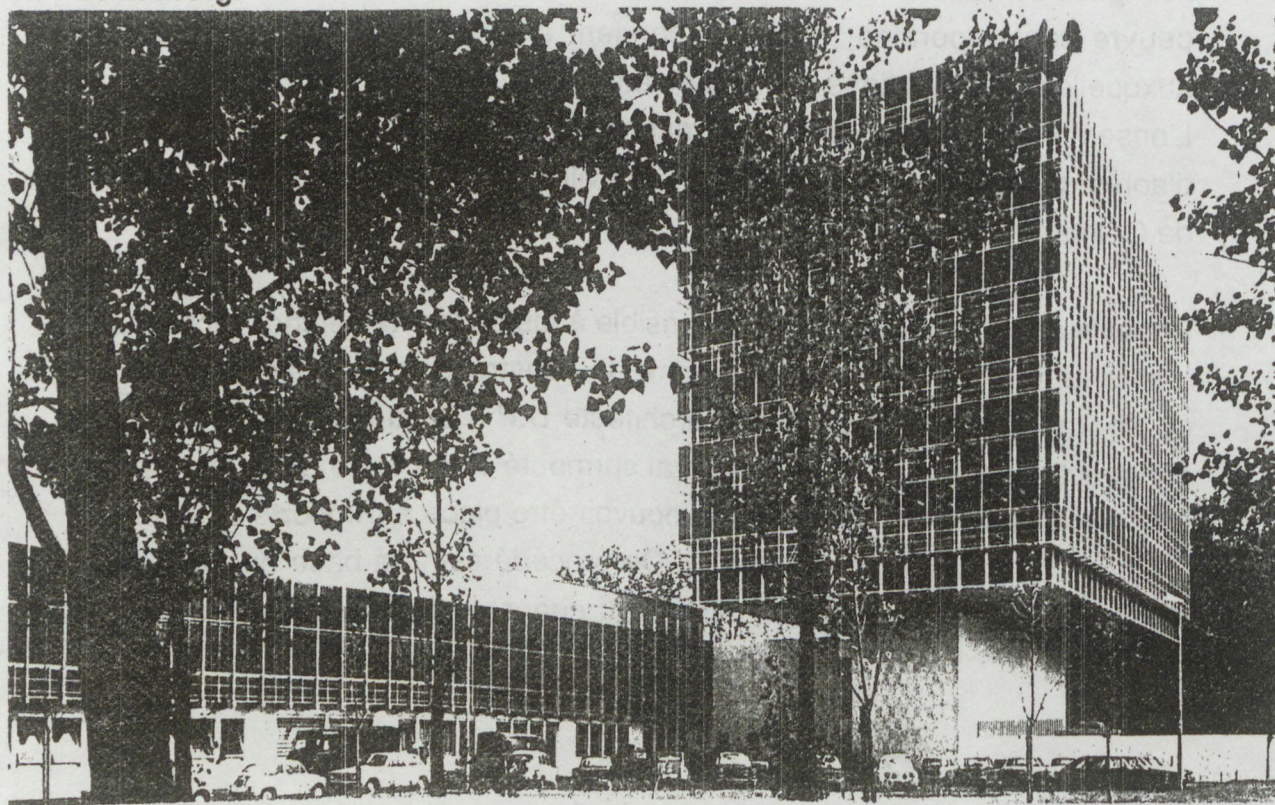




SAINT-DENIS - Cité Floréal - S.C.I.C. - Centre commercial - 1967

Stoskopf, avec son équipe, construit en outre deux grands centres administratifs, celui de la Société Générale Alsacienne de Banque à Strasbourg-Mittelhausbergen et la direction de la même banque, rue du Dôme au centre de Strasbourg.

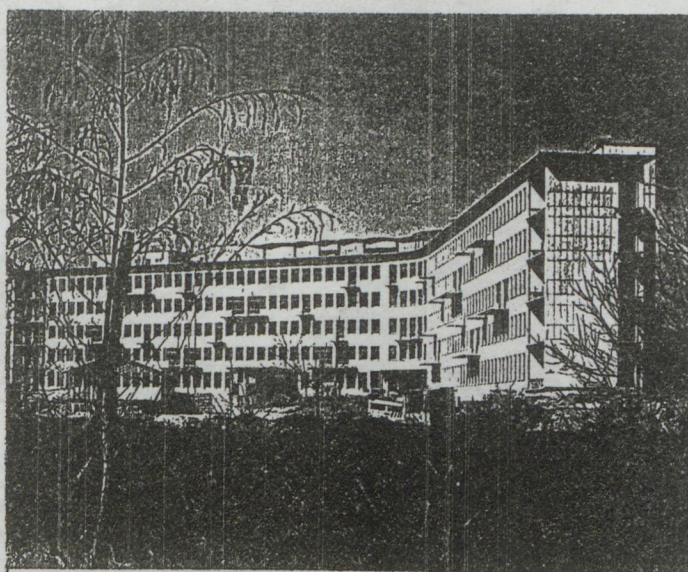
Il est aussi chargé de la construction d'un vaste ensemble de bâtiments administratifs destinés au siège du Crédit Mutuel au lieu-dit le Wacken à Strasbourg.



STRASBOURG - LE WACKEN - « Maison du Crédit Mutuel » - Strasbourg



Il convient de parler également des hôpitaux dont Stoskopf est l'auteur. Il construit l'hôpital de Séléstat dans les années d'après-guerre, puis l'hôpital René Muret à Sevran. Son association avec un architecte de l'Assistance publique lui permet d'être l'un des lauréats d'un concours organisé entre architectes français. Avec le même architecte et un confrère de Dunkerque, il apporte son concours à la construction du nouvel hôpital de Dunkerque.



Hôpital de SELESTAT (Bas-Rhin) - 1960

Enfin, l'énumération des principaux travaux de Stoskopf ne peut laisser dans l'ignorance l'ensemble des réalisations au service des Eglises catholique et protestante. C'est l'un des secteurs où l'architecte rencontre le moins de difficultés, n'étant pas tenu au respect de normes administratives. Dans ce domaine, il effectue également de nombreuses innovations tant au niveau plastique que constructif. Il met souvent en place des charpentes métalliques et obtient ainsi une acoustique remarquable.

Parmi les projets les plus marquants et qui portent mieux que toute autre opération sa marque personnelle, il convient de citer la Cathédrale de Créteil, Saint-Michel du Mont-Mesly, les églises de Bobigny, de Poissy et des Mureaux dans la région parisienne, les églises de Bischeim, du Roettig à Strasbourg, Saint-Jean (protestante) à Colmar, de Bartenheim-la-Chaussée, de Malmerspach et la chapelle de l'hôpital d'Erstein.

Stoskopf intervient également comme conseil dans la reconstruction de l'église de Katzenthal (architecte Riebert) et de l'église protestante de Riquewihr.

Il restaure les églises de Brumath, Soufflenheim et Hurtigheim.

En outre, il est appelé à siéger à la Commission d'art sacré du diocèse de Strasbourg, et pendant un an à celle qui dépend de l'archevêché de Paris. Ses services sont récompensés par la médaille de la Reconnaissance Diocésaine de l'Evêché de Strasbourg qui lui est donnée par Monseigneur Elchinger, évêque.





BRUMATH (Bas-Rhin) - Aménagement de l'église catholique - Photo A. Bommer

### Organisation et méthode de travail:

Bien sûr, Stoskopf n'accomplit pas seul l'ensemble de ces travaux.

Aux agences de Colmar et de Strasbourg, vient s'ajouter, à la suite des commandes de la Caisse des Dépôts, son agence parisienne rue Sainte-Anne. La carrière de Stoskopf suit une progression optimale et dans le courant des années 60, le volume des travaux augmentant, les bureaux de Paris, de Strasbourg et de Colmar emploient de 60 à 80 personnes, dessinateurs, métreurs, surveillants de chantier, etc... A Paris, il est secondé par deux architectes associés, à Strasbourg par trois, à Colmar par deux.

Chaque bureau travaille séparément et s'attache autant aux projets de grande envergure qu'aux projets plus modestes. Les projets d'église, par exemple, requièrent nombreuses études et remises en cause et demandent presque autant de temps que des projets de plus grande ampleur.

A Strasbourg et à Colmar, la mission des architectes s'étend des dessins jusqu'aux règlements définitifs, en passant par les devis, la surveillance des chantiers, les bons de paiement, etc.... Mais à Paris, Stoskopf préfère se dégager de ses obligations administratives qui ne lui conviennent guère en faisant appel à un bureau d'étude. A l'époque, cette démarche est assez rare mais Stoskopf se montre tout à fait satisfait des services rendus, malgré leur coût. En revanche, la surveillance des chantiers est toujours assurée par l'architecte et ses assistants. Pour les chantiers importants, des techniciens restent quotidiennement sur place; ce fut notamment le cas à Créteil où deux assistants travaillèrent à plein temps pendant dix ans.



Mais après cette période florissante, l'angoisse de ne plus avoir de projet devient de plus en plus aiguë. Les années 75 ne sont pas porteuses pour le secteur du bâtiment. L'hôpital de Dunkerque est la dernière oeuvre à laquelle, en collaboration avec deux éminents architectes, Stoskopf a attaché son nom. L'âge est venu. Les hommes qui avaient apprécié son talent et son ardeur au travail, son organisation mais aussi sa parfaite probité ont changé. Leurs remplaçants accordent alors leur faveur à de nouvelles équipes. Stoskopf ne renie rien de ses oeuvres. Il ne regrette rien.

---



## Compléments et précisions apportés par M. G. Stoskopf pour bien clarifier ses positions et opinions:

### Les succès:

Gustave Stoskopf ne renie aucune de ses oeuvres. Il ne regrette rien. Certes parmi les vastes entreprises auxquelles il fut mêlé, il en est pour lesquelles il a un attachement particulier. Ce sont celles qui lui ont ouvert la voie des grandes réalisations.

Chargé d'une mission d'architecte en Chef de la Reconstruction, il a eu le rare bonheur de relever de leurs ruines les petites villes du vignoble alsacien, si chargées d'histoire. Le succès qui couronna cette oeuvre lui a permis de retrouver Strasbourg, sa ville natale.

A Strasbourg, il fut à l'origine de deux grandes opérations d'urbanisme qui eurent le mérite d'améliorer la traversée de Strasbourg et de relier les quartiers nord et nord-est à la grande banlieue sud de la ville.

Il reste très attaché à la petite cité H.L.M. du Quai des Belges. La ville allemande et les quartiers réalisés entre les deux guerres étaient restés fidèles au strict respect des alignements prescrits. Les corps de bâtiment du quai des Belges étaient librement distribués dans des espaces gazonnés. Les constructeurs eurent le mérite d'apporter à tous l'air et la lumière.

Cette opération H.L.M. (1951) d'un type nouveau fut très importante dans la carrière de Stoskopf. Il orienta ses activités vers le logement social. Bondy, Vernouillet, Poissy, Les Mureaux, Saint-Denis-La Courneuve et surtout Créteil Mont-Mesly furent les jalons de sa carrière.

Ces vastes opérations entreprises en France étaient alors seules capables de remédier à la dramatique pénurie de logements sociaux des années soixante. Trente ans plus tard, elles sont fréquemment l'objet de violentes critiques venues de tous les horizons.

Parmi les détracteurs se trouvent même nombreux, ceux qui à la tête du gouvernement, les ont accompagnées de leurs faveurs.

Stoskopf croit devoir rappeler que les architectes étaient au service d'une politique et que ce ne sont pas eux qui en furent les auteurs. Ils ont été des exécutants. Ils furent souvent les victimes des normes qui leur furent imposées.

Il déclare avec une inébranlable conviction que les plans de masse des grands ensembles réalisés en France sont les meilleurs du monde. Stoskopf a fait de nombreux voyages d'études aux U.S.A et dans presque tous les pays européens à la découverte de logements sociaux qui ont réconforté ses convictions. Il estime que les grandes orientations données en son temps par M. Claudius Petit, ministre de la Construction et de ses adjoints Pierre Dalloz et Paul Herbé ont été excellentes. Leur mérite fut de mettre en place des ensembles bien composés, équilibrés, rejetant le désordre qui après un siècle de *"Laissez-faire, laissez aller"* a valu la honte de l'incorrigible anarchie de la banlieue parisienne.

Stoskopf prend position: *"En contestant les mérites des grands ensembles, ne revalorisons-nous pas le désastre national que sont les banlieues parisiennes qui imposent à des millions de Français l'horreur d'épuisantes migrations quotidiennes !"*

Il reste persuadé que l'urbanisme vertical est préférable à l'urbanisme horizontal. A l'heure actuelle, la prolifération de lotissements de pavillons individuels développent encore l'étendue de banlieues. Elles ne peuvent apporter une solution satisfaisante au besoin impérieux de logements. Si à la fin du siècle, une pénurie de logements semblable à celle des années soixante devait se reproduire, le gouvernement acculé serait obligé de construire d'autres grands ensembles.

Pour finir et pour rendre son jugement plus équitable, Stoskopf reconnaît qu'il y a des grands ensembles d'une affligeante médiocrité. Tous les architectes n'ont pas été pénétrés par la grandeur de la tâche qui leur fut offerte. Il y en a qui ont failli.

Stoskopf a conservé un profond attachement à l'oeuvre réalisée au prix de dix années de lutttes au service de la ville de Belfort. Son plan d'urbanisme n'a pas eu de suite. Ces plans ordonnés par le gouvernement dès la fin des hostilités ne pouvaient pas prévoir en 1950 ni les besoins de logements, ni le développement industriel.

Stoskopf s'est donc spécialement attaché à la reconstruction du centre du vieux Belfort totalement taudifié. Les leçons de la reconstruction des petites villes alsaciennes lui ont été dans cette tâche d'un intérêt exceptionnel.

Par ailleurs, Gustave Stoskopf doit beaucoup à l'aménagement intérieur de l'Eglise Catholique de Brumath.

Le succès de cette opération fut à l'origine de nombreuses missions au service de l'Eglise, en Alsace et dans la banlieue parisienne. La Cathédrale



de Créteil fut le couronnement des nombreux travaux qui lui furent confiés. Citons les Eglises de Bischeim, de Lingolsheim dans le Bas-Rhin, de Malerspach et de Bartenheim-la-Chaussée dans le Haut-Rhin, de Créteil (Saint-Michel), de Poissy, des Mureaux, de la Courneuve dans la région parisienne. Ce sont des oeuvres qui portent mieux que toutes autres sa marque personnelle. Elles n'étaient pas soumises à des contraintes administratives. L'architecte n'était pas gêné par des normes contraignantes. A noter que le nouvel aménagement de l'Eglise de Brumath était en avance sur les recommandations du Concile.

### Les échecs:

Gustave Stoskopf a connu des échecs. Il les ressent encore aujourd'hui durement.

La grande tour centrale du quartier de l'Esplanade, pièce maîtresse de la composition, a été la victime de basses manoeuvres politiciennes. Elle ne sera pas construite. L'oeuvre restera inachevée.

La salle polyvalente qui devait être édiflée au centre de la place centrale du Mont-Mesly n'a pas été construite. La place restera vide. Là encore l'oeuvre n'aura pas le caractère que Stoskopf a voulu lui donner.

La bibliothèque universitaire qui devait s'intégrer au quartier de l'Esplanade de Strasbourg et pour laquelle la première pierre avait été solennellement posée n'a pas été construite et cela pour des raisons restées obscures.

Dans le domaine du logement social, les déconvenues souvent cruelles n'ont pas été épargnées à Gustave Stoskopf. Compte tenu des difficultés de leurs réalisations (elles n'ont cessé de s'aggraver au cours des années), ces opérations étaient insuffisamment rémunérées. Les honoraires n'étaient plus calculés sur la base du montant des travaux mais sur le m<sup>2</sup> construit.

Fréquemment, la nécessité de remanier le projet à plusieurs reprises, fit que le coût de son établissement dépassait la fraction d'honoraires consacrée à l'avant-projet ou au projet. Au cours des années, les exigences des maîtres d'ouvrage augmentant sans cesse, l'architecte devint serviable et corvéable à merci.

Stoskopf, à la fin de sa carrière d'architecte au service du logement social, se trouva souvent dans des situations insoutenables.

Ce furent principalement les agents subalternes des "employeurs" qui abusèrent de leurs pouvoirs. Soucieux de leur avancement, leur zèle s'exerçait toujours au dépens de l'architecte mais aussi aux dépens des entreprises. La presque totalité des entreprises participant aux travaux de Gustave Stoskopf ont aujourd'hui disparu.

Pour illustrer ce qui précède, Gustave Stoskopf croit devoir rappeler les diverses étapes suivies par chaque programme de logements.

La première fut celle qui vit le projet s'élaborer dans l'euphorie, dans la joie de créer. Arrivé à maturité, le dossier constitué et répondant aux directives reçues, devait être approuvé par le bureau d'études Véritas, par les agents subalternes, par le directeur de l'unité territoriale, par le Directeur, puis par le Président de la Société immobilière, maître de l'ouvrage.

Puis vinrent les approbations exigées par la municipalité et par les diverses administrations intéressées. A cette phase de l'opération les rejets n'étaient pas rares. Lourdes servitudes qui, au cours des années, ont pris une grande ampleur par le rôle renforcé des administrations .

Quand enfin, les permis de construire étaient obtenus, vint l'appel d'offres adressé aux entreprises. Cette consultation étendue à tous les corps de métier se révéla en général infructueuse. Les prix limites fixés par l'Administration (publiés en général avec un retard sur la montée réelle des prix) et par ceux de la Société Immobilière (minorés par les marges bénéficiaires) étaient souvent dépassés d'environ 20 %.

Le projet était alors à revoir. Des économies devaient être trouvées. Les plans et les devis devaient s'en ressentir.

L'architecte était alors condamné sans indemnité complémentaire à présenter une nouvelle version de son projet. Les surfaces étaient souvent à réduire, les travaux de finition supprimés.

Très souvent, par la suite, au cours de l'exécution, le promoteur se rendant compte de la médiocrité de certaines prestations, pris de remords, revint sur les décisions prises au moment de la recherche d'indispensables économies.

Les ordres donnés, suivis de contrordres, suivis d'autres ordres créèrent le désordre dont l'architecte fut toujours la victime et dont il est souvent encore la victime dix ans plus tard par les effets des responsabilités qui lui sont attribuées !

Un exemple: la suppression dans l'immeubles circulaire Montaigüt à Créteil d'un joint de dilatation sur deux a causé à Gustave Stoskopf par la refonte du projet un préjudice matériel considérable.



Stoskopf avait connu l'euphorie des années d'après-guerre dominées par la cordialité des relations entre les architectes et une administration peu étoffée mais efficace. Par la suite, au cours des années, il ne pouvait s'accommoder des tensions entre tous ceux qui de loin ou de près participaient à l'acte de construire. Il s'insurgeait contre la toute puissance de l'administration, contre les faits et gestes arbitraires qui fit de tous les participants à l'effort de construction des bourreaux ou des victimes.

Puis vint la mise en place des concours. Stoskopf était scandalisé par le fait que les concurrents devaient s'engager sur le coût de l'objectif et qu'ils étaient menacés, en cas d'erreur, de sanctions allant jusqu'à la privation de leurs honoraires.

Plus condamnables lui parurent les injustices commises qui récompensaient les projets les moins chers et non pas les projets les meilleurs !

La meilleure illustration d'un nouvel état d'esprit fut pour lui les réformes apportées au règlement d'honoraires. Les barèmes et leurs explications, d'une rare complexité, nécessitèrent la publication d'une opulente documentation réunie dans un gros et indigeste volume. Ce n'est là qu'un exemple.

Les architectes d'aujourd'hui, fervents serviteurs de l'architecture dite "post-moderniste" peuvent se permettre d'accompagner leurs oeuvres de gestes gratuits. En d'autres termes, ils peuvent se faire plaisir. Cela n'était pas possible dans le passé.

La politique ministérielle favorisait la préfabrication lourde et en particulier le procédé Camus. Cette technique privait l'architecte de ses moyens d'expression. Le Ministère au fil des années ne se contentait pas "d'orienter" la construction mais d'imposer une politique plus rigoureuse encore, celle des modèles agréés par lui. Le financement des opérations n'étaient accordé aux Offices qu'à la condition d'accepter des types de logement agréés par l'administration ministérielle.

Gustave Stoskopf refusa d'exécuter des projets dont il n'était pas l'auteur et de se limiter à un simple rôle d'exécutant.

Il croit devoir ajouter que d'autres obstacles furent opposés aux grandes réalisations qui lui furent confiées par la Société Immobilière de la Caisse des dépôts.

Les relations entre cet organisme et les instances départementales du Ministère de l'Équipement étaient mauvaises. Ce fut l'architecte placé dans le bas de l'échelle qui en fut la principale victime.

Sous le prétexte de conserver des vues sur le clocher (!) de la basilique de Saint-Denis (elles étaient respectées), le projet fut remanié à maintes reprises. L'opération ne fut pas conduite à son terme. Il en fut de même pour un vaste projet de logements à Sainte-Geneviève-des-Bois. L'extension du vaste ensemble entrepris à la Ferme des Bois à Valentigney connu le même sort.

Ces échecs ont conduit Stoskopf à l'approche des années 80 à cesser ses activités. Ses collaborateurs, architectes diplômés (M. Nowak, M. Offner, etc...) ont pris leur liberté et ont créé des bureaux qui leurs sont personnels. D'autres, les plus âgés, ont pris à leur tour leur retraite.

Gustave Stoskopf s'est alors tourné vers d'autres activités.

#### Loisirs:

Tout au long de sa vie, Gustave Stoskopf a mené de front l'exercice rigoureux de sa profession d'architecte et sa vocation de peintre, d'écrivain et d'auteur dramatique. Sur cela il a suivi l'exemple de son père.

Il a su meubler avec bonheur les loisirs que sa profession d'architecte lui ont laissés.

Ses projets de décors et de costumes pour l'Opéra Don Giovanni (1938) se situent au départ de sa carrière de peintre. Il est chargé dès la création du Centre dramatique de l'Est de concevoir et de réaliser les décors et les costumes pour "Le survivant" de Jean-François Noël, le "Voyageur sans bagages" d'Anouilh et les "Nuits de la Colère" d'Armand Salacrou.

Malgré le succès, Gustave Stoskopf ne persévère pas dans cette voie, comme il avait déjà précédemment renoncé à une carrière de décorateur de cinéma.

Il se consacre alors essentiellement à son oeuvre picturale. Il veut être paysagiste. Jeune encore, il participa à Paris à des expositions de peinture. Il organise le Salon de Peinture de la Cité Universitaire. Il est nommé Sociétaire



du Salon d'Automne et reçoit plus tard la médaille d'or de la Société des Artistes Français. Le musée de la ville de Strasbourg, la ville de Paris et le Fonds National d'Art Contemporain achètent plusieurs de ses oeuvres. La bibliothèque municipale de Strasbourg et le Musée-Château d'Ettlingen Bade consacrent des Expositions aux "Trois Stoskopf" (Gustave Stoskopf 1869-1944, son fils et son petit-fils Jean-Léonard Stoskopf, sculpteur).

A Strasbourg, Gustave Stoskopf paysagiste présente des expositions particulières de ses oeuvres à la galerie "Ancienne Douane" en 1977, 79, 81, 83, 85, 87, 90 et 91. Il est vice-président de l'Association des artistes indépendants d'Alsace qui groupe environ 120 artistes alsaciens.

Gustave Stoskopf a publié aux Editions Alsatia (Colmar), dans la série Prestige de l'Alsace un ouvrage d'art consacré à son père. L'oeuvre riche d'une centaine de reproductions était préfacée par Bernard Buffet, membre de l'Institut.

L'oeuvre littéraire de Stoskopf est très importante. Vers les années 50, le Théâtre Alsacien de Strasbourg joue sa première oeuvre dramatique "Harmonie et Concordia". Oeuvre audacieuse qui met en scène avec un rare souci d'objectivité le climat alsacien dans les années d'après-guerre.

L'oeuvre fut considérée comme un nouveau point de départ de la littérature dialectale alsacienne. Elle connut le succès. Par la suite, Strasbourg et Mulhouse ont représenté de ses oeuvres. Plusieurs ont été diffusées par FR3 Alsace.

Porté par le succès, le comité du Théâtre Alsacien de Strasbourg le nomma Président, fonction qu'il assumait de 1972 à 1975.

Stoskopf a écrit une vingtaine de nouvelles et de récits publiés par la Revue Alsacienne de Littérature. Ce sont essentiellement des satires à l'humour grinçant !

Gustave Stoskopf est membre de la Société européenne, des Ecrivains d'Alsace, de Lorraine et du Territoire de Belfort.

### Distinctions:

Stoskopf est Officier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre National du Mérite, Officier des Arts et des Lettres etc...

Il est membre honoraire de l'Académie d'Architecture, membre de l'Académie des Marches de l'Est, correspondant de l'Institut (Académie des Beaux-Arts).

Il a été élu en 1975 à l'unanimité en remplacement de Luigi Nervi.

Il est fondateur de l'Institut des Arts et Traditions populaires d'Alsace qui a pour principal mission de découvrir des talents qui oeuvrent dans le silence au service de l'Alsace.

Stoskopf a également été nommé Architecte en Chef des Bâtiments Civils et Palais Nationaux. Ses nombreuses missions en Alsace ne lui ont cependant pas permis de prendre en charge un bâtiment dans la région parisienne.

Gustave Stoskopf, âgé de près de 85 ans, a derrière lui une oeuvre importante.

Il a connu de grands succès.

Il les attribue particulièrement à son art de vivre.

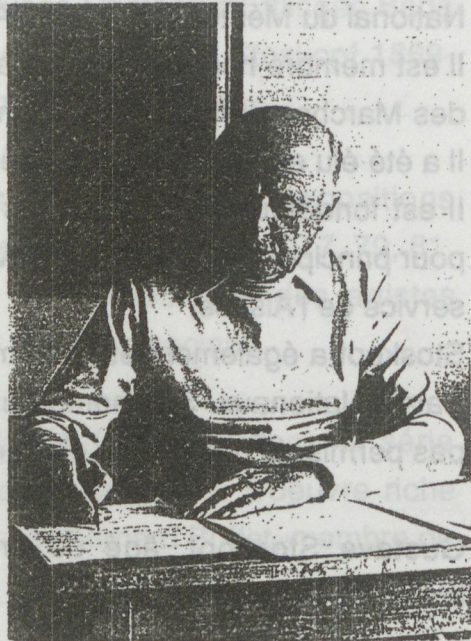
Il lui plaît de dire: "*Je dois tout à ma façon d'être.*"



**Annexe:**

Un fait divers lourd de conséquences (relaté par G. Stoskopf):

"En mars 1954, le ministre de la Reconstruction et du Logement fut un certain Maurice Lemaire, député des Vosges. Lemaire était un haut fonctionnaire de la S.N.C.F. Tout nous porte qu'à croire qu'en sa qualité d'ingénieur, il n'aimait pas les architectes. Dans son édition du 23 mars 1954, le Journal "Le Rhin Français" de Colmar fait état des propos tenus par le Ministre à l'occasion de sa venue dans le Haut-Rhin. Ces propos ne devraient pas être oubliés:



*"La construction doit être un état d'esprit. Il faut en réduire les frais. Je freinerai les crédits partout où les prix monteront. L'année prochaine, il y aura des H.L.M. à 1 Million. Mais pour cela il faut de la discipline et je demande aux architectes d'être les pionniers du logement.*

*Il faut et je le dis pour la première fois: les architectes doivent faire du logement en série.*

*Le logement bon marché est la base de la pyramide du logement et le prix de la construction doit baisser. Nous nous battons s'il le faut contre les architectes qui s'y opposeraient."*

Ce discours est significatif. Voilà un ministre qui ignore les tendances inflationnistes de l'époque et la montée intempestive du coût de la construction. Il ne cherche pas à stabiliser le coût mais il veut le faire baisser. Il veut ignorer que toute baisse devait entraîner fatalement une baisse de la qualité. En cas d'échec, il rendra les architectes responsables. Il les menace. L'opération souhaitée par Maurice Lemaire fut à Colmar un fiasco total. Grâce à des hommes tels que Maurice Lemaire, ingénieur de la S.N.C.F., n'ayant aucune compétence en matière de logement, l'architecture française allait sombrer dans la médiocrité.



Grâce à Maurice Lemaire, le logement bon marché souvent sordide, presque insuffisamment financé est devenu effectivement pendant des décennies la base de la pyramide du logement."

---



Jean TOURNIER

Résidence actuelle: 17 rue Jean Moulin 92 400 Courbevoie

**Enfance, famille, orientation, études, atelier:**

Jean Tournier naît le 23 mars 1909 à Paris.

Son père est architecte, mais les premières vocations de Tournier sont bien différentes. Très jeune, l'agriculture le tente, puis au lycée, ses bons résultats en physique et en chimie lui font miroiter une carrière scientifique.

Finalement, il se rend compte que son père exerce un métier varié, qu'il voyage...; c'est ainsi que Tournier choisit les Beaux-Arts.

Il obtient les deux baccalauréats Mathématiques et Philosophie en 1926 à 17 ans et cherche aussitôt à entrer aux Beaux-Arts. Le concours d'admission a lieu deux fois par an, une centaine d'élèves étant retenus à chaque session. Tournier se débrouille assez bien en mathématiques, même vis à vis de ses camarades qui ont préparé Centrale ou Polytechnique. Le dessin lui plaît beaucoup. Le lycée Condorcet l'avait d'ailleurs présenté au Concours Général pour cette matière mais son niveau n'est pas suffisant pour les Beaux-Arts; pour arriver plus rapidement, il suit alors les cours du soir de la Ville de Paris. Tournier est finalement reçu à la troisième admission après avoir surmonté les différents barrages (il fallait par exemple avoir plus d'une certaine note en dessin pour pouvoir passer la dernière épreuve en mathématiques etc...).

Tournier est très jeune lorsqu'il arrive à l'atelier. Il se retrouve parfois avec des camarades qui ont fait la guerre de 14-18. Il se souvient du premier temps des brimades et des corvées. Comme tous les nouveaux, il fait les courses pour les anciens, colle les feuilles, transporte les châssis... Dans son travail, il préfère avancer régulièrement plutôt que de se mettre "en charrette". Il devient trésorier de l'atelier.

Il se sent plus lié avec ses camarades parisiens qui mènent le même genre de vie que lui. La plupart sont fils d'architecte comme lui, rentrent déjeuner chez eux et ont une vie familiale remplie. Mais, il connaît aussi de nombreux provinciaux, des Marseillais et des Niçois, attirés par l'origine marseillaise du patron Héraud, ou des étudiants des écoles régionales (Rouen, Rennes...) qui viennent terminer le cycle à Paris.

Tournier est déçu par l'enseignement du patron qui ne passe que deux fois par semaine pour les corrections. Il estime en apprendre plus en écoutant les



conseils des anciens et en travaillant avec eux lorsqu'ils rendent un projet. Il a peu ou pas d'idole en dehors de l'école, et selon lui sa génération ne voue pas à Le Corbusier l'admiration que lui portera celle de son fils.



Décembre 1928: le cours de Stéréotomie.  
Professeur: M. R. Brandon.

Jean Tournier: 3ème rangée, le deuxième en partant de la droite.

En complément des Beaux-Arts, Tournier juge utile d'accroître ses connaissances. Aux Travaux Publics, il obtient un certificat de métré et de vérification après un an d'études.

Tournier n'a pas d'ambition particulièrement originale, et le fait qu'il puisse reprendre la suite de son père lui montre un chemin tout tracé. Au concours du Prix de Rome, il monte en loge à l'épreuve des vingt-quatre heures après avoir été choisi à celle des douze heures. Il ne poursuit cependant pas une formation spéciale ce qui entraînerait un changement d'atelier et l'étude d'une architecture qui lui paraît très éloignée de la réalité. Pour son diplôme en 1934, il cherche un sujet original et choisit de travailler sur un projet d'auberge de jeunesse, programme pratiquement inexistant en France mais déjà assez développé en Allemagne. Alors qu'il mélange garçons et filles, il provoque l'inquiétude du jury...



Quant à la formation professionnelle, Tournier a un point de chute obligé, le cabinet de son père. Il y est dessinateur mais regrette de n'avoir pas plus d'autonomie pour travailler dans d'autres agences et apprécier l'organisation d'un plus gros cabinet, même si à cette époque il trouve les règlements sur les salaires, les assurances, les différentes caisses où il faut cotiser moins complexes qu'aujourd'hui.

Il tente le concours des Bâtiments Civils et Palais Nationaux sans succès. Enfin, il part à Nancy avec des amis pour les assister sur un concours et échappe pour un temps à l'égide paternelle.

### **Premiers travaux, mariage, la guerre:**

Ainsi, Tournier travaille chez son père jusqu'à la guerre. La crise de 1936 touche le secteur de la construction et hormis l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de 1937, les travaux sont de faible importance. Le cabinet Tournier construit un immeuble de rapport avenue de Breteuil en 1933-34, puis se charge essentiellement de surélévations et d'entretiens d'immeubles. La clientèle est ancienne, datant parfois de rachats d'agences ou de cabinets de gérance effectués avant la première guerre.

Tournier se marie en 1937 à Paule Viollet et est mobilisé en 1939. Comme il a suivi la préparation militaire supérieure et intégré en 1931 l'Ecole du Génie de Versailles, il part comme lieutenant de réserve à la 16ème Division en Alsace où il participe à la construction d'un barrage dans la plaine du Rhin. Après le 10 mai 1940, il fait sauter des ponts en Alsace, sur l'Oise et sur la Seine.

Il n'est pas fait prisonnier et démobilisé, il regagne Paris en septembre 1940. Avant tout, Tournier doit subvenir aux besoins de sa famille qui s'agrandit rapidement; trois des cinq enfants de Tournier naissent en 39, 40 et 41. Les travaux d'entretien lui permettent de vivre, malgré la difficulté d'obtenir les bons-matières. Admis comme architecte par la Caisse de Compensation (les anciennes allocations familiales), sa situation s'améliore un peu. Travaillant pour les centres médico-sociaux, à Paris et en banlieue, il acquiert plus facilement les autorisations de travaux. Par ailleurs, Tournier obtient l'agrément du Ministère de la Reconstruction pour plusieurs départements et sa soeur qui se trouve en Normandie lui donne l'occasion d'effectuer divers travaux de reconstruction dans le Calvados. A Royan, il reconstruit une villa détruite par les bombardements.

Aujourd'hui, Tournier émet une opinion nuancée sur la reconstruction. Il apprécie celles de Saint-Malo, Beauvais ou Gisors, mais reste sceptique pour Caen ou Lisieux par exemple.

### **Réalisations:**

Le père de Tournier décède en 1945, et son fils reprend sa suite. Après des travaux divers, allant de la transformation d'une propriété à Clamecy à l'aménagement de locaux industriels à Paris, le premier projet d'importance de Tournier est en 1949-50, la construction d'un bâtiment de locaux administratifs destiné aux Aciéries d'Hirson (Aisne). C'est le président de ces aciéries, ingénieur de Centrale, qui demande directement à l'architecte de s'occuper du projet, secondé par une entreprise également choisie par le maître d'ouvrage.

Par la suite, Tournier s'attache divers maîtres d'ouvrage réguliers, ce qui lui permet de ne pas subir le coût et la pression des concours.

Scout en 1923, il devient, par ses relations, architecte du quartier général des Scouts de France, s'occupe de l'aménagement du camp-école de Jambville (construction de divers bâtiments) en 1955 et de l'agrandissement du siège social des Guides de France à Paris en 1967...

C'est aussi un camarade scout qui l'introduit auprès des religieuses de l'oeuvre de Villepinte, dont il réaménage le sanatorium en 1960. Au cours des années qui suivent, il effectue de nombreux autres travaux à Villepinte dans le sanatorium, l'établissement de cure, etc..., et construit une maison d'habitation, une salle de cinéma, une nouvelle cuisine et ses annexes. Le bouche à oreille lui permet également de travailler pour d'autres congrégations religieuses, toujours dans les domaines de l'éducation ou de la santé. En 1962, il construit une école technique féminine à Asnières. En 1963, il réalise une école de seize classes pour l'Institut Montalenbert à Nogent-sur-Marne, en 1965 il aménage et modernise le Couvent du Sacré Coeur à Versailles, en 1974 il construit un hôtel maternel pour les religieuses de Saint Raphaël à Antony.

Un autre maître d'ouvrage est le groupe Winterthur, société d'assurances Suisse, qui le charge des travaux d'entretien de l'ensemble de ses immeubles de la région parisienne. Le groupe fait notamment appel à lui pour la construction du nouveau siège social pour la France situé avenue Victor Hugo.



A cette occasion, il apprécie de collaborer avec les architectes suisses qui lui laissent choisir le parti et dont il admire l'organisation et le respect des délais. Plus tard, il construit plusieurs agences pour cette société, à Mantes, Saint-Cloud, Neuilly-sur-Marne, Fontenay-aux-Roses...

Outre le siège social de la Winterthur, un autre chantier important de Tournier mais d'un genre très différent, est le Collège d'Enseignement Technique (C.E.T.) de Senlis qu'il prend en charge en 1965 pour l'Education Nationale. Pour satisfaire au programme qui propose de regrouper 600 internes sur 5 hectares de terrains, et aux prix limite imposés par l'administration, Tournier s'entoure d'un ingénieur, d'un métreur... et conçoit une véritable gestion des financements.

Tournier réalise également d'autres travaux d'extension ou des réaménagements dans la région parisienne.

#### **Des activités diversifiées:**

Parallèlement à la construction, Tournier s'engage dès le début de sa carrière dans la gérance d'immeuble et l'expertise.

Son père lui laisse une clientèle de gérance dont il continue à s'occuper. Il faut assurer les travaux habituels d'entretien: couverture, ravalement, chauffage, ascenseur, et en même temps assumer la gestion complète de l'immeuble.

Les loyers sont encaissés quatre fois par an, aux termes de janvier, avril, juillet et octobre. De plus, Tournier s'occupe de régler les charges de l'immeuble (impôts, assurance travaux, concierge...) et remet ensuite au propriétaire le solde disponible après avoir prélevé le montant des honoraires de gérance. Cette activité lui permet d'assurer des rentrées à date fixe ce qui facilite la gestion de son budget familial.

Cependant, les clients du cabinet Tournier finissent par vendre leur immeuble soit en totalité, soit par appartements pour le transformer en copropriété et Tournier accepte alors de devenir syndic de copropriété. Il n'appréciera jamais vraiment cette activité. Il lui semble en effet presque impossible de donner satisfaction à l'ensemble des copropriétaires dont certains semblent d'ailleurs toujours le soupçonner du pire.

Pour des clients particuliers, Tournier se charge aussi fréquemment d'établir des estimations immobilières, notamment pour des successions ou pour

l'impôt sur la fortune. La plupart du temps, il connaît déjà bien les immeubles et leur état d'entretien. Une bonne partie de son travail réside dans la recherche d'informations sur l'évolution des prix de l'immobilier à Paris et en banlieue.

En outre, Tournier développe un secteur d'expertise pour les compagnies d'assurance concernant les dommages immobiliers: incendie, dégâts des eaux, responsabilité civile.

Il travaille pour une dizaine de compagnies dont la Winterthur, la M.A.C.L., la Paternelle, la Concorde, et la Mutuelle des Provinces de France. Il s'occupe de sinistres dans toute la France, mais son activité est surtout limitée à la région Ile de France. Ces expertises donnent lieu à de nombreux déplacements et à l'établissement de rapports fixant les responsabilités et les montants des dommages. Dès qu'une affaire est terminée et le rapport envoyé, le dossier est classé et un état d'honoraires est établi.

Enfin, en 1964, soit trente ans après son diplôme, Tournier devient de surcroît Expert près la Cour d'Appel de Paris et le Tribunal de Grande Instance de la Seine. Le Président chargé du contrôle des Experts détermine selon la disponibilité de l'architecte le nombre d'affaires qu'il aura à traiter et étant donné ses obligations déjà nombreuses, Tournier fait face à une quantité d'affaires raisonnable. Pour chaque affaire, l'expert est désigné soit par une ordonnance en référé, soit par un jugement du tribunal ou un arrêt de la Cour. Chaque mission comporte la visite des lieux, le calcul du montant des travaux et la fixation des responsabilités. L'affaire terminée, un rapport est établi et déposé au Greffe.

Tournier exerce cette activité jusqu'à la limite d'âge de 70 ans (soit en 1979).

L'organisation du cabinet Tournier s'adapte à l'éventail des activités exercées. Fondé par le père de Tournier en 1908, le cabinet reste situé au 14 rue Castellane près de la Madeleine jusqu'en 1987, date de la cessation d'activité de Tournier. Il comporte quatre pièces à usage entièrement professionnel, se révélant même trop exigü pour le classement de l'ensemble des archives accumulées (dossiers pour la garantie décennale, livres de mémoires permettant d'être en compte avec la Mutuelle des Architectes Français (M.A.F.) , dossiers d'expertises...).

Le personnel est différencié selon la nature des travaux. En général, trois personnes s'occupent de la gérance d'immeubles, deux personnes se chargent des travaux et chantiers, et une autre s'attèle aux expertises



judiciaires. Pour les expertises d'assurance, qui représente un domaine bien à part, Tournier s'adjoit plusieurs collaborateurs, qu'il paie le plus longtemps possible sur honoraires avant que la législation l'oblige à les salarier. Enfin, en plus du personnel qui travaille dans son cabinet, un architecte possédant son installation personnelle mais exerçant pour le compte de Tournier, s'occupe de l'essentiel des travaux de dessins et de la surveillance des chantiers.

La clientèle est à la fois issue de la succession du père Tournier, du rachat de cabinets extérieurs (la clientèle de M. Athané, la clientèle de gérance de M. Gardinier). Cependant, en l'absence de Tournier, personne n'est fondé de pouvoirs.

Quand Tournier décide de s'arrêter, il se trouve à son tour confronté au problème de la vente de son cabinet. En outre, il tient à ce que son personnel, notamment une secrétaire et un commis d'entretien employés depuis de nombreuses années sous le statut de cadres, soient réembauchés au même niveau. Ses tentatives auprès de jeunes architectes se révèlent infructueuses car ils n'ont pas les moyens, les banques ne leur accordant pas de crédits. Finalement, il franchit plusieurs étapes. Il cède d'abord en 1982 la partie gérance au fils d'un ami (cabinet Lambion), puis en 1983 sa clientèle d'architecte à M. Sigwalt pour ne conserver que les expertises d'assurance jusqu'en 1987, date à laquelle il prend sa retraite définitive.

#### **Participation aux instances professionnelles:**

De part la diversité de ses activités, Tournier est amené à prendre part aux instances afférentes. L'ensemble de ces charges professionnelles occupe une large part de son temps mais lui permet par ailleurs un contact permanent avec la profession et une bonne connaissance de ses rouages.

Il fait ainsi partie de la Compagnie des Experts des Compagnies d'Assurances, regroupant les experts de la France entière, et devient membre du Conseil d'Administration pendant quinze ans.

Il est d'abord membre du Conseil d'Administration puis devient président de la Compagnie des Architectes Chargés de Gestion et d'Entretien d'Immeubles (CARGIM). Cette structure assez récente (création en 1960) regroupe moins d'une centaine d'architectes, s'occupant plus spécifiquement des problèmes induits par les lois successives sur les loyers d'habitation, les loyers professionnels, etc...

Enfin, il est membre du Conseil d'Administration puis secrétaire général de la Compagnie des Experts près la cour d'Appel. Sa fonction le met fréquemment en rapport avec le juge chargé du contrôle des Experts. Il est également en contact avec le Premier Président de la Cour d'Appel et avec le Président du Tribunal de Grande Instance.

Bien avant la création de l'Ordre des Architectes, il avait entendu parlé de la nécessité de cette nouvelle instance par son père et ses amis, alors membres de la Société Nationale des Architectes (S.N.A.) regroupant d'anciens commis d'architectes ou des architectes issus d'autres formations que les Beaux-Arts (diplôme des Arts Décoratifs comme le père de Tournier par exemple). Les architectes de la S.N.A. souhaitaient constituer un Ordre pour lutter contre la concurrence des photographes, charcutiers, pharmaciens, etc... qui s'étaient pêle-mêle déclarés architectes après la première guerre mondiale. De son côté, la S.A.D.G. (Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement) était d'accord sur ce point de la création d'un Ordre, car elle désirait quant à elle défendre l'identité et préserver la moralité de la profession.

Ainsi, Tournier approuva naturellement la création de l'Ordre et prêta serment dès février 1942. On lui attribua le numéro de dossier 464.

Plus tard, il devient membre de la Commission des Honoraires du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes.

Cette commission, regroupant généralement cinq à six architectes (jamais plus de huit) était chargée de régler à l'amiable les litiges entre clients et architectes.

Selon les principes de la commission, chaque partie devait être entendue séparément, ces entretiens devant aboutir le plus souvent à une entente à l'amiable. Quand l'affaire ne pouvait être conclue dans ces termes, un arbitrage était proposé, la commission désignait un de ses membres comme arbitre qui après avoir entendu les parties et étudié le dossier rendait une sentence déposée au greffe du tribunal et non susceptible d'appel. Les Compagnies d'assurance refusaient par principe cette procédure voulant conserver la possibilité d'appel.

Tournier note qu'un cas souvent rencontré par la commission était celui du jeune architecte chargé par un ami d'un projet de maison familiale. L'ami donnait un programme et indiquait un chiffre à ne pas dépasser.



Les plans et devis établis, l'architecte procédait aux appels d'offres. Le total demandé dépassait de beaucoup les possibilités financières. L'ami abandonnait l'affaire et était surpris de se voir réclamer des honoraires, d'où le litige.

Par son expérience, Tournier conseille donc la prudence aux jeunes et les incite dès le début de l'étude à faire des évaluations au mètre carré de construction avant d'aller plus avant.

Il estime d'ailleurs qu'à son époque l'enseignement de l'Ecole laissait tout à fait de côté la question du financement des opérations.

### **Relations, loisirs:**

En tant qu'architecte, Tournier a donc choisi des activités variées. Sans fortune et avec cinq enfants à charge, il a préféré s'assurer des revenus réguliers pour faire vivre sa famille et son cabinet, sans heurt. Plus tard, un de ses fils devenu lui-même architecte après avoir accompli ses études chez Zavaroni, ne reprendra pas les affaires paternelles et préférera se diriger vers une voie plus directement tournée vers la construction, dans la région de Bordeaux.

Tournier fréquente encore d'anciens camarades d'atelier, mais aussi des confrères de la CARGIM ou du Conseil Régional de L'Ordre. Résidant depuis quarante ans dans un quartier pavillonnaire de Courbevoie, il a également pour amis les parents des camarades de ses enfants, ou des voisins, parmi lesquels de nombreux ingénieurs. D'ailleurs, Tournier eut souhaité que son fils entreprenne Centrale avant les Beaux-Arts, et voue encore une admiration particulière aux architectes ayant reçu cette double formation.

Tournier a toujours beaucoup travaillé et ses loisirs ont été plutôt sportifs. S'il n'a jamais, comme il le précise, ni chassé, ni pêché, ni joué au golf, il s'adonna au ski et aux loisirs de montagne, étant par ailleurs un membre régulier du CAF (Club Alpin Français).

Suite à son scoutisme, il campa beaucoup et dès que ses moyens le lui permirent, il voyagea avec sa femme en Europe, en Afrique du Nord...

Actuellement, Tournier, outre son engagement dans diverses associations et ses occupations familiales (il a treize petits-enfants dont certains vont encore

au lycée), peut profiter de sa maison de campagne où ses loisirs préférés restent le jardinage et la marche.

---